

# Le déclin et la chute de l'empire Cochrane

Peter C. Gøtzsche  
Institute for Scientific Freedom

Peter C Gøtzsche

# **Le déclin et la chute de l'empire Cochrane**

Institute for Scientific Freedom

Cette œuvre est mise à disposition sous licence Attribution-NonCommercial 4.0 International. Pour voir une copie de cette licence, visitez <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/> ou écrivez à Creative Commons, PO Box 1866, Mountain View, CA 94042, USA.

**The decline and fall of the Cochrane empire**

© Peter C. Gøtzsche 2022

Couverture : l'auteur

ISBN : 978-87-972291-6-3

1ère Édition, 1ère Impression

Imprimé au Danemark 2022

Tous droits réservés. Le droit d'auteur appartient à l'auteur.

Ce livre est fourni gratuitement.

Il ne peut pas, à titre commercial ou autre, être prêté, vendu, revendu, loué ou vendu à des tiers, ni être diffusé sans le consentement préalable de l'auteur.

Institute for Scientific Freedom

Copenhagen

[www.scientificfreedom.dk](http://www.scientificfreedom.dk)

## Sommaire

Présentation de l'ouvrage .....	6
Par le traducteur .....	6
Par l'auteur .....	11
1 Introduction .....	12
Cochrane expulse l'une de ses personnes les plus connues .....	13
2 Le déclin moral de Cochrane a commencé en 2011 .....	14
3 Mark Wilson, le nouveau directeur général de Cochrane, s'est montré hostile et destructeur dès le premier jour .....	17
4 La destruction systématique des centres Cochrane par Wilson .....	20
2013 : Wilson tue le livre d'Alan Cassels sur le 20e anniversaire Cochrane, qui contenait trop de Gøtzsche .....	24
2014 : Wilson ruine délibérément ma réputation .....	24
2015 : Mon article dans le Daily Mail sur les médicaments psychiatriques .....	27
2016 : Un usage approprié de la politique de représentant pendant que Wilson était en vacances .	30
2017 : La TV irlandaise sur les vaccins contre le papillomavirus.....	32
2018 : L'en-tête était pour Wilson plus important que la cause de la mort de jeunes gens.....	33
2018 : Mon témoignage d'expert dans un procès néerlandais pour double homicide.....	38
5 Mon élection au conseil de direction en janvier 2017 et le micromanagement stupide de Wilson ...	39
De graves falsifications de procès-verbaux de réunions à Genève en 2017.....	44
6 Cochrane au service de l'industrie .....	48
7 L'empereur s'humilie devant son entourage .....	52
8 Wilson intensifie le conflit à l'extrême .....	53
9 Préparatifs pour le simulacre de procès .....	63
10 Ma réponse aux critiques dans mon rapport de 66 pages à l'avocat.....	65
2003 : Lettre du coprésident du comité de pilotage, Jim Neilson .....	65
2017 : Quand l'empereur s'est humilié devant son entourage .....	68
Burton a menti de manière flagrante dans son rapport à l'avocat sur les décisions prises à Genève en 2017.....	69
11 Réponse de Wilson à l'avocat .....	71

12 Le simulacre de procès.....	72
La politique de représentant : La main tendue de Wilson à l'industrie pharmaceutique .....	84
L'éloge de l'avocat à l'égard de ceux qui l'ont payé.....	88
Ma critique des drogues psychiatriques a été la principale raison de mon expulsion.....	91
2015 : Le débat sur Maudsley .....	92
Notre critique de l'étude Cochrane sur le vaccin contre le papillomavirus a contribué à mon expulsion .....	92
Burton a probablement orchestré des lettres de plainte dans l'affaire du vaccin contre le papillomavirus .....	101
Le pathétique théâtre amateur de Burton.....	110
Accusations de harcèlement sexuel, Me Too.....	113
Comment pouvons-nous le mettre dehors et quelles sont les conséquences ? .....	114
Le final .....	134
13 Mon expulsion et les réactions dans les médias.....	135
Les instructions de Burton à l'avocat étaient frauduleuses.....	140
Le charabia de Wilson à ma dernière réunion des directeurs de centre.....	143
Le discours de haine de Burton lors de l'assemblée générale annuelle .....	149
14 Les mois suivants.....	155
Déclarations mensongères du conseil d'administration et appels à une enquête indépendante ....	156
Les webinaires Cochrane ont menti sur les raisons de mon expulsion .....	159
L'analyse brillante de Hammerstein sur le simulacre de procès et Cochrane .....	163
Jos Verbeek, rédacteur du groupe Cochrane Work, crée un contre-mouvement .....	167
15 Mark Wilson, le directeur général de Cochrane, m'a fait mettre dehors de mon poste au Danemark .....	174
Lettres et articles de soutien pour empêcher mon licenciement.....	178
Le plan directeur va au-delà de Cochrane .....	182
16 Qui était Mark Wilson et a-t-il été placé dans le but de détruire Cochrane ?.....	185
17 Qui était la personne que Cochrane a expulsée ? .....	194
La vie après Cochrane.....	198
Vidéos de conférences et d'interviews .....	200

## Présentation de l'ouvrage

### Par le traducteur

*Le recrutement non ploutocratique du personnel politique, qu'il s'agisse des chefs ou des partisans, est lié à cette condition évidente que l'entreprise politique devra leur procurer des revenus réguliers et assurés. Il n'existe donc jamais que deux possibilités. Ou bien l'on exerce « honorifiquement » l'activité politique, et dans ce cas elle ne peut être menée que par des personnes qui sont, comme on dit, « indépendantes », c'est-à-dire par des personnes qui jouissent d'une fortune personnelle, avant tout par des rentiers. Ou bien l'on ouvre les avenues du pouvoir à des personnes sans fortune et, dans ce cas, l'activité politique exige rémunération. L'homme politique professionnel qui vit « de » la politique peut n'être qu'un pur « prébendier » ou bien encore un « fonctionnaire » rémunéré. En d'autres termes il peut percevoir ses revenus, soit sous la forme d'honoraires ou d'émoluments pour des services déterminés - les pots-de-vin n'étant qu'une forme dénaturée, irrégulière et formellement illégale de cette sorte de revenus -, soit sous la forme d'une rémunération fixe en nature ou en espèces, soit sous les deux formes à la fois.*

Max Weber, Le savant et le politique.

Le récit qui va suivre ne traite pas de la fondation Cochrane. Certes, la collaboration connue pour ses revues de l'information médicale est le cadre dans lequel se sont déroulés les événements rapportés. Mais les personnages, les conflits et les enjeux en question se retrouvent dans bien d'autres structures similaires. « Le déclin et la chute de l'empire Cochrane » nous offre à voir en détail le fonctionnement d'une telle organisation et le cours des événements, qui plus est par un témoin direct habitué à l'analyse des conflits d'intérêt.

Cochrane est une organisation à but non lucratif fondée sous la conduite de Iain Chalmers au Royaume-Uni en 1993. Elle a pour objet le recensement, la mise à jour et l'analyse des revues systématiques des études cliniques menées dans le domaine médical. Elle sélectionne les études sur base de leur qualité méthodologique et vise à minimiser les biais. Ces analyses sont présentées sous forme de « revues systématique » ou « méta-analyses » des données scientifiques sur le sujet. Même si son centre névralgique est en Grande-Bretagne, elle a été d'emblée une organisation internationale. Des chercheurs du monde entier y participent, avec des centres nationaux dans différents pays. Ces centres sont initialement assez indépendants les uns des autres, et mènent leur recherche propre. Peter C Gøtzsche fait partie dès 1993 des cofondateurs. Cette même année, il met en place le Nordic Cochrane Centre à Copenhague. Très actif dans la publication d'analyses, il

est particulièrement minutieux vis-à-vis de l'influence des intérêts commerciaux de l'industrie pharmaceutique sur les études publiées, y compris dans les méta-analyses critiques.

\*\*\*

La Collaboration Cochrane est coordonnée par un conseil d'administration (*governing board*) qui désigne un directeur général. En 2012, un nouveau directeur général est engagé : Mark Wilson. Celui-ci va rapidement changer les habitudes de fonctionnement de Cochrane. Alors que les centres régionaux étaient très autonomes, il va oeuvrer à réduire leur indépendance au profit de la direction générale. Il tente de renforcer son contrôle direct sur ceux-là, et son interventionnisme se heurte à plusieurs responsables de centres. Il cherche à développer une culture de la hiérarchie et à supprimer les fonctionnements démocratiques.

Il met l'accent sur l'image de la fondation. Imprégné de l'esprit du monde des affaires, pour lui les controverses nuisent à l'image des marques et il faut donc les étouffer. Une entreprise ne peut pas permettre l'expression de voix divergentes de la direction et doit être une structure autoritaire. Il voit la recherche comme une activité industrielle qui nécessite un investissement pour aboutir à une marchandise manufacturée. Il renforce la bureaucratie et la procéduralisation, et accroît le nombre d'employés. Il fixe des objectifs chiffrés qui doivent être respectés par les centres. Tous ces changements vont entraîner des conflits à répétition avec Gøtzsche.

Ce dernier a en effet des opinions diamétralement opposées. La recherche de la vérité scientifique passe avant tout et ne peut se compromettre. Il est nécessaire que les débats d'opinions se mènent librement, sans se soucier des mécontentements personnels que cela peut induire, et sans se préoccuper d'éventuels intérêts économiques. Les centres doivent pouvoir mener leur activité de recherche et de publication de manière autonome. Il est aussi un farouche partisan de la suppression de tout conflit d'intérêt au sein de l'organisation. Il a publié de nombreux écrits critiques, notamment contre la prescription abusive des médicaments psychiatrique, et pour mettre en avant les effets secondaires du vaccin contre le papillomavirus. Cela entraîne des controverses, et des lettres de mécontentement - notamment de psychiatres - qui parviennent jusqu'à Wilson.

Wilson craint de froisser les donateurs et que le comportement de Gøtzsche, loin d'améliorer l'image de Cochrane, ne lui nuise. Il lui reproche ses prises de position publiques qui lui aliènent une partie du milieu médical et industriel, comme Gøtzsche le raconte dans les passages relatifs aux médicaments psychiatriques et au vaccin contre le papillomavirus. Wilson ne peut admettre qu'un discours dissident s'écarte de sa stratégie de relations publiques.

En 2017, pour mettre en œuvre sa vision de la fondation et se protéger des attaques de Wilson, Gøtzsche se fait élire au conseil d'administration. Mais en vain : en 2018, à l'occasion d'une plainte de Wilson relative à la manière dont Gøtzsche s'exprimait lors de ses interventions, il est l'objet d'une procédure de la part du conseil d'administration de Cochrane. Un audit est réalisé par un cabinet d'avocats à la demande de l'un des co-présidents, Martin Burton. C'est ce dernier qui mènera l'essentiel du « procès ». Gøtzsche consacre de nombreuses pages au déroulé des débats. Les multiples détails de ceux-ci et les manœuvres utilisées par ses adversaires ne sont pas d'importance fondamentale mais seront enrichissantes pour le lecteur qui serait amené un jour à se retrouver dans une semblable situation.

La réunion du conseil d'administration est pour Gøtzsche un simulacre de procès. Elle se base sur une enquête menée par un cabinet d'avocat extérieur pour afficher un semblant d'objectivité mais les échanges sont confus, les arguments ne sont pas étayés et il n'est pas tenu compte des éléments objectifs recueillis. Les règles statutaires sont floues, et sont interprétées de manière

variable selon les membres concernés, lorsqu'elles sont appliquées. On comprends que beaucoup ne reprochent pas réellement à Gøtzsche une action spécifique qui serait contraire aux statuts mais essentiellement une attitude générale. Il semble qu'aucun membre n'ait réellement lu les documents qu'il apporte à sa défense. Il lui est reproché de manquer de solidarité à l'intérieur de la collaboration. En effet, pour certains, les divergences d'opinions scientifiques devraient être confinées à l'intérieur et ne pas être mises sur la place publique. L'expression de l'opinion de Cochrane doit paraître consensuelle. Gøtzsche a une attitude peu diplomate qu'il reconnaît volontiers, ce qui va lui aliéner plusieurs membres. Ses adversaires n'hésitent pas à utiliser ou contourner les règles selon leur intérêt, ce qui équivalait à de la diffamation. Des accusations mensongères sont portées par Wilson et Burton. On voit certains membres céder progressivement à l'accusation par facilité, par esprit de groupe, ou par crainte.

Après un long débat, la procédure aboutit finalement à l'exclusion de Gøtzsche de l'organisation. En réaction, quatre membres du conseil démissionnent, un grand nombre de critiques internes et externes à Cochrane se manifestent, et de nombreuses personnalités quittent la collaboration. Gøtzsche tente de faire valoir son bon droit devant l'Assemblée Générale mais rien n'y fait, la machinerie finira de l'éliminer. De nouvelles élections partielles auront bien lieu mais leur organisation et l'information sont contrôlées par la direction de Wilson. Pour parachever la débâcle, sur pression de la direction de Cochrane, l'hôpital public qui emploie Gøtzsche au Danemark le licencie.

\*\*\*

Pour Gøtzsche, son exclusion est le fruit d'une campagne de manipulations et de mensonges de Wilson sur l'ensemble du conseil d'administration et de la fondation. L'orgueil et la personnalité de Wilson le poussaient à établir un contrôle total de la structure pour servir son ambition. Il lui a été possible d'asseoir ce contrôle parce qu'il pouvait faire pression, avec l'appui de Burton, sur le petit nombre de décideurs constituant le conseil d'administration. Gøtzsche, considérant que si Wilson pouvait maîtriser le conseil, il ne pourrait rien contre l'ensemble des collaborateurs de Cochrane, et que lui Gøtzsche pourrait faire contrepoids en alertant sur sa cause et en faisant appel à l'assemblée générale. Ce fut en vain.

Mais ces explications individuelles ne sont pas pleinement satisfaisantes.

C'est le conseil d'administration qui initialement avait pour projet de renforcer la centralisation du pouvoir au sein de la Collaboration et de doper la récolte de fonds et a recruté et sélectionné Wilson pour ce faire. Toutes les décisions prises par le conseil d'administration le sont à la majorité. Lorsque Wilson voulait pousser à des décisions à l'encontre de Gøtzsche, il a trouvé une majorité de ses membres prêts à voter en ce sens. C'est l'ensemble du conseil qui mène le « procès », et la majorité exclut Gøtzsche. Wilson ne fait pas partie du conseil d'administration. Gøtzsche évoquant Burton et Wilson parle de fripouilles (*scoundrel*) individuelles, mais c'est tout le vice de l'organisation qui a mené à cette situation.

Il y a en fait un conflit de valeurs et de vision du monde qui divise les acteurs du drame.

Gøtzsche se voit au service d'une cause. Il veut combattre la corruption et que Cochrane influe sur la prise de décisions politiques. Wilson, lui, veut assurer les rentrées financières, offrir de Cochrane une image lisse et ne pas intervenir dans le débat politique. Burton veut assurer sa carrière.

De là vont découler des attitudes différentes : alors que Wilson et Burton mettent en avant le respect de l'autorité contre ce que Gøtzsche estime être l'esprit de Cochrane : la libre critique de tous.

Il est révélateur qu'au cours des débats, la coprésidente affirme que « l'ancien régime » est celui où tout le monde est libre d'exprimer ses opinions. Il y a au sein de Cochrane une culture du soutien mutuel entre ses membres. Ce qu'il est reproché à Gøtzsche, c'est d'agir de manière personnelle, de poursuivre ses objectifs indépendamment de ceux des autres, ne pas avoir le sens du compromis, ne pas être clanique (*clubbish*). Il n'hésite pas à critiquer d'autres membres et groupes de la Collaboration s'il estime que leurs travaux ont des failles scientifiques. On remarquera qu'à plusieurs reprises, Gøtzsche s'identifie à un résistant face au nazisme ou au stalinisme, ce qui ne peut qu'écarter toute solution de compromis.

Les problèmes structurels de la Collaboration Cochrane sont de deux ordres.

Premièrement, il n'y a pas de procédures bien définies, notamment pour éviter les abus de pouvoir. Les initiateurs de la Collaboration, tout à leur enthousiasme des débuts, n'avaient pas envisagé que des situations de tels abus se développent. On voit que les règles ne sont pas appliquées systématiquement, mais uniquement quand elles servent à la répression par le pouvoir. Il y a deux poids deux mesures, selon le bon vouloir des principaux dirigeants. Or, les règles ne sont rien sans la volonté des individus de les faire respecter.

Il n'y a notamment pas de procédure de destitution d'un conseil d'administration dysfonctionnel ou de moyen de le contrebalancer. L'assemblée générale est impuissante face au petit nombre des leaders bien décidé à faire prévaloir ses positions. Le conseil d'administration est certes élu, mais la direction a tout le contrôle sur le déroulé des élections : elle désigne son propre conseil d'administration, les centres étant dispersés, ils n'ont pas une vision d'ensemble de la situation et des rapports de force.

Secondement, il n'y a pas de modèle économique viable. Il est basé essentiellement sur le bénévolat. Gøtzsche part du principe que les collaborateurs se sont engagés au nom d'un idéal, et qu'il y aura toujours des bénévoles pour poursuivre le travail qu'il a fait. Pour Gøtzsche, si Cochrane ne peut survivre sans financement de l'industrie, elle doit mourir. Mais il est assez isolé sur cette position. Personne en effet parmi les collaborateurs n'a de ressources financières à consacrer à Cochrane, tout le monde est bénévole et vit de subventions faites pour d'autres buts. Lors de la procédure de recrutement qui a mené à l'entrée en fonction de Wilson, l'un des problèmes qui se posait et que les membres du conseil d'administration de l'époque voulaient améliorer était la récolte de fonds. Wilson avait mis en avant ses aptitudes dans ce domaine. Il considère qu'on ne peut pas compter entièrement sur le volontariat pour motiver les chercheurs, qu'il est nécessaire de gérer Cochrane comme une entreprise, avec des travailleurs qui fournissent un produit - l'analyse critique - en échange d'une rémunération. Dans cette vision, il est nécessaire d'avoir des ressources financières pérennes pour maintenir une activité au long cours. Celle-ci doivent venir soit d'acteurs publics soit d'acteurs privés. Wilson est à la recherche de sponsors. Il lui faut donc une fondation qui a une image attractive pour ceux-ci. Pour qu'une entreprise soit financée par des subsides, il faut soigner son image. Pour avoir une bonne image, il faut éviter les conflits, et donc il faut une gestion coordonnée et centralisée. Il tente d'améliorer les relations avec l'industrie pharmaceutique pour assurer ce financement. Or, l'industrie comme donateur a des buts opposés à ceux de Cochrane. Et les pouvoirs publics, eux, peuvent avoir des convergences avec la Collaboration, mais ont de multiples intérêts qui pourront être plus prioritaires.

Cochrane se trouve ainsi dans une situation où elle poursuit plusieurs buts. D'une part trouver un mode de financement régulier, et mettre en place une certaine manufacture de son « produit », les méta-analyses. Pour cela, il est nécessaire d'adopter un profil plus entrepreneurial, et abandonner le modèle d'organisation libre et décentralisée pour une organisation plus hiérarchisée, où la stratégie d'entreprise est décidée et clairement définie. Cet objectif de financement nécessite aussi de tenir compte des autres acteurs économiques et notamment les

industries pharmaceutiques, qui ne subventionneraient pas une structure trop critique de leur activité. Des membres de Cochrane estiment que sans membres en conflit d'intérêt, il n'est pas possible de faire le travail d'analyse. D'autre part, en parallèle, Cochrane doit poursuivre le but pour lequel elle a été créée, c'est-à-dire rassembler les données scientifiques relatives à la prise en charge des maladies et en faire des synthèses critiques. Cela nécessite de neutraliser les biais existants liés aux intérêts économiques, biais présents tant dans les études publiées que dans le chef des chercheurs de Cochrane amenés à examiner ces publications. Inéluctablement, à certains moments, ces deux buts viennent à s'opposer.

Ces questionnements sur le pouvoir et le financement n'ont émergé au sein de Cochrane qu'une fois la situation déjà verrouillée. Gøtzsche, lui, a fini par fonder un institut basé sur le financement participatif. Suite à la crise, d'autres membres développent une réflexion institutionnelle. Les 4 principes que Jos Verbeek propose résument les problèmes qu'il est nécessaire de résoudre :

- 1 Créer une culture de discussion ouverte
- 2 Se recentrer sur le cœur de Cochrane
- 3 Accroître la participation des membres de Cochrane
- 4 Trouver un meilleur modèle économique pour Cochrane.

Le problème de Cochrane était structurel. Gøtzsche aurait peut-être pu éviter l'exclusion par des solutions individuelles, en améliorant des relations interpersonnelles, ou en amenant plus d'acteurs-clés sur ses positions. Mais le conflit aurait resurgi ultérieurement.

\*\*\*

Le problème de toute organisation qui veut agir dans la société peut donc se résumer de la manière suivante. Les incitants à l'action sont limités, d'autant si cette action implique de s'opposer à des puissances installées. Soit la motivation est intrinsèque : les acteurs s'investissent par passion, par sens de la mission. Peu leur importe la rémunération matérielle. Ils sont alors voués à mener un combat dans la frugalité, à moins qu'ils ne disposent d'une fortune personnelle préalable qui leur permet de mener leur combat à titre gracieux. Dans les deux cas, le nombre de personnes qui peuvent être ainsi recruté est limité, et l'organisation est condamnée à restreindre ses ambitions. Soit on fait appel à des intervenants dont la motivation est extrinsèque, c'est-à-dire qu'ils sont prêts à s'engager dans l'action, mais à condition de percevoir une rémunération. Ce recrutement permet à l'organisation d'élargir ses buts. Mais se pose alors la question du financement. Il est possible de choisir de rechercher un financement par des acteurs privés ou des acteurs publics. Mais dans les deux cas, l'organisation se met dans la main du mécène. Elle ne peut plus espérer avoir des buts propres mais doit en permanence faire des compromis entre ceux-ci et ceux de ses donateurs, buts qui ne se confondent jamais entièrement avec ceux de l'organisation.

Le moyen – le maintien de l'organisation – devient plus important que la fin – ce pour quoi l'organisation a été imaginée au départ. Deux préoccupations s'opposent alors : la solidarité au sein de l'organisation face à l'extérieur entre en conflit avec la nécessité de la libre critique interne. La direction centrale souhaite accroître son pouvoir décisionnaire et le justifie par un souci d'efficacité. Concomitamment, les salariés de l'organisation et tout ceux à qui elle permet de subsister souhaitent la stabilité et la pérennisation de la situation. Ils sont réticents à toute prise de risque et toute critique qui pourrait fragiliser l'organisation. Progressivement la centralisation du pouvoir s'accroît, et les ambitions s'éloignent de la mission initiale.

\*\*\*

L'opinion générale est que les professionnels de la science agissent pour le bien public. À l'extérieur comme à l'intérieur du monde de la recherche médicale, la norme attendue est que les travaux publiés soient vrais et honnêtes. Mais on ne peut compter sur l'honnêteté que si les acteurs de la recherche ont une vocation désintéressée pour la vérité. Et celle-ci ne peut émerger que si le système promeut la liberté d'expression des critiques et l'égal accès à l'espace de discussion.

De la manière dont la recherche clinique est construite, les acteurs qui cherchent à faire prévaloir la vérité sont en situation défavorable face à d'autres enjeux concurrents tels que les questions de pouvoir où d'accès au financement. Les situations telles que celle de la fondation Cochrane ne peuvent que se multiplier, et la confiance de l'opinion ne peut que s'éroder face à de tels organismes où la tromperie devient la norme. La recherche clinique rejoindra alors la longue liste des corporations dont le public n'attend rien de positif.

*Dr Ronald Mazzoleni, traducteur, février 2023*

### **Par l'auteur**

Ceci est l'histoire de la corruption institutionnelle et de la transformation rapide d'une démocratie prospère en une tyrannie brutale. Cela explique pourquoi l'une des organisations les plus importantes de tous les temps dans le domaine de la santé, la Cochrane Collaboration, semble maintenant vouée à l'échec parce que la mauvaise personne a été embauchée comme directeur général en 2012. Il a systématiquement détruit Cochrane, en particulier les centres Cochrane très respectés, et un conseil d'administration faible l'a laissé faire. En avril 2021, il est soudainement parti sans message d'adieu, sept jours avant que le bailleur de fonds britannique n'annonce une importante coupe budgétaire. Beaucoup de choses qu'il faisait étaient très bizarres et difficiles à comprendre. Quelques journalistes se sont donc demandé : Avait-il des amis puissants dans l'industrie de la drogue ? A-t-il été placé pour détruire Cochrane ?

La liberté scientifique est constamment attaquée, en particulier dans le domaine de la santé, qui est dominé par l'industrie pharmaceutique et d'autres groupes d'intérêts. Les personnes qui disent la vérité au Pouvoir peuvent être démis de leurs fonctions. Cela m'est arrivé. La principale raison pour laquelle Cochrane m'a expulsé était que j'avais démontré dans mes recherches que les médicaments psychiatriques font plus de mal que de bien (1), ce que le grand public dit également lorsqu'il est interrogé. Vous pouvez télécharger gratuitement mon « [Critical Psychiatry Textbook](#) ». L'autre raison était que j'avais publié ma critique de la prestigieuse revue Cochrane des essais de vaccins contre le papillomavirus dans une revue scientifique (2).

Je crois qu'il est important de faire un film documentaire à ce sujet. Je travaille en partenariat avec le réalisateur de documentaires primé Janus Bang, de Facts Film à Fredericia, au Danemark, qui a montré plusieurs de ses documentaires à la télévision danoise. Il a des prises de vue remontant à 2015. J'ai des copies des enregistrements secrets du simulacre de procès de Cochrane où je n'étais pas autorisé à être présent et à me défendre contre les nombreuses fausses allégations inventées contre moi lors du simulacre de procès après que le propre avocat de Cochrane m'ait disculpé. J'ai documenté tout cela en détail dans deux livres (3,4). J'ai [donné une conférence](#) en 2019 pour les médecins de CrossFit aux États-Unis à propos de mon expulsion.

Cette période sombre de la science médicale où une institution autrefois digne de confiance s'est acquittée de sa tâche d'une manière qui reflète le fonctionnement de l'industrie pharmaceutique doit être largement connue.

Janus et moi pensons que le film suscitera beaucoup d'intérêt. Nous espérons que vous soutiendrez le film, afin qu'il puisse être réalisé. Les dons serviront à couvrir les frais de production. Vous pouvez faire un don via ce lien : <https://www.gofundme.com/f/film-about-the-lack-of-scientific-freedom>.

## 1 Introduction

La Collaboration Cochrane a été fondée par Sir Iain Chalmers à Oxford, au Royaume-Uni. Elle a été nommée en l'honneur d'Archie Cochrane qui posait la question suivante : "Comment pouvons-nous avoir un service de santé rationnel si nous ne savons pas, parmi les choses qui y sont faites lesquelles sont utiles et lesquelles sont inutiles, voire nuisibles ?".<sup>1</sup> Cochrane a également souligné qu'une grande faille de la profession médicale était que les médecins n'avaient pas organisé une synthèse critique, par spécialité ou sous-spécialité, adaptée périodiquement, de tous les essais randomisés pertinents."<sup>2</sup>

Au milieu des années 1970, Chalmers et ses collègues ont rassemblé des essais randomisés en obstétrique, ce qui a conduit à la publication d'un ouvrage massif en deux volumes, *Effective Care in Pregnancy and Childbirth*, en 1989, qui a fait date dans le domaine des soins de santé basés sur les preuves. Un an avant sa mort en 1988, Cochrane a [fait l'éloge de cette réalisation](#) et a déclaré qu'il serait bon de voir ce genre de rigueur appliquée à l'ensemble de la médecine.

Chalmers a également relevé ce défi. Il m'a invité à rejoindre un petit groupe de personnes qui ont lancé avec lui la Collaboration Cochrane en 1993. Il s'agissait d'un mouvement populaire idéaliste, fondé sur la frustration commune de ne pouvoir se fier à la littérature de recherche médicale. Nous avons convenu de copier les méthodes que Chalmers et ses collègues avaient utilisées pour l'obstétrique et de publier les revues sous forme électronique afin qu'elles puissent être mises à jour lorsque de nouveaux essais étaient publiés.<sup>3</sup>

La Collaboration Cochrane s'est rapidement révélée être la plus importante organisation au monde destinée à aider les gens à prendre des décisions éclairées sur les interventions en matière de soins de santé. Il n'est donc pas surprenant que, 18 mois seulement après sa création, un éditorial du *Lancet* ait déclaré qu'elle "[rivalise avec le projet du génome humain](#) quant à ses conséquences potentielles pour la médecine moderne".

Une bonne décision peut faire la différence entre la vie et la mort. Il est donc de la plus haute importance que les évaluations des outils diagnostiques et des traitements soient aussi impartiales que possible, tant dans le cadre de la recherche que lorsqu'elles sont synthétisées dans des revues systématiques telles que les analyses Cochrane.

Nous ne devons jamais oublier que la façon dont nous utilisons les médicaments est fortement influencée par les intérêts commerciaux et que la réglementation des médicaments a failli. Sans quoi, nos médicaments sur ordonnance ne seraient pas la troisième cause de décès,<sup>4,5</sup> après les maladies cardiaques et le cancer. La plupart de ceux qui meurent n'avaient même pas besoin des médicaments qui les ont tués.

La Collaboration Cochrane a grandi, a attiré certaines des personnes les plus brillantes et les plus bienveillantes du secteur de la santé et a reçu le soutien des gouvernements du monde entier. Il

---

<sup>1</sup> Cassels A. [The Cochrane Collaboration celebrates 20 years](#). CMAJ 2013;185:1162-3.

<sup>2</sup> Cochrane AL. 1931-1971 : a critical review, with particular reference to the medical profession. In : [Medicine for the year 2000](#). London : Office of Health Economics;1979:1-11.

<sup>3</sup> Cassels A. [The Cochrane Collaboration : the best-kept secret of medicine](#). Gabriola : Agio Publishing House ; 2015.

<sup>4</sup> Gøtzsche PC. [Deadly medicines and organised crime : How big pharma has corrupted health care](#). London : Radcliffe Publishing ; 2013.

<sup>5</sup> Gøtzsche PC. [Mental health survival kit and withdrawal from psychiatric drugs](#). Ann Arbor : L H Press ; 2022.

s'agissait d'une réussite remarquable, illustrant ce que peuvent donner le travail bénévole et la collaboration.

Cela aurait dû continuer. Mais en 2012, les dirigeants de Cochrane ont commis une erreur fatale en engageant le mauvais homme comme nouveau directeur général de Cochrane, le journaliste britannique Mark Wilson.

Le récit suivant décrit comment Wilson a détruit ce qui était probablement l'institution la plus importante de tous les temps dans le domaine des soins de santé, que 30 000 personnes avaient patiemment construite avant sa prise de fonction. Il a soudainement quitté son poste au milieu du mois d'avril 2021, sans laisser de message d'adieu, sept jours avant un webinaire au cours duquel le bailleur de fonds britannique a annoncé qu'une importante réduction budgétaire était probable en 2022.

C'est l'histoire d'une corruption institutionnelle, d'une soif insatiable de pouvoir et de la transformation rapide d'une démocratie prospère en une tyrannie brutale.

Une grande partie de ce qui suit est tirée du livre que j'ai publié le 30 janvier 2019, [Death of a whistleblower and Cochrane's moral collapse](#).<sup>6</sup> Une critique a écrit que "ce livre raconte soigneusement cette période sombre pour la science médicale où une institution autrefois digne de confiance a monté l'un des pires simulacres de procès jamais menés dans le milieu universitaire. Le directeur général et ses collaborateurs se sont acquittés de leur tâche d'une manière digne du fonctionnement de l'industrie pharmaceutique".<sup>7</sup>

Wilson a expulsé une des personnes les plus connues de Cochrane. Cette personne, c'était moi. Je menaçais son pouvoir et je critiquais de manière véhémement le crime organisé dans l'industrie du médicament, mais Wilson n'aimait pas [mon livre](#) sur ce sujet. En outre, beaucoup de choses que Wilson a faites étaient très bizarres et difficiles à comprendre. Les journalistes ont donc soulevé d'intéressantes questions, qui sont toujours sans réponse. Wilson avait-il des amis puissants dans l'industrie pharmaceutique ? A-t-il été placé là pour détruire Cochrane ?

Le présent livre apporte bien plus que le premier. J'ai ajouté des événements importants qui se sont déroulés après 2018 ; j'ai réorganisé le texte de manière significative ; et j'ai ajouté et supprimé beaucoup d'informations.

Surtout, maintenant que le temps a passé, j'ai pu comprendre plus clairement ce qui s'est passé, les sombres motifs qui se cachent derrière cela, et les lourdes conséquences de l'effondrement de Cochrane. Beaucoup de gens ont perdu confiance en Cochrane lorsque Wilson m'a expulsé en 2018 et s'ils vont sur Internet au lieu d'aller à la *Cochrane Library*, cela pourrait mettre leur santé en danger, car il s'y trouve énormément d'informations erronées et dangereusement trompeuses.<sup>8</sup>

## **Cochrane expulse l'une de ses personnes les plus connues**

C'était le 13 septembre 2018. J'attendais dans une chambre d'hôtel à Édimbourg avec l'une de mes chercheuses, Maryanne Demasi, de Sydney, lorsque mon bon ami David Hammerstein, membre du conseil d'administration de la collaboration Cochrane, m'a appelé à 16 h 20 : "Le conseil vient de vous expulser, non seulement du conseil, mais aussi en tant que membre de Cochrane."

Hammerstein venait de quitter la réunion des administrateurs. Dès le départ, les deux coprésidents du conseil d'administration avaient pris leur décision. Ils voulaient me sortir, pour faire plaisir à leur maître, le directeur général de Cochrane, Mark Wilson. Le seul problème était de convaincre le reste du conseil.

---

<sup>6</sup> Gøtzsche PC. [Death of a whistle-blower and Cochrane's moral collapse](#). Copenhagen : People's Press ; 2019.

<sup>7</sup> Timimi S. "[Death of a whistleblower and Cochrane's moral collapse](#)". *Psychosis* 2019 ; Oct 30.

<sup>8</sup> Gøtzsche PC. [Survival in an overmedicated world: look up the evidence yourself](#). Copenhagen : People's Press ; 2019.



Maryanne Demasi



David Hammerstein

Une enquête avait été menée à la hâte par un cabinet d'avocats engagé et payé par Cochrane. Elle a été déclenchée par une série de plaintes mesquines déposées contre moi par Wilson. Elle s'est transformée en une attaque en règle contre moi et mon rôle de directeur du Nordic Cochrane Centre à Copenhague, et s'est terminée par une tentative malveillante de dénigrement dans le cadre d'un simulacre de procès à huis clos, truffé de mensonges, contre lequel il m'était interdit de me défendre.

Bien que j'aie été entièrement blanchi par l'enquête juridique, les coprésidents n'ont pas eu de scrupules et ont inventé une excuse fallacieuse pour m'expulser. Comme dans le roman de Kafka, *Le procès*, ils m'ont accusé de "mauvais comportement", qu'ils n'ont jamais défini. Sans justification, j'ai été expulsé de Cochrane. Quatre autres des 13 membres du conseil ont démissionné en signe de protestation. C'étaient les meilleurs. Cochrane s'est retrouvé avec un conseil d'administration plus faible que jamais, et Wilson a dirigé Cochrane comme le Titanic vers un iceberg qu'ils ont refusé de voir venir.

Cochrane est restée à flot pendant encore trois ans, mais a commencé à couler lorsqu'il a été annoncé [en août 2021](#) qu'à partir de mars 2023, parmi les 52 groupes de revue, les 21 basés au Royaume-Uni seraient privés de tout financement.

Après m'avoir sacrifié, moi, le lanceur d'alerte, en 2018, Cochrane s'est mise à limiter les dégâts. Elle a passé les semaines suivantes à justifier ses actions, en publiant des déclarations mensongères et diffamatoires à mon encontre lors d'événements publics soigneusement mis en scène. Cela a déclenché une réaction en chaîne de protestations de la part de scientifiques et de membres du public, beaucoup exigeant que la décision soit annulée.

Comment Cochrane a-t-elle réagi ? De la manière dont toute entreprise ayant une direction malhonnête aurait réagi. Elle s'est cachée derrière des clauses de confidentialité et a continué à me diffamer, trompant des millions de personnes, y compris ses propres membres, sur ce qui s'est réellement passé ce jour-là à Édimbourg.

## **2 Le déclin moral de Cochrane a commencé en 2011**

Le déclin moral de Cochrane a commencé à l'été 2011 avec l'embauche d'un nouveau directeur pour le centre Cochrane britannique, Martin Burton, un consultant en oto-rhino-laryngologie. Il était le seul directeur de Cochrane que je - et la plupart des autres directeurs de centre - n'aimais pas, et notre aversion pour lui était prononcée.

Contrairement à nous, il était pompeux et intervenait souvent dans les discussions alors qu'il ne connaissait pas grand-chose aux problèmes. Témoin de sa pompe et de son estime de soi

grandiose, il a créé l'adresse électronique *director@cochrane.ac.uk*. Tous les autres directeurs Cochrane s'identifiaient par leur nom ou leurs initiales.

À l'époque, les deux coprésidents du comité de pilotage Cochrane (aujourd'hui appelé conseil d'administration), Jeremy Grimshaw et Jonathan Craig, travaillaient à un plan visant à modifier sensiblement la structure et les canaux de communication de Cochrane. Cochrane s'était développée de manière trop indépendante dans différentes directions et une certaine harmonisation des méthodes, des approches et de la qualité de nos examens était certainement nécessaire.

Mais les directeurs des centres Cochrane, à l'exception de Burton, s'irritèrent face à cette évolution. Nous avions le sentiment de ne pas être suffisamment informés et que les changements proposés pouvaient modifier fondamentalement notre mode de fonctionnement.

Le comité de pilotage a proposé que les centres, qui sont très indépendants, soient gérés par le directeur général de Cochrane, et la justification de cette proposition était que les centres avaient plus de fonctions commerciales que des fonctions scientifiques. Nous nous sommes élevés avec véhémence contre cette proposition. Plusieurs directeurs de centres étaient très respectés sur le plan scientifique et leurs compétences étaient essentielles à la survie de leur centre. Peu de centres disposaient d'un financement de base, et le seul moyen de survie était d'obtenir des fonds pour des projets scientifiques qui n'avaient rien à voir avec les activités de Cochrane.

L'automne 2011 a été riche en déceptions et en échanges de courriels furieux entre les directeurs de centres d'Europe continentale et des États-Unis. Kay Dickersin, directrice américaine de Cochrane, a écrit : "Si nous suivions cette voie, cela transformerait Cochrane en profondeur, et nous risquerions de perdre les bénévoles car nous deviendrions une entreprise à part entière."

Lorsque Burton a envoyé les grandes lignes de ses plans pour le centre Cochrane britannique, notre anxiété s'est transformée en choc. Il allait réduire le programme de recherche méthodologique du centre et le remplacer par un programme de recherche sur "l'apprentissage, le développement et l'engagement". Le directeur allemand de Cochrane, Gerd Antes, a contenu son irritation en demandant à Burton d'être plus explicite sur ce qu'était un nouveau "programme d'engagement". J'ai pensé : Comment diable "Apprentissage, développement et engagement" peut-il être "un programme de recherche" ? Cet homme savait-il de quoi il parlait ? Savait-il ce qu'était la recherche ? Pour moi, c'était un non-sens.

Nous avions le sentiment que Burton, les deux coprésidents du comité de pilotage et, depuis 2012, le nouveau directeur général, Mark Wilson, avaient manigancé un plan qu'ils ne voulaient pas dévoiler. Cochrane a toujours été très anglocentrique, et ces personnes vivaient toutes dans des pays gouvernés par la reine Elisabeth : le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie. Le reste du monde luttait constamment pour exercer une part d'influence sur la politique de Cochrane. Lorsque Iain Chalmers nous a invités à lancer la Collaboration Cochrane en 1993, il a écrit dans sa lettre d'invitation :

"L'objectif du premier colloque Cochrane sera de lancer officiellement la collaboration Cochrane en tant que collaboration véritablement internationale (engagée à s'opposer à toute tendance à la domination par une nation, une institution ou un individu)." Malheureusement, Cochrane est devenue entièrement dominée par une seule personne, Wilson.

Burton n'a pas cherché à savoir ce que nous attendions de lui, quelle était notre culture commune ou ce que faisait son personnel en place, avant de se précipiter dans un "processus de restructuration" qui rendrait beaucoup de gens malheureux. Certains de ses employés nous ont dit qu'ils seraient tous licenciés juste avant Noël.

Burton employait une soi-disant directrice des ressources humaines dont le travail consistait à renvoyer son personnel. Il a eu l'indécence de l'amener à la prochaine réunion des directeurs de

centre sans avoir demandé la permission de le faire, au grand désarroi de tous ceux d'entre nous qui appréciaient beaucoup les personnes qu'il venait de licencier.

Burton a fait preuve d'un comportement brutal en d'autres occasions. Jos Verbeek, rédacteur en chef du groupe Cochrane Work, m'a raconté que, chaque fois que Cochrane était critiquée au comité exécutif des rédacteurs, Burton soutenait toujours le plus fort que des mesures énergiques devaient être prises. En 2015, lorsque le rédacteur du groupe Cochrane Injuries, Ian Roberts, était le premier auteur d'une critique des analyses Cochrane dans le *BMJ*,<sup>9</sup> Burton a crié qu'il devait être expulsé. Verbeek a suggéré qu'il pourrait être intéressant de résoudre le conflit dans le cadre d'un dialogue constructif, mais Burton n'a pas accepté sa proposition. Il n'était même pas prêt à se lancer dans un débat public avec Roberts lors du prochain colloque Cochrane. Après la médiation de Verbeek, qui s'est conclue par un atterrissage en douceur, Burton a traité Verbeek de mauviette qui ne savait pas comment diriger une organisation.

Les arguments de Roberts étaient très bons, et Cochrane aurait dû l'écouter. Il a demandé : "Comment Cochrane peut-elle prétendre fournir des preuves fiables alors que toutes les preuves sont prises sur la base de la confiance ?"

Dans son domaine, l'anesthésie, de nombreux essais se sont révélés frauduleux. Roberts raconte qu'il a commencé à douter de l'honnêteté des comptes-rendus d'essais après qu'un collègue lui a demandé s'il savait que son analyse systématique montrant que le mannitol réduisait de moitié les décès dus à des traumatismes crâniens était basé sur des essais qui n'avaient jamais eu lieu.<sup>10</sup> Il ne le savait pas, mais il a enquêté sur la question. Tous les essais avaient un auteur principal qui prétendait venir d'une institution inexistante et qui s'est suicidé quelques années plus tard. Les essais ont tous été publiés dans des revues prestigieuses de neurochirurgie et avaient de multiples co-auteurs. Aucun des co-auteurs n'avait contribué aux essais en fournissant des patients, et certains ne savaient pas qu'ils étaient auteurs avant que les essais ne soient publiés. Lorsque Roberts a contacté l'une des revues, le rédacteur en chef a répondu : "Je ne ferais pas confiance aux données." Pourquoi, s'est étonné Roberts, a-t-il alors publié l'essai ? Aucun des essais n'a été rétracté.

Roberts a suggéré dans son article du *BMJ* qu'il soit demandé aux auteurs d'essais douteux de fournir les données originales pour vérification et, s'ils refusent, que l'essai soit retiré de l'analyse et que les raisons en soient indiquées dans la revue.

Les préparatifs d'une Cochrane gérée comme une entreprise ont ouvert la voie à l'homme fort de Cochrane, le directeur général Mark Wilson, qui a été engagé à l'automne 2012. Plusieurs directeurs de centre ont rapidement remarqué sa soif de pouvoir et d'estime. Certains ont donné des exemples où Wilson s'attribuait le mérite de ce qu'ils avaient réalisé grâce à un travail ardu et ne respectait pas les autres personnes aux postes de direction. Burton n'ayant pas plus de respect pour les gens, il n'est pas surprenant qu'ils soient devenus très proches et puissants à Cochrane.

Wilson et Burton sont les deux grandes fripouilles de cette histoire. Les deux hommes font preuve d'un comportement tyrannique et de [traits psychopathiques](#) :

"La psychopathie se caractérise par des traits diagnostiques tels qu'un charme superficiel, une intelligence élevée, un mauvais jugement et l'incapacité à tirer des leçons de l'expérience, un égocentrisme pathologique et une incapacité à aimer, l'absence de remords ou de honte, l'impulsivité, une estime de soi grandiose, le mensonge pathologique, un comportement manipulateur, une mauvaise maîtrise de soi... l'image du psychopathe est celle d'un être froid, sans cœur et inhumain." D'autres textes décrivent le psychopathe comme quelqu'un d'insensible, sans émotion et moralement dépravé, avec un défaut d'empathie. Les psychopathes mentent facilement

---

<sup>9</sup> Roberts I, Ker K, Edwards P, et al. [The knowledge system underpinning healthcare is not fit for purpose and must change](#). *BMJ* 2015;350:h2463.

<sup>10</sup> Smith R. [Time to assume that health research is fraudulent until proven otherwise?](#) *BMJ* 2021 July 5..

et crûment et violent les règles auxquelles les autres personnes se conforment.



Mark Wilson



Martin Burton

J'ai eu la malchance de me heurter à des personnalités comme Wilson et Burton qui n'ont pas lésiné sur les moyens. C'est une bataille qui ne peut être gagnée, ce dont je ne me suis pas rendu compte à temps. J'ai respecté les règles ; ils les ont violées totalement et sans vergogne et ont menti sur les faits.

Wilson a introduit de nombreuses pratiques indigestes et une énorme bureaucratie, ce qui a donné lieu à de longs documents impossibles à mémoriser, ou même simplement à savoir interpréter. C'est contre-productif mais typique du genre de managers qui provoquent des bouleversements et laissent tout le monde dans la confusion lorsqu'ils passent à de "nouveaux défis", avant que les gens ne réalisent qu'ils ont été dupés.

Pendant le simulacre de procès à huis clos contre moi, Nancy Santesso, membre du conseil, a dit : "Mark se présente avec ses 50 000 papiers et quand quelqu'un dit ... 'mais ça n'a pas de sens'... rien ne change vraiment. C'est Mark et son équipe qui font avancer l'agenda ici. Ne pouvons-nous pas admettre que ce que nous avons devant nous n'est que des montagnes de papiers qui leur permettent juste de faire ce qu'ils veulent ?"

Santesso a fait allusion au fait que le directeur général contrôlait le conseil d'administration et le paralysait avec tous ses documents et ses diaporamas. Elle a également souligné que de nombreuses personnes étaient mécontentes de la direction prise par Cochrane, ce que j'avais essayé de changer lorsque je siégeais au conseil d'administration.

### **3 Mark Wilson, le nouveau directeur général de Cochrane, s'est montré hostile et destructeur dès le premier jour**

Le 6 septembre 2012, tous les membres de Cochrane ont reçu un message du comité de pilotage annonçant l'embauche de Mark Wilson en tant que nouveau directeur général de la Cochrane Collaboration : "Mark est un gestionnaire hautement qualifié et expérimenté d'organisations complexes et d'opérations internationales impliquant des équipes multiculturelles, une réflexion stratégique et l'élaboration de politiques, leur planification organisationnelle et leur mise en œuvre. Comme son parcours l'indique, il partage l'éthique et les valeurs de la Collaboration, et nous nous réjouissons de le voir diriger notre organisation."

Il est vite apparu que dire que Wilson "partage l'éthique et les valeurs de la Collaboration" était tout à fait trompeur. Il était en totale opposition avec les valeurs que nous défendions.

J'avais organisé une réunion de planification stratégique de deux jours pour les directeurs de

centres de l'Europe continentale à Copenhague en janvier 2013, car nous étions très inquiets des changements fondamentaux annoncés pour Cochrane, que nous percevions comme une gestion sournoise. Nous espérions pouvoir influencer Wilson et être en bons termes avec lui et l'avons donc invité pour le deuxième jour de la réunion. Il voulait participer aux deux jours, mais nous lui avons expliqué que nous avions besoin d'une journée entière pour régler les choses par nous-mêmes avant de le rencontrer.

Wilson a été manipulateur dès le début. Il a répondu qu'il pensait que la réunion était "notre initiative commune lancée à Auckland", où nous l'avions rencontré trois mois plus tôt, "et je ne suis pas sûr de ce que vous avez en tête".

Il ne s'agissait pas d'une initiative commune. Antes a écrit à Wilson pour lui expliquer que nous avions besoin d'une discussion franche entre nous car nous avions d'énormes différences en matière de financement et de stratégies pour survivre. Plusieurs centres étaient en crise parce que leur financement était entièrement basé sur des projets.

Wilson n'en avait rien à faire et s'est lancé sur la prise du pouvoir suprême et du contrôle sur tout à Cochrane, même sur les personnes qui luttait pour survivre et donnaient beaucoup à Cochrane gratuitement. Il était typique de Wilson d'avoir une perception de ce qui avait été convenu différente des autres ; une différence qui a toujours joué en sa faveur.

Au cours de notre rencontre, Wilson a déclaré qu'il reprendrait mon équipe informatique de Cochrane, composée de huit personnes, et qu'il les emploierait sous ses ordres, à Londres, tout en continuant d'être en poste dans mon centre. J'ai tout de même versé une somme substantielle à l'équipe et j'ai essayé à plusieurs reprises de l'en dissuader en lui disant : "Si c'est pas cassé, ne le répare pas", mais en vain. Il n'a pas été capable d'expliquer son raisonnement et a dit quelque chose de diffus à propos de la "responsabilité", ce à quoi j'ai répondu que l'équipe était responsable devant moi, ce qu'elle, et le reste de Cochrane, ont toujours apprécié.

Deux mois plus tard, lors de la réunion des directeurs de centre à Oxford, Wilson a justifié sa prise de contrôle hostile en affirmant que mon équipe informatique était en crise. J'ai dit que ce n'était pas vrai, et Wilson n'a pas précisé ce qu'il voulait dire. Les contributeurs de Cochrane avaient toujours hautement apprécié le travail de mon équipe. Certains cadres supérieurs sont très doués pour jouer ce jeu : prétendre qu'il y a un problème, résoudre le problème inexistant, et obtenir la confiance pour leurs excellentes aptitudes de leader.

Il a fallu plus d'un an et l'intervention d'avocats des deux côtés pour réaliser la prise de contrôle hostile de Wilson, pour laquelle mon hôpital n'avait absolument aucune sympathie. Mon hôpital m'a encouragé à demander une compensation économique, mais aucune n'a été accordée. Wilson a pris ce que j'avais accumulé pendant 19 ans sans me remercier pour ma contribution colossale à Cochrane, ni personnellement, ni officiellement, par exemple sur le site web de Cochrane. Le rachat a porté préjudice à l'organisation et a augmenté les coûts. Je n'ai plus contribué financièrement, et Cochrane a dû payer un loyer à l'hôpital.

Cette prise de contrôle a mécontenté de nombreux membres du personnel. Quelques jours après sa réalisation, la responsable de l'équipe informatique, Jessica Thomas, a été licenciée sans ménagement lors d'une réunion Cochrane à Athènes. Si elle avait été licenciée alors qu'elle travaillait pour moi, l'hôpital aurait été obligé d'essayer de lui trouver un autre emploi. Wilson ne s'est même pas demandé si elle pouvait être utile ailleurs dans Cochrane, même si le groupe d'analyse britannique pour lequel elle travaillait avant de venir chez moi l'avait beaucoup appréciée. J'ai commencé à comprendre pourquoi son CV décrivait d'autres licenciements impitoyables d'employés.

Deux très bons informaticiens ont reçu des offres si médiocres et ont été si mal traités par le personnel de Wilson qu'ils sont partis pour des emplois bien mieux rémunérés (avec augmentation de salaire de plus de 10 000 couronnes par mois). L'un d'entre eux était très mécontent du fait que

son expérience professionnelle antérieure ne comptait pas pour Wilson, mais seulement le temps où il avait été employé à Cochrane. Cela n'a pas été le cas lorsque deux autres informaticiens ont été employés sous la direction de Wilson. C'est l'un des nombreux exemples qui, sous le régime de Wilson, certains sont plus égaux que d'autres, comme dans la *Ferme des animaux* de George Orwell. Les deux informaticiens qui sont partis ont décrit le département des ressources humaines de Cochrane comme désastreux. Il n'y avait aucune négociation sur les salaires ; c'était "à prendre ou à laisser".

Plusieurs des informaticiens actuellement en poste m'ont dit qu'ils n'étaient pas satisfaits de la direction de Wilson et qu'une grande partie de ce qu'il disait n'avait aucun sens pour eux. En outre, les nouvelles personnes n'ont obtenu que des contrats à court terme de 12 mois, ce qui n'est pas la façon dont nous traitons le personnel au Danemark.

Au premier anniversaire de la prise de fonction de Wilson, un article paru dans une grande revue médicale a noté que "on peut hausser les sourcils lorsque l'on se rend compte qu'une personne n'ayant aucune expérience dans le domaine des soins de santé dirige désormais l'une des principales organisations qui se consacrent à la garantie de bonnes décisions cliniques".<sup>11</sup> Imagine-t-on qu'un cabinet d'avocats de premier plan engage un directeur général n'ayant aucune connaissance du droit, ou qu'une banque nationale soit dirigée par une personne n'ayant aucune expérience des marchés financiers ?

En septembre 2013, j'ai publié mon livre, [Deadly medicines and organised crime: How big pharma has corrupted healthcare](#). Il a bénéficié d'une énorme publicité. Il est sorti en 16 langues ; j'ai été interviewé dans le monde entier, à la télévision, à la radio, dans les journaux et les magazines. Il a également été mentionné dans une [conférence TED](#) : "L'industrie pharmaceutique ne vend pas des médicaments, elle vend des mensonges sur les médicaments... Les produits pharmaceutiques sont la troisième cause de décès, après les maladies cardiaques et le cancer." J'ai été la toute première personne à oser qualifier les méthodes commerciales des grandes entreprises pharmaceutiques de crime organisé.

Deux semaines plus tard, j'ai assisté au Colloque Cochrane à Québec. Mon éditeur a envoyé un stock de livres à mon hôtel pour que je puisse les vendre à la réunion en demandant aux gens de remplir un formulaire avec leur numéro de carte de crédit et leur signature.

Mes collègues de Cochrane ont trouvé mon livre fascinant. Drummond Rennie, l'ancien rédacteur en chef du *JAMA*, a écrit dans sa préface que ce qui rendait mon livre nouveau et intéressant, c'étaient :

"Les capacités scientifiques uniques, la recherche, l'intégrité, la véracité et le courage de l'auteur. L'expérience de Gøtzsche est inégalée... Gøtzsche a des propositions et appelle à la révolution. Pour moi, rien ne servira si nous ne déconnectons pas complètement la réalisation et l'évaluation des essais du financement des essais. Nous basons nos traitements sur les résultats des essais cliniques, et ces résultats sont donc une question de vie ou de mort. Les patients qui acceptent de participer à des essais s'attendent à ce que leur sacrifice profite à l'humanité. Ce qu'ils n'attendent pas, c'est que leurs résultats soient détenus et manipulés comme des secrets commerciaux... Une révolution ? Gøtzsche a raison ... Gøtzsche est en colère contre le comportement du monde universitaire et de l'industrie, il a raison de l'être. Ce qu'il faut, c'est davantage d'indignation fondée sur des preuves comme celle de Gøtzsche."

Ce n'était certainement pas la vision du monde de Wilson. À ma grande surprise, il n'a pas aimé mon livre. Ce n'est pas un bon acteur, et lorsque nous nous sommes rencontrés au colloque, il était ouvertement inamical avec moi. Il était évident que Wilson en tant que directeur général me causerait des ennuis.

---

<sup>11</sup> Chanchlani N. [New CEO transforming the Cochrane Collaboration](#). CMAJ 2013;185:1123.

#### 4 La destruction systématique des centres Cochrane par Wilson

Les interactions de Wilson avec les centres Cochrane ont été dévastatrices. Des directeurs ou d'autres personnes clés de 9 des 12 plus anciens centres Cochrane m'ont fait savoir qu'ils étaient mécontents de la façon dont le siège de Cochrane les traitait. Plusieurs directeurs de centres se sentaient menacés et envisageaient de quitter Cochrane pour devenir des centres de médecine basée sur les preuves, car les politiques de Wilson étouffaient la liberté académique et leur imposaient des charges qui n'étaient pas productives.

J'avais observé à plusieurs reprises que lorsque Wilson n'obtenait pas ce qu'il voulait en négociant avec les gens, il revenait un à deux mois plus tard et postulait l'exact contraire de ce qui avait été dit et convenu. Parfois, il essayait de faire douter les gens de leurs propres souvenirs des événements en étant agressif et manipulateur, ou en [trafiquant les procès-verbaux des réunions](#).

Un [exemple](#) typique de cela s'est produit en 2016 à propos d'un groupe de travail de directeurs de centre auquel je participais. Wilson a prétendu être membre de notre groupe, ce qui n'était pas le cas ; il était convaincu que nous avions convenu de quelque chose de radicalement différent de ce que nous avions convenu ; son attitude envers les autres directeurs de centre était irrespectueuse ; et il a estimé être habilité à signer quelque chose en notre nom, ce qui n'était pas le cas.

Lorsque j'ai fait remarquer certaines de ces choses à Wilson, il s'est mis très en colère contre moi, alors que je n'étais que le messenger de notre groupe, et que c'était nous qui devions être contrariés et non lui.

Wilson nous a demandé de ne pas faire un usage abusif "de la marque ou du logo Cochrane", par exemple pour obtenir des fonds qui ne sont pas utilisés directement pour soutenir les activités de Cochrane. Cela signifiait que nous ne pouvions plus demander des fonds en utilisant notre propre papier à en-tête, ce qui serait dommageable pour Cochrane car les centres survivaient souvent en obtenant des fonds pour les activités non Cochrane.

Très souvent, des documents importants sur des questions controversées où, par exemple, des directeurs de centre étaient fortement opposés aux idées de Wilson, ont été envoyés un ou deux jours avant les réunions et on nous a ensuite demandé de prendre une décision, sans avoir eu le temps de vérifier les informations. Par exemple, le protocole d'accord, un contrat très important entre les centres et Wilson, a été envoyé deux jours avant la réunion, et un autre document crucial a été envoyé pour approbation à la mi-juillet, alors que la plupart des directeurs de centre qui avaient participé au travail étaient en vacances. Les autres ne savaient pratiquement rien de ce sur quoi nous étions en désaccord avec Wilson.

Le style de leadership de Wilson consistait à empiéter sur le territoire des directeurs de centre sans leur permission, sans les en informer, sans leur répondre lorsqu'ils soulevaient la question et en continuant à ne pas leur envoyer de copie des courriels essentiels même après qu'ils se soient plaints de cette transgression des règles de Cochrane. Cela était bien sûr très préjudiciable, d'autant plus que Wilson n'avait pas la connaissance des situations locales, point essentiel pour obtenir de bons résultats. Plusieurs directeurs de centres étaient des chercheurs de haut niveau et étaient donc influents dans leur pays. Wilson n'a pas compris ou n'a pas voulu comprendre qu'il vaut mieux faire confiance aux directeurs et les laisser faire le travail que de se méfier d'eux et de leur marcher sur les pieds.

Wilson a contacté des bailleurs de fonds basés aux Etats-Unis sans en informer le centre et sans leur permission. Il a fait cela dans au moins trois autres cas, impliquant trois autres centres Cochrane, démontrant son manque total de respect pour autrui. Deux ans avant la fermeture du centre Cochrane américain le 9 février 2018, par désespoir face au "leadership" de Wilson, l'un des directeurs m'a écrit :

"Nous sommes extrêmement contrariés par ce que Mark fait avec les bailleurs de fonds basés aux États-Unis. Il existe un protocole d'accord entre son bureau et nous, mais il ne le respecte pas du tout.

Comme vous l'avez dit, il fait simplement ce qu'il veut. Il n'y a aucune supervision de la part de qui que ce soit. Le comité de pilotage est trop faible. Je ne comprends pas du tout ce qu'il recherche. Il n'est pas intéressé par la science ni par la véritable valeur de Cochrane. Ce n'est pas un travail agréable non plus car beaucoup d'entre nous vont à son encontre. Alors, que cherche-t-il ?"

Le directeur français de Cochrane, Philippe Ravaud, a envoyé une [plainte accablante](#) au comité de pilotage en décembre 2015. Il a déclaré sans réserve ce que la plupart d'entre nous pensaient, et s'il a osé parler à voix haute, c'est qu'il a annoncé sa démission immédiate au même moment.

Ravaud était en profond désaccord avec les changements intervenus au sein de Cochrane et avec les méthodes utilisées par l'Équipe Centrale de Direction (Central Executive Team, CET) de Cochrane. Il les a qualifiés de "technocrates assoiffés de pouvoir"<sup>12</sup> qui considéraient les centres Cochrane comme leurs pions ou des employés peu qualifiés. Ravaud a également souligné que de nombreux directeurs de centres et d'autres dirigeants étaient effrayés par cette évolution, qui avait pour source Wilson.

Le siège de Cochrane avait mis en place des projets européens de traduction des analyses Cochrane avec les partenaires français de Ravaud, qu'ils ne connaissaient que grâce à lui. Ils ont utilisé ses idées, ne l'ont pas informé à l'avance, se sont considérés comme compétents pour toutes les décisions, se sont alloué des ressources humaines et financières, à eux-mêmes ainsi qu'à ceux qui les ont aidés à renforcer leur pouvoir.

Ravaud a indiqué que son équipe avait développé un logiciel de traduction automatique spécifique aux documents Cochrane et avait traduit plus de 10 000 résumés et synthèse vulgarisées, sans aucune aide de Cochrane. On lui demandais maintenant de participer à un contrat de sous-traitance en tant que prestataire de services.

Le siège lui avait demandé d'utiliser un logiciel coûteux et inefficace, ce qui signifiait que ses volontaires étaient passés de 20 à un seul en moins de 6 mois. Le retour au comité de pilotage a été que, dans l'ensemble, le projet de traduction s'est très bien déroulé. Ce n'est pas l'outil qui était inefficace, c'est la façon dont Ravaud gérait les volontaires. Même lorsque le CET échoue dans ses missions, il y a peu de chances de mettre en oeuvre un quelconque changement, car ils s'auto-évaluent. Ils sont toujours satisfaits de ce qu'ils ont fait et si cela ne fonctionne pas, c'est parce que les autres ne sont pas assez productifs ou solidaires.

L'augmentation de la taille du CET au cours des trois dernières années a été impressionnante et contrastait avec la stagnation des moyens disponibles pour les groupes et les centres d'analyse, bien que l'argent résulte des efforts collectifs de ces groupes par le biais de droits d'auteur.

Ravaud a critiqué le fait que le directeur général et son équipe étaient présidents ou co-présidents de chaque groupe de travail de Cochrane et a estimé que cette structure pyramidale n'était pas pertinente et dangereuse. Ils ne considèrent pas que leur rôle est de soutenir les groupes et les centres. Ils pensaient que les groupes et les centres étaient là pour soutenir leur travail, en tant que prestataires de services. Ils dirigeaient Cochrane d'une manière contraire au premier principe (la collaboration) et dangereuse pour le second (s'appuyer sur l'enthousiasme des individus). Leur opinion était qu'ils auraient toujours des volontaires. L'opinion de Ravaud était qu'ils pourraient décourager très rapidement tous ces volontaires (y compris lui-même). Il avait peur que de plus en plus de membres de Cochrane fassent leur travail innovant et publient leurs analyses en dehors de Cochrane.

L'affirmation de Wilson selon laquelle il y aurait toujours des volontaires revient à prétendre que cela n'a pas d'importance si les esclaves travaillent jusqu'à leur mort, car il y aura toujours plus d'esclaves.

En 2014, le directeur brésilien de Cochrane, Alvaro Atallah, a invité Wilson au Brésil pour présenter ses réalisations. Wilson a été très impressionné et a promis d'envoyer un rapport qu'Atallah pourrait utiliser à des fins politiques, ce qu'il n'a jamais fait. Wilson voulait recruter

---

<sup>12</sup> Newman M. [Has Cochrane lost its way ?](#) BMJ 2019;364:k5302.

certaines personnes douteuses, malgré qu'Atallah leur ait dit qu'elles n'étaient pas les bienvenues. Il voulait également "faire des affaires" avec le président de l'Association médicale brésilienne, Florentino Cardoso Filho, qui n'avait pas de références scientifiques, et le mettre à la place d'Atallah, un scientifique bien connu qui était passé plus de 500 fois à la télévision brésilienne pour parler des soins de santé basés sur les preuves. Quelques années plus tard, il a été découvert que ce président avait contribué à escroquer l'association d'environ 9 millions de dollars via un compte fantôme.<sup>13</sup>



Philippe Ravaud



Alvaro Atallah

Une autre personne est allée travailler pour une entreprise pharmaceutique et a compris qu'elle ne pourrait plus être impliquée dans le centre brésilien, mais Wilson a déclaré qu'aucune règle ne l'interdisait.

Il avait été convenu 8 ans plus tôt qu'un centre au Portugal deviendrait une branche brésilienne de Cochrane. Cependant, Wilson a déclaré que cet accord n'était pas valable car il n'y avait rien d'écrit à ce sujet, et il a condamné Atallah en présence du directeur ibéro-américain de Cochrane, Xavier Bonfill, et d'un Brésilien de haut rang. Atallah a clairement perçu que Wilson voulait se débarrasser des pionniers de Cochrane afin de pouvoir gérer les jeunes à sa guise.

Un coprésident du comité de pilotage et un directeur de Cochrane dans un pays du Moyen-Orient avaient convenu qu'un auteur de Cochrane dans un autre pays du Moyen-Orient où la situation politique et sociale était très sensible devait diriger la création d'un centre Cochrane dans ce pays. Cependant, Wilson a endossé le rôle de chef de file de manière inappropriée, sans respecter le fait que l'auteur de Cochrane connaissait bien mieux la culture et la situation locales. Cette situation a dégénéré en une situation littéralement dangereuse pour certaines des personnes impliquées, mais Wilson n'a pas écouté.

Une fauteuse de troubles locale dans ce pays a essayé d'abuser de Cochrane à ses propres fins et a fait beaucoup de bruit, mais Wilson a passé outre les grandes inquiétudes de l'auteur de Cochrane et a voulu travailler non seulement avec la fauteuse de troubles en raison de son approche "affairiste" mais aussi avec ses amis, dont certains avaient un parcours académique douteux.

L'auteur de Cochrane avait une bonne relation avec le ministre, mais Wilson lui a envoyé un courriel inapproprié qui est devenu un problème de fierté nationale. Il fut difficile pour l'auteur de Cochrane de régler tout le désordre que Wilson avait causé.

Lorsque Wilson s'est rendu dans ce pays, il a déclaré dans son discours qu'un directeur Cochrane Asie ne répondait pas à ce que l'on attendait de lui, ce qui était également très embarrassant. Wilson n'a pas tenu compte du fait que les conditions étaient difficiles dans ce pays.

---

<sup>13</sup> [O escândalo que sacode a medicina brasileira](#). Diarrio do Centro do Mundo 2020 Oct 22.

L'auteur de Cochrane m'a dit que la Cochrane s'était transformée en une organisation d'autocongratulation, que l'autocritique n'était plus la bienvenue et que de nombreuses personnes avaient fait remarquer que c'était Wilson qui évaluait à quel point il avait été bon en tant que leader et qui disait toujours que tout se passait très bien.

Parmi [mes propres exemples](#), on peut citer le fait que Wilson et son personnel se sont immiscés de manière inappropriée et sans avoir été sollicités lorsque j'ai mis en place les deux plus récents de mes centres associés, en Russie et en Suède, en 2017. Cela nous a causé de gros problèmes, car mes préparatifs minutieux dans les deux pays ont été mis en péril.

En 2014, j'ai travaillé à la création d'un centre russe à Kazan, au Tatarstan, avec Lilia Ziganshina comme directrice, ce qui n'était pas facile dans une Russie dominée par les hommes et par Moscou. Soudainement, un membre du personnel de Wilson a proposé à une personne de l'aider à mettre en place et à coordonner un "projet russe". Or, cette personne avait déjà été directrice d'une branche russe de mon centre à Moscou, que j'ai dû fermer en raison de graves irrégularités, notamment la vente illégale à un éditeur de parties d'analyses Cochrane.

Wilson ne se préoccupait pas du fait qu'il violait de manière répétée les accords écrits qu'il avait passés avec les directeurs de centres. Lorsque je lui ai fait remarquer qu'il avait empiété sur mon territoire sans ma permission et à mon insu, il n'a pas répondu. Les coprésidents du conseil d'administration n'ont pas répondu non plus, bien que Wilson ait continué à correspondre directement avec Ziganshina sans me mettre en copie. Ils cherchaient toujours à plaire à leur maître. Lorsque Wilson m'a viré de Cochrane, Ziganshina m'a reproché d'avoir protesté contre cette injustice. En Russie, les gens savent qu'il vaut mieux soutenir les tyrans que leurs victimes.

En Suède, les intrusions de Wilson et de ses collaborateurs ont provoqué un chaos que nous avons mis du temps à démêler. Ils ont supposé à tort qu'un fauteur de troubles qui les avait contactés était la personne clé du pays et ils n'ont même pas eu la courtoisie de me demander si c'était exact avant de passer à l'action et de tout gâcher.

Lorsque le centre suédois a été enregistré, Wilson, qui n'a rien eu à voir avec ce projet, hormis ses ratés, a présenté une [vidéo de lui-même](#) sur la page Web de Cochrane, dans laquelle il disait combien il était heureux qu'il y ait maintenant un centre Cochrane en Suède. Wilson était tout le temps au centre de l'objectif ; il n'y avait aucune autre séquence filmée. Il a félicité plusieurs fois le nouveau directeur suédois de Cochrane, mais n'a rien dit de mon rôle central dans la création du centre, qui a été difficile, du fait de la présence de deux candidats forts et d'une rivalité politique. Wilson a toujours évité de donner du crédit aux personnes qu'il n'aimait pas, quelle que soit l'importance de leurs réalisations. Il les ignorait ou les punissait, ce qui n'est pas pour motiver les gens. À la fin de son discours d'autopromotion, il regrette de ne pas avoir pu venir à l'ouverture du centre. En vérité, il n'avait pas été invité.

Les actions néfastes de Wilson et de son personnel ont été ressenties par la plupart des centres. Les directeurs ont continué à rapporter qu'il n'écoutait pas et passait outre les personnes plus compétentes que lui.

Au grand dam de nombreux hauts responsables de Cochrane, Wilson a supprimé le mot "Collaboration" du nom de notre organisme tel qu'il avait été enregistré, alors que la collaboration était ce qui nous distinguait d'une entreprise et d'autres organisations scientifiques où la concurrence était au premier plan. Dans une circulaire de 93 pages intitulée "Brand guidelines", on nous a dit que "vous pouvez parler de nous comme d'une collaboration, en utilisant un petit 'c' ". Cela correspondait bien au fait qu'il n'était pas possible de coopérer avec Wilson. Vous ne pouviez qu'obéir aux ordres.

Wilson a également modifié notre logo et exigé que nous n'utilisions plus nos noms existants en supprimant le mot "Centre". Ainsi, le logo obligatoire sur l'en-tête de mon centre faisait mention de "Cochrane Nordic", ce qui a semé la confusion chez les gens, et je devais constamment rappeler aux

journalistes que ce n'était pas notre nom.

Ce n'est que récemment que j'ai réalisé qu'il s'agissait d'un élément du plan directeur de Wilson visant à obtenir un pouvoir absolu sur toutes les questions à Cochrane, grandes et petites. En décembre 2018, quelqu'un a découvert que les centres avaient cessé d'exister. Dans la description des différents groupes Cochrane sur le site web, ce mot a été supprimé et les centres étaient désormais appelés "[Groupes géographiques](#)." Un autre exemple de gestion sournoise.

### **2013 : Wilson tue le livre d'Alan Cassels sur le 20e anniversaire Cochrane, qui contenait trop de Gøtzsche**

En 2011, deux ans avant le 20e anniversaire de Cochrane, la direction de Cochrane a demandé au journaliste scientifique Alan Cassels d'écrire un livre sur Cochrane. Il a interviewé de nombreuses personnes lors du colloque de Madrid la même année.

Cependant, en février 2013, Cassels a écrit à Tom Jefferson et à moi-même qu'il nous considérait comme les personnes les plus fiables de Cochrane et qu'il voulait partager les mauvaises nouvelles avec nous en premier. Il venait d'avoir Wilson au téléphone qui venait de tuer son livre. Wilson lui avait dit qu'il aurait fallu être beaucoup plus critique envers mon travail.

Alan a écrit : "J'ai l'impression d'avoir des couteaux qui me sortent du dos en ce moment." Ce genre de chose m'est familier. Wilson en action, tuant quelque chose ou quelqu'un, ou les deux.

Sept mois plus tard, lorsque nous nous sommes rencontrés à Dartmouth, dans le New Hampshire, Cassels m'a dit que l'une des raisons pour lesquelles il n'avait pas été autorisé à terminer son livre était qu' "il y avait trop de Peter Gøtzsche dedans". Wilson, David Tovey, rédacteur en chef et directeur général adjoint, et les coprésidents du comité de pilotage de Cochrane, Jeremy Grimshaw et Jonathan Craig, n'ont pas aimé le livre. J'ai fait quelques recherches dans les épreuves et j'ai pu comprendre pourquoi.

Le fondateur de Cochrane, Iain Chalmers, était mentionné 160 fois ; j'étais mentionné 30 fois ; Lisa Bero (une future coprésidente) 19 fois ; Jefferson 17 fois ; Neilson, un ancien coprésident, 5 fois ; Tovey 5 fois ; et Grimshaw 3 fois. Wilson et Craig n'étaient pas mentionnés du tout.

La raison pour laquelle Jefferson et moi figurons autant dans le livre est que nous avons beaucoup contribué à Cochrane, de différentes manières, et Cassels voulait écrire un livre sur les événements les plus essentiels de l'histoire de Cochrane, et non sur ceux qui les plus hauts gradés.

J'ai dit à Cassels que son travail ne devait pas être mis au rebut et lui ai offert un soutien économique, car il n'y avait jamais eu de livre sur Cochrane. Il a trouvé un autre éditeur que Cochrane et le livre est paru en 2015.<sup>14</sup>

### **2014 : Wilson ruine délibérément ma réputation**

Le psychiatre danois Søren Dalsgaard s'est plaint à Wilson le 20 janvier 2014 d'un article que j'avais publié deux semaines plus tôt dans un journal danois, parlant de dix mythes de la psychiatrie nuisibles aux patients.<sup>15</sup> Mon article a été [traduit](#) en anglais, et il se terminait ainsi :

"Les médicaments psychotropes peuvent parfois être utiles pour certains patients, en particulier à court terme, dans les situations aiguës. Mais après mes études dans ce domaine, je suis arrivé à une conclusion très inconfortable : Nos citoyens se porteraient bien mieux si nous retirions du marché tous les médicaments psychotropes, car les médecins sont incapables de les manipuler. Il est inéluctable que leur disponibilité cause plus de mal que de bien. Les médecins ne peuvent pas gérer le paradoxe selon

<sup>14</sup> Cassels A. [The Cochrane Collaboration : the best-kept secret of medicine](#). Gabriola : Agio Publishing House ; 2015.

<sup>15</sup> Gøtzsche PC. [Psykiatri på afveje](#). Politikens kronik ; 2014 ; 6. januar.

lequel des médicaments qui peuvent être utiles dans le cadre d'un traitement à court terme sont très nocifs lorsqu'ils sont utilisés pendant des années et créent les maladies qu'ils étaient censés soulager et des maladies encore pires. Dans les années à venir, la psychiatrie devrait donc tout faire pour traiter le moins possible, le moins longtemps possible, voire pas du tout, avec des psychotropes."

Les preuves de mes conclusions sont parues un an plus tard dans mon livre, "[Deadly psychiatry and organised denial](#)", qui a été très apprécié par les psychiatres critiques, les autres médecins et les patients, et qui a constitué une bonne publicité pour Cochrane ("Cochrane" apparaît 131 fois dans le livre, et il y a 35 références à des analyses Cochrane).

Dalsgaard a fait valoir que j'aurais dû déclarer comme un conflit d'intérêts le fait que j'ai publié en 2013 un livre sur le [crime organisé](#) dans l'industrie de la drogue parce que j'avais un gain financier personnel sur les ventes. C'est absurde. Tout le monde sait que les auteurs touchent des droits d'auteur. Ce n'est pas quelque chose que vous pouvez dissimuler. De plus, ce livre n'avait rien à voir avec mon article de journal.

Les deux coprésidents du comité de pilotage sont intervenus. Jeremy Grimshaw a lancé l'idée qu'une politique formelle pourrait être nécessaire pour déterminer quand les dirigeants de Cochrane représentent Cochrane, ce qui deviendra la "Spokesperson Policy" (politique de représentant) : "Je pense que nous devrions faire savoir à Peter que vous avez reçu ce message et éventuellement lui proposer de discuter avec lui si cela peut l'aider. Amusant !" Lisa Bero est d'accord et note que la lettre indique que j'ai déclaré que je représentais le centre Cochrane et non la Collaboration Cochrane, "il serait difficile de dire qu'il ne peut pas représenter le centre".

Malgré la volonté des coprésidents de m'informer, Wilson ne l'a pas fait. Je n'ai pas vu la lettre insensée de Dalsgaard avant de la voir dans le classeur du cabinet d'avocats de Cochrane, en août 2018.

Je n'ai pas non plus été informé d'une lettre du 5 mars 2014 que l'Association psychiatrique danoise a envoyée au groupe Cochrane Schizophrénie et au groupe Cochrane Dépression. Les psychiatres y ont inclus une lettre publiée six mois plus tôt dans un journal danois, le lendemain de la sortie de mon livre sur le crime organisé, par Peter Schwarz, le président de l'Organisation des sociétés médicales danoises.

La lettre de Schwarz était grossièrement inexacte, ce que j'ai expliqué dans le même journal<sup>16</sup> et que j'aurais pu dire à Wilson s'il m'avait impliqué dans le processus. Mais il me considérait déjà comme sa principale cible.

Le 20 mars 2014, Wilson a envoyé une lettre à l'Association psychiatrique danoise sans me consulter au préalable, ce qui s'est avéré être une menace pour l'existence même de mon centre. Elle était co-signée par Tovey et les deux coprésidents, Grimshaw et Bero. Dans ce document, Wilson déclarait :

"Cochrane considère très sérieusement les points que vous soulevez concernant les commentaires faits par le professeur Gøtzsche sur l'utilisation des médicaments psychotropes. Je tiens à affirmer explicitement que ces commentaires ne représentent pas l'opinion de la Collaboration Cochrane sur cette question et que nous ne les approuvons pas. Le professeur Gøtzsche ne s'exprimait donc qu'en son nom propre dans les articles et la vidéo figurant sur les sites Web que vous avez mentionnés, dans le cadre du travail de promotion qu'il a effectué à l'occasion de la publication de son livre intitulé "Deadly Medicines and Organised Crime : How big pharma has corrupted healthcare". Les opinions contenues dans ce livre ne sont pas non plus celles de Cochrane."

Bien que la lettre ait eu quatre signataires, le mot "je" est resté par inadvertance. L'un des signataires m'a dit que Wilson avait écrit la lettre et que la première version était bien pire que la version finale.

Wilson a admis qu'il n'aimait pas mon livre et s'est octroyé le pouvoir suprême. Les "opinions de Cochrane" sont les opinions de Wilson. Il était totalement absurde de dire que mon livre factuel avait

---

<sup>16</sup> Gøtzsche PC. [Peter Schwarz fordrejer sandheden](#). Berlingske 2013 ; 3. september.

des opinions qui n'étaient pas celles de Cochrane. Quelles étaient les opinions de Cochrane ? Il n'y en avait pas. Wilson croyait-il que l'industrie du médicament n'a pas commis de crimes, ou quoi ? Pourquoi voulait-il protéger l'industrie pharmaceutique plutôt que les patients ?

Quatre jours plus tard, Wilson m'a écrit dans un courriel qu'il avait envoyé cette lettre ; que le président de l'Association danoise de psychiatrie avait fait circuler sa lettre parmi les professeurs de psychiatrie du Danemark ; que le président l'avait lue à haute voix lors de la réunion annuelle de l'Association ; et que le président l'avait partagée avec un journaliste proche du gouvernement danois (Ole Toft, journaliste à Altinget).

Je n'ai pas vu le courriel de Wilson, car j'étais en vacances dans une jungle au Panama et j'étais sérieusement handicapé en termes d'accès aux médias électroniques. Par ailleurs, j'ai découvert sur Internet que Toft avait publié le 25 mars un article très fallacieux à mon sujet<sup>17</sup> et que les médias danois s'étaient déchaînés à ce sujet. J'ai réussi à avoir accès à ma boîte mail et j'ai trouvé le courriel de Wilson.

Le 28 mars, j'ai écrit à Wilson et aux cosignataires que leur lettre aux psychiatres avait été interprétée dans tous les médias du Danemark comme si ce qu'ils appelaient mes "accusations" concernant l'industrie pharmaceutique étaient fausses et n'étaient pas partagées par mon organisation, Cochrane. "C'est le plus grand désastre de mes vingt années passées au sein de Cochrane. Ma réputation est en ruine à cause de votre lettre. Peu importe que mon livre soit fondé sur des preuves et comporte plus de 900 références. Tout ce qui compte, c'est qu'à cause de votre lettre, dont vous avez omis de discuter avec moi avant de l'envoyer, tout ce que j'ai construit est en ruine. Si vous m'aviez contacté, ce qui est une règle que nous avons toujours suivie, cette catastrophe ne serait pas arrivée. Les gens au Danemark sont perturbés par ce que vous avez fait, à moi et à mon centre".

Burton a inclus la lettre de Wilson dans le [classeur qu'il a envoyé à l'avocat](#) engagé par Cochrane avec [22 pièces jointes](#) le 2 juillet 2018 en vue du simulacre de procès contre moi, mais il n'a pas expliqué que j'ai pris contact avec Wilson, Tovey, Grimshaw et Bero à Panama City juste avant le début de nos rencontres avec Cochrane. Au cours de cette réunion, Grimshaw s'est excusé de ne pas m'avoir consulté avant d'envoyer sa lettre. Wilson ne s'est pas excusé. Il s'est contenté de me fixer de son regard haineux et meurtrier, si effrayant que je peux encore le voir devant moi aujourd'hui.

Ce qui manquait également dans le classeur de l'avocat, c'est que Wilson et ses collègues ont publié une lettre dans le journal de Toft disant qu'ils avaient été mal compris.<sup>18</sup> Dans cette lettre, ils ont fait marche arrière et ont contredit ce qu'ils avaient écrit aux psychiatres danois. Ils affirment maintenant qu'ils ne soutiennent ni ne rejettent mon interprétation des preuves concernant l'industrie pharmaceutique et l'utilisation des médicaments psychiatriques. Ils reprochent à Toft d'avoir écrit que "l'organisation n'est pas non plus d'accord avec les opinions exprimées par Peter Gøtzsche dans son livre, où il compare le modèle économique des entreprises pharmaceutiques à des organisations criminelles". Ils ont déclaré que "nous n'avons à aucun moment exprimé un quelconque avis sur les opinions de Gøtzsche sur les sociétés pharmaceutiques".

Ce n'était pas vrai. Ils ont écrit aux psychiatres que "de même, les opinions contenues dans ce livre ne sont pas celles de Cochrane."

C'était un exemple flagrant que ce que Burton a envoyé à l'avocat était sérieusement biaisé contre moi.

Mon travail de réparation ne s'est jamais interrompu, car les journalistes et d'autres personnes ont continué à se référer à la couverture de presse de 2014 comme "prouvant" que personne ne devait prendre au sérieux mes travaux scientifiques et mes livres basés sur les preuves parce que ma propre organisation les avait condamnés.

---

<sup>17</sup> Toft O. [Gøtzsches organisation tager afstand fra hans psykiatri-udtalelser](#). Altinget 2014 ; 25. mars.

<sup>18</sup> Grimshaw J, Bero L, Wilson M, Tovey D. [Cochrane : Gøtzsche-artikel var upræcis](#). Altinget 2014 ; 8. april.

Les journalistes adorent les chasses aux sorcières, surtout si une personne connue est la cible, et la presse a propagé des demi-vérités et des mensonges éhontés. Étant journaliste, Wilson le savait, et il est clair que son intention était de me nuire.

Deux Danois se sont plaints à la direction de Cochrane de la manière dont elle m'avait désavoué. Wilson et ses collègues ont expliqué à l'un d'eux qu'ils reconnaissaient que la simple mention d'une affiliation ne signifie pas que quelqu'un parle au nom de l'institution affiliée. Je suis d'accord, mais c'était une façade. Pour moi, ce principe ne valait pas. Wilson a *toujours* interprété mon affiliation comme un discours au nom de Cochrane. Ses attaques incessantes à mon encontre étaient malveillantes et de mauvaise foi, d'autant plus qu'il fermait les yeux sur le fait que tant d'autres personnes au sein de Cochrane, y compris son propre personnel, faisaient la même chose.

Le compte-rendu de la réunion des directeurs de centre à Panama indique que la lettre aux psychiatres a été largement rapportée dans les médias danois, parfois d'une manière déformée et sensationnelle, en interprétant cette lettre comme "la direction de Cochrane condamne non seulement ce que Peter avait écrit sur les médicaments psychiatriques, mais Peter lui-même et son livre, "Deadly Medicines and Organised Crime", que la Société n'avait pas mentionné dans sa lettre, mais que la direction de Cochrane a mentionné dans sa réponse...".... il y a eu un accord général sur le principe exprimé par Peter selon lequel les coprésidents, le directeur général et le rédacteur en chef, ainsi que leur personnel, ne devraient pas communiquer avec les institutions nationales, les autorités ou d'autres personnes sur des sujets qui pourraient être potentiellement préjudiciables sans consulter au préalable le directeur responsable du centre Cochrane local ou de la branche."

Wilson a violé de façon flagrante et systématique cette décision pendant le reste de ma participation à Cochrane. La seule raison pour laquelle le procès-verbal de la réunion des directeurs de centre a osé s'en prendre à Wilson était qu'il n'était directeur général que depuis un an et demi. Il n'avait donc pas eu assez de temps pour prendre le contrôle total des centres et les démolir.

## **2015 : Mon article dans le Daily Mail sur les médicaments psychiatriques**

Le 18 septembre 2015, Wilson, son adjoint et les deux coprésidents ont téléchargé sur le site web de Cochrane une [déclaration](#) inappropriée et très nuisible pour notre travail au Nordic Cochrane Centre. Mes détracteurs en ont profité et ont constamment fait référence à cette déclaration et à d'autres messages tout aussi dommageables de Wilson.

### Déclaration de Cochrane

Cochrane publie une déclaration faisant la distinction entre les opinions exprimées par les contributeurs individuels et les déclarations de politique organisationnelle.

Cochrane a une longue tradition de débat scientifique vigoureux et ouvert que nous chérissons, et nous voulons jouer un rôle constructif dans le débat actuel sur les arguments relatifs aux avantages et aux inconvénients des médicaments psychiatriques, ce qui permettra d'améliorer la prise de décision en matière de santé et les soins aux patients.

Cependant, la capacité de Cochrane à prendre part au débat est compromise si nous sommes faussement perçus comme ayant adopté une position partisane que nous ne défendons pas.

Dans son article "Prescription pills are Britain's third biggest killer" (MailOnline, 15 septembre 2015), le professeur Peter Gøtzsche écrit que : "En tant qu'enquêteur pour la Collaboration Cochrane - un organisme international indépendant qui évalue la recherche médicale - mon rôle est d'examiner de façon scientifique les preuves des traitements" et poursuit en faisant une série de déclarations sur les effets des médicaments psychiatriques et

leur utilisation par les médecins au Royaume-Uni. Ces commentaires pourraient être interprétés à tort comme indiquant que le professeur Gøtzsche mène ce travail au nom de Cochrane.

Cochrane souhaite affirmer sans équivoque que les opinions exprimées par le professeur Gøtzsche sur les avantages et les inconvénients des médicaments psychiatriques ne sont pas celles de l'organisation. En tant qu'organisation de recherche, Cochrane ne fait pas de recommandations cliniques et ne l'a pas fait sur cette question.

Le professeur Gøtzsche est un chercheur expérimenté et il est le directeur du Nordic Cochrane Centre. Il est libre d'interpréter les preuves comme il l'entend. Il a toutefois l'obligation de faire suffisamment la distinction en public entre ses propres recherches et celles de Cochrane - l'organisation à laquelle il appartient. Il existe un large éventail d'opinions au sein de Cochrane sur les avantages et les inconvénients des médicaments psychiatriques, dont celle du professeur Gøtzsche.

Lisa Bero et Cindy Farquhar, coprésidentes du comité de pilotage

Mark Wilson, directeur général

David Tovey, rédacteur en chef

Cette déclaration a compliqué mon travail de plaidoyer, par exemple au Parlement européen, pour un plus large accès aux données des essais cliniques. Mes détracteurs en ont abusé pour prétendre que la direction de Cochrane m'avait dénigré, ou pire : le professeur de psychiatrie britannique David Nutt a déclaré lors d'une conférence qu'il a donnée en Nouvelle-Zélande en février 2018 que j'avais été viré de Cochrane. Il avait sept mois d'avance, mais peut-être qu'un initié l'avait prévenu de ce qui allait arriver.

Cochrane ne pouvait pas désavouer mes conclusions sur les médicaments psychiatriques et l'industrie pharmaceutique, car l'organisation ne pouvait pas avoir d' "opinion" sur ces questions qui ait plus de poids que celles d'un chercheur qui les avait étudiées en détail. Cochrane a perdu sa crédibilité lorsque ses dirigeants n'ont pas protégé ses propres chercheurs contre des attaques vexatoires.

Cinq jours après la mise en ligne de la déclaration de Wilson, le *BMJ* a publié un article intitulé "Cochrane se distancie elle-même de ses opinions controversées sur les médicaments psychiatriques".<sup>19</sup> J'ai été cité pour avoir dit que "la direction de Cochrane ne peut pas "prendre ses distances" par rapport à mes opinions sur les médicaments psychiatriques, puisqu'elles sont fondées sur des preuves et documentées en détail dans mon nouveau livre. De plus, comme il est clair dans mon article du Daily Mail que les opinions que j'exprime sont les miennes, les gens ont commencé à se demander pourquoi la direction de Cochrane publie une déclaration qui confirme l'évidence.

J'ai été puni par Wilson même si je n'étais pas responsable de ce qui s'était passé. J'ai été invité à écrire l'article, qui est sorti deux semaines après la publication de mon livre sur la psychiatrie où se trouvaient toutes les preuves. J'ai expliqué que, d'après des données provenant de sources publiées et non publiées, les médicaments psychiatriques pourraient être la troisième cause de mortalité après les maladies cardiaques et le cancer. Personne ne pouvait sérieusement douter que ce soit ma conclusion personnelle.

Le rédacteur en chef a insisté pour que j'ajoute la déclaration sur mon rôle dans Cochrane, qui a même été rédigée par le rédacteur en chef. Il l'a insérée si tard dans le processus que je ne suis pas sûr de l'avoir vue avant qu'elle ne soit imprimée. C'est la réalité des relations avec les médias et de

---

<sup>19</sup> Wise J. [Cochrane distances itself from controversial views on psychiatric drugs](#). *BMJ* 2015;351:h5073.

leur rapidité de réaction. Il n'y avait rien sur mon affiliation au Nordic Cochrane Centre. Je faisais de mon mieux pour éviter le radar de Wilson, mais il me trouvait toujours.

La déclaration de Wilson était "basée sur l'éminence", en ce sens qu'il avait ajouté les noms du rédacteur en chef et des coprésidents. Dans l'opuscule du philosophe Arthur Schopenhauer, *L'art d'avoir toujours raison*, cette tactique est appelée "Appel à l'autorité plutôt qu'à la raison", ce qui est l'antithèse de Cochrane.

Cette affirmation - "La capacité de Cochrane à prendre part au débat est compromise si nous sommes faussement perçus comme ayant adopté une position partisane que nous ne défendons pas" - était fautive. Aucune personne raisonnable ne pourrait penser que Cochrane, en tant qu'organisation, a pris une quelconque position vis-à-vis des médicaments psychiatriques, ou qu'un quelconque dommage pour le débat a été causé.

Si "Cochrane" désigne ces quatre personnes, ou, plus vraisemblablement, seulement Wilson, je ne vois pas pourquoi ils voudraient débattre des médicaments psychiatriques, sur lesquels ils n'ont aucune expertise. Et sur quelle base l'opinion de quatre membres éminents devrait-elle refléter l'opinion des 30 000 contributeurs de Cochrane ?

Cochrane "veut jouer un rôle constructif dans le débat actuel" semble impliquer que ma contribution n'était pas constructive, bien que je sois le seul à avoir étudié les données scientifiques.

La déclaration de Cochrane a porté préjudice à Cochrane, car de nombreuses personnes se sont dit que Cochrane préférerait soutenir le statu quo, les intérêts de la guilde des psychiatres et l'industrie pharmaceutique.

Les excellences de Cochrane ont écrit que mon article pouvait être interprété à tort comme indiquant que j'avais mené mes travaux au nom de Cochrane. C'était également un faux-fuyant. Il était clair que mon article avait pour base mon nouveau livre, que j'ai mentionné juste avant mon travail technique pour Cochrane.

Lorsque la direction de Cochrane met en ligne sur le site web de Cochrane une attaque personnelle contre l'un de ses chercheurs les plus respectés, cela a un effet paralysant sur tous les contributeurs de Cochrane, qui redoutent l'humiliation publique et le manque de loyauté de leur propre institution.

Les excellences ont parlé de mes "opinions", alors qu'il ne s'agissait pas d'opinions, mais de faits et de conclusions basées sur des preuves scientifiques solides. En mettant en doute la crédibilité de mes recherches, Wilson a donné un coup de pouce à l'industrie pharmaceutique. Les porte-parole de l'industrie pharmaceutique ont annoncé à plusieurs reprises, avec joie, que ma propre organisation me désavouait, et pourtant, Cochrane ne s'est jamais opposée à ces affirmations. Wilson n'a pas voulu me défendre malgré mes abondantes contributions à l'organisation.

Deux semaines plus tard seulement, Bero, qui a cosigné la déclaration de Cochrane, s'est contredite. Au cours de l'assemblée générale annuelle de Vienne, elle a déclaré qu'il était acceptable de dire que votre expertise provenait de votre travail au sein de Cochrane. C'est exactement ce que j'ai fait. Cependant, certains sont plus égaux que d'autres au sein de Cochrane.

Au cours de cette réunion, Carl Heneghan, directeur du Centre for Evidence-Based Medicine à Oxford, a déclaré que les actions de Cochrane à mon égard étaient très dommageables. Les gens sont encouragés à dire qu'ils viennent de Cochrane, mais la politique ne dit pas que si nous n'aimons pas ce que vous dites, vous obtiendrez un démenti sur le site Web. Personne ne veut prendre ce risque. Ne dites pas que vous faites partie de Cochrane, sauf si vous parlez spécifiquement d'une analyse Cochrane.

Tom Jefferson a terminé la session en demandant : "Pouvons-nous tous convenir que les gens comme Peter sont les bienvenus dans la Collaboration ? ... Nous sommes ce que nous sommes

grâce à des gens comme lui. Et la contribution dont personne ne parle et que Peter a faite est l'ouverture des évaluations réglementaires.<sup>20</sup> Grâce à lui, à son obstination, à son Nordic Cochrane Centre et au Médiateur. Pouvons-nous tous être d'accord sur ce point, s'il vous plaît ?" Gros applaudissements. [Les dirigeants de Cochrane avaient l'air mal à l'aise.](#)



Carl Heneghan



Tom Jefferson

### **2016 : Un usage approprié de la politique de représentant pendant que Wilson était en vacances**

En mai 2016, nous nous sommes plaints auprès de l'Agence Européenne du Médicament (EMA) de la façon dont l'agence avait traité le soupçon - soulevé par le Danemark - que les vaccins contre le papillomavirus pouvaient causer de sévères dommages neurologiques. Julie Wood, responsable des affaires extérieures et de la communication de Wilson, m'a écrit le 10 juin que j'avais enfreint la [politique de représentant de Cochrane](#), car nous avons semé la confusion sur le fait que nos opinions étaient des opinions officielles de Cochrane :

"Nous avons reçu deux demandes de journalistes nous demandant de clarifier si c'est la politique officielle de Cochrane .... C'est une telle honte que nous soyons maintenant inutilement dans cette position et je trouve décourageant que nous y soyons retombés."

Décourageant, alors qu'il n'y avait pas de problèmes ? Wood a été poussée par Wilson à se comporter de la même manière impitoyable que lui envers moi. Elle est devenue l'un des nombreux membres du personnel qui n'ont pas fait une longue carrière dans son bureau.

J'ai demandé à Wood les requêtes des deux journalistes, et il s'est avéré qu'elle (ou plus probablement, Wilson) avait [trafiqué les preuves](#) dans la lettre qu'elle m'avait adressée. Aucun d'entre eux ne s'était imaginé que notre plainte concernant l'EMA était une "politique officielle de Cochrane". J'ai répondu que je me demandais pourquoi elle m'avait demandé de "rectifier vous-même cette situation dès que possible", puisqu'il n'y avait rien à rectifier. Mes principaux arguments étaient les suivants :

- 1) La politique concerne "l'expression de votre opinion sur les publications liées à Cochrane". Notre lettre à l'EMA ne portait pas sur une question liée à Cochrane, mais sur des problèmes administratifs dans une institution européenne.
- 2) Comme nous n'avons pas exprimé d' "opinions personnelles", notre lettre ne peut pas prêter à confusion quant à savoir si elle exprime "une opinion officielle de Cochrane". Notre lettre était factuelle et remettait en question la gestion par l'EMA d'un problème de sécurité.
- 3) Lorsque nous avons interprété les faits, nous avons utilisé des expressions telles que "Nous sommes d'accord" (10 fois) et "Nous croyons" (6 fois). Personne ne peut véritablement

<sup>20</sup> Gøtzsche PC, Jørgensen AW. [Opening up data at the European Medicines Agency.](#) BMJ 2011;342:d2686.

douter que ce sont les interprétations des signataires de la lettre. En outre, la politique indique : "La façon de préciser que vous vous exprimez à titre personnel est une question de coutume et de culture locales ... nous devons être transparents quant aux liens avec Cochrane."

4) L'utilisation de l'en-tête du Nordic Cochrane Centre indique clairement que notre lettre ne peut constituer une opinion officielle de la Collaboration Cochrane.

J'ai également écrit que je trouvais bizarre que la direction de Cochrane me dise que je ne devais pas utiliser l'en-tête de notre centre et mon titre pour les lettres officielles, qui résultent du travail que j'ai effectué au centre. "Ma description de poste comprend l'obligation de partager les connaissances avec le reste de la société, y compris la participation au débat public, ce dont la lettre à l'EMA est un exemple." En outre, la politique stipule que "nous devons être transparents quant aux liens avec Cochrane."

J'ai noté que, lorsque des gens ont contacté la direction de Cochrane pour poser des questions malveillantes sur l'état de mon travail et pour savoir si la direction de Cochrane était d'accord avec moi, Cochrane n'aurait pas dû s'en prendre à moi mais soutenir mon travail, notamment parce que j'ai essayé de servir le public - la principale cible de Cochrane - du mieux que j'ai pu, comme l'illustre notre lettre à l'EMA.

J'ai fourni quelques commentaires de Carl Heneghan qui soulignent les raisons pour lesquelles nous devons changer la politique, qui ne doit plus être un instrument utilisé pour punir publiquement les collaborateurs de Cochrane, mais une politique qui dit aux gens d'arrêter de poser à la direction de Cochrane des questions stupides dont ils connaissent déjà les réponses avant de les poser.

J'ai rappelé à Wood qu'elle m'avait écrit que Tovey et elle-même avaient examiné notre lettre à l'EMA et qu'elles étaient sensibles à nos arguments (ce qui prouvait que Wilson lui dictait ce qu'elle devait faire). La chose la plus évidente à faire n'était donc pas de me demander d'ajouter un avertissement à notre lettre à l'EMA, ce qu'elle avait demandé, même s'il était trop tard, puisque nous l'avions déjà envoyée et qu'elle était dans le domaine public, mais que le bureau du directeur général publie une déclaration officielle en faveur de notre lettre :

"Si le bureau du directeur général n'est pas prêt à le faire, je pense qu'une explication publique est nécessaire, car les gens pourraient se demander pourquoi il n'est pas dans l'intérêt de Cochrane de soutenir une lettre bien documentée provenant d'un centre Cochrane qui souligne que l'Agence européenne des médicaments fait un travail de qualité médiocre lorsqu'il s'agit de protéger la santé publique."

Nous n'avons pas obtenu ce soutien. Wilson ne s'est pas intéressé à la protection des patients, mais a tout fait pour me dénigrer en attaquant mes recherches et moi-même.

Mais comme Wilson était en vacances, les deux coprésidentes du conseil d'administration, Lisa Bero et Cindy Farquhar, ont réagi. Elles étaient d'accord avec moi et ont écrit aux plaignants, le 28 juillet 2016 :

Chère Mme Wind-Mozley, chers confrères,

Nous vous écrivons en réponse à votre courriel du 22 juillet 2016 concernant la plainte adressée à l'EMA dont les auteurs sont Gøtzsche, Jørgensen, Jefferson, Auken et Brinth. Deux des cinq auteurs sont affiliés au Nordic Cochrane Centre ; Gøtzsche indique également son affiliation à l'Université de Copenhague. La lettre ne précise pas qu'elle a été préparée au nom de Cochrane et elle ne constitue pas une déclaration officielle de la Collaboration Cochrane.

En tant que membres de la société civile, les auteurs sont libres d'envoyer des commentaires

à l'Agence Européenne des Médicaments et, à notre connaissance, ils utilisent leurs affiliations correctes. Nous vous suggérons de faire part de vos préoccupations concernant cette lettre dans un forum public, afin qu'elles puissent être discutées de manière transparente.

C'est exactement la façon dont Wilson aurait dû répondre à toutes les plaintes inappropriées concernant l'utilisation de mon affiliation à Cochrane. Mais Wilson a toujours profité de l'occasion pour me désavouer.

À ce stade, j'en avais tellement assez de toutes les attaques de Wilson que j'ai consulté plusieurs personnes, dont le directeur allemand de Cochrane, Joerg Meerpohl. Je voulais publier une fois pour toutes un avertissement sur notre site web, afin que Wilson ne puisse plus me traquer :

"Les déclarations faites par des personnes employées par le Nordic Cochrane Centre ou affiliées à celui-ci ne représentent pas les opinions officielles de la Collaboration Cochrane en tant qu'organisation, sauf si cela est explicitement indiqué. Elles représentent l'interprétation des données scientifiques ou les opinions des personnes qui les font."

Wilson a rejeté ma proposition. Il perdrait l'occasion de me punir si nous mettions en ligne une clause de non-responsabilité. Il a également dit à M. Meerpohl qu'il aurait dû me renvoyer directement à lui-même et ne pas s'engager du tout avec moi. C'était abusif. Les directeurs de centre étaient libres de consulter qui ils voulaient, y compris d'autres directeurs.

Après le retour de Wilson de ses vacances, lui, Wood et les coprésidents m'ont écrit que j'avais enfreint la politique. Sans le moindre contre-argument, ni discussion de mes arguments, ni même référence à un texte concret de la politique à l'appui.

Les faits ne signifient rien pour Wilson, c'est ainsi que fonctionnent les tyrans. Un tyran a un pouvoir illimité sur les autres et l'utilise de manière injuste et cruelle. Tout le monde était une marionnette pour Wilson et ceux qui protestaient étaient excommuniés de son église, qu'il appelait la Communauté Cochrane.

Le fait que les coprésidents aient permis à Wilson de passer outre leur décision correcte, sans raison valable et sans aucun argument à l'appui, a démontré l'énorme problème de Cochrane en matière de gouvernance. Dans le classeur que le conseil d'administration a reçu du cabinet d'avocats de Cochrane, la lettre dans laquelle les coprésidents déclaraient ne pas avoir retenu de faute à mon encontre avait été omise.

Cette fraude doit avoir été délibérée, également parce que j'ai écrit aux deux coprésidents le 26 avril 2018 qu'elle était importante pour mon dossier. Mais Burton avait remplacé Bero en tant que coprésident, ce qui signifiait que Wilson avait désormais le contrôle total du conseil d'administration et pouvait faire en sorte que sa position soit renforcée vis-à-vis de la mienne et à celle de ses anciens coprésidents dans le simulacre de procès contre moi.

## **2017 : La TV irlandaise sur les vaccins contre le papillomavirus**

Le 6 janvier 2017, Wilson a déclaré que j'avais à nouveau enfreint la politique de représentant, dans le cadre d'une émission télévisée de la télévision nationale irlandaise (RTE) sur les vaccins contre le papillomavirus. Il a fait valoir que j'aurais dû utiliser mon affiliation universitaire et a critiqué le fait que j'avais écrit des lettres de plainte à la RTE et à l'autorité de l'audiovisuel d'Irlande (BAI) en utilisant le papier à en-tête de mon centre sans préciser que notre soumission à l'EMA représentait mes opinions et non celles de Cochrane. Il était également mécontent que je n'aie pas consulté Julie Wood au préalable au sujet des déclarations publiques que j'ai faites à la RTE lors de l'interview.

Wilson s'est même plaint que, puisque j'avais utilisé l'en-tête du centre à titre "personnel et non

en tant que Nordic Cochrane Centre", cela "amènerait quand même la RTE et la BAI à supposer que la plainte provenait du Nordic Cochrane Centre et non de vous personnellement".

C'était totalement bizarre. La plainte provenait *bien* du centre, puisque j'en *étais* le directeur, que je le représentais et que j'ai été interviewé en tant que tel. Si je ne pouvais pas représenter mon centre, qui le pouvait ? Et je n'ai pas été interrogé sur une question personnelle mais sur l'activité scientifique qui était menée au Nordic Cochrane Centre. De plus, la politique de représentant de Wilson disait que "nous devrions être transparents sur les associations avec Cochrane", mais maintenant il contredisait sa propre politique.

La journaliste irlandaise avait un objectif caché, qui était de discréditer le travail scientifique des chercheurs de mon centre sur les vaccins contre le papillomavirus. Je n'aurais rien pu faire pour l'empêcher de m'appeler le directeur du Nordic Cochrane Centre. Et je n'avais aucune raison de contacter Wood, car je n'avais aucun doute sur quoi que ce soit.

Wilson m'a demandé de respecter ses exigences. Comme il n'a pas demandé de réponse, je n'ai pas répondu. C'était totalement absurde.

Mais je vois bien de quoi il s'agit. Nous avons critiqué la mauvaise gestion par l'EMA de l'inquiétude des autorités danoises concernant d'éventuelles atteintes neurologiques sévères causés par les vaccins contre le papillomavirus, et Cochrane avait entrepris une analyse très réputée de ces vaccins, qui un an plus tard déclarait que "le risque d'événements indésirables graves des vaccins contre le papillomavirus est similaire à celui des vaccins témoins".<sup>21</sup>

## **2018 : L'en-tête était pour Wilson plus important que la cause de la mort de jeunes gens**

Mon expulsion a commencé par une question insignifiante. La politique de représentant "clarifie apparemment qui peut représenter, écrire et parler officiellement au nom de Cochrane et comment il doit le faire", mais elle ne clarifie rien du tout. L'avocat engagé par Cochrane lui-même [a conclu](#) que la politique était trop ambiguë pour être interprétée avec précision, mais cela ne signifiait rien pour Wilson lorsque j'étais impliqué.

Néanmoins, deux médecins ont envoyé des plaintes à Wilson au printemps 2018, critiquant le fait que j'avais utilisé l'en-tête de mon centre à des fins "non-Cochrane".

J'avais demandé à un donateur américain de m'aider à faire connaître des données très importantes sur les raisons pour lesquelles un si grand nombre de jeunes schizophrènes étaient morts dans le cadre d'une étude. J'ai expliqué que les comptes rendus publiés étaient contradictoires, que je n'avais reçu aucun éclaircissement de la part de l'auteur principal de l'étude, Wenche ten Velden Hegelstad, et que le rédacteur en chef qui avait publié l'étude avait refusé de publier une lettre de Robert Whitaker et moi-même, demandant des détails sur les décès. Robert Whitaker est un journaliste scientifique américain primé et un auteur de livres. Il est l'éditeur de [Mad in America](#), qui compte 3 millions de visiteurs chaque mois.

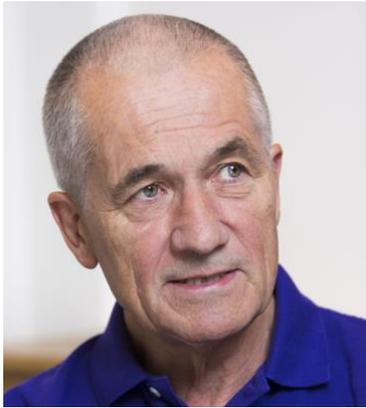
J'ai fait remarquer au donateur que "nous pensons que les donateurs ont l'obligation éthique de veiller à ce que les informations, qui sont d'une grande importance pour la santé publique et qui ont été recueillies dans le cadre de l'étude financée, soient publiées. Ce serait un grand service rendu à la psychiatrie, aux patients et à tous ceux qui s'intéressent à cette question d'importance vitale. Lorsque des jeunes qui reçoivent des antipsychotiques meurent, nous devons savoir pourquoi ils sont morts afin de réduire le risque de décès à l'avenir".

J'ai demandé au donateur, au cas où il ne disposerait pas de cette information, de l'obtenir auprès de Hegelstad, car "Toute autre démarche serait contraire à l'éthique à nos yeux, et nous sommes

---

<sup>21</sup> Arbyn M, Xu L, Simoons C, Martin-Hirsch PP. [Prophylactic vaccination against human papillomaviruses to prevent cervical cancer and its precursors](#). Cochrane Database Syst Rev 2018 May 9;5(5):CD009069.

convaincus que les patients souffrant de troubles psychotiques sont d'accord avec nous".



Peter C Gøtzsche



Robert Whitaker

Cela pourrait sembler simple, mais dans les deux courriels qu'il a adressés à M. Wilson, le psychiatre Edwin Fuller Torrey, directeur associé de la recherche de l'institut de financement, a écrit :

"La crédibilité de la Collaboration Cochrane repose sur l'hypothèse de l'objectivité ... Cette objectivité semble être très douteuse pour le Dr Peter C. Gøtzsche qui se présente comme le directeur du Nordic Cochrane Centre et comme le parrain du *Hearing Voices Network* au Danemark. Cette organisation promeut la croyance que les hallucinations auditives ne sont qu'une extrémité d'un spectre comportemental normal, mettant ainsi en doute l'existence de la schizophrénie en tant que maladie, et que les voix entendues sont causées par un traumatisme dans l'enfance, ce qui n'est pas prouvé. Compte tenu d'un tel manque d'objectivité, je ne trouverais personnellement crédible aucune publication Cochrane sur les maladies mentales."

Torrey a également écrit que le *Hearing Voices Network* encourage les personnes qui prennent des antipsychotiques pour leur schizophrénie à arrêter de prendre leurs médicaments, et qu' "Il est très difficile d'imaginer comment une personne ayant ces opinions pourrait être objective concernant une étude Cochrane sur les antipsychotiques, mettant ainsi en doute votre crédibilité qui est votre atout le plus important".

C'était bizarre. Comment mon objectivité peut-elle être "très douteuse" lorsque je demande simplement le nombre de décès et des détails sur leurs causes ? De plus, contrairement aux affirmations de Torrey, il existe des preuves solides que la psychose est liée aux traumatismes de l'enfance, avec une relation dose-effet claire.<sup>22,23</sup>

Torrey a également tiré la fausse conclusion que parce que je suis le protecteur du *Hearing Voices Network*, aucune publication Cochrane sur la maladie mentale n'est crédible. Voici l'extrait d'un commentaire que le réseau m'a envoyé :

Nous nous inscrivons en faux contre les tentatives de Torrey de discréditer le mouvement Hearing Voices pour ajouter du poids à sa tentative de discréditer le professeur Peter Gøtzsche. En 2016, nous avons invité Gøtzsche à être protecteur en raison de son travail de pionnier concernant la recherche psychiatrique. Nous sommes honorés de l'avoir comme parrain.

<sup>22</sup> Shevlin M, Houston JE, Dorahy MJ, et al. Cumulative traumas and psychosis : an analysis of the national comorbidity survey and the British Psychiatric Morbidity Survey. *Schizophr Bull* 2008;34:193-9.

<sup>23</sup> Varese F, Smeets F, Drukker M, et al. Childhood adversities increase the risk of psychosis : a meta-analysis of patient-control, prospective- and cross-sectional cohort studies. *Schizophr Bull* 2012;38:661-71.

Nous pensons que les commentaires de Torrey à M. Wilson concernant le fait que Gøtzsche est notre protecteur sont à la limite du ridicule lorsqu'il tente de discréditer l'ensemble de la collaboration Cochrane.

Nous demandons que Torrey cesse d'utiliser le réseau comme un marchepied pour insulter un professeur respecté, ainsi que la Collaboration Cochrane. Nous suggérons également qu'il envisage de s'excuser pour ses remarques irrespectueuses à l'égard des personnes qui entendent des voix.

Torrey a également critiqué le fait que le réseau encourage les personnes prenant des antipsychotiques à les arrêter. Cependant, leur effet est si faible qu'il n'est pas pertinent, alors que le risque d'effets permanents et graves des antipsychotiques est très élevé. Les atteintes cérébrales sont liées à la dose.<sup>24</sup> L'état de nombreuses personnes s'améliore lorsqu'elles cessent de prendre des médicaments et elles ont beaucoup plus de chances de reprendre une vie normale si elles n'en prennent pas au départ.<sup>25</sup>

Comment Wilson a-t-il réagi à cette absurdité d'un psychiatre américain ? Il m'a dit qu'en utilisant l'en-tête de mon centre et mon titre, et en disant "nous" et "notre" lorsque je demandais des informations sur les décès, tout lecteur pouvait raisonnablement supposer que la demande émanait du Nordic Cochrane Centre et que les opinions exprimées étaient celles du centre. Je n'ai donc pas respecté la politique de représentant.

Wilson voulait écrire à Torrey que, "Je m'excuse pour tout malentendu à cet égard." Cela reviendrait à dire : "Je m'excuse au nom de cet idiot qui est malheureusement l'un de nos directeurs de centre." Ainsi, une brute voulait s'excuser auprès d'une autre brute alors que la personne entre les deux brutes n'avait rien fait de mal. Seul Torrey devrait s'excuser, pour ses remarques dédaigneuses et arrogantes. La situation était ridicule, et même l'avocat engagé par Cochrane [n'a pas trouvé que j'avais enfreint la politique](#), ni dans ce cas, ni dans un autre cas similaire qui concernait aussi la psychiatrie, mais de telles broutilles n'ont pas d'importance pour les brutes. Il n'y avait pas de problème, mais Wilson en a inventé un.

J'ai répondu que je n'avais pas enfreint la politique, qu'il était clair que la demande venait du centre, ce que Wilson a reconnu, que j'étais autorisé à parler au nom de mon centre et que mes collègues chercheurs partageaient mon opinion. De plus, ma lettre n'était pas une déclaration publique ; c'était une lettre, que personne d'autre que Torrey ne verrait jamais.

Après mon expulsion de Cochrane, Ryan Horath, de Chicago, qui est à la fois avocat et expert en informatique, a écrit sur un blog :<sup>26</sup>

"Les dirigeants de Cochrane sont devenus obsédés par le fait que Gøtzsche utilise l'en-tête de Nordic Cochrane ... DOUX JÉSUS, QU'EST-CE QUI NE VA PAS CHEZ VOUS ? Un chercheur se renseigne sur la suppression d'informations concernant des enfants décédés lors d'un essai clinique et tout le monde s'inquiète de l'en-tête sous lequel il écrit ? ... Pire encore, il est clair que l'indignation concernant l'utilisation de l'en-tête de Cochrane est feinte, car il s'agissait d'une lettre privée ... Fuller Torrey était-il troublé de savoir si la lettre représentait l'opinion de Cochrane ? Apparemment non ... Au lieu de cela, Torrey a fait valoir que Gøtzsche n'était pas "objectif" et que cela portait atteinte à la réputation de Cochrane – soit quelque chose de totalement différent ... Ainsi, l'utilisation par la direction de Cochrane de cette plainte dans son dossier était trompeuse. La plainte porte sur une chose, et ils l'ont utilisée comme preuve d'une autre (fausse allégation). C'est ainsi que fonctionnent les parodies de tribunaux."

---

<sup>24</sup> Gøtzsche PC. [Deadly psychiatry and organised denial](#). Copenhagen : People's Press ; 2015.

<sup>25</sup> Whitaker R. [Anatomy of an epidemic](#), 2nd edition. New York : Broadway Paperbacks ; 2015.

<sup>26</sup> Gøtzsche PC. [Death of a whistle-blower and Cochrane's moral collapse](#). Copenhagen : People's Press ; 2019.

J'ai écrit deux fois au Conseil norvégien de la recherche, qui avait également financé l'étude, et le Conseil a demandé à une chercheuse norvégienne, Ingrid Melle, de me fournir les données que j'avais demandées. J'ai trouvé étrange, compte tenu du taux de mortalité très élevé de 12 % chez les très jeunes patients atteints de schizophrénie, que les auteurs n'aient pas discuté de la question de savoir si les décès pouvaient être causés par les médicaments et qu'ils n'aient pas indiqué quels médicaments les patients prenaient.

Melle ne m'a pas fourni les données que je demandais, et dans sa réponse, elle m'a demandé : "Puisque vous écrivez avec l'en-tête du Nordic Cochrane Centre, je suis curieuse de savoir si Cochrane a prévu de faire quelque chose dans ce domaine ." Le commentaire inapproprié de Melle sur l'en-tête de mon centre, que j'utilisais dans toute correspondance officielle, semble avoir fait partie d'un effort concerté entre psychiatres dans le but de me démettre de mon poste de directeur de centre Cochrane.

Le 11 octobre 2018, un mois après mon expulsion, Robert Whitaker a publié [The Cochrane Collaboration has failed us all](#). Dans son article, il écrit :

Si vous lisez le rapport de l'avocat, il est clair que les plaintes concernant le "comportement" de Gøtzsche sont étroitement liées à ses critiques virulentes de la psychiatrie. L'éviction de Gøtzsche est une trahison de l'entreprise scientifique, qui est un bien commun. En ne résolvant pas ce différend d'une autre manière, Cochrane a failli à sa mission de collaboration de scientifiques capables de remettre en question le savoir médical conventionnel. L'avocat fait l'éloge de Gøtzsche pour "la rigueur et la qualité de son travail universitaire" et en tant qu'"universitaire très éminent". Ses travaux scientifiques sont du type même qui rehausse l'image de la Collaboration Cochrane en tant qu'organisation scientifique de premier ordre.

Le "problème le plus récent" lié à la psychiatrie était une plainte du psychiatre E. Fuller Torrey. Cette plainte met en évidence cette dynamique en cours au sein de la psychiatrie : si vous êtes une figure de proue qui fait des déclarations publiques démenties par la science mais conformes à l'idéologie du modèle de maladie de la psychiatrie, vous ne subirez aucun préjudice. Pourtant, les psychiatres et les autres professionnels de la santé qui écornent publiquement ce récit le font en prenant de grands risques professionnels.

Gøtzsche voulait savoir pourquoi tant de jeunes gens étaient morts dans une étude sur la schizophrénie. Torrey a répondu, non en fournissant ces informations, ce qui serait la chose à faire pour suivre les préceptes de la science, mais en déposant une "plainte" contre Gøtzsche auprès du directeur général de Cochrane, Mark Wilson. La lettre de Torrey était clairement déséquilibrée, et on ne pouvait guère s'attendre à ce que le directeur général de la Collaboration Cochrane la traite avec sérieux, mais Wilson, dans une lettre à Torrey datée du 2 mars 2018, a littéralement écrasé Gøtzsche :

" Merci pour votre message. Le professeur Gøtzsche est un chercheur expérimenté et il est le directeur du Nordic Cochrane Centre. À la lumière d'un malentendu similaire quant à savoir si ses opinions personnelles représentaient celles de Cochrane, les dirigeants de l'organisation ont publié une déclaration en septembre 2015 (<http://www.cochrane.org/news/statement-cochrane>) qui reste d'application. En tant qu'organisation, nous nous en tenons aux preuves que nous publions dans la Cochrane Library et Cochrane.org, ainsi qu'aux positions et déclarations politiques que nous faisons. Nous reconnaissons qu'il existe toujours un risque que les chercheurs et les cliniciens, les décideurs politiques, les médias ou le grand public confondent les opinions des collaborateurs individuels de Cochrane ou des différentes parties de ce qui est une organisation globale et décentralisée avec celles de Cochrane elle-même. Nous insistons donc pour que le professeur Gøtzsche et tous les titulaires de fonctions Cochrane se conforment à la [politique de représentant de Cochrane](#), qui permet spécifiquement aux collaborateurs de Cochrane de

s'engager librement dans le débat scientifique tout en protégeant la réputation de Cochrane et en évitant le type d'amalgame que vous évoquez. Comme nous l'avons précisé dans la déclaration, le professeur Gøtzsche est libre d'interpréter les preuves comme il l'entend. Il a toutefois l'obligation de faire suffisamment la distinction en public entre ses propres recherches et celles de Cochrane - l'organisation à laquelle il appartient.

Il existe un large éventail d'opinions au sein de Cochrane sur les avantages et les inconvénients des médicaments psychiatriques, dont celle du professeur Gøtzsche. J'interprète votre message d'hier comme une plainte formelle selon laquelle le professeur Gøtzsche n'a pas établi clairement cette distinction dans ce cas. Si cela est exact, je devrai le communiquer au professeur Gøtzsche afin qu'il ait la possibilité d'y répondre. Pouvez-vous confirmer, s'il vous plaît, que vous n'avez pas d'objections à ce que je le fasse ?"

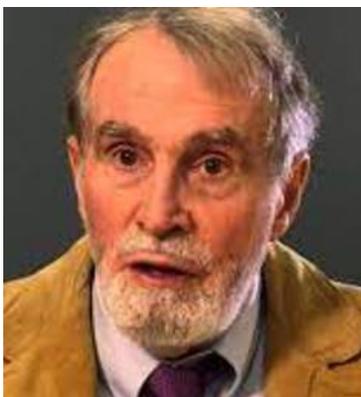
C'est le moment de ce conflit qui est peut-être le plus embarrassant de tous pour la Collaboration Cochrane. Un directeur du Centre Cochrane veut en savoir plus sur les décès survenus dans le cadre d'une étude à long terme sur les patients psychotiques, et le directeur général de la Collaboration, plutôt que de trouver cette recherche intéressante, trouve des raisons de penser qu'elle pourrait constituer un motif d'expulsion du directeur de la collaboration, et tout cela parce qu'il reçoit une lettre d'un psychiatre américain qui, même si on la considère charitablement, peut être décrite comme irrespectueuse envers un groupe d'utilisateurs, ignorante de la science, et stupide dans sa menace de considérer désormais toutes les analyses Cochrane liées à la psychiatrie comme manquant de 'crédibilité'."

On pourrait penser que tous les membres de la Collaboration Cochrane rougiraient en apprenant cet échange.

La littérature médicale - et c'est particulièrement vrai pour la littérature psychiatrique - est déjà considérée comme corrompue et partielle en raison de l'influence de l'argent de l'industrie pharmaceutique et des intérêts des lobbies, et maintenant le public aura des raisons de se demander si le travail de la Collaboration Cochrane est également indigne de confiance.

La Collaboration Cochrane doit se souvenir qu'elle est au service du public, et cette décision d'éjecter Gøtzsche ne remplit pas cette obligation.

On pourrait penser que le directeur général d'une énorme organisation aurait des choses plus importantes à faire que d'écrire de longues lettres détaillées à des personnes stupides au lieu de les ignorer. Mais Wilson n'était directeur général que de nom ; il ne se comportait pas comme tel.



Edwin Fuller Torrey



Anton Loonen

## 2018 : Mon témoignage d'expert dans un procès néerlandais pour double homicide

L'autre plainte adressée à Wilson au printemps 2018 concernait un événement survenu deux ans plus tôt, en février 2016. J'étais un témoin expert pour la défense dans un procès pour double homicide où une mère, Aurélie Versluis, avait tué ses deux enfants sous l'influence d'une pilule contre la dépression. J'ai souligné dans ma déclaration écrite que la faute professionnelle avait joué un rôle crucial pour les homicides.

Versluis a développé des symptômes évidents d'akathisie, une forme extrême d'agitation et d'agitation intérieure qui prédispose au suicide, à la violence et à l'homicide, mais ses psychiatres lui ont dit de continuer à prendre les pilules même lorsqu'elle est devenue suicidaire.

J'ai commenté un rapport rédigé par un autre témoin expert, le professeur Anton Loonen, un neuropsychopharmacologue clinique. J'ai trouvé de nombreux problèmes scientifiques dans son rapport, que j'ai décrits. Il n'y avait rien de personnel à cela.

Cependant, au milieu de la procédure, Loonen a soudainement distribué une note diffamatoire en néerlandais. Il mettait en doute mes qualifications - bien que cela relève entièrement de la décision du tribunal - et écrivait que j'étais controversé et que j'avais fait plusieurs affirmations sur la stature scientifique de la psychiatrie qui dépassaient mon domaine d'expertise. Il a qualifié cela de tragique et a déclaré que Cochrane avait pris ses distances par rapport à mon livre sur la psychiatrie. Il a également écrit qu'il me soupçonnait de souffrir d'un trouble mental qui me rendait sérieusement désinhibé et m'a conseillé de me faire examiner par un médecin pour me protéger de moi-même.

Loonen a également contacté la presse et a traité dans un journal un autre témoin expert, le Dr Selma Eikelenboom-Schieveld, de charlatan. Celle-ci a porté plainte auprès du tribunal disciplinaire régional, qui a jugé ces déclarations offensantes et injustifiées. Loonen a été réprimandé par le tribunal, qui a en outre estimé qu'en tant qu'expert judiciaire, il avait voulu, de manière inappropriée, influencer le processus pénal, ce qui impliquait des infractions particulièrement graves et punissables. Le ministère public a conclu que l'infraction commise par Loonen était criminelle.

Loonen a compris qu'il avait des ennuis. Un mois après le procès, il m'a envoyé une curieuse lettre dans laquelle il écrivait que Versluis avait été reconnue coupable et condamnée à neuf ans de prison accompagnés d'une mesure de détention préventive. Il évoquait des malentendus au tribunal et postulait que son commentaire diffamatoire à mon égard - qu'il avait ouvertement distribuée au tribunal - était confidentielle. Il n'était pas d'accord avec moi sur l'akathisie et se considérait comme un expert en la matière. Il a terminé sa lettre en disant qu'il était soucieux de savoir pourquoi je qualifiais la psychiatrie de pseudo-science et qu'il aimerait m'inviter à dîner pour discuter du fond de mes "idées et sentiments". La lettre commençait par "Cher Peter" et se terminait par les "salutations les plus chaleureuses". Vraiment ? L'atmosphère entre Loonen et moi était glaciale. J'étais consterné par le fait qu'il avait contribué à la lourde condamnation de Versluis en rédigeant un rapport médiocre à l'intention du tribunal où il affirmait, contre toute évidence, que les médicaments ne pouvaient pas l'avoir poussée à tuer ses enfants.

Quatre mois après la procédure judiciaire, je suis retourné en Hollande pour donner une conférence sur la psychiatrie en tant qu'orateur invité à une réunion scientifique internationale à Leiden. Loonen a tenté de m'empêcher de prendre la parole. Il a écrit à l'organisateur en faisant référence à la procédure judiciaire et a prétendu que, pour des raisons personnelles, j'avais violé les exigences de confidentialité en tant que témoin expert en rendant public le rapport de Loonen au tribunal. Ce n'est pas vrai. Je n'avais pas rendu public son rapport. J'avais montré à un journaliste le commentaire diffamatoire qu'il avait présentée au tribunal, ce que j'étais en droit de faire car il

n'avait rien de confidentiel.

Je me suis plaint à l'université de Groningen, où Loonen travaillait, de son inconduite professionnelle. Ils m'ont ignoré pendant deux ans. Il a fallu six courriels avant qu'ils ne réagissent. J'ai été informé que le doyen avait organisé une réunion avec Loonen et lui avait dit que sa conduite était inappropriée et qu'il devait éviter que l'université ne subisse d'éventuels dommages à cause de son comportement.

J'ai aussi déposé une plainte auprès du tribunal disciplinaire régional de Groningen, qui a rejeté ma plainte, et auprès de l'Association médicale néerlandaise, qui a refusé de traiter ma plainte en prétextant que je n'étais pas Néerlandais. Cela a tellement contrarié l'un de mes amis néerlandais, le Dr Dick Bijl, qu'il a fait intervenir un avocat qui a déposé en mon nom une plainte contre Loonen auprès du Tribunal disciplinaire central. C'était en janvier 2018. Le verdict est tombé 19 mois plus tard : " Le Tribunal disciplinaire central estime que les déclarations faites par le médecin [Loonen] sur la personne du plaignant sont inappropriées et - dans la mesure où elles doivent être considérées comme un début de diagnostic - non fondées [...]. C'est à tort que le Tribunal disciplinaire régional n'en a pas tenu compte dans sa décision."

Ces événements plus récents expliquent pourquoi Loonen m'a soudainement attaqué au printemps 2018, deux ans après l'affaire judiciaire. Il a déposé une plainte concernant mon utilisation de l'en-tête de mon centre, ce qui était vexatoire et aurait dû être traitée comme telle par Wilson. Loonen lui demandait également si mon centre avait approuvé mon rapport d'expertise, et si ma conduite était conforme à la politique de Cochrane en matière de conflits d'intérêts.

J'ai répondu à M. Wilson que la politique de représentant visait à garantir que ce que les gens disent ou écrivent ne soit pas mal interprété comme s'il s'agissait de la politique officielle de Cochrane. Comme il ne faisait aucun doute que je m'étais adressé à un avocat en mon nom propre, je n'avais pas enfreint la politique. Et puisque mon rapport d'expertise a été rédigé pour le tribunal et n'a pas été rendu public, la façon dont le public l'a perçu ne peut pas être en cause. Étant donné que j'ai été approuvé comme témoin expert en raison de mon travail au Nordic Cochrane Centre et que j'en ai été le directeur, j'ai trouvé naturel d'utiliser son papier à en-tête. Même si j'avais écrit ma déclaration sur une feuille blanche, mon affiliation au Nordic Cochrane Centre aurait été évidente, et il n'y aurait eu aucun doute sur le fait que ce que j'ai déclaré dans mon rapport d'expertise était ma propre opinion. Tel est le rôle d'un témoin expert.

Cependant, comme d'habitude, les actions de Wilson n'ont pas été influencées par le bon sens et l'équité. Il a rejeté toute rationalité et m'a écrit que j'avais à nouveau enfreint la politique de représentant.

## **5 Mon élection au conseil de direction en janvier 2017 et le micromanagement stupide de Wilson**

Comme je voulais voir du changement au sein de Cochrane, je me suis présenté pour un siège au conseil d'administration fin 2016. Je pensais également que j'acquerrais une certaine immunité vis-à-vis des nombreuses attaques inappropriées de Wilson à mon égard si je devenais membre du conseil d'administration. Ma [déclaration électorale](#) ne tirait pas la couverture à elle et disait ceci :

La générosité, l'enthousiasme et le sentiment de participation aux décisions sont de la plus haute importance pour la survie et la prospérité de la Collaboration Cochrane. Je pense donc qu'il est essentiel que nous examinions continuellement et très attentivement si nous avons trouvé le bon équilibre entre ce qui a toujours été essentiellement une organisation partant de la base et la structure de gestion pyramidale récemment introduite. Même après 23 ans, je

considère toujours la Collaboration comme une organisation enracinée dans l'idéalisme plutôt que comme une entreprise, et nous pourrions être confrontés à de graves problèmes si nous commençons à perdre certains de nos milliers de bénévoles non rémunérés.

J'ai discuté avec de nombreuses personnes actives au sein de la Collaboration Cochrane depuis de nombreuses années et qui ont exprimé leurs inquiétudes quant aux récents développements au sein de notre organisation.

Le CET [Équipe Centrale de Direction, le personnel de Wilson à Londres] devrait être au service des personnes qui font le gros du travail, avant tout les auteurs et les rédacteurs en chef des analyses, mais aussi ceux qui travaillent dans les centres et les groupes de méthodes. On a toutefois remarqué que le CET a assumé un rôle beaucoup plus directif, ce qui a eu des conséquences fâcheuses pour l'esprit de collaboration et potentiellement pour les futures contributions essentielles de ceux qui sont la colonne vertébrale de la Collaboration et qui créent les droits d'auteur sans lesquelles il n'y aurait probablement pas de Collaboration. Bien qu'il y ait un accord général sur le fait que plus de direction et d'uniformité dans la qualité de notre production soit nécessaire, et sur le fait que le CET ait contribué de manière importante à cela, beaucoup pensent que le processus est allé trop loin.

Dans le même ordre d'idées, les gens se sont demandés pourquoi tant de nos ressources sont consacrées aux salaires du personnel employé au niveau central, et ils s'inquiètent du fait que les volontaires pourraient cesser de donner de leur temps gratuitement en voyant que des personnes effectuant des tâches similaires reçoivent un salaire. Cette inquiétude est particulièrement prononcée dans les groupes "méthodes". Les gens ont également fait remarquer que plus il y a d'employés au CET et dans les bureaux affiliés, plus ils se créent du travail et en créent d'autres, ce qui n'est pas toujours productif.

La Collaboration Cochrane est désormais gérée beaucoup plus comme une entreprise avec une marque qu'il y a quelques années. Beaucoup trouvent cela problématique, car cela pourrait conduire à un manque de financement, par exemple de la part de gouvernements qui pourraient penser que nous pouvons nous débrouiller seuls. La raison d'être de la Collaboration est la recherche, pas les affaires, et c'est aussi la raison pour laquelle les gens veulent toujours nous soutenir. Notre marque n'a pas de valeur en soi mais tire sa valeur de notre recherche.

Certains directeurs de centres ont vivement contesté l'idée du directeur général selon laquelle il ne devrait plus être prioritaire pour les centres de mener des recherches méthodologiques ou d'être forts en recherche et d'être ainsi pour les autres des exemples à suivre. D'après mon expérience, on ne peut pas être un bon éducateur scientifique sans être soi-même un chercheur, et je crois que cette opinion est assez universelle, par exemple également dans nos universités.

La recherche et le développement méthodologiques sont au cœur de notre collaboration ; ils sont essentiels pour que les travaux de la Collaboration Cochrane restent pertinents et dignes de confiance, et qu'ils restent à l'avant-garde de la médecine basée sur les preuves. Si la recherche ne figure pas en tête de nos priorités, notre organisation pourrait perdre sa capacité à attirer les meilleurs chercheurs et cela pourrait aussi avoir des répercussions négatives sur la volonté des gouvernements de soutenir financièrement les centres Cochrane.

Ces préoccupations sont assez répandues, et je suis d'accord avec un grand nombre d'entre elles. Une question qui est revenue à plusieurs reprises est la suivante : le CET doit-il décider de ce que doivent faire les directeurs de centre alors qu'il ne leur verse pas de salaire et que les centres sont financés par leur gouvernement, ce qui entraîne des attentes qui ne coïncident pas toujours avec ce que le CET souhaiterait ?

Je pense que nous devons éviter que trop de pouvoir décisif ne se concentre au CET et, si je

suis élu, je m'efforcerai de revenir sur nos valeurs et nos objectifs centraux.

Bien que nous soyons une organisation basée sur les preuves, j'ai le sentiment que nous avons parfois pris des décisions dans le passé sans rechercher ou respecter les preuves. Je pense également que nous sommes souvent trop tournés vers nous-mêmes lorsque nous élaborons des politiques. En voici un exemple : Si nous demandions au public s'il est satisfait que notre politique actuelle mentionne que jusqu'à la moitié des auteurs d'une analyse Cochrane sont autorisés à avoir des conflits d'intérêts financiers en relation avec une société pharmaceutique dont le produit est évalué, je suis à peu près certain de la réponse qui serait donnée. Nous sommes ici pour servir le public et je pense donc que nous devrions être plus ouverts sur l'extérieur lorsque nous élaborons des politiques.

Par conséquent, un principe directeur important pour moi, si je suis élu, sera : Qu'est-ce que le public attend de nous ? Je pense que toutes les organisations idéalistes courent le risque de voir leurs politiques devenir trop basées sur le consensus et trop autocentrées, car la croissance et la pérennité de l'organisation peuvent devenir un objectif plus important que l'objectif initial. Il y aura toujours des personnes influentes qui protesteront à haute voix si elles craignent que des privilèges ne leur soient ôtés, en particulier s'ils sont pécuniaires ; nous avons vu cela à plusieurs reprises au sein de la Collaboration Cochrane lorsque nous avons renforcé notre politique de parrainage commercial. Les conflits sont inévitables, mais ils peuvent être utilisés de manière positive si nous les gérons de manière professionnelle en nous concentrant sur nos objectifs.

Je pense que les analyses Cochrane sont généralement devenues trop détaillées, trop lourdes à réaliser et trop difficiles à lire. Dans certaines analyses, il y a plus de 50 paramètres différents, et les auteurs analysent et rapportent consciencieusement tous ces paramètres en dépit du fait que nous savons que le biais de déclaration des résultats est très courant, notamment dans les rapports publiés sur les essais médicamenteux.

Si je suis élu, je préconiserai des analyses plus simples, avec beaucoup moins de paramètres, qui se concentrent sur ce qui est pertinent et important pour les patients. Une différence sur une échelle composite élaborée indique rarement si la vie des patients s'est améliorée, surtout lorsque les effets secondaires sont considérés comme une question distincte et sont - comme souvent - minimisés voire complètement omis dans les rapports d'essais publiés.

Cochrane était devenu très inefficace. En raison de son obsession du détail, certaines analyses étaient plus longues que quatre livres de taille normale. Ma déclaration électorale allait directement à l'encontre de pratiquement tout ce que Wilson représentait. Mais j'ai été soutenu par de nombreuses personnes influentes, par exemple :

Iain Chalmers, le fondateur de Cochrane : "Votre déclaration électorale est excellente... Je vous souhaite de promouvoir le programme progressiste que vous avez décrit."

Jim Neilson, ancien coprésident du comité de pilotage : "Je suis tout à fait d'accord avec vos préoccupations concernant le changement de culture au sein de la Collaboration Cochrane (telles qu'exprimées dans votre discours d'élection). Vous avez mon vote. Bonne chance !"

Andrew Moore, rédacteur en chef à Cochrane : "Toutes mes félicitations. Je suis d'accord sur le fait que la direction actuelle de l'entreprise présente des dangers. Vos opinions reflètent les miennes. Ce serait formidable s'il y avait des raisons de s'engager, plutôt que d'envisager de se désengager."

Paul Garner, rédacteur en chef à Cochrane : "Je pense que vous serez beaucoup plus efficace que Corbyn [chef du parti travailliste] au Royaume-Uni ! En avant !"

J'ai été élu en janvier 2017, avec le plus grand nombre de voix parmi les 11 candidats. Cela

illustre le mécontentement généralisé à l'égard de la direction de Cochrane, car j'étais le seul candidat à remettre en question leurs actions.

Wilson n'a pas dû être ravi que la seule personne qui l'ait critiqué ait reçu le plus de voix. Au départ, le conseil n'avait pas l'intention de divulguer les résultats du vote au public, mais en rappelant au conseil que Cochrane était censé être une organisation ouverte et transparente, j'ai fait en sorte que les votes soient connus. Je soupçonne Wilson d'être intervenu et d'avoir exigé que les votes ne soient pas rendus publics. Cependant, dès 2005, j'ai suggéré, lors d'une réunion des directeurs de centre, que les votes soient rendus publics, ce que les directeurs ont approuvé.

J'étais l'une des rares personnes à ne pas avoir peur de Wilson, mais, comme je l'ai vite découvert, mon appartenance au conseil ne me protégerait pas de la chasse aux sorcières de Wilson. Wilson contrôlait totalement le conseil.

Ce n'est que maintenant, quatre ans après mon élection, que je suis en mesure de voir clairement pourquoi Wilson me haïssait si intensément et a développé son plan de la solution finale de la question Gøtzsche.

Un mois après mon expulsion, ma femme, le professeur et microbiologiste clinique Helle Krogh Johansen, qui a publié avec moi de nombreuses analyses Cochrane, n'a pas mâché ses mots :

Tu n'es pas le problème mais le symptôme d'une organisation malade qui ne permet plus les règles du jeu démocratiques. Une organisation qui, par manque de vision et de pouvoir intellectuel, s'est refermée sur elle-même, et qui perçoit comme une persécution et un harcèlement le fait que quelqu'un de beaucoup plus visionnaire et capable qu'elle-même lui marche constamment sur les pieds. Mark Wilson et son équipe de direction se sont retrouvés au mauvais endroit. Le principe de Peter, qui consiste à être promu jusqu'à atteindre son niveau d'incompétence, s'applique parfaitement à l'ensemble de la direction et à Wilson. C'est un petit comptable qui ne comprend pas du tout son organisation, et qui finit par se regarder le nombril et se sentir persécuté par tous ceux qui peuvent faire plus ou voir plus que lui.

Il a réuni autour de lui une équipe qui ne peut pas non plus faire face à ses tâches. Il faut alors se débarrasser des plus capables, afin de pouvoir à nouveau apparaître comme un oracle. C'est tellement embarrassant.

Cochrane a été créé par des gens qui ne peuvent plus maintenant s'impliquer. Dans l'état actuel des choses, il vaut mieux être à des années-lumière à l'extérieur qu'à l'intérieur d'une organisation qui se concentre sur l'image, la marque et les résultats comptables, ce que n'importe qui avec un petit diplôme d'école de commerce peut comprendre.

L'analyse de ma femme m'a interpellé. Wilson se considérait comme notre employeur, même s'il ne nous payait pas. Il voulait que nous fixions des objectifs selon son plan stratégique, qu'il nous dise quoi faire et que nous lui rendions compte chaque fois que nous changions quelque chose à nos plans au cours de l'année. C'était du micomanagement à l'extrême.

Wilson a également exigé des objectifs ridicules, comme le nombre de recommandations émises par le Conseil national de la santé que nous allions influencer, ce qui était hors de notre contrôle. Nous pouvons fixer un objectif sur le nombre de fois où nous aiderons des canetons à traverser la route avec leur mère, mais s'il n'y a pas de canetons, nous ne réaliserons pas notre objectif.

J'ai eu une réunion avec Wilson le 10 avril 2015 à Copenhague où il a dit : "J'ai été très mécontent de votre rapport pour le Nordic Cochrane Centre". Il faisait référence au système idiot qu'il avait introduit lui permettant de remplir son rôle de comptable en vérifiant si les centres avaient obtenu leurs objectifs annuels. J'ai écrit dans mon rapport que la plupart des points n'étaient pas prioritaires pour nous et que nous n'avions donc pas d'objectifs pour eux. Ces

objectifs étaient *vraiment stupides* et ce système embarrassant a été abandonné par la suite, mais comme toujours, j'ai été puni pour avoir été plus visionnaire que notre Leader Suprême.



Gerald Gartlehner

J'ai expliqué à Wilson qu'il y a quelques années, nous avons beaucoup d'objectifs dans nos plans stratégiques mais que nous y avons renoncé lorsque nous avons réalisé qu'ils n'étaient pas utiles à notre travail. Il était beaucoup plus important de saisir les opportunités lorsqu'elles se présentaient.

Wilson s'est montré franchement hostile, en particulier lorsque j'ai dit que je n'étais pas du genre à tenir une comptabilité, mais que j'étais un pionnier qui franchissait sans cesse de nouvelles frontières. Peut-être était-il jaloux, peut-être pas. Il n'avait pas beaucoup de capacité d'autocritique

Wilson pensait que c'était un problème que très peu de personnes participent à nos ateliers sur la façon de faire des analyses Cochrane. Puisque de nombreuses personnes participent en Australie, nous devons certainement avoir un problème. Le fait que de nombreuses personnes assistaient à nos ateliers au début de notre existence ne l'a pas ému, ni le fait que de nombreuses personnes étaient maintenant si douées qu'elles n'avaient pas besoin d'assister à des ateliers, ou même qu'elles organisaient leurs propres ateliers, ni le fait que j'avais documenté et publié dans la Cochrane Library que nous produisons un nombre extraordinaire d'analyses Cochrane, comparé à la taille de notre pays.<sup>27</sup>

En décembre 2021, j'ai découvert que l'article que j'avais publié en 2011 dans la *Cochrane Database of Systematic Reviews* sur la production d'analyses au sein de Cochrane ne semblait plus exister. Je l'ai donc [mis en ligne](#) sur mon site web. Il montrait que les centres Cochrane étaient essentiels à la production d'analyses. Comme Wilson avait systématiquement sapé les fonctions, la réputation et la crédibilité des centres Cochrane pour consolider son emprise, je soupçonne que la disparition de mon article y est liée.

Wilson a dit que ce n'était pas bon pour Cochrane que je sois mis en lumière pour d'autres choses que la promotion des analyses Cochrane. Il n'a pas été impressionné par le fait que ma visibilité et mon influence internationales m'ont permis de faire de la bonne publicité pour Cochrane, même lorsque les journalistes n'étaient pas intéressés par les analyses Cochrane que l'unité de Wilson avait publiées dans la presse et qu'elle avait mises en avant. En tant que journaliste, il aurait dû apprécier cela, mais il m'a dit que je devais me concentrer sur Cochrane. J'ai parlé de la liberté académique et de l'impossibilité de repousser les journalistes qui voulaient rendre compte de nos recherches, qui étaient souvent révolutionnaires. Devais-je dire : "Désolé, je ne peux pas vous parler, car il ne s'agit pas d'une analyse Cochrane ?" J'ai également dit à Wilson que je ne pouvais pas employer de bonnes personnes si leur travail consistait uniquement à

<sup>27</sup> Gøtzsche PC, Tendam B, Clarke M. [Review production in The Cochrane Collaboration - where is it happening and why ?](#) Cochrane Database Syst Rev 2011;Suppl 1:16-9.

promouvoir les analyses Cochrane.

J'ai eu l'impression que Wilson a essayé de me ramener à l'endroit où j'ai commencé ma carrière : vendeur de médicaments pour l'industrie pharmaceutique, ce qui était très humiliant. Il voulait que je vende les analyses Cochrane, peu importe qu'elles soient bonnes ou mauvaises, tout comme les représentants de l'industrie pharmaceutique vendent des pilules.

Lorsque j'ai dit que [mon livre](#) sur les médicaments mortels et le crime organisé dans les grandes entreprises pharmaceutiques s'était vendu à 4 000 exemplaires dans les huit premières semaines de sa [traduction allemande](#), Wilson a eu l'air très mal à l'aise. Il ne m'a pas félicité, mais s'est contenté de rester assis avec son visage de pierre à me fixer, ce qu'il faisait quand il était mécontent.

## **De graves falsifications de procès-verbaux de réunions à Genève en 2017**

Déjà lors de ma première réunion du Conseil d'administration, à Genève en avril 2017, il a été révélé à quel point Cochrane était devenue corrompue sous la direction de Wilson. J'ai suggéré d'introduire une procédure de plainte garantissant que la personne faisant l'objet d'une plainte ait la possibilité de répondre avant que les dirigeants de Cochrane ne prennent des mesures. Wilson s'est opposé avec véhémence à l'introduction d'une telle procédure et a participé à la rédaction du procès-verbal. Le [conseil d'administration a fini par approuver des procès-verbaux qu'il savait mensongers](#) d'une manière qui favorisait les opinions de Wilson, même si elles n'étaient pas partagées par le conseil d'administration.

Désolé, mais je dois dire que cela me rappelle Hitler. Les personnes qui osaient s'opposer à lui ou réclamer un processus équitable étaient soit tuées immédiatement, soit lentement dans un camp de concentration. Et ses généraux n'osaient pas lui dire que sa stratégie était mauvaise, même si Hitler a pris de nombreuses décisions désastreuses pendant la guerre. Les généraux de Cochrane, en dehors de moi, ont également gardé le silence sur les décisions désastreuses de Wilson.

Cette mauvaise gestion s'est soldée par un chaos total, après trois mois d'âpres discussions par e-mail, et c'était une violation des [règles de la Commission des œuvres de bienfaisance](#) : "Le procès-verbal doit enregistrer exactement ce qui a été convenu, en particulier pour les décisions importantes ou controversées."

Comme Wilson était fortement opposé à l'introduction de l'équité, je craignais que le procès-verbal ne soit pas correct. J'ai donc envoyé mon propre procès-verbal au conseil d'administration le jour même où nous en avons discuté, expliquant que nous avons décidé que les plaintes devaient être transmises à la personne faisant l'objet de la plainte afin qu'elle puisse participer au processus ; sinon, le risque de dommages était grand.

Comme les procès-verbaux de Wilson et des coprésidents ne reflétaient pas ce qui avait été discuté et ce qui avait été convenu, j'ai écrit à nouveau et j'ai noté que je trouvais scandaleux que le procès-verbal dise que "le responsable n'est pas obligé de partager tous les documents du plaignant avec cette personne". J'ai fait valoir que si le plaignant écrit que la personne attaquée ne devrait pas être autorisée à voir la plainte, la direction de Cochrane devrait ignorer la plainte, car c'est ce qu'est l'équité, dans les tribunaux et ailleurs.

Plusieurs membres du conseil d'administration ont fait des observations similaires aux miennes. Catherine Marshall a écrit qu'elle ne se souvenait pas qu'il ait été fait mention de la "Charte Cochrane des bonnes pratiques de gestion" lors de la réunion et qu'elle était donc surprise de la voir figurer dans le procès-verbal. Elle note que nous avons convenu que la personne concernée devait voir la plainte et avoir la possibilité de faire des commentaires.

Le directeur autrichien de Cochrane, Gerald Gartlehner, était d'accord avec nous deux et a ajouté

que la formulation était problématique : "Il a été clarifié" se cachait derrière une voix passive. J'ai demandé qui avait clarifié et j'ai ajouté que les coprésidentes, Lisa Bero et Cindy Farquhar, par leurs manipulations, avaient fait preuve d'un remarquable manque de respect pour les autres membres du conseil d'administration.

Les coprésidentes ont répondu que "nous sommes heureuses d'être critiquées pour avoir manqué certains détails de la discussion, mais je n'accepte pas qu'ils soient trompeurs ou inexacts". J'ai demandé si c'était Wilson qui avait utilisé le mot "je" dans cette phrase et qui était donc responsable du procès-verbal trompeur, mais je n'ai obtenu aucune réponse. Wilson avait le contrôle total du conseil. C'était la deuxième fois que le mot "je" restait par inadvertance dans un message qui était censé provenir de plusieurs personnes de la direction de Cochrane (voir page 19).

Les coprésidentes ont banalisé la question en disant que la partie du procès-verbal que "j'avais" (moi et d'autres, mais ils se sont concentrés sur moi bien sûr, car Wilson leur avait sans doute ordonné de le faire) critiqué comme étant "inexact" (comme ils l'ont appelé) "concernait 6 lignes sur 14 pages de procès-verbal d'une réunion de deux jours". J'ai répondu que le problème ne portait pas sur le nombre de lignes, mais sur le contenu qui restait très trompeur même après que nous l'ayons signalé. J'ai demandé une nouvelle fois aux coprésidentes de préciser qui était l'auteur des phrases trompeuses, ce qu'elles n'ont jamais fait.

Malgré tous nos efforts, le procès-verbal relatif à ce point continuait à être trompeur et, le 19 juin, Lucie Binder, conseillère principale du directeur général, a demandé au conseil d'administration d'approuver le procès-verbal global de l'ensemble de la réunion. Le lendemain, Gartlehner a protesté en disant que "il a été clarifié" semblait signifier que le conseil d'administration l'avait clarifié, ce qui n'était pas correct. Il a également trouvé très troublante la déclaration concernant la non-divulgaration de tous les éléments à la personne faisant l'objet de la plainte, et Meerpohl a convenu que nous n'avions pas discuté de ce point.

Les coprésidents se sont plaints que leurs commentaires précédents avaient été cités de manière sélective, et Mme Bero a écrit qu'elle était interpellée par le fait que le conseil "envisage de modifier sa politique en se fondant sur l'expérience personnelle de l'un de ses membres".

Cela m'était familier. J'étais le porte-parole de tout ce qui n'allait pas dans Cochrane et le bouc émissaire de Cochrane. J'ai répondu que "ce n'était PAS une question sur des plaintes me concernant, c'était une question générale qui s'adressait à des personnes haut placées dans Cochrane. Les coprésidents essaient d'en faire une affaire personnelle, ce qui est malheureusement une stratégie de gestion courante lorsque les gestionnaires sont confrontés à des problèmes qui découlent de leurs propres actions et essaient d'en rejeter la faute sur les autres".

Gartlehner m'a soutenu et a fait remarquer que, il y a 70 ans, l'Autriche et l'Allemagne avaient un système judiciaire qui utilisait exactement l'approche décrite dans le procès-verbal. Accuser les gens d'une faute et ne pas leur fournir les éléments de la plainte, privant ainsi les accusés de la possibilité de se défendre correctement. Il a également souligné qu'il n'était pas question de moi mais d'un principe général de traitement équitable et de justice.

Les coprésidents ont répondu qu'ils avaient entendu des membres du conseil d'administration troublés par le courriel de Gartlehner. "Nous devons garder notre correspondance civile. Nous prenons cette affaire au sérieux et nous la traiterons en privé avec Gerald."

Ironiquement, c'est exactement le type de comportement contre lequel Gartlehner avait mis en garde. Big Brother vous observe et prendra les mesures qui s'imposent, sans témoins. Les coprésidents se sont donné plus d'autorité qu'ils n'en avaient. La directrice adjointe de Canadian Cochrane, Nancy Santesso, a trouvé l'argument de Gartlehner courtois et moi aussi. J'ai écrit que si un scientifique invente quelque chose qui ne s'est pas produit et écrit à ce sujet, nous appelons cela de la fraude, et le procès-verbal contenait des éléments qui ne se sont pas produits.



Joerg Meerpohl



Nancy Santesso

J'ai également noté que je considérais la procédure de vote de Binder comme illégitime, car le vote ne peut pas rendre correct ce qui est manifestement mauvais. Je ne voyais aucune raison pour laquelle les coprésidents devaient traiter Gerald en privé, ce qui ressemblait à une punition et à un signe supplémentaire que les coprésidents favorisaient les procédures secrètes, tout comme leur dictateur, Wilson, le faisait. J'ai recommandé au conseil de lire le roman de Kafka, *Le procès*, et certains romans de Dostoïevski sur les procédures secrètes : "Nous sommes très sensibles à ces tendances en Europe, compte tenu de notre histoire récente. Il ne s'agit pas seulement de Gerald, il s'agit de nous tous."

Le désordre s'est aggravé de plus en plus. Les coprésidents ne pouvaient plus gérer le chaos provoqué par les déclarations mensongères que Wilson avait insérées dans le procès-verbal. Ils ont tout arrêté avec la remarque : "Cette affaire est close." Les coprésidents ont utilisé l'argument de la majorité, bien que les mensonges ne deviennent pas des vérités parce qu'une majorité les approuve dans le cadre d'un ensemble plus important de procès-verbaux : "7 personnes ont voté en faveur du procès-verbal révisé... Par conséquent, le procès-verbal... a été approuvé." Nous n'étions que 13 membres du conseil, c'était donc la plus petite majorité possible. Pour l'histoire, j'ai téléchargé les nombreux échanges de courriels à l'[Annexe 6](#) pour mon rapport à l'avocat de Cochrane, échanges qui sont très révélateurs.

Gartlehner et moi avons demandé que nos commentaires soient inclus dans le procès-verbal, qui continuait à être sérieusement trompeur et donnait l'impression que seules deux personnes s'y étaient opposées, alors que la vérité était que cinq membres du conseil étaient très critiques. Malgré les nombreuses protestations, le procès-verbal est resté mensonger, démontrant le manque total de respect de Wilson et de ses deux fidèles serviteurs pour les autres personnes :

### 13.2 Procédure de plainte

En réponse à une question de PG sur la manière dont les plaintes le concernant ont été traitées, il a été précisé que si une plainte formelle est déposée à l'encontre d'un ou plusieurs membres de Cochrane, il faut procéder comme suit :

- La personne doit être informée et recevoir la plainte originale. Toutefois, pour protéger les personnes qui déposent une plainte, celle-ci ne doit pas être diffusée aux médias, ni publiée sur des blogs, des médias sociaux, etc.
- Le directeur n'est pas obligé de divulguer tous les documents du plaignant à l'individu. Par exemple, les courriels entre les personnes de Cochrane qui enquêtent sur la plainte.
- Que nous devons suivre les principes de la procédure que Cochrane a déjà mise en place

pour traiter les conflits (située dans la Charte des bonnes pratiques de gestion de Cochrane et les politiques connexes).

- Les membres de Cochrane doivent également informer leur responsable des conflits ou des conflits potentiels.

### **Notes post-hoc sur ce point :**

Coprésidentes : *Lorsque le projet de procès-verbal a été distribué au Conseil pour commentaires, les membres ont participé à une longue discussion par courriel sur le point 13.2. Les coprésidentes ont révisé le point 13.2 sur la base de la discussion par courriel du Conseil. Le procès-verbal final, avec le point 13.2 révisé, a ensuite été envoyé au Conseil pour un vote d'approbation. Bien que la version du point 13.2 ci-dessus ait été approuvée par la majorité des membres du Conseil - et constitue donc le compte rendu officiel -, les deux membres suivants du Conseil ont demandé que leur désaccord avec le point 13.2 soit consigné dans le compte rendu :*

Peter C. Gøtzsche : *Plusieurs membres du conseil d'administration ont fait remarquer que le procès-verbal est trompeur en ce qui concerne le point 13.2. Je n'ai pas soulevé une question qui me concerne personnellement, mais sur la manière dont les plaintes concernant les hauts responsables de Cochrane devraient être traitées par le directeur général et les coprésidents. Il n'a pas été convenu que la plainte ne devait pas être diffusée aux médias, publiée sur les blogs, les médias sociaux, etc. À mon avis, les plaintes non pertinentes qui n'ont pas été soumises de bonne foi devraient parfois être exposées lorsque le cas a été traité, tout comme nous exposons les cas de fraude scientifique. Plusieurs membres du Conseil se sont opposés à cette phrase : "Le directeur n'est pas obligé de divulguer tous les documents du plaignant à l'individu." Cela n'a pas été discuté et n'a pas été accepté lors de la réunion du Conseil, et cela ne constituerait pas une procédure équitable. La phrase "Par exemple, les courriels entre les personnes de Cochrane qui enquêtent sur la plainte." n'a pas été discutée ni acceptée non plus. Le procès-verbal indique que nous devons suivre les principes de la Charte des bonnes pratiques de gestion de Cochrane. Plusieurs membres du conseil ont remarqué que cela n'a pas été discuté et n'a pas fait l'objet d'un accord, et que la charte ne couvre pas non plus ce dont nous avons discuté lors de la réunion du conseil. Nous avons discuté des Principes de Justice Naturelle de la Nouvelle-Zélande et le Conseil les a acceptés.*

Gerald Gartlehner : *GG déclare qu'il n'est pas d'accord avec la phrase "Le directeur n'est pas obligé de divulguer tous les éléments du plaignant à l'individu." Je pense que cette déclaration devrait être plus nuancée et nécessite une clarification supplémentaire afin qu'elle ne puisse pas être utilisée de manière trompeuse contre Cochrane.*

Compte tenu de ce qui s'est passé auparavant, le procès-verbal final de la seule réunion du conseil d'administration à Genève a été ridiculement bref sur ce point et s'est contenté de dire :

"5. Correspondance

Discussion sur la correspondance relative à Peter et à son travail.

Peter accepte de suivre la politique de représentant."

Ma première réunion du conseil d'administration avait démontré sans l'ombre d'un doute que Cochrane, que nous avions tant chéri, était désormais une dictature. Il n'a fallu que deux ans à

Wilson pour démolir le pluralisme et la démocratie que nous avons à Cochrane. Il s'est comporté comme les dirigeants du roman 1984 d'Orwell, où il existait un ministère de la Vérité, que Wilson a appelé à Cochrane "Preuves dignes de confiance". Lorsqu'il est devenu directeur général, il a changé le logo de Cochrane et a introduit ce slogan, que nous étions tous obligés d'avoir dans notre papier à en-tête :



Trusted evidence. Informed decisions. Better health.

**Nordic Cochrane Centre**  
Rigshospitalet, Dept. 7811  
Blegdamsvej 9  
2100 Copenhagen Ø, Denmark  
Tel: +45 35 45 71 12  
E-mail: [general@cochrane.dk](mailto:general@cochrane.dk)  
[www.nordic.cochrane.org](http://www.nordic.cochrane.org)

Un homme dont on se méfiait beaucoup et qui mentait habituellement, a parlé de preuves dignes de confiance. L'ironie pourrait difficilement être plus grande, mais les grands dirigeants n'ont pas d'humour. S'ils en avaient, ils ne seraient pas de grands leaders, car ils se rendraient compte à quel point ils sont ridicules.

## 6 Cochrane au service de l'industrie

Dans les débuts de Cochrane, certains médecins ont emmenés leurs mauvaises habitudes avec eux et ont obtenu des financements de la part de sociétés pharmaceutiques pour leurs activités Cochrane. Le plus embarrassant, c'est que certaines analyses étaient directement sponsorisées par l'entreprise dont le produit était examiné !

Lors des réunions Cochrane à Melbourne en mars 2003, Drummond Rennie, co-directeur de la branche San Francisco du US Cochrane Center et rédacteur en chef adjoint du *JAMA*, a déclaré que le financement de l'industrie serait une catastrophe pour Cochrane.<sup>28</sup> À l'inverse, Peter Tugwell, membre du conseil d'administration du comité de pilotage de Cochrane était à l'aise avec le fait que les analyses soient financées par des entreprises ayant un intérêt dans les traitements examinés. Rennie pensait que le financement par l'industrie détruirait la crédibilité de Cochrane, tandis que Tugwell soutenait que Cochrane pourrait ne pas survivre sans le soutien de l'industrie.

Mon opinion a toujours été que si Cochrane ne peut pas survivre sans le financement de l'industrie, elle doit mourir. J'ai été [cité](#) pour avoir dit qu'"aucune autre source de biais ne peut être comparée" à celle liée au financement par l'industrie, et que je proposerais l'interdiction des analyses sponsorisées par l'industrie lors de la prochaine réunion de Cochrane, six mois plus tard, à Barcelone.

Ma présentation à Barcelone était la seule fois où j'ai été invité à donner une présentation plénière lors des colloques annuels de Cochrane, mais pour cette unique fois, je ne pouvais pas être ignoré. J'ai écouté de nombreux exposés pléniers lors des colloques qui étaient si politiquement corrects qu'ils ne pouvaient offenser personne, mais ils étaient aussi terriblement ennuyeux. En décembre 2021, j'ai demandé à Tom Jefferson s'il avait déjà été invité à prendre la parole lors d'une session plénière d'un colloque Cochrane. Il ne l'avait pas été et il avait toujours trouvé que les différents orateurs invités étaient comme des personnes venant d'une autre planète.

À Barcelone, un Espagnol était censé plaider en faveur du financement par l'industrie, mais il

<sup>28</sup> Moynihan R. [Cochrane at crossroads over drug company sponsorship](#). *BMJ* 2003;327:924-6.

était tellement occupé à faire l'éloge de ses collègues latins qu'il n'a plus eu le temps de parler du financement par l'industrie. C'était vraiment grotesque.

Je me suis battu vigoureusement contre le financement par l'industrie depuis la création de Cochrane en 1993. C'était un combat assez solitaire, mais j'ai refusé d'abandonner et j'ai été soutenu par Drummond Rennie.

Lorsque j'ai mis la question à l'ordre du jour de la réunion des directeurs de centres à Providence, aux États-Unis, en mars 2005, la discussion est devenue animée et désagréable. Nous avons convenu qu'il ne devait pas y avoir de financement direct des centres ou des branches de Cochrane par des sources commerciales, mais comme d'habitude, Cochrane a avancé *très* lentement et il y avait aussi une échappatoire : "Le financement direct actuellement en place pour les centres sera autorisé à se poursuivre mais devra être supprimé progressivement dans un délai de cinq ans. Si un centre ou une partie intéressée estime qu'une problématique relative à un nouveau financement contrevient au principe ci-dessus, ou en cas de doute, ces questions seront soumises à l'arbitre attribué au financement."

Il s'est passé très peu de choses les sept années suivantes. En décembre 2012, j'ai écrit aux coprésidents du comité de pilotage, Jeremy Grimshaw et Jonathan Craig, pour leur rappeler un rapport que j'avais envoyé au comité de pilotage dix mois plus tôt, dans lequel je fournissais une critique détaillée de la politique de parrainage commercial, qui n'était pas claire, dépassée depuis de nombreuses années, ambiguë et difficile - voire impossible - à appliquer pour les arbitres attribué au financement de Cochrane.

J'ai écrit que cela envoyait un assez mauvais signal au monde extérieur et j'ai proposé de rédiger une nouvelle politique. J'ai également écrit que plusieurs personnes extérieures à Cochrane m'avaient contacté en 2012 pour me faire part de leurs préoccupations. Certaines d'entre elles avaient envoyé une demande au groupe d'analyse du cancer gynécologique pour que les personnes ayant des liens étroits avec l'industrie ne soient pas autorisées à écrire une analyse Cochrane sur les vaccins contre le papillomavirus.

Un mois plus tôt, les chercheurs de Cochrane financés par Novo Nordisk nous avaient créé des problèmes. L'un de mes étudiants en doctorat travaillait sur une analyse Cochrane des médicaments contre le diabète lorsqu'il a découvert que Novo avait omis dans ses publications des décès qui figuraient dans les rapports d'études cliniques. Il a publié cette grave omission,<sup>29</sup> mais les personnes rémunérées par Novo ont eu peur que cela n'influence leurs bonnes relations avec la société ! Cela en dit long sur la raison pour laquelle nous devons être irréprochables.

J'ai déclaré que la question était urgente et j'ai rappelé aux coprésidents que j'avais été la force motrice, neuf ans plus tôt à Barcelone, pour retirer le financement industriel de Cochrane. J'ai demandé à être impliqué dans la nouvelle rédaction de la politique de parrainage commercial et j'ai demandé un délai ferme.

La réponse des coprésidents était typique de Cochrane : "Avec une politique aussi importante que celle-ci, vous apprécierez la nécessité d'une consultation et d'un débat appropriés dans toute l'organisation." Cette phrase aurait pu être écrite dans un manuel destiné aux politiciens sur la façon de bloquer les propositions importunes. Une traduction correcte de ceci est : "L'argent de l'industrie est agréable à avoir ; beaucoup l'obtiennent ; nous n'aimons pas nous faire des ennemis ; nous espérons donc pouvoir enterrer la question." 19 ans d'attente (depuis la fondation de Cochrane en 1993) n'étaient-ils vraiment pas suffisants ?

Rien de substantiel ne s'est produit. Wilson avait rejoint Cochrane trois mois plus tôt, et les coprésidents l'ont copié, ce qui n'a pas aidé. Lors de la réunion que nous avons eue en 2015 à Copenhague, il n'a pas compris pourquoi je m'étais plaint de notre politique révisée de parrainage

---

<sup>29</sup> Schroll J. [Deaths in trials should always be reported](#). BMJ 2013 Jul 4;347:f4219.

commercial un an plus tôt, ni pourquoi le directeur brésilien de Cochrane, Alvaro Atallah, m'avait soutenu dans cette démarche. Atallah a écrit que si nous laissons les questions de conflits d'intérêts (COI) compromettre nos valeurs fondamentales, toute la Collaboration pourrait s'écrouler et disparaître en quelques années. De plus, il a dit :

"Le monde est vaste et je suis certain qu'il existe encore de nombreux chercheurs et individus qualifiés et compétents, sans aucun conflit d'intérêts, qui pourraient parfaitement remplacer nos directeurs, rédacteurs ou auteurs ayant un conflit d'intérêts. Si nous perdons notre crédibilité, nous ne méritons pas de survivre."

Je n'ai pas osé dire quoi que ce soit sur le financement de l'industrie lors de ma première réunion du conseil d'administration, mais lors de la deuxième, au Cap en septembre 2017, j'ai suggéré de changer notre politique afin qu'aucune personne ayant des conflits d'intérêts financiers ne soit autorisée à devenir auteur d'une analyse Cochrane qui évalue le produit de cette entreprise.

Le conseil d'administration était très favorable à ma proposition, mais pas la coprésidente Cindy Farquhar. À un moment donné, j'ai quitté la pièce et suis allée aux toilettes pour me calmer un peu, car elle m'avait traitée de façon très grossière lorsqu'elle a expliqué pourquoi je ne devais pas m'impliquer dans ma propre proposition. Malgré les protestations de Farquhar, on m'a tout de même demandé de rédiger une proposition de nouvelle politique.

Je suis rentré d'Afrique du Sud un vendredi et j'ai envoyé ma proposition le lundi suivant. C'était très facile et il ne m'a fallu qu'un après-midi pour rédiger une meilleure politique. Mon rapport au conseil d'administration commençait ainsi :

"Selon la 'politique de parrainage commercial' de la Collaboration Cochrane du 8 mars 2014, 'les analyses Cochrane doivent être indépendantes des conflits d'intérêts liés au parrainage commercial et doivent être menées par des personnes ou des organisations exemptes de tels biais'.

Cependant, selon la clause 3 de la politique intitulée 'Financement commercial des analyses ou des auteurs', les auteurs des analyses Cochrane sont autorisés à avoir des liens financiers avec le fabricant du produit examiné, à condition qu'il y ait plus d'auteurs qui n'ont pas de tels conflits. Ceci est clairement en contradiction avec la déclaration juste au-dessus, et le Conseil d'administration a donc convenu lors de sa réunion des 11-12 septembre 2017 que la politique devait être modifiée. Il a été demandé à Peter Gøtzsche, qui avait soulevé la question lors de la réunion du conseil d'administration, de rédiger un projet de politique modifiée qui sera envoyé aux autres membres du conseil d'administration pour commentaires."

Le mastodonte Cochrane "Killing me softly with his song" s'est immédiatement mis en marche. Derrière cette chanson, il y avait l'[histoire](#) d'une jeune musicienne qui luttait pour trouver un espace où sa voix et ses idées seraient respectées et non éliminées quand cela convenait le mieux aux autres.

Dès le lendemain, le coprésident Martin Burton m'a mis des bâtons dans les roues. Burton a effectivement empêché quiconque d'écrire aux autres membres du conseil d'administration qu'il aimait ma proposition en prétendant que nous avions convenu que je devais "Proposer une procédure pour savoir comment nous allons avancer. Qui allons-nous consulter, dans quel ordre, dans quel délai ? Comment obtiendrons-nous la contribution de la communauté ? Comment allons-nous recueillir des informations sur les avantages et les inconvénients d'un changement de politique et comment allons-nous évaluer les impacts potentiels des changements ?"

Je ne me souvenais pas que nous avions convenu de cela. J'ai eu la nette impression que le conseil d'administration, à l'exception des coprésidents, était heureux que j'aie proposé de

reformuler la politique.

Il a fallu deux mois pour que le conseil d'administration se mette d'accord sur une "Proposition de procédure de révision de la 'politique de Cochrane sur le parrainage commercial des analyses Cochrane et des groupes Cochrane' du 8 mars 2014."

Vingt mois après que j'eus remanié la politique, un [document a circulé](#) dans Cochrane, intitulé "Projet de révision des conflits d'intérêts - Rapport d'étape, mai 2019." Mais près de deux ans d'hibernation n'étaient toujours pas suffisants :

"L'équipe du projet Conflits d'Intérêts rédigera un document de recommandations et une politique révisée sur la base de l'analyse documentaire, des résultats de l'enquête et des entretiens avec les parties prenantes.... Nous ne pouvons pas avoir pour objectif de mettre en œuvre une politique qui élimine entièrement les conflits d'intérêts ; néanmoins, les consommateurs, les cliniciens, les donateurs et les décideurs politiques doivent avoir la certitude que notre politique est solide et conforme aux meilleures pratiques du secteur. En plus d'inspirer confiance à nos utilisateurs, nous devons trouver un moyen de continuer à permettre à des personnes issues de divers milieux universitaires, cliniques et culturels de contribuer à la production des analyses Cochrane."

Ce que cela signifie pour les personnes qui gardent les pieds sur terre, c'est : "Nous voulons avoir le gâteau et continuer à le manger." Et en accord avec les meilleures pratiques de l'industrie ? Qu'est-ce que ça veut dire ? L'industrie fait de son mieux pour placer les médecins influents en conflit d'intérêt financier !

Plus de deux ans se sont écoulés avant que le monde ne voie le résultat révolutionnaire des procédures élaborées de Cochrane. Le 3 décembre 2019, la rédactrice en chef adjointe de Cochrane, Karla Soares-Weiser, a annoncé la "nouvelle [politique](#) plus rigoureuse en matière de conflits d'intérêts de Cochrane." Alors, de quoi s'agit-il exactement ?

"La proportion d'auteurs sans conflit dans une équipe passera d'une majorité simple à une proportion de 66 % ou plus."

Il est étonnant que Cochrane ait mis autant de temps pour arriver à cette politique "rigoureuse". Pour y parvenir, ils ont examiné les politiques en matière de conflits d'intérêts de 33 organisations liées aux soins de santé, y compris des journaux, des concepteurs de recommandations et des organismes de financement de la recherche ; ils ont mené une enquête ouverte en ligne à laquelle ont participé près de 1000 membres de Cochrane ; et ils ont interrogé 16 parties prenantes internes et externes.

La lettre d'information HealthWatch a commenté ce résultat déprimant dans l'article "[Cochrane policy change raises eyebrows](#)", et a déclaré :

Le Dr Peter Gøtzsche était l'un des cofondateurs de Cochrane, mais son adhésion a été résiliée en 2018 après qu'il ait exprimé ouvertement ses inquiétudes quant à l'influence commerciale dans l'organisation. En entendant parler de la nouvelle politique, il a tweeté : "Semmelweis n'a jamais dit aux médecins de se laver une seule main. Lavez-vous les deux." Il poursuit : "La politique de parrainage commercial 'renforcée' de Cochrane, c'est comme manger le gâteau et continuer à en avoir. C'est comme passer de la déclaration à votre conjoint que vous êtes infidèle la moitié des jours dans un mois à 'l'amélioration' en déclarant qu'à partir de maintenant vous ne serez infidèle qu'un tiers des jours."

J'avais tweeté sur Semmelweis, et un an plus tard, j'ai été tellement provoqué que j'ai envoyé deux autres tweets :

Les déclarations de conflits d'intérêts financiers des médecins liés à l'industrie pharmaceutique aggravent-elles la situation ? Le médecin charlatan : "Maintenant que j'ai déclaré à ma femme que je suis parfois infidèle, autant me faire toutes les femmes qui passent."

Le médecin charlatan : "Mes conflits d'intérêts financiers liés à l'industrie du médicament n'influencent pas mon jugement, car je travaille pour de nombreuses entreprises." Donc, la prostitution est acceptable, tant que vous avez de nombreux clients, n'est-ce pas ?

## 7 L'empereur s'humilie devant son entourage

Lors de la réunion du conseil d'administration à Lisbonne en mars 2018, Wilson et moi avons eu une réunion séparée en rapport avec la plainte de Torry. Wilson voulait également discuter de Loonen et d'une question envoyée sous forme de tweet. J'ai amené Meerpohl et mon directeur adjoint, Karsten Juhl Jørgensen, à la réunion en tant que témoins et j'ai également enregistré la réunion, car je savais qu'on ne pouvait pas se fier à Wilson.

Le procès-verbal a été rédigé par Sarah Watson, responsable des finances et des services de base de Cochrane, et il semble être une transcription mot à mot de ce qui a été dit. Cependant, Wilson doit l'avoir falsifié. Des parties importantes qui incriminaient Wilson ont été omises.

J'ai demandé à Wilson de trouver une solution à l'amiable. Je lui ai également demandé de retirer l'accablante déclaration relative à mon article du Daily Mail de 2015 sur le site web de Cochrane. En vain.

Après 27 minutes, Wilson a déclaré que j'avais enfreint "la politique de représentant et d'autres engagements". Cela a été correctement cité dans le procès-verbal, mais le début de ma réponse a été omis : "Attends une minute, Mark, je n'ai pas enfreint la politique de représentant." Ceci est significatif pour ce qui s'est passé peu après, lorsque Wilson s'est totalement humilié.

Un peu plus tôt, j'avais dit qu'il ne peut y avoir de règles distinctes pour moi qui ne concernent pas les autres. J'ai ajouté :

"À Genève [un an plus tôt], le conseil d'administration a convenu, lors d'une réunion à laquelle vous n'étiez pas présent, que je pouvais utiliser l'en-tête et l'affiliation Cochrane à condition que je précise, en cas de doute, qu'il s'agit de mes opinions personnelles." Le procès-verbal était sérieusement trompeur :

"À Genève, le conseil d'administration a accepté que je puisse utiliser l'en-tête et l'affiliation Cochrane, à condition que je précise qu'il s'agit de mes opinions personnelles."

Les omissions, "lorsque vous n'étiez pas présent" et "en cas de doute" sont essentielles. Comme il n'y a jamais eu de doute sur le fait que les opinions étaient les miennes, Wilson ne pouvait plus prétendre que j'avais enfreint sa politique de représentant lorsque j'ai utilisé l'en-tête de notre centre. Ainsi, je lui avais retiré son instrument de punition le plus important. Mais Wilson a fait en sorte que non seulement le procès-verbal de la réunion de Genève devienne mensonger, mais aussi que le procès-verbal actuel devienne mensonger.

Deux jours après cette réunion, Burton nous a pris à part, Meerpohl et moi, un par un (et non ensemble, ce qui était sa façon d'exercer son pouvoir), et a essayé de nous convaincre chacun séparément que nous ne devons pas évoquer la politique de représentant pendant le temps réservé au conseil l'après-midi (où Wilson n'était pas autorisé à participer et ne pouvait donc pas contrôler le conseil). Burton m'a dit qu'il n'y avait aucune raison d'en discuter parce que j'avais enfreint la politique, ce à quoi j'ai répondu que ce n'était pas correct et qu'il ne connaissait pas les détails. Je ne lui ai pas dit que nous le considérons comme la voix de son maître.

J'ai envisagé de suivre le conseil de Burton, mais j'aurais alors eu besoin que Wilson accepte de baisser le ton. J'ai eu une brève réunion pendant la pause-café avec Wilson et j'ai pris Meerpohl avec moi comme témoin. Je lui ai demandé une nouvelle fois de trouver une solution à l'amiable, sans qu'il ne me dénigre délibérément auprès de mes ennemis, car cela était préjudiciable à mon travail au sein de Cochrane. J'ai demandé à nouveau à Wilson de retirer l'accablante déclaration

relative à mon article du Daily Mail de 2015. Il n'a pas répondu, mais s'est contenté de me regarder fixement, de sa manière typique "mes yeux pourraient vous tuer".

J'ai essayé à nouveau d'être amical avec lui et lui a dit que lui et moi devions travailler ensemble pour réaliser de bonnes choses pour Cochrane. Toujours pas de réponse positive mais il a continué à me fixer. J'ai demandé à Wilson pourquoi il voulait toujours me punir au lieu de me protéger. Il a répondu qu'il ne s'agissait pas de cela, mais que j'avais enfreint la politique de représentant, ce qu'il lui fallait relever.

Wilson a dit que j'avais admis deux jours plus tôt que j'avais enfreint la politique. J'ai expliqué que ce n'était pas le cas ; j'ai seulement dit que mon adjoint et moi avions interprété la politique différemment de lui.

Wilson a totalement perdu son sang-froid. Il a crié, m'a traité de menteur et a dit qu'on ne pouvait pas me faire confiance parce que je changeais tout le temps d'avis. Il a pointé son doigt vers moi et a tapé très fort de la main sur la table, a pris fermement Meerpohl par l'épaule et a dit que, comme il était là, il pouvait confirmer que j'avais admis avoir enfreint la politique.

Meerpohl a répondu qu'il ne se souvenait de rien de tel, et lorsque j'ai appelé mon adjoint un peu plus tard, il a confirmé que je n'avais pas dit que j'avais enfreint la politique.

Deux autres membres du conseil d'administration, Janet Clarkson et David Hammerstein, ont été témoins de l'éclat de Wilson et Clarkson a envisagé d'intervenir, car elle était très gênée par l'agression physique de Wilson.

Meerpohl a été tellement choqué par le comportement d'intimidation de Wilson - le management par la peur où Wilson essayait de le menacer pour qu'il admette quelque chose de faux - qu'il en a parlé pendant le temps réservé au conseil. Lorsque Gartlehner a dit qu'il y avait eu plusieurs autres cas où Wilson intimidait les gens, il a été rapidement arrêté par Burton. J'ai trouvé intéressant que les deux personnes du conseil qui voulaient parler de l'intimidation de Wilson venaient de pays, l'Allemagne et l'Autriche, qui dans un passé récent avaient vu ce à quoi la terreur peut mener.

Wilson ne s'est jamais excusé de m'avoir traité de menteur. Meerpohl a approché humblement le tyran pour être en bons termes avec lui. Je n'aurais pas fait cela. Au début des années 30, des politiciens naïfs du Reichstag allemand, dont le chef suprême, le chancelier, pensaient pouvoir contrôler Hitler en étant gentils avec lui. Wilson s'est ensuite excusé auprès de Meerpohl pour son comportement. Moi, il m'a simplement évité, comme si je n'existais déjà plus.

Une semaine plus tard, Wilson a envoyé un courriel aux coprésidentes dans lequel il prétendait que j'avais dit que le conseil d'administration avait décidé à Genève que les exigences particulières concernant l'utilisation de mon en-tête n'étaient plus en vigueur. Je n'ai jamais dit cela. J'ai tiré une conclusion logique. Puisque je pouvais utiliser mon en-tête librement, il ne pouvait pas y avoir d'exigences supplémentaires lorsque j'utilisais le papier à lettres. Meerpohl m'a soutenu : "Il y a des procès-verbaux du conseil d'administration pour le confirmer."

Je n'avais pas réalisé à l'époque que lorsqu'un citoyen met en évidence les méfaits d'un tyran et qu'il l'a amené, avec la logique et le calme, à perdre son sang-froid et à s'humilier totalement devant sa cour, le citoyen doit disparaître. Ceci explique la suite des événements.

## **8 Wilson intensifie le conflit à l'extrême**

Un mois s'était à peine écoulé que le mercredi 11 avril 2018 dans l'après-midi, Wilson a poussé notre conflit de longue date à l'extrême dans un long courriel comportant 10 pièces jointes. Il a prétendu que j'avais enfreint la politique de représentant par rapport à ma lettre au bailleur de fonds américain.

La désinformation continuait. Wilson a mentionné la réunion de Genève, à laquelle il n'a pas assisté, mais où il semble avoir manipulé le procès-verbal, et a déclaré que le conseil n'avait pas annulé les exigences spéciales. Non, ils ne l'ont pas fait parce que ce n'était pas nécessaire !

Il y avait d'autres problèmes. Comme mon adjoint était seulement affilié au centre, devions-nous alors donner deux adresses différentes lorsque nous étions interviewés ensemble ? De plus, comme tous mes travaux étaient produits dans mon centre, pourquoi tromper les gens en utilisant mon affiliation universitaire ?

Lorsque j'ai obtenu ma chaire, cela a été annoncée dans *Cochrane News* comme la nomination d'un "professeur Cochrane". De plus, "nous considérons cela comme une reconnaissance par le monde académique au plus haut niveau de l'importance du travail effectué par la Collaboration Cochrane ".<sup>30</sup> Cela montre qu'il était impossible de séparer mon poste de professeur à l'université de mon travail au centre. Wilson a peut-être aussi retiré ce message ; je n'ai pas pu le trouver, pas même dans une recherche Google ou en cherchant "Cochrane Professor" sur le site Cochrane.

Après avoir eu six semaines pour y réfléchir, Wilson a demandé que je réponde à ses accusations dans les deux jours car il voulait répondre à Torrey avant le week-end. Ce n'était pas possible, car j'étais occupé les deux jours.

Wilson a menacé de radier mon centre et de compromettre ainsi l'avenir des membres de mon personnel et des autres membres de Cochrane au Danemark, si je ne me conformais pas à la politique de représentant et à ses autres exigences, qui avaient été annulées lors de la réunion du conseil d'administration à Genève un an plus tôt après mes protestations.

J'ai trouvé que la menace de punition collective brandie par Wilson, qui aurait pu mettre une cinquantaine de personnes au chômage sans raison valable, témoignait d'un leadership effroyablement médiocre. Les tyrans fonctionnent de cette façon. S'ils ne trouvent pas le résistant, ils punissent toute la famille.

J'en ai immédiatement informé le conseil d'administration, car celui-ci avait décidé trois semaines plus tôt, lors de sa réunion à Lisbonne où Wilson n'était pas autorisé à être présent, que ses accusations selon lesquelles j'avais enfreint la politique de représentant et ma réponse devaient être examinées par le conseil avant qu'il ne prenne des mesures. J'ai rappelé au conseil d'administration sa décision et demandé à Wilson de la respecter.

Après le week-end, j'ai répondu à Wilson et demandé l'avis du conseil d'administration. Je m'attendais à ce que le différend soit réglé par le conseil. J'aurais peut-être dû m'en douter. Dans une organisation caritative qui fonctionne bien, cela se serait produit, mais le conseil d'administration de Cochrane était totalement dominé par Wilson et son proche allié Burton, qui était devenu coprésident un an plus tôt.

Wilson est devenu furieux que j'aie défié son omnipotence en impliquant le conseil. Selon les 330 pages que Burton a envoyées au cabinet d'avocats de Cochrane trois mois plus tard, Wilson a dit : "À mon avis, ce courriel est scandaleux. J'ai adressé le courriel uniquement à Peter en tant que son supérieur hiérarchique, sa réponse (sans copie au conseil d'administration) est donc inacceptable. Il est également plein d'inexactitudes factuelles."

Wilson a menti de façon flagrante. Il n'y avait rien d'outrageant dans mon courriel. Il n'y avait aucune inexactitude factuelle, et Wilson n'a pas donné un seul exemple, ce qui est typique de ses manipulations sans preuves. Je me suis également demandé ce qu'il entendait par "sans copie au conseil", puisque j'ai écrit au conseil.

Wilson s'est plaint que j'ai impliqué le conseil d'administration, mais les membres du conseil d'administration ont le droit de s'écrire entre eux, ce que le propre avocat de Cochrane a confirmé à la fin de son enquête.

---

<sup>30</sup> Jones L. "Cochrane professor" appointed in Denmark. *Cochrane News* 2010;49:5.

Comme il s'agit d'un élément crucial pour toute l'histoire de la disparition de Cochrane, je vais entrer dans le détail des événements. Le 11 avril, j'ai envoyé un brouillon de réponse au conseil d'administration et à Wilson à trois membres du conseil d'administration qui étaient de mon côté (Hammerstein, Meerpohl et Gartlehner) et je leur ai demandé leurs commentaires.

Joerg a répondu qu'il soutenait pleinement mon projet et qu'il était assez surpris que nous n'ayons jamais reçu le procès-verbal de la réunion de Lisbonne sur cette question. Il a convenu que le fait de me donner un délai de deux jours et de me menacer de fermer mon centre n'était pas approprié et ne devrait pas être un comportement que le conseil d'administration pouvait accepter.

David était d'accord pour que je prévienne l'ensemble du conseil d'administration de cette situation et du manque de temps pour y répondre. Il a été choqué par la réponse de Wilson à une critique écrite par une personne probablement motivée par l'industrie pharmaceutique et a estimé que ce type de réponse pousserait les membres de Cochrane à s'inhiber et à s'imposer une autocensure.

Le 11 avril, j'ai écrit au conseil d'administration et à Wilson que ce dernier avait envoyé un courriel très désagréable dans lequel il menaçait de fermer mon centre :

"Notre directeur général Mark Wilson m'a envoyé aujourd'hui, le 11 avril, un courriel de 13504 mots qui occupe 42 pages lorsqu'il est converti en format Word, avec 10 pièces jointes. Il y affirme que j'ai enfreint la politique de représentant. Un psychiatre s'est plaint de moi à Mark le 1er mars. Après avoir eu six semaines pour y réfléchir, Mark m'a envoyé ce courriel, que j'ai reçu aujourd'hui à 14h22 alors que j'étais très occupé à travailler sur autre chose, avec une date limite.

Mark veut que je réponde à ses accusations au cours des deux prochains jours car il veut répondre au plaignant dans ce délai. Il ne s'agit pas d'une procédure régulière. Je suis totalement occupé ces deux prochains jours et je ne peux pas respecter le délai extrêmement court de Mark. La télévision danoise nous filme au centre toute la journée de demain, un peu ironiquement, compte tenu de la plainte, parce qu'ils sont très impressionnés par notre travail d'aide aux patients psychiatriques, et vendredi, je serai à Stockholm pour donner une conférence.

Plus important encore, il a été décidé lors de la réunion réservée au conseil d'administration le 23 mars à Lisbonne, où nous avons discuté de la politique de représentant et des questions qui s'y rapportent, que les accusations de Mark et ma réponse devaient être examinées par le conseil d'administration avant que Mark ne prenne des mesures, le cas échéant.

Je rappelle donc cette décision au conseil d'administration et je demande en même temps à Mark de respecter la décision du conseil d'administration. Je répondrai aussi vite que possible, c'est-à-dire la semaine prochaine.

Mark, dans son long courriel, menace de radier mon centre si je ne me conforme pas à la politique de représentant (et à de nombreuses autres exigences, qui me sont spécifiques et ne s'appliquent à personne d'autre dans Cochrane). Je trouve cela très inquiétant. Je crois fermement que je me conforme à la politique en ce qui concerne la plainte de ce psychiatre et il ne peut y avoir de règles distinctes pour moi qui ne s'appliquent pas aux autres membres de Cochrane. Enfin, il est totalement disproportionné de me menacer de fermer mon centre, ce que vous constaterez en lisant ma réponse aux accusations de Mark.

Je mets Mark en copie de ce courriel privé."

David Hammerstein a répondu à mon courriel et a mis en copie le conseil d'administration mais pas Wilson :

C'est une nouvelle très inquiétante et j'espère qu'elle sera résolue de manière satisfaisante dès que possible. Je crains que la perception par le public de l'indépendance de Cochrane ne soit ternie par cette action de son directeur général. Nous savons tous que l'industrie pharmaceutique et ses lobbies, tant visibles que cachés, réagissent de manière agressive aux articles et aux livres sur la surmédication et la surprescription de médicaments psychiatriques. Vos publications et vos apparitions publiques ont été particulièrement efficaces pour susciter le nécessaire débat public concernant cette pratique nuisible et non justifiée par la plupart des preuves scientifiques. Si Cochrane est perçue comme étant influencée par ces campagnes de défense de l'industrie, même si elles sont menées par des personnes sans intérêts financiers directs apparents, la réputation de Cochrane pourrait en être sérieusement entachée. J'espère sérieusement que cela ne se produira pas.

Wilson et Burton ne se sont pas souciés le moins du monde des conséquences pour Cochrane. Je dois être exterminé. Basta.

Le même jour, Martin Burton a répondu à tout le monde : "Puis-je demander respectueusement que Cindy et moi-même disposions d'un peu de temps pour aborder les questions soulevées dans ce courriel, et pour y répondre ensuite ? Je suis sur le point de partir en vacances (de demain matin à mercredi prochain, 18 avril). Je promets que Cindy et moi nous parlerons dès que possible et que nous écrirons ensuite un courriel à tout le monde."

J'ai demandé conseil à Hammerstein, Meerpohl et Gartlehner : "Je vois dans le courriel de Martin un risque élevé de manipulations supplémentaires avec le conseil. Ce n'est pas un problème pour les coprésidents mais pour l'ensemble du conseil. Que devons-nous répondre à Martin ? Martin est clairement le soldat de Mark Wilson ; il est tout sauf neutre. Nous devons nous lever maintenant. Je dois écrire : Que ce n'est pas un problème pour les coprésidents mais pour l'ensemble du conseil et que personne ne devrait faire quoi que ce soit avant d'avoir vu ma réponse au courriel de Mark. Et ensuite vous pouvez écrire : nous sommes d'accord ? Dois-je demander à Nancy [Santesso] de nous soutenir ? David, dois-tu appeler Gladys [Faba] et lui demander son soutien ? Devrais-je appeler Janet [Clarkson] ? Je pense que oui."

Trois autres membres du conseil partageaient plus ou moins notre opinion. Ainsi, à ce moment-là, 7 des 13 membres du conseil, soit une majorité, étaient opposés à ce qui se passait.

Gerald a répondu : "J'attendrais de voir comment cela évolue. Le problème est le comportement de Mark et non votre prétendue violation de la politique de représentant. Si Martin ne donne pas suite à cette question après ses vacances, je me ferai un plaisir de lui écrire un courriel pour lui poser des questions à ce sujet. Il pourrait être judicieux pour vous d'avoir des conversations privées avec Janet et Gladys dans l'intervalle."

Le lendemain, j'ai expliqué à mes soutiens que David et moi pensions qu'il ne fallait pas répondre au courriel de Burton, mais que je devais envoyer à l'ensemble du conseil d'administration et à Wilson ce que j'avais écrit en rapport avec ses accusations infondées, ce que je pouvais faire sans attendre la permission des coprésidents.

Le 16 avril, j'ai envoyé les deux projets de réponse à Wilson, avec mes commentaires, ainsi que d'autres documents pertinents, au conseil d'administration et à Wilson, et j'ai demandé l'avis du conseil d'administration sur ces questions.

Wilson avait reçu une plainte concernant un séminaire destiné aux psychiatres sur le sevrage des médicaments psychiatriques. Étonnamment, il n'a pas trouvé que j'avais violé sa politique de représentant, comme il l'a écrit : "Le séminaire n'était pas un événement officiel de Cochrane, et n'a pas été annoncé comme tel." Il devait avoir eu une mauvaise journée, ou un éclair de raison avait pénétré sa pensée embrumée.

Le 16 avril, Rae Lamb nous a écrit : "Bonjour Peter. S'il vous plaît, pouvez-vous cesser de

m'envoyer des copies de ces questions - si elles sont liées à votre rôle de directeur de centre, c'est à vous et au directeur général d'y travailler et si vous n'êtes pas satisfait de cette procédure, vous devriez en parler au conseil d'administration. Dans l'intervalle, nous ne devrions pas être impliqués car vous pourriez compromettre notre capacité à examiner de manière équitable et indépendante toute préoccupation que vous pourriez soulever par la suite. J'ai fait exprès de ne pas ouvrir ni lire les dernières pièces jointes et de ne pas examiner en profondeur vos courriels précédents pour la raison que je viens d'expliquer."

Tracey Howe a répondu : "Merci d'insister sur ce point Rae. Peter, je pensais que nous avions clarifié ce point lors de la réunion du conseil d'administration. S'il vous plaît, ne m'envoyez pas d'autres courriels à ce sujet. Cela pourrait également être interprété comme une utilisation abusive de la liste."

Catherine Marshall a répondu : "Je suis tout à fait d'accord avec Rae. Peter, s'il vous plaît, ne m'envoyez pas de documents relatifs à votre rôle de directeur de centre. Il est vraiment important que le conseil d'administration puisse être perçu comme juste et indépendant et qu'il soit en mesure d'examiner toute question ultérieure."



Rae Lamb



Tracey Howe



Catherine Marshall

C'était scandaleux. Ces trois femmes ont soutenu l'intimidation de Wilson à mon égard, son contrôle du conseil d'administration et une procédure totalement injuste et antidémocratique contre un membre élu du conseil d'administration et un directeur de centre.

Je me suis retrouvé dans une situation sans issue, en contradiction flagrante avec nos règles et avec ce que nous avons convenu trois semaines auparavant. Pouvais-je écrire au conseil d'administration ou non ? Je serais sanctionné quoi que je fasse. L'un des membres du conseil d'administration voulait formaliser la procédure, ce que Burton a fait avec plaisir. Il aimait formaliser des choses qui auraient pu être réglées facilement et rapidement. Il les transformait en des "procédures" élaborées, qu'il pouvait contrôler.

David m'a écrit, ainsi qu'à Joerg et Gerald, que je devais répondre à Lamb que je venais au conseil précisément parce que j'étais mécontent de la procédure menée par Wilson.

Il a ajouté : "Vous n'avez jamais prétendu représenter officiellement Cochrane : l'affiliation n'est pas la représentation. S'il n'y a pas de transparence dans les données et les arguments utilisés dans la procédure jusqu'à la prise de décision finale, alors il ne peut s'agir d'une procédure démocratique. Je n'ai jamais entendu parler d'un tel secret dans de telles procédures. Il en résulte un manque de garanties démocratiques pour l'accusé si sa seule communication est avec l'accusateur. Tout ne peut pas être laissé aux dernières étapes d'un procès kafkaïen dans lequel ni Peter ni les autres ne connaissent toutes les informations, les accusations ou les explications de

l'accusé."

J'ai répondu qu'il me semblait que notre conseil d'administration était si faible qu'il tolérerait toutes les intimidations et les actes répréhensibles de Wilson, y compris le viol de l'accord qu'il avait conclu avec moi - le Protocole d'Accord - et que nous devions mettre fin à cela.

Le 16 avril, j'ai informé Jefferson (que j'avais employé à mi-temps) de ces problèmes. Il a répondu que j'étais victime de discrimination en raison de mon travail, qui ne pouvait être contesté. À la place, j'étais attaqué sur la base de la politique de représentant, ce qui était stupide. Tom était en profond désaccord avec Wilson sur le fait que ma lettre à l'Institut Stanley sortait du cadre de Cochrane. Aurais-je dû ne pas demander les données sur les décès chez les jeunes ? Dans ce cas, Tom n'aurait pas dû demander à Roche les données complètes de l'essai du Tamiflu. Ces données ont montré que le Tamiflu n'a aucun effet cliniquement pertinent sur la grippe, ce qui contraste fortement avec ce que Roche avait affirmé. Les dirigeants de Cochrane auraient dû féliciter Tom pour son obstination inhabituelle à faire éclater la vérité, mais ils étaient mal à l'aise face à cette situation qui avait clairement terni l'image publique de l'industrie pharmaceutique.

Tom a ajouté : "Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais d'opinion de Cochrane sur l'intervention XYZ. Nous suivons les preuves et les interprétons au mieux de nos capacités. Avoir un avis collectif est anti-scientifique, comme l'Église au Moyen Âge. Je pense que Wilson devrait savoir cela. S'il ne le sait pas, il est dans la mauvaise organisation. Dans ses réponses, Wilson sape subtilement vos actions en s'excusant pour la "confusion". En outre, je suis consterné par la menace de désaffiliation de votre centre."

Comme j'ai été choqué par la gestion par la peur de Wilson, j'ai consulté plusieurs membres du conseil d'administration qui ont convenu avec moi qu'il était tout à fait approprié pour moi de contacter le conseil d'administration, et ils ont trouvé le comportement de Wilson inacceptable.

C'est à ce moment que toutes les règles ont été totalement brisées. La question de Torrey n'était même pas un problème, mais j'étais maintenant sur le point d'être exterminé. Neuf jours après le courriel totalement abominable de Wilson, le processus a commencé, sans doute initié par lui-même, car j'avais menacé son contrôle sur le conseil. Il a à mon avis probablement agi comme un *agent provocateur* en m'envoyant un courriel qu'il savait que je ne pouvais pas accepter et en indiquant à l'avance à Burton comment il devait réagir pour créer une situation sans issue pour moi. Pourquoi pas ? Hitler a envahi la Pologne en prétextant que des soldats polonais avaient attaqué des Allemands, mais il avait lui-même organisé cette fausse attaque.

David m'a écrit que je n'avais pas été assez clair sur un point essentiel : l'affiliation n'est pas la représentation. Ma relation factuelle avec mon centre ne signifiait pas que je parlais au nom de Cochrane ou que j'avais donné cette impression.

Le 18 avril, j'ai envoyé un courrier électronique à Wilson pour lui faire part de mes commentaires sur les réponses qu'il avait suggérées aux personnes qui lui avaient adressé des plaintes. Je lui ai rappelé qu'en cas de désaccord, le Protocole d'Accord entre lui et moi spécifiait que j'avais le droit de me plaindre au conseil d'administration, qui prendrait alors une décision. J'ai également noté qu'il ne pouvait pas envoyer de réponses à ces personnes sans mon accord explicite, car il violerait alors notre Protocole d'Accord et causerait également un grand préjudice aux personnes travaillant au Nordic Cochrane Centre. J'ai terminé en disant que j'espérais toujours que nous pourrions résoudre les problèmes à l'amiable.

Je suis convaincu que Wilson a immédiatement contacté Burton lorsqu'il a vu mon courriel. Le 11 avril, Burton avait informé le conseil qu'il serait en vacances du 12 au 18 avril. Mais ses vacances ne l'ont pas empêché d'intervenir rapidement.

Moins de deux heures après que j'ai envoyé mon courriel à Wilson seulement, Burton a écrit au conseil :

"Je vous remercie de la patience dont vous avez fait preuve en attendant une réponse de Cindy et moi-même aux questions soulevées par Peter. Depuis ma dernière lettre, il y a eu un certain nombre de courriels de plusieurs membres du conseil d'administration. Ces réponses ont soulevé de très importantes questions sur les principes de traitement des problèmes d'une manière qui soit juste pour toutes les personnes concernées. Avec tout mon respect, Peter, puis-je vous demander d'envisager de ne plus envoyer de courriels sur ces questions aux membres du conseil d'administration, à ce stade. Cindy et moi allons-nous entretenir très prochainement avec Mark Wilson et nous reviendrons avec un plan spécifique indiquant comment nous pensons devoir procéder."

Toujours le 18 avril, j'ai expliqué à Tom Jefferson ce qui s'était passé : "C'est absolument épouvantable ce que Mark me fait et me fait depuis des années maintenant, c'est pourquoi je vais faire tout ce que je peux pour l'arrêter maintenant. Il ne peut pas ignorer la décision du conseil à Genève, bien qu'il essaie de manipuler même cela ("comme le conseil ne m'a pas dit explicitement d'arrêter de fouetter Peter, je continuerai à le fouetter en public, tout comme les gens sont punis en Arabie Saoudite"). C'est scandaleux."

Tom a répondu : "Si cela peut intéresser quelqu'un ou être utile, je suis heureux de donner mon opinion à Mark Wilson (ou à quiconque) sur cette chasse aux sorcières." Tom m'a envoyé son avis le lendemain :

"Depuis quelque temps, je suis mal à l'aise avec ce que je considère comme une chasse aux sorcières contre Peter Gøtzsche. Je ne crois pas que cela soit personnel, du moins pas au début. Je pense que cette attitude qui semble prévaloir au sein de la direction de Cochrane est probablement davantage générée par une crainte des conséquences de son travail.

Je base mon opinion sur l'observation que les réalisations professionnelles de Peter ont été largement ignorées par la direction. Sa plus grande réalisation, l'ouverture des instances de régulation, auparavant secrètes, n'a pas été mentionnée dans les (rares) fonctions officielles de Cochrane auxquelles j'ai assisté. N'oubliez pas que certaines de ses exploits précédents, montrant par exemple que les avantages du dépistage du cancer du sein avaient été exagérés, font désormais partie de l'opinion commune. Plusieurs changements de paradigme kuhnien, tous dus à un seul homme.

Actuellement, Peter fait ce qu'il a toujours fait : défier l'orthodoxie. Cette fois, dans le domaine des produits psychopharmaceutiques et du paradigme psychiatrique. Je n'ai pas d'opinion particulière sur ces questions, mais je suis préoccupé par les attaques ciblées de la direction de Cochrane ...

La politique de représentant est un outil judicieux qui peut être appliqué lorsque la Collaboration a une opinion commune sur un sujet donné. Elle ne doit pas être utilisée pour essayer de faire taire quelqu'un, surtout pas sur la base de son travail. Remettre en question le travail de quelqu'un est la façon dont les scientifiques s'engagent et font progresser le discours scientifique. Les tentatives visant à réduire au silence un examinateur sur la base de son travail me rappellent l'histoire de la Sainte Inquisition et de Galilée. Cochrane ne peut pas avoir de opinions officielles sur le travail de ses analystes ...

L'affirmation selon laquelle un analyste peut se diviser en deux ou plusieurs *personnalités*, en séparant mentalement son travail sur Cochrane du reste de sa production scientifique, ressemble plus à l'intrigue d'un film de Fritz Lang, avec une *Metropolis* remplie d'automates, plutôt qu'à une communauté dynamique de scientifiques et d'activistes ...

Je suis un grand admirateur du courage de Peter et de tous ceux qui, comme lui, ont fait de

Cochrane ce qu'elle est aujourd'hui. Je dois également révéler que le centre de Peter me finance également pour que je puisse secouer d'autres cocotiers.

Ceux qui utilisent des méthodes claniques pour faire taire les scientifiques m'interpellent. Ils m'amènent à me demander quelles sont leurs véritables motivations. C'est ainsi qu'est semée la graine du doute corrosif. La corrosion doit être neutralisée avant qu'elle n'affecte notre crédibilité à tous."

Le 20 avril, Wilson m'a écrit ainsi qu'aux deux coprésidents du conseil d'administration :

"Je vous remercie de vos réponses, comme vous l'avez demandé, aux questions que je vous ai posées dans mon message daté du 11 avril au sujet de la lettre du professeur Loonen, ainsi qu'aux projets de réponse que je vous ai invités à commenter. Je prends également acte des plaintes que vous avez formulées à mon égard dans ces réponses. Je me serais toutefois attendu à recevoir cette réponse avant que vous n'écriviez directement au conseil d'administration la semaine dernière.

Il est clair pour moi qu'il n'y a aucune possibilité d'accord entre nous concernant votre interprétation et votre comportement envers la politique de représentant de Cochrane dans ces cas ou en général. Il n'y a pas non plus d'accord sur les exigences supplémentaires vous concernant que j'applique suite à vos actions et aux réponses de la direction de Cochrane à ces actions depuis 2014. Vous faites référence à des décisions du conseil d'administration qui n'ont pas été enregistrées, ni communiquées à moi en tant que dirigeant, je dois donc demander des éclaircissements supplémentaires au conseil d'administration. Je m'en tiens aux projets de réponses que j'ai écrites au Dr Torrey et à M. Pottergard, le cas échéant, et je tiens à vous répéter que vous n'avez pas le droit d'imposer un veto sur les communications que j'envoie à ces personnes ou à toute autre personne, mais je confirme qu'étant donné la gravité des divergences entre nous, je n'enverrai pas ces réponses avant que le conseil d'administration n'ait examiné la question.

J'ai donc conclu que toutes ces questions devaient être soumises au conseil d'administration et, par conséquent, j'ai mis les coprésidents en copie de cette réponse (et j'ai également joint mon message d'origine daté du 11 avril). Je n'ai pas rédigé de réponse supplémentaire à vos commentaires et plaintes, mais j'espère avoir l'occasion de le faire dans le cadre d'un éventuel examen par le conseil."

Wilson et les coprésidents ont sérieusement falsifié le procès-verbal de la réunion de Genève, et Wilson utilisait maintenant cette fraude pour prétendre que ses exigences particulières à mon égard étaient toujours valables. De plus, il a prétendu que je ne pouvais pas opposer mon veto à ses communications avec les personnes qui s'étaient plaintes de moi, ce qui contredisait directement le Protocole d'Accord qu'il avait lui-même conclu avec moi.

Le fait que les coprésidents n'aient pas réagi à cette situation est une terrible erreur de gestion. Ce n'est pas une coïncidence si, moins d'une heure plus tard, Burton a envoyé ceci à Wilson, Farquhar et moi :

"J'écris au nom de Cindy et de moi-même en tant que coprésidents de Cochrane.

Au cours des dernières années, un certain nombre de discussions ont eu lieu, impliquant Mark, Peter, les coprésidents, le conseil d'administration, les membres de l'équipe de direction et d'autres personnes occupant des postes de direction au sein de Cochrane. Il y a eu (et il continue d'y avoir) des désaccords sur ce qui a été dit, ce qui a été signifié, ce qui a été compris

et ce qui a été convenu, à plusieurs occasions. Comme vous le savez tous les deux, il y a actuellement un désaccord concernant un certain nombre de plaintes officielles.

Dans le meilleur intérêt de l'organisme, la situation doit être résolue et nous devons en tirer des leçons.

Il était nécessaire de trouver une procédure qui soit équitable pour vous deux. Nous pensons qu'il devrait permettre à des yeux neufs et indépendants d'examiner les faits, d'identifier les différences d'opinion et de formuler des recommandations. En conséquence, nous avons l'intention de procéder comme indiqué dans le document ci-joint. Ce document expose le plan que nous allons adopter. Au cœur de celui-ci se trouve le fait que l'examen ne sera pas entrepris par l'un des membres du conseil, mais plutôt par une personne indépendante qui fournira un rapport confidentiel au conseil. Nous vous l'envoyons maintenant pour vous donner l'occasion de poser des questions à son sujet.

Nous avons estimé qu'il était important que vous ayez tous deux connaissance de ce plan avant tout le monde, afin que vous puissiez soulever toutes les questions que vous pourriez avoir. Nous allons écrire aux autres membres du conseil d'administration aujourd'hui simplement pour leur dire que nous vous avons écrit avec un plan, afin qu'ils soient rassurés sur les progrès réalisés. Nous aimerions être en mesure de leur écrire à nouveau, avec une copie du plan, la semaine prochaine. Par conséquent, il serait utile de nous faire parvenir dès que possible toute question que vous pourriez avoir."

Au lieu de résoudre un différend insignifiant, les coprésidents en ont fait un gros problème. J'ai eu l'impression que quelque chose de vraiment mauvais était sur le point de m'arriver. La seule raison pour laquelle il y avait des désaccords était que Wilson était un menteur qui retournait constamment les choses à sa guise et violait régulièrement les règles qu'il avait lui-même établies.

Wilson a répondu qu'il était satisfait du plan. Bien sûr qu'il l'était. Je ne doutais pas qu'il avait participé à sa rédaction. Il était aussi confiant qu'il gagnerait.

Les leaders aux traits psychopathiques gagnent toujours, du moins au début, parce qu'ils violent les règles, ce que leurs adversaires ne font pas. Wilson était obsédé par la rédaction d'énormes documents sur les "règles", et Burton était obsédé par des procédures qui n'avaient aucune substance. C'était kafkaïen.

Wilson a essayé de me détruire, mais il a fini par détruire Cochrane. Une fois, lorsque je me suis plaint au fondateur de Cochrane, Iain Chalmers, de la chasse aux sorcières constante de Wilson à mon encontre, Iain a répondu : "Il ne sait pas contre qui il se bat."

J'ai répondu le jour même avec mes premiers commentaires : "Je ne suis pas d'accord avec votre plan. L'ensemble du conseil d'administration devra traiter cette question, et c'est mon droit de l'exiger conformément à l'accord de collaboration que Mark et moi avons conclu il y a un an."

Combien j'étais naïf. Je pensais encore que les accords de Wilson avec les centres Cochrane comptaient.

Le 23 avril, David a écrit à Joerg, Gerald et moi-même que Burton et Wilson essayaient d'éviter une discussion plus large sur ces questions au sein du conseil d'administration, car ils voyaient qu'ils n'avaient pas une majorité claire. Il a également noté qu'ils voulaient éviter la création d'un comité des plaintes au sein du conseil d'administration. Bien entendu, le complot de Wilson et Burton n'aurait pas survécu à l'examen des questions par un comité des plaintes impartial.

Le 26 avril, j'ai envoyé [ma réponse complète](#) au plan proposé par les coprésidents et leur ai demandé de ne pas l'envoyer à Wilson car j'avais besoin de citer certains des propos tenus pendant le temps réservé au conseil d'administration. Cependant, je suis convaincu qu'ils ont montré ma lettre à Wilson, qui comprenait l'incident où il m'a traité de menteur. Je leur ai également demandé de

retirer [la déclaration](#) concernant mon article du Daily Mail de 2015 sur le site web de Cochrane, car elle était dépassée et très préjudiciable pour notre travail au Nordic Cochrane Centre.

Il est généralement très difficile de faire des recherches sur le site web de Cochrane, mais en cherchant *Statement from Cochrane*, cette déclaration apparaît comme la seule, même en 2022. Est-ce vraiment la seule déclaration que Cochrane ait jamais faite ? Juste pour le plaisir, j'ai également fait une recherche sur "*Peter C Gøtzsche*", qui n'a donné aucun résultat. "*Peter C Gøtzsche*" donne 9854 résultats. Mais quand j'ai cherché sur "*Mark Wilson*", j'ai aussi obtenu 9854 résultats. Une recherche sur "*bully*" ou "*hallo*" a également donné 9854 résultats. Il y a beaucoup de choses qui ne fonctionnaient pas à Cochrane, y compris le bouton *More about searches*, qui était complètement mort.

Dans ma réponse aux coprésidents, j'ai inclus mes suggestions pour répondre aux plaintes. J'ai également expliqué que le fait que la même personne, le directeur général, soit chargée de rédiger la politique, d'enquêter sur les éventuels cas de violation de cette politique sans contrôle indépendant et de punir les personnes ayant commis des violations présumées constitue un énorme problème pour le respect de la procédure. Aucune société civilisée ne permet une telle concentration de pouvoir en un seul homme, mais a séparé ces fonctions pour éviter toute injustice. Wilson ne s'est pas contenté de tenir ces trois fonctions, il a également précisé, lors de notre réunion du conseil d'administration de Genève un an plus tôt qu'il ne jugeait même pas nécessaire d'impliquer la personne visée par la plainte avant de rendre son verdict. Tout le monde devrait reconnaître qu'il s'agit là d'une violation des règles d'équité procédurale et de justice naturelle.

J'ai expliqué qu'il serait facile pour le conseil de prendre une décision sur ces cas. Cependant, je n'ai rien entendu pendant les six semaines suivantes.

Le 27 avril, j'ai écrit à mes trois soutiens que si le conseil d'administration ne pouvait pas dire à Wilson de se comporter correctement, le conseil d'administration devrait être dissous. J'ai noté que le problème clé était la façon dont Wilson interprétait la politique de représentant, qui devait changer, dans l'intérêt de Cochrane. Mes ennemis avaient découvert que Wilson était un bourreau volontaire et qu'il était très heureux de les aider à me punir, de sorte que les plaintes allaient continuer à affluer. Compte tenu des nombreux domaines dans lesquels j'avais été actif, et du fait que, suite à mes recherches, j'arrivais souvent à des conclusions impopulaires auprès des personnes ayant des conflits d'intérêts financiers avec l'industrie pharmaceutique, ou qui avaient des opinions fortement opposées, il était surprenant que Cochrane n'ait pas reçu beaucoup plus de plaintes.

J'ai expliqué que le conseil d'administration devait gérer le différend au lieu de faire appel à un observateur externe comme le suggérait le plan, car une telle évaluation dépendrait entièrement de l'identité de cette personne. Le plan citait Wilson pour dire que j'avais manqué à la politique de représentant à plusieurs reprises et que je m'étais mal comporté en impliquant le conseil dans des questions qui devaient être traitées par lui-même "avant d'être transmises au conseil". C'était effrayant. La victime se retrouvant seule avec son dirigeant, son juge et son bourreau, le tout en une seule personne, sans témoin, c'était ce que voulait Wilson.

Les coprésidents ont écrit le 20 avril qu'"il était nécessaire de trouver une procédure qui soit équitable pour vous deux", mais Wilson a été cité pour deux déclarations critiques à mon égard alors que je n'ai été cité pour aucune à son égard, et, contrairement à lui, on ne m'a pas demandé de contribuer au plan.

J'ai écrit dans ma réponse au plan des coprésidents qu'il était stupéfiant et très partial que Wilson parle de mon comportement incorrect alors que rien n'a été dit sur son propre comportement embarrassant du vendredi 23 mars où il m'a traité de menteur, alors que les deux coprésidents étaient pleinement au courant de cela, et que cela a été discuté en long et en large

pendant le temps réservé au conseil le même jour.

## 9 Préparatifs pour le simulacre de procès

Le conseil n'a pas considéré ces différents comme triviaux, ce qu'il aurait dû faire. Le 7 juin, les coprésidents ont expliqué qu'ils avaient demandé et reçu un avis juridique, qu'ils ont transmis. Gerrard Tyrrell du cabinet Harbottle & Lewis LLP a écrit qu'ils avaient terminé leur examen des documents qu'ils avaient reçus. Je n'avais aucune idée de la nature de ces documents, mais de toute évidence, Wilson avait participé à leur collecte. Tyrrell a utilisé le terme "Counsel", qui désigne un avocat anglais, qui agit de manière indépendante. Dans ce cas, il s'agissait de Thomas Grant.

Tyrrell a écrit que des tentatives répétées avaient été faites pour régler les nombreux problèmes soulevés, mais qu'aucune solution n'avait pu être trouvée et qu'il y avait de graves problèmes juridiques pour les administrateurs, compte tenu de la position de Cochrane en tant qu'organisme.

C'est ainsi qu'un cabinet d'avocats se rend indispensable alors qu'il n'est pas nécessaire d'engager un cabinet d'avocats. Il n'y avait pas de problèmes juridiques sérieux, les questions précédentes étaient réglées et les problèmes actuels étaient insignifiants. Tyrrell a "fortement" recommandé à Cochrane d'aggraver le problème et de payer le cabinet pour qu'il procède à un examen indépendant, avec avis juridique, de "toutes les diverses plaintes" remontant à 15 ans.

L'avocat a fini par [ne pas être d'accord avec cela](#) et a estimé que le fait de revenir même trois ans en arrière ne serait pas juste à mon égard. Cela montre que les avocats, comme les médecins, peuvent être en total désaccord. Je mentionne ceci parce que le rapport de l'avocat a finalement été utilisé par le conseil comme si tout ce qu'il contenait était indiscutable.

Lors de la téléconférence suivante du conseil d'administration, le 13 juin, je ne serais pas autorisé à participer à la discussion sur ce point de l'ordre du jour, et il ne serait pas inclus dans le procès-verbal qui serait rendu public.

Les coprésidents n'ont pas expliqué pourquoi ils avaient choisi d'envenimer un différend insignifiant, mais lors de la téléconférence, la majorité du conseil a convenu qu'un examen juridique devait être demandé. Hammerstein a fait valoir que, dans la mesure où il ne s'agissait pas d'une question juridique, mais d'un conflit, une approche de résolution des conflits était nécessaire, et il craignait que cela ne soit compris comme "Cochrane engage des avocats contre un directeur de centre", ce qui ne serait pas bon pour la réputation de Cochrane.

Burton a noté que la dépense n'était pas un problème pour l'organisme. Il était absolument clair que le but de tout cet exercice était de me virer de Cochrane sous prétexte que j'avais violé certaines règles. Les coprésidents ne s'inquiétaient pas des conséquences pour Cochrane ; ils étaient persuadés que leur dispositif de relations publiques empêcherait un scandale public.

Burton a falsifié le procès-verbal de la réunion. Malgré des demandes répétées, il m'a refusé l'accès au procès-verbal concernant le point 10, qui portait sur la procédure judiciaire. J'ai ensuite informé le conseil que, bien que Marguerite Koster n'ait pas été autorisée à participer au point 8, concernant sa possible nomination en tant que coprésidente, elle a obtenu le procès-verbal avec l'identité des votants et ce qu'ils ont voté, ce qui était également mon motif d'intérêt pour le point 10. Certains sont plus égaux que d'autres à Cochrane.

Je n'ai toujours pas reçu le procès-verbal. Burton m'a répondu qu'il serait dans le classeur que je recevrais du cabinet d'avocats de Cochrane. Lorsque je suis revenu après mes vacances, le 30 juillet, le classeur était arrivé, mais le procès-verbal mentionnait seulement que 8 personnes avaient voté oui et 4 non, sans aucun nom. J'ai alors demandé à Burton de m'envoyer le même courriel que celui qu'il avait envoyé au reste du conseil d'administration.

Comme Burton n'a pas répondu, j'ai envoyé un troisième courriel expliquant que je soupçonnais

que le procès-verbal que j'avais n'était pas le même que celui que le reste du conseil avait reçu. J'ai rappelé à Burton que j'avais le droit d'obtenir ces procès-verbaux. Burton a répondu qu'il allait "prendre conseil à ce sujet".

Cinq jours plus tard, il a écrit, en mettant en copie la coprésidente Farquhar et l'avocate de Cochrane, Natasha Hibbert :

"Il nous a été conseillé de ne pas vous envoyer les informations que vous demandez... Veuillez adresser toute autre demande de renseignements à ce sujet (ainsi que toute demande de documents ou d'informations supplémentaires qui pourraient être liés de quelque manière que ce soit à l'examen indépendant ou aux questions étudiées) aux avocats qui conseillent la Collaboration. J'adresse une copie de cette lettre à Natasha Hibbert, l'un de nos avocats ; elle est la personne avec laquelle vous devez correspondre."

J'ai écrit à Hibbert, en mettant en copie les coprésidents : "S'il vous plaît, n'utilisez pas le temps passif lorsque vous traitez de questions juridiques, 'Nous avons été informés'.... Qui est exactement 'nous' ? ... Qui vous a conseillé exactement ? ... Et pourquoi ce conseil ?" J'ai demandé à nouveau si mon procès-verbal était identique à celui que le reste du conseil avait reçu et, dans la négative, qui l'avait modifié et avec quel argument."

Hibbert a répondu que "nous avons reçu des instructions des coprésidents du conseil d'administration.... Le procès-verbal final n'a pas encore été approuvé...". Nous pouvons confirmer que le projet de procès-verbal qui vous a été envoyé est identique à la copie qui a été distribuée au conseil, bien que l'identité des administrateurs qui ont voté dans un sens ou dans l'autre ait été rendue anonyme suite à une demande qui a été faite."

Ainsi, le procès-verbal que j'ai reçu avait été falsifié, et personne ne me l'aurait dit si je ne m'étais pas renseigné, et personne n'a voulu me dire qui avait modifié le procès-verbal ni pourquoi. Ce jeu de cache-cache n'est pas la façon dont une procédure légale devrait être menée et il violait les principes de Cochrane sur la transparence, l'ouverture et la responsabilité. "Une demande qui a été faite." Par Burton ? Wilson ?

Le projet de procès-verbal a été diffusé dès le 18 juin et a révélé l'identité des votants. Ainsi, Burton a menti quand il m'a dit que j'avais le procès-verbal.

C'est une infraction grave, voire criminelle, que de falsifier des procès-verbaux de réunion et d'induire en erreur un membre du conseil d'administration qui soupçonne que cela s'est produit. Burton semble également avoir altéré d'autres documents. Dans le classeur que j'ai reçu, l'en-tête de mon centre en haut de la première page avait été supprimé dans la lettre de 15 pages que j'ai envoyée aux coprésidents le 26 avril. Pourquoi ? Lorsque l'en-tête a disparu, ce qui est une action délibérée qui nécessite au moins dix frappes sur l'ordinateur, on peut se demander si d'autres éléments n'ont pas également été supprimés. Puisque tout le litige portait sur la question de savoir si j'avais le droit d'utiliser l'en-tête de mon centre, il est à la fois ironique et offensant que quelqu'un - probablement Burton - ait supprimé cette lettre.

J'ai écrit à Meerpohl que je me rendais compte que j'aurais dû faire les choses différemment. J'ai envisagé d'engager mon propre avocat pour me représenter. J'aurais pu laisser Wilson répondre de la manière qu'il voulait aux plaignants idiots. J'ai également envisagé de me retirer de la direction du centre et de demander à mon adjoint de faire le travail lié à Cochrane tandis que je continuais mes recherches en tant que chef de département. J'étais également prêt à retirer mon adhésion au conseil d'administration. Je n'y voyais pas beaucoup de sens de toute façon, puisque Wilson contrôlait tout.

## 10 Ma réponse aux critiques dans mon rapport de 66 pages à l'avocat

Au départ, on ne m'avait donné que 8 jours pour répondre à 330 pages de documents. C'était une tâche monumentale, sans assistance juridique, et dans une période où je n'avais pas de temps à perdre, car je voyageais et j'avais prévu de faire des recherches avec une chercheuse invitée de Sydney, Maryanne Demasi.

Le délai a été prolongé de deux semaines, et j'ai soumis le 30 août un rapport de [66 pages plus 7 annexes](#). Pour une transparence totale, j'ai tout téléchargé sur mon site web, y compris les [documents de Burton pour l'avocat](#). Dans ma réponse à l'avocat, j'ai expliqué pourquoi les accusations soulevées contre moi n'étaient pas fondées. Les deux points les plus importants que j'ai documentés sont les suivants :

- 1) La mauvaise gestion de Cochrane, qui comprend des actes graves de falsification de preuves, sous la forme de manipulation des procès-verbaux de réunions et d'autres preuves par le directeur général, son personnel et les coprésidents du conseil d'administration. J'ai souligné l'importance des procès-verbaux de réunion : "Ils constituent le compte-rendu quasi-légal des débats et peuvent être produits devant un tribunal comme preuve des décisions et résolutions prises. La falsification d'un tel compte-rendu, pour quelque raison que ce soit, est donc comparable à un parjure. Produire sciemment un procès-verbal et le faire passer pour exact et véridique, alors que vous savez qu'il est manifestement faux, n'est pas simplement une question de mauvaise administration, mais [potentiellement un acte criminel frauduleux](#)".<sup>31</sup>
- 2) La politique de représentant est si ambiguë qu'elle ne peut pas être utilisée pour prendre des sanctions disciplinaires envers les contributeurs de Cochrane ou leur dire qu'ils l'ont violée.

## 2003 : Lettre du coprésident du comité de pilotage, Jim Neilson

La plainte la plus ancienne que Burton avait incluse dans son classeur au conseil datait de 2003. Le coprésident du comité de pilotage Jim Neilson critiquait le fait que j'avais indiqué le Nordic Cochrane Centre comme adresse professionnelle dans trois articles publiés dans le *BMJ* et le *Lancet*. Comme c'était la seule adresse que le premier auteur et moi-même avions, et qu'il s'agissait de notre lieu de travail, c'était tout à fait approprié. Toute autre indication aurait été malhonnête.

Dans notre article du *BMJ*, 11 méthodologistes ont fait une évaluation de la qualité de 53 nouvelles analyses Cochrane.<sup>32</sup> Neilson faisait remarquer que de nombreux membres de la Collaboration ont estimé que cette évaluation était trompeuse parce qu'elle était périmée (ce qui n'était pas exact), embarrassante et potentiellement préjudiciable ; de plus, une entité a failli perdre son soutien financier externe. Cependant, dans le domaine de la recherche, nous tenons les gens pour responsables de ce qu'ils publient, et que l'évaluation soit embarrassante pour certaines personnes n'est pas pertinent. Nous avons signalé que les preuves ne soutenaient pas entièrement la conclusion dans neuf analyses (17%), et que toutes les conclusions qui posaient problèmes étaient trop favorables à l'intervention testée.

Nous avons informé nos collègues de Cochrane bien avant la publication, ce qui a été à notre désavantage, car le comité de pilotage a fait pression sur nous pour que nous ne publions pas les résultats. J'ai été convoqué à une réunion du comité de pilotage pour expliquer pourquoi nous voulions publier. J'ai déclaré que, puisque nous appartenions à une organisation qui évalue et critique constamment les recherches des autres et signale les cas où des résultats gênants sont

---

<sup>31</sup> Hadley R. Falsified minutes: a step too far? 2016 ; 28 feb.

<sup>32</sup> Olsen O, Middleton P, Ezzo J, et al. [Quality of Cochrane reviews : assessment of sample from 1998](#). *BMJ* 2001;323:829-32.

supprimés, il serait injuste de supprimer nos propres résultats, ce qui constituerait également un acte de censure. J'ai également fait remarquer que le fait que nous soyons prêts à nous critiquer démontrait la force de Cochrane et j'ai expliqué qu'il était important que les patients, les médecins et les autres personnes sachent que les conclusions des analyses Cochrane doivent être considérées avec prudence, c'est-à-dire qu'ils doivent lire plus que la seule conclusion.

Il s'est avéré que rien de fâcheux n'est arrivé à Cochrane. En fait, notre article a profité à Cochrane. Il a conduit à d'autres initiatives d'amélioration de la qualité. De plus, le rédacteur en chef du *BMJ* a donné aux deux coprésidents l'occasion de publier un éditorial dans lequel ils décrivaient ce qui était en cours à Cochrane, ce qui a également profité à Cochrane.<sup>33</sup>

Nous ne pouvions pas prévoir que le financement d'une entité serait remis en question. Je suis pratiquement sûr de quel groupe de révision il s'agissait. Ses résultats sont si mauvais qu'il aurait pu être bénéfique à Cochrane qu'il ne survive pas. Il est toujours difficile de savoir quel sera l'équilibre entre les avantages et les inconvénients de nos interventions. J'ai écrit à Neilson que le facteur le plus important qui m'a permis en 2001 - après des années de lutte - d'assurer un financement permanent de mon centre, le développement de logiciels et des trois groupes d'analyse basés au Danemark, était notre recherche.

Après notre article, de nombreux collaborateurs de Cochrane ont publié des articles sur les lacunes des analyses Cochrane sans être réprimandés. J'ai souvent eu des problèmes uniquement parce que j'étais le premier.

Dans deux articles du *Lancet*, nous avons remis en question le bien-fondé du dépistage du cancer du sein par mammographie. En 1999, le Conseil national danois de la santé - un donateur très important pour nous - nous a demandé d'évaluer les essais de dépistage par mammographie. Le Conseil de la santé n'a pas apprécié nos résultats et a tenté de les enterrer.<sup>34</sup> Nous les avons donc publiés sous la forme d'une analyse systématique dans le *Lancet*, en 2000.<sup>35</sup>

En raison de notre adresse, Neilson a estimé que notre étude donnait l'impression d'être une analyse Cochrane. C'est absurde. Il était évident que notre article n'était pas une analyse Cochrane, et il n'a pas été publié dans la *Cochrane Library*. Ce qui s'est passé, c'est que certains fervents défenseurs du dépistage ont piqué une crise à cause de nos résultats et se sont plaints de nous à Cochrane sans fournir aucun argument scientifique pour justifier leurs objections. Certaines de ces personnes étaient extrêmement agressives et torturaient régulièrement [leurs données jusqu'à les faire avouer](#) ou mentaient à leur sujet.

Ensuite, le Conseil de la santé nous a financé pour réaliser une analyse Cochrane sur le dépistage par mammographie. Cela semblait simple, mais c'est devenu le [plus grand scandale de l'histoire de Cochrane](#). Le groupe Cochrane sur le cancer du sein a refusé de publier nos données sur les inconvénients du dépistage, notamment le surdiagnostic et le surtraitement, alors que ces résultats figuraient dans notre protocole que le groupe avait approuvé et publié. Nous avons patiemment négocié avec le groupe pendant un long moment, mais nous n'avons abouti à rien. Après près d'un an d'exams répétés par les pairs, de nouvelles soumissions et de négociations, y compris une réunion en face à face à Londres que j'avais organisée, nous avons soudainement appris, peu avant la date de publication, que le groupe ne voulait pas publier nos données sur le surtraitement, bien qu'elles figurent dans les mêmes essais randomisés que ceux qui rapportent l'effet du dépistage sur la mortalité par cancer du sein.

---

<sup>33</sup> Clarke M, Langhorne P. [Revisiting the Cochrane Collaboration. Meeting the challenge of Archie Cochrane - and facing up to some new ones.](#) BMJ 2001;323:821.

<sup>34</sup> Gøtzsche PC. [Mammography screening : truth, lies and controversy.](#) London : Radcliffe Publishing ; 2012.

<sup>35</sup> Gøtzsche PC, Olsen O. [Is screening for breast cancer with mammography justifiable?](#) Lancet 2000;355:129-34.

Auparavant, le *Lancet* nous avait proposé de publier une lettre basée sur l'analyse Cochrane, mais nous avons refusé, car nous n'avions pas assez d'espace. Cependant, comme il était de notre devoir envers les femmes et leurs proches de publier les données sur les préjudices, nous avons repris contact avec le *Lancet*. Le *Lancet* a travaillé rapidement et a fait en sorte que nous publiions notre lettre<sup>36</sup>, ainsi que [l'analyse complète](#) incluant les inconvénients, sur le site Web du *Lancet*, en même temps que [l'analyse Cochrane](#), en octobre 2001.

Nous n'avons pas pris cette décision à la légère. Nous avons consulté des personnalités éminentes de Cochrane qui nous ont fortement recommandé de publier une version complète dans le *Lancet*, et ils ont estimé que Cochrane bénéficierait de cette expérience. Le comité consultatif de mon centre et le fondateur de Cochrane, Iain Chalmers, nous ont également soutenus. Chalmers a déclaré que Cochrane avait besoin de grandir.

Nous avons subi d'immenses pressions de la part du groupe Cochrane sur le cancer du sein, mais aussi sur le plan politique, de la part de personnes à l'intérieur et à l'extérieur de Cochrane, y compris du Conseil danois de la santé qui avait financé notre étude, pour parvenir à des résultats politiquement acceptables.

Notre lettre du *Lancet* n'était clairement pas une analyse Cochrane, mais je me suis excusé auprès de Neilson pour l'avoir appelée "*Analyse Cochrane sur le dépistage du cancer du sein par mammographie*", qui était simplement notre annonce que l'analyse Cochrane tant attendue était maintenant disponible - comme un journaliste aurait pu la décrire dans un titre. Ironiquement, l'analyse complète du *Lancet* était davantage une analyse Cochrane que l'analyse Cochrane amputée, où il manquait de données sur les inconvénients les plus importants du dépistage.

Il a fallu cinq ans et des plaintes répétées auprès de l'arbitre des publications de Cochrane et du comité de pilotage pour que le groupe Cochrane sur le cancer du sein soit finalement contraint de publier nos données sur les inconvénients.

Comme notre article du BMJ, cette histoire illustre le fait que ce que certaines personnes pensaient être nuisible à la réputation de Cochrane au départ, peut s'avérer bénéfique à long terme.

Neilson a également mentionné qu'une [analyse systématique des immunoglobulines](#) pour la septicémie que mon groupe de recherche était sur le point de publier dans *Clinical Infectious Diseases* avait rendu furieux Paul Garner, rédacteur en chef du groupe Cochrane des maladies infectieuses, et que nous aurions peut-être rédigé en collaboration avec les auteurs d'une [analyse Cochrane déjà publiée](#).

Oui, nous aurions pu. Cependant, il y a au cœur de la science la réplification indépendante, que nous chérissons. C'est faire preuve de loyauté envers les principes de Cochrane que de souligner publiquement lorsqu'une analyse Cochrane est problématique.

J'ai répondu que si nous avions collaboré avec les auteurs de Cochrane, il ne s'agirait pas d'une réplification indépendante. En outre, il est pratiquement impossible de faire changer d'avis les chercheurs une fois qu'ils ont déjà décidé des méthodes à utiliser et qu'ils ont publié leurs résultats.

Nous avons informé Garner deux ans avant la publication de notre examen systématique que nous y travaillions. Un an plus tard, Mike Clarke, directeur du centre Cochrane du Royaume-Uni et coprésident du comité de pilotage, a écrit à Garner et Neilson que notre examen à venir faisait partie du doctorat du premier auteur et que j'avais dû protéger ses chances de le faire publier comme un travail original, et non comme une partie d'une analyse Cochrane existante. Les auteurs Cochrane verraient notre article lorsqu'il serait accepté afin de pouvoir mettre à jour leur analyse si nécessaire, et nous partagerions également les documents de référence que nous avons

---

<sup>36</sup> Olsen O, Gøtzsche PC. [Cochrane review on screening for breast cancer with mammography](#). *Lancet* 2001;358:1340-2.

rassemblés. Clarke a expliqué que notre article n'était pas "hostile à l'analyse Cochrane", mais qu'il discutait des résultats d'une analyse de sous-groupe dans l'analyse Cochrane et les comparait à nos propres résultats. Enfin, Clarke a écrit que nous avons inséré un avertissement : "Les opinions exprimées dans cet article représentent celles des auteurs et ne sont pas nécessairement celles des autres membres de la Collaboration Cochrane."

Nous avons effectué cet examen parce que la question de savoir si les immunoglobulines sauvaient des vies était très controversée dans mon hôpital - qui hébergeait notre centre - et que ces médicaments représentaient la deuxième plus grande dépense en médicaments. J'étais membre du comité des médicaments de l'hôpital et j'ai proposé de procéder à une analyse indépendante parce que les auteurs de Cochrane n'avaient pas prêté suffisamment attention aux biais des essais. De plus, leur stratégie de recherche était limitée et ils n'avaient pas récupéré beaucoup d'informations auprès des participants aux essais. Notre résultat était très important. Contrairement à l'analyse Cochrane, nous n'avons trouvé aucune preuve fiable que les immunoglobulines ont sauvé des vies, et ce traitement n'est plus utilisé.

La [version la plus récente](#) de l'analyse Cochrane, datant de 2013, confirme nos résultats de 2004. Dans leur analyse originale, les auteurs n'avaient pas séparé les essais présentant un faible risque de biais de ceux présentant un risque élevé, ce qui était la norme et qu'ils auraient dû faire.

Plus tard, des recherches menées dans mon hôpital et ailleurs ont confirmé nos conclusions. Nous avons rendu un immense service au monde entier en effectuant notre analyse, ce qui était plus important que d'éviter de contrarier temporairement un rédacteur de Cochrane. Cependant, Cochrane était clanique, on l'appelait une "famille" comme dans les cercles mafieux, et lors du simulacre de procès à huis clos qui m'a été intenté, j'ai été sérieusement réprimandé pour avoir critiqué certains de mes collègues de Cochrane pour des recherches de qualité médiocre.

J'avais alors informé Neilson que, lors de la réunion des directeurs de centres à Melbourne en 2003, nous avons convenu que les personnes employées à plein temps dans un centre Cochrane devaient utiliser cette adresse, car les lecteurs pourraient penser que les auteurs essaient de cacher quelque chose s'ils n'étaient pas honnêtes quant à leur affiliation.

Il n'est pas surprenant que les gens puissent s'énerver lorsque vous démontrez que leurs recherches ont de sérieuses limites. C'était le cas dans toutes les plaintes de Neilson. Et ce n'est pas ma faute.

Il est intéressant de noter que, lorsque je me suis présenté à un poste au sein du conseil de direction en décembre 2016, Neilson et Garner se sont montrés très positifs à l'égard de mes positions (voir le chapitre 5).

## **2017 : Quand l'empereur s'est humilié devant son entourage**

La façon dont Burton a décrit ces événements dans les 330 pages qu'il a envoyées au cabinet d'avocats de Cochrane le 2 juillet 2018 était profondément malhonnête, et le fait que Burton savait ce qui s'était passé constitue une circonstance aggravante.

Burton a écrit que Meerpohl avait été témoin "de mots forts et de désaccords", ce qui minimisait l'agression physique de Wilson. Burton n'a pas expliqué que les "mots forts" et le langage corporel intimidant avaient été exprimés uniquement par Wilson. Je suis resté très calme pendant la rencontre et j'ai suggéré que nous parvenions à un accord à l'amiable. La déformation délibérée des faits par Burton était grave, surtout si l'on considère qu'il s'agissait du matériel sur lequel le cabinet d'avocats engagé par Cochrane était censé former une évaluation objective et juste.

Burton a écrit qu'il a immédiatement essayé de mettre fin à toutes les discussions sur "ces questions" pendant le temps réservé au conseil d'administration et que cette décision a été

soutenue par des administrateurs "ayant une expérience significative et pertinente en matière de gouvernance", comme si cette référence inappropriée à l'autorité - étrangère à la pensée de Cochrane - justifiait d'une certaine manière l'intervention de Burton.

Une fois de plus, le récit de Burton était mensonger. Pratiquement tous les membres du conseil souhaitaient discuter du comportement d'intimidation de Wilson et étaient choqués que le directeur général de Cochrane se soit comporté de la sorte envers deux membres élus du conseil. Nous avons donc passé un certain temps à en discuter.

Burton a écrit qu'"il était difficile d'empêcher Peter Gøtzsche de parler", ce qui était également trompeur. J'avais remis en question son argument selon lequel nous ne devrions pas discuter du comportement d'intimidation de Wilson parce que - prétendait-il - cela pourrait compromettre le jugement du conseil d'administration sur les questions relatives aux représentants. Je n'étais pas le seul membre du conseil à penser qu'il s'agissait de questions totalement distinctes. De plus, Burton était incohérent. Dans son plan, il a permis à Wilson de faire le lien entre les deux lorsque celui-ci a fait référence à mon comportement. Certains sont plus égaux que d'autres à Cochrane.

Burton a menti lorsqu'il a mentionné "une allégation sérieuse concernant le comportement de Mark Wilson en tant que directeur général" alors que Wilson a totalement perdu son sang-froid et est devenu physiquement agressif. Quelque chose dont quatre membres du conseil d'administration ont été témoins n'est pas une allégation, c'est un fait.

### **Burton a menti de manière flagrante dans son rapport à l'avocat sur les décisions prises à Genève en 2017**

Burton a menti de manière éhontée sur les dispositions spéciales de Wilson à mon égard. Il a écrit que j'avais déclaré que j'étais libéré de ces obligations à la suite d'une discussion au sein du conseil d'administration une fois seulement à Genève. "Ni le professeur Farquhar ni moi-même ne croyons que cela soit vrai. En effet, la plupart des administrateurs (peut-être tous) n'auraient pas eu connaissance de la lettre ou de l'accord et il est donc difficile de voir comment ils auraient pu accepter qu'il soit libéré de ces obligations."

J'ai informé tous les administrateurs de cet accord lors de notre réunion. Par conséquent, comme cette réunion datait de seulement 16 mois, il n'y avait que deux possibilités : soit Burton et Farquhar avaient une mémoire extrêmement faible, soit ils mentaient. Comme Burton n'a pas une mauvaise mémoire, il a menti. Dans tous les cas, on peut affirmer qu'ils auraient dû tous les deux démissionner du conseil d'administration. Il est trop risqué pour un organisme d'être dirigée par des personnes ayant une mémoire aussi défaillante ou qui trafiquent les preuves et sont responsables des procès-verbaux des réunions.

Lorsque j'en ai parlé avec Meerpohl, il s'est clairement souvenu que pendant le temps réservé au conseil à Genève - lorsque j'étais devant la porte - le conseil a discuté des dispositions spéciales de Wilson. Le conseil n'a pas accepté la mise en vigueur de dispositions spéciales pour moi. Meerpohl a dit qu'il était prêt à témoigner que c'était le cas.

Lisa Bero, alors coprésidente, a fait pression pour que le conseil d'administration accepte les dispositions, mais elle a échoué. La veille, elle m'avait pris à part et m'avait dit que le conseil m'interdirait très probablement d'utiliser mon propre papier à en-tête. De la même manière, elle a pris mon adjoint à part et lui a dit la même chose. Nous avons tous deux eu l'impression d'être mis devant le fait accompli, qu'elle et Wilson avaient planifié à l'avance.

Lorsque j'étais dehors, il a été soulevé que la raison pour laquelle nous avons une politique de représentant est d'éviter les conflits sur ce que les contributeurs Cochrane peuvent et ne peuvent pas dire, et qu'il n'y a donc pas besoin de dispositions spéciales. C'est l'une des raisons pour

lesquelles il a été décidé que, tant que j'adhérerais à la politique de représentant, il n'y aurait aucun problème. Tout le monde avait espéré que cela résoudrait les problèmes entre Wilson et moi.

Je trouve extrêmement grave que les deux coprésidents aient nié dans un résumé adressé à un cabinet d'avocats ce qui avait été si clairement dit et convenu lors d'une réunion tenue seulement 16 mois plus tôt.

Bero avait essayé de m'empêcher de me défendre. Lorsque nous sommes arrivés au point "la correspondance des coprésidents", elle m'a demandé de quitter la salle immédiatement parce que j'étais en conflit. J'ai refusé et j'ai dit qu'elle devait dire de quoi il s'agissait et que je devais être autorisée à me défendre. La conduite de Bero était inappropriée. Une personne accusée d'un acte répréhensible doit être informée de la nature de l'accusation et être autorisée à se défendre avant qu'on lui demande de partir. Avant et après ce qui s'est passé, Bero s'est montré agressive et impolie envers moi. Un membre du conseil d'administration m'a dit qu'elle avait perdu son autorité vu la façon dont elle se comportait et qu'il était clair pour le reste du conseil d'administration qu'elle avait une dent contre moi. Je n'ai jamais compris pourquoi, mais cela pourrait être de la jalousie. J'étais devenu un critique très en vue de l'industrie pharmaceutique et des conflits d'intérêts, ce qui était traditionnellement son domaine.

Bero a dû accepter ma demande, et je n'ai été dehors que dix minutes. On m'a dit que j'étais libre d'utiliser mon papier à en-tête dans mes correspondances, sans restrictions - je pouvais également l'utiliser pour des questions non liées à Cochrane. Je me souviens très bien que Clarkson m'a gentiment dit qu'il n'y avait aucun problème si je respectais la politique de représentant. Plus tard le même jour, Meerpohl et Gartlehner m'ont dit qu'il était pratiquement unanimement convenu et qu'il n'y avait jamais vraiment eu de doute sur le fait que je pouvais utiliser mon papier à en-tête à des fins non-Cochrane. En réalité, d'autres directeurs de centre l'ont souvent fait, mais aucun d'entre eux ne s'est attiré l'ire de Wilson.

Dans [mon rapport à l'avocat](#), j'ai décrit que ce qui s'est passé à Genève était un cas évident de falsification grave des preuves et de mauvaise gestion grave d'un organisme, commis par notre triumvirat : le directeur général et les deux coprésidents.

L'avocat a [rejeté](#) "sans équivoque" ma conclusion basée sur des preuves "parce que c'est une allégation très grave". C'est un non-sequitur qu'un avocat ne devrait pas faire. Il a en outre fait valoir que "la façon dont on rédige un procès-verbal peut être une tâche difficile. Il s'agit de synthétiser ce qui est souvent une réunion fluide, à plusieurs voix", et que Wilson et Binder ont entrepris cette tâche de bonne foi, ce qui signifie sans intention de tromper. Il s'agit d'un postulat tout aussi infondé. L'avocat ne peut pas savoir ce qui se passe dans la tête de Wilson.

Le curieux raisonnement de l'avocat se poursuit : "L'idée qu'il y a eu falsification est totalement incompatible avec le fait que le procès-verbal a été envoyé en premier lieu aux coprésidents pour leur approbation provisoire. Si le procès-verbal avait été "sérieusement trompeur", les coprésidents l'auraient immédiatement rejeté." Je me demande s'il raisonne de la même manière dans une affaire judiciaire. L'avocat a ignoré que les coprésidents savaient que le procès-verbal était mensonger et il écrivait même pire :

"Si le procès-verbal était "gravement trompeur" ou même "trompeur", il est évident que le conseil d'administration n'aurait pas voté (à la majorité) pour l'approuver, à moins que l'on ne dise que cette majorité était de connivence dans une vaste conspiration visant à "trafiquer" les procès-verbaux."

En tant qu'avocat, l'avocat doit sûrement savoir ce que la pression de groupe peut faire aux gens - cela s'appelle la "coercition", et il est totalement absurde de prétendre que cela suppose une conspiration. L'avocat a utilisé une des astuces de Schopenhauer : "Choisissez des métaphores favorables à votre position."

L'avocat n'a pas considéré l'explication évidente de la falsification : Que le directeur général et les coprésidents m'étaient hostiles, ce qui était en fait le cas. Je menaçais le pouvoir suprême de Wilson. Cette affaire a démontré que l'avocat n'était pas impartial, sans compter que ses documents d'information ont été sélectionnés par Burton, avec des mensonges intercalés ici et là, me présentant sous un jour défavorable.

## 11 Réponse de Wilson à l'avocat

J'ai reçu la réponse non datée de Wilson à l'avocat le 23 août 2018. C'était [étonnamment mensonger](#) et Wilson a aussi mis en doute mes motivations.

Lorsque j'ai été élu au conseil d'administration, j'ai écrit à Lucie Binder au bureau de Wilson et lui ai expliqué que, pour me préparer à ma nouvelle mission, j'avais besoin des déclarations d'élection des membres actuels du conseil, de la candidature et du CV de Wilson, ainsi que de toutes les évaluations de ses performances dont le conseil avait pris connaissance.

Dans l'esprit de Wilson, ma demande raisonnable se traduisait par : "D'où vient cette profonde animosité de Peter à mon égard ?" Il a aussi écrit : "J'ai toujours été le principal centre du ressentiment de Peter." C'est connu comme l'astuce de *ayez pitié de moi*, qui est un trait psychopathique. Les psychopathes sont brutaux envers les autres, mais attendent toujours qu'on les plaigne pour des problèmes mineurs ou inexistantes.

Il est stupéfiant que M. Wilson ait déclaré, en caractères gras, que "le langage agressif, l'approches par intimidation et les offenses envers autres personnes à l'intérieur et à l'extérieur de Cochrane sont le fait de à Peter, pas le mien", alors que les preuves de ce comportement l'accablaient clairement. C'est ce que les psychologues appellent la [projection](#). Il s'agit de prendre inconsciemment des émotions indésirables ou des traits de caractère que vous n'aimez pas chez vous et de les attribuer à quelqu'un d'autre.

L'affirmation de Wilson selon laquelle "il n'entend, n'enregistre et ne rapporte que ce qu'il veut" était également une description fidèle de lui-même, et non de moi, qui ne cherchait qu'à survivre dans l'univers surréaliste de Cochrane que Wilson avait créé et où tout tournait autour de lui.

Wilson a postulé qu'il était bien connu de longue date que j'avais une communication agressive, parfois qualifiée d'intimidation, envers les collaborateurs de Cochrane et d'autres parties prenantes externes, depuis de nombreuses années. Cette affirmation est fallacieuse. Wilson a donné deux exemples, qui sont tous deux très trompeurs.

L'une d'elles était une lettre de personnes qui avaient publié un article dans lequel elles affirmaient - en utilisant des méthodes très imparfaites - que le dépistage par mammographie réduisait la mortalité par cancer du sein de 38 à 48 %. J'ai décrit en détail [dans le BMJ](#) ce qui n'allait pas dans leurs méthodes. Mon adjoint et moi-même avons également publié un commentaire sur notre site web dans lequel nous concluions que l'article présentait "de douces illusions et des extrapolations inappropriées allant bien au-delà des données... Ce qui est peut-être encore plus important, c'est qu'ils ont dû sélectionner les données qui leur plaisaient".

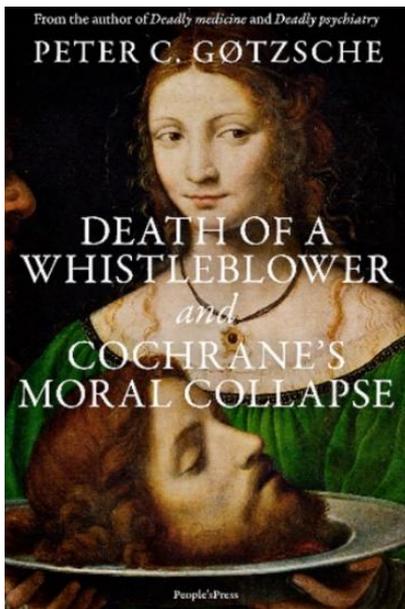
La vérité dans l'autre exemple de Wilson est exactement le contraire de ce qu'il prétend. Je n'ai intimidé personne mais je me suis simplement défendu contre un membre du personnel, Julie Wood, à qui il avait ordonné de m'intimider (voir page 23).

Le problème pour Wilson était que je n'ai pas cédé à ses menaces injustifiées. Il devait savoir que mon expulsion serait immensément préjudiciable à Cochrane, ce qui soulève des questions intéressantes : Pourquoi s'en fichait-il ? Quelles étaient ses motivations ? Avait-il des intérêts cachés ?

Bien sûr, la direction de Cochrane avait espéré pouvoir dire à la presse, en évitant toute

question, que "Une enquête juridique indépendante a montré que Peter Gøtzsche a enfreint nos règles, mais nous ne pouvons pas donner de détails, car nous voulons protéger son droit à la confidentialité et à la vie privée ...". Cependant, ce n'est pas ce qu'a trouvé l'avocat, et comme [j'ai téléchargé son rapport](#) pour que tout le monde puisse le voir, Wilson ne pouvait pas tourner l'histoire et prétendre qu'il avait sauvé Cochrane en me mettant dehors. Personne ne l'aurait cru.

## 12 Le simulacre de procès



"C'est comme la peine capitale ce que nous faisons."  
*Gerald Gartlehner, ancien membre du conseil d'administration de la Collaboration Cochrane qui a démissionné en signe de protestation.*

"L'industrie sera ravie. Oh enfin, nous offrons la tête de Peter sur un plateau... C'est l'option nucléaire."  
*David Hammerstein, ancien membre du conseil d'administration qui a démissionné en signe de protestation.*

Le psychiatre pour enfants et adolescents Sami Timimi a chroniqué mon livre.<sup>37</sup> Voici un extrait :

Ce livre raconte comment un monde à l'envers se crée lorsque le marketing triomphe de la science, lorsque la véritable cible d'une campagne de harcèlement qui dure depuis des années est désignée comme coupable... Le récit passionnant de Gøtzsche comprend des citations et de la documentation, de sources écrites et orales, y compris des transcriptions de ce qui s'est réellement dit lors de diverses réunions.

Ce livre est une étude détaillée de la manière dont les organisations deviennent corrompues si elles ne disposent pas de procédures soigneusement formulées pour empêcher les forces antidémocratiques d'en prendre le contrôle, une fois que l'organisation a réussi et atteint une certaine taille. Ce livre expose comment Cochrane est tombée dans les griffes d'une hiérarchie plus préoccupée par les finances et le marketing que par les raisons pour lesquelles elle a été créée. La mort de son intégrité signifie que la plus importante institution restante à laquelle on pouvait faire confiance en matière de science médicale a disparu dans le même trou de lapin de la mercantilisation qui enserre une si grande partie de la (prétendue) science médicale moderne. En effet, c'est parce que le professeur Gøtzsche était prêt à dénoncer l'abaissement des normes scientifiques de Cochrane que la hiérarchie s'est sentie obligée d'organiser son élimination.

Gøtzsche ... a créé bon nombre des outils méthodologiques utilisés par les analyses Cochrane et n'a jamais hésité à laisser les données parler d'elles-mêmes, aussi impopulaires que les résultats puissent être auprès de certains médecins, chercheurs, et en particulier auprès des fabricants de produits pharmaceutiques et autres dispositifs médicaux. Sous l'influence de

<sup>37</sup> Timimi S. "[Death of a whistleblower and Cochrane's moral collapse](#)". Psychosis 2019 ; 30 october.

Gøtzsche et d'autres personnes comme lui, Cochrane s'est fait connaître comme une source d'analyses crédibles, fiables et indépendantes... aidant les médecins à comprendre ce qui a fonctionné et dans quelle mesure, mais aussi ce qui n'a pas fonctionné et les dommages que les traitements peuvent causer. Ce sont ces dernières questions qui ont fait que Gøtzsche était, et reste, une source d'inspiration pour ceux d'entre nous qui souhaitent que la pratique médicale soit aussi objective, impartiale et sûre que possible, mais une menace pour ceux qui placent les questions commerciales, la mercantilisation et l'image au centre de leurs préoccupations.

Le talent de Gøtzsche et son intrépidité lui ont valu de nombreux ennemis. Il est l'un des chercheurs les plus connus du Danemark et est respecté dans les cercles de recherche du monde entier. Mais, pendant des années, il a documenté la façon dont de nombreux produits promus par l'industrie pharmaceutique et les fabricants d'appareils médicaux peuvent avoir plus d'inconvénients que d'avantages ; avec une analyse détaillée de la façon dont la recherche de ces firmes induit en erreur, obscurcit, ou parfois ment carrément afin de protéger et de promouvoir leurs produits ... Son travail sur les médicaments psychiatriques, qui montre à quel point ils sont incapables d'améliorer la vie de ceux qui les prennent, tout en causant d'énormes dommages à des millions de personnes, lui a valu l'ire de l'establishment psychiatrique dans son ensemble, y compris de certains groupes Cochrane ... Au lieu de féliciter Gøtzsche pour avoir assuré l'intégrité de la science produite par Cochrane, ils ont commencé à contester ce chercheur de vérité pour avoir été "hors de propos".

Ce livre raconte soigneusement cette période sombre de la science médicale où une institution autrefois digne de confiance a mené l'un des pires essais cliniques jamais réalisés dans le milieu universitaire. Le directeur général et ses collaborateurs se sont acquittés de leur tâche d'une manière qui reflète le mode de fonctionnement de l'industrie pharmaceutique. Les employés sont tenus de protéger les ventes de médicaments et ne peuvent donc pas critiquer publiquement les recherches de la firme. De nombreux exemples dans le livre montrent qu'une fois que vous avez étiqueté quelqu'un, ses actions peuvent être interprétées comme correspondant à cette étiquette. Par exemple, après avoir attendu pendant des heures à l'extérieur d'une salle où se tenait une réunion sur son expulsion potentielle, le professeur Gøtzsche, frustré de manière tout à fait compréhensible, décide de frapper à la porte et d'entrer pour demander s'il peut rentrer à l'hôtel plutôt que de continuer à attendre. Il est réprimandé pour être entré dans la réunion et une brève altercation s'ensuit, avant que le professeur Gøtzsche ne s'en aille. Cela devient alors le seul exemple réel de son prétendu "mauvais comportement" et une partie de la "preuve" pour laquelle il devrait être démis de ses fonctions.

Après son expulsion de Cochrane, à la suite d'un vote majoritaire des membres du conseil d'administration (seulement 6 contre 5 et une abstention), quatre autres membres du conseil d'administration ont quitté l'organisation en signe de protestation. D'éminents scientifiques médicaux du monde entier ont exprimé leur solidarité avec Gøtzsche et leur indignation face aux agissements de Cochrane. Ils ont tous fait l'éloge de Gøtzsche, comme d'un défenseur infatigable de l'excellence de la recherche, un critique intrépide de l'inconduite scientifique et un puissant adversaire de la corruption de la recherche par les intérêts industriels, et ont critiqué les actions injustifiables de Cochrane. L'histoire retiendra que c'est la mort de Cochrane plutôt que celle du lanceur d'alerte.

Timimi avait raison de dire que c'était le début de la fin de Cochrane. Le 13 septembre 2021, le troisième anniversaire de mon expulsion, j'ai téléchargé [une transcription](#) de l'intégralité de la réunion secrète du conseil d'administration qui a duré 6 heures, avec mes commentaires (j'ai

obtenu les enregistrements de l'un des membres du conseil d'administration), et j'ai [publié un article](#) sur le simulacre de procès et la disparition imminente de Cochrane. Maryanne Demasi a publié un article très intéressant le même jour, [The Cochrane tapes](#).

Les coprésidents et plusieurs autres membres du conseil ont piétiné les valeurs fondamentales de Cochrane, à savoir l'ouverture, la transparence et la responsabilité. Les coprésidents ont dirigé la réunion de manière arrogante en mentant brutalement et pour convaincre sans cesse le conseil d'administration de m'expulser. Ils ont notamment fabriqué des insinuations selon lesquelles j'aurais harcelé sexuellement le personnel de Cochrane et intimidé le directeur général de Cochrane et son personnel, alors que la vérité était que j'étais victime d'intimidation depuis de nombreuses années.

Comme les coprésidents n'avaient pas de bonnes raisons de m'expulser, ils ont utilisé le secret en faisant référence à la confidentialité et à la vie privée, avant et après la réunion du conseil. De cette façon, ils ont essayé d'éviter d'être tenus responsables de leurs actions. Par exemple, le [rapport du conseiller juridique](#) portait la mention "STRICTEMENT CONFIDENTIEL AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET À M. MARK WILSON. NE DOIT PAS ÊTRE DIFFUSÉE PLUS LARGEMENT". Les coprésidents ont même dit au conseil d'administration qu'ils devaient demander à leurs avocats si la confidentialité s'étendait ou non au fait que l'évaluation avait été lancée et à l'existence du rapport. Ce n'était pas aux avocats de décider, et cela aurait violé les valeurs fondamentales de Cochrane.

Comme le rapport de l'avocat contredisait les annonces du conseil d'administration sur ma culpabilité, il ne faisait aucun doute pour moi que je devais le rendre public. Comme je devais également me défendre contre les nombreux mensonges et rumeurs diffamatoires que les coprésidents avaient répandus, également après mon expulsion, j'ai rapporté les événements et téléchargé tous les documents importants sur [mon site web](#), y compris ceux qui ont fait surface plus tard. Cela permet aux gens de se faire leur propre opinion.

Au cours de la "procédure" engagée contre moi, le conseil d'administration a enfreint toutes les règles essentielles pour les organismes et pour Cochrane. Selon la [Charity Commission](#), lorsque vous prenez une décision, vous devez :

- vous assurer que vous êtes suffisamment informé, en prenant les conseils dont vous avez besoin
- tenir compte de tous les facteurs pertinents
- ignorer tout facteur non pertinent.

Le conseil n'a pas été suffisamment informé. Il n'a pas pris en compte tous les facteurs pertinents, non seulement parce que les informations reçues étaient incomplètes - et certaines étaient trompeuses, partiales et mensongères - mais aussi parce que les coprésidents ont interrompu toutes les discussions lorsque les membres de la commission ont essayé de mettre sur la table des facteurs pertinents qui m'auraient excusé.

Le conseil n'a pas eu suffisamment de temps pour étudier les sujets car les longs rapports qui lui ont été envoyés par l'avocat sont arrivés peu avant la réunion du conseil du 13 septembre 2018 qui a entraîné mon expulsion : 12 heures avant pour le rapport de l'avocat, et un jour et demi avant pour les autres documents. Les documents, que le conseil devait examiner attentivement, représentaient 652 pages, ce qui correspond à trois livres.

Les discussions lors de la réunion du conseil d'administration montraient sans aucun doute que les membres du conseil n'avaient pas lu toutes ces pages. En outre, les coprésidents n'ont pas écarté les facteurs non pertinents, mais les ont amplifiés, ont menti à leur propos et les ont utilisés

pour parvenir à la décision de m'expulser.

Selon le code de conduite des administrateurs, l'organisme est efficace, ouvert et responsable ; il applique les normes les plus élevées en matière d'intégrité et de gérance ; les administrateurs doivent éviter toute irrégularité réelle et toute apparence de comportement inapproprié.

Selon la [Charte des bonnes pratiques de gestion](#) de Cochrane, la gestion de Cochrane est basée sur :

- l'honnêteté, l'intégrité et la confiance
- des normes élevées de conduite et de compétence professionnelles
- le respect de la transparence, de l'ouverture et de la responsabilité dans les relations, la communication et les actions
- un esprit de respect mutuel et de coopération
- l'accueil de la diversité de pensée et de perspective représentée par tous les membres de Cochrane.
- L'usage du pouvoir et de l'autorité d'une manière juste et équitable
- Le respect pour les opinions et les actions des autres
- l'équité de traitement de chaque personne
- la valorisation de la contribution des collègues et la reconnaissance de leurs réalisations
- une communication honnête, ouverte et sincère
- le refus des questions non pertinentes et des incidents qui ont eu lieu bien avant les affaires en question.

La violation de *toutes* ces règles a été extraordinaire, à la fois en quantité, en degré et en constance. L'exigence fondamentale d'honnêteté a été violée si souvent que j'ai écrit "Ceci n'est pas vrai" 24 fois dans mes commentaires non édités sur la transcription.

Comme je voulais avoir des témoins de l'injustice à laquelle je m'attendais, j'ai amené trois personnes. La première était Maryanne Demasi, ma chercheuse invitée de Sydney. Une autre était Anahi Testa Pedersen, une documentaliste qui a réalisé le film [Diagnosing Psychiatry](#) sur mon travail de réforme de la psychiatrie, dont la première mondiale a eu lieu un mois plus tard, le 22 octobre 2018 à Copenhague. Elle a également travaillé pour moi de temps en temps. La troisième personne, qui n'a pas révélé son identité au conseil, était Janus Bang, un documentariste et historien indépendant qui me suivait depuis 2015.

Nous sommes arrivés tôt, et lorsque les deux coprésidents, Martin Burton et Marguerite Koster, sont entrés dans la salle, ils ont immédiatement paniqué. Burton s'est dirigé vers notre groupe et a dit qu'il reconnaissait Pedersen comme une cinéaste. Elle a expliqué qu'elle ne filmerait pas à cette occasion. Plus d'un an auparavant, elle avait contacté le siège de Cochrane pour des interviews, mais le personnel n'avait pas donné suite. Ils étaient très méfiants et avaient peut-être trouvé une photo d'elle sur Internet.

Burton a exigé que mes trois employés partent. J'ai expliqué que, selon le règlement de l'organisme, un membre du conseil d'administration est autorisé à faire venir des membres du personnel aux réunions du conseil.

Il s'ensuivit de nombreux allers-retours, et Burton quitta la pièce à plusieurs reprises. Parmi ses divers arguments, on peut citer qu'ils avaient consulté leurs avocats, qu'il s'agissait d'une réunion privée, que je n'avais pas le droit d'inviter qui que ce soit à la réunion et que la réunion se poursuivrait sans moi si je ne me conformais pas à cette décision.

J'ai répété qu'ils violaient les règles de la Charity Commission et que, comme il s'agissait d'une réunion du conseil d'administration, et non d'une réunion privée, j'étais autorisé à être

accompagné. Je me suis senti mal à l'aise parce que j'avais observé à plusieurs reprises, au cours de mes 20 mois au sein du conseil d'administration, que Burton avait soit contourné les règles, soit semblé les inventer sur-le-champ, pour lui et sa hiérarchie, au profit de Wilson. Je pense que c'est aussi arrivé à cette occasion.

Burton a répété qu'il s'agissait d'une réunion privée des administrateurs où ils discutaient de questions confidentielles. La situation est devenue agitée et confuse, c'est le moins que l'on puisse dire.

Burton s'est rendu dans une autre pièce avec la plupart ou tous les autres membres du conseil, à l'exception de moi, pour leur expliquer les informations qu'il avait reçues des avocats de Cochrane. Ce qui était inapproprié : en tant que membre du conseil, Burton ne devait pas m'exclure de la discussion.

Évidemment, je n'étais pas en conflit lorsqu'il s'agissait de savoir si les règles de l'organisme étaient ou non enfreintes.

Demasi a demandé à Koster de lui permettre de me soutenir, en tant qu'interprète et psychologiquement, parce que ces mois avaient été très stressants pour moi. Koster était sur la défensive et très arrogante et a dit : "Nous sommes tous stressés, devons-nous pour autant tous emmener des personnes pour nous soutenir à la réunion ?". Elle a en outre fait valoir que mon anglais écrit était "parfait", alors que j'ai de grandes difficultés avec l'anglais juridique. Burton a dit à Koster qu'il n'était pas nécessaire d'expliquer à Demasi pourquoi elle n'était pas autorisée à être dans la pièce avec moi et il a demandé à Koster de cesser de parler.

Cela a dû être difficile pour le conseil car il a fallu 20 minutes avant qu'ils ne reviennent de l'autre pièce. Koster a demandé à mes trois collègues de partir. J'ai expliqué que notre réunion s'appelait "réunion du conseil d'administration, à huis clos, réservé aux administrateurs", et que je n'avais trouvé le mot "privé" dans aucun des courriels que j'avais reçus. J'ai à nouveau fait savoir au conseil d'administration qu'il avait enfreint les règles de l'organisme.

Koster m'a interrompu et a soutenu à nouveau qu'il s'agissait d'une réunion à huis clos. J'ai répondu que cela signifiait uniquement que le directeur général de Cochrane, Mark Wilson, et son personnel n'étaient pas autorisés à participer et que cela n'avait rien à voir avec l'application ou non du règlement de l'organisme.

Koster m'a de nouveau interrompu et a dit qu'ils avaient consulté le conseiller juridique et qu'il avait accepté que mes trois collègues partent. Lorsque j'ai essayé de contester cette décision, Koster m'a interrompu et a dit qu'elle pouvait appeler l'avocat. Je n'ai pas accepté que l'avocat puisse passer outre les règles de l'organisme, mais Koster m'a de nouveau interrompu et a dit qu'ils pourraient régler cela plus tard, ce qu'elle n'a jamais fait.

Koster a utilisé cette tactique à plusieurs reprises, et le philosophe Arthur Schopenhauer l'a décrite : "Si vous observez que votre adversaire a entrepris une argumentation qui aboutira à votre défaite, vous ne devez pas lui permettre de la mener à son terme, mais interrompre à temps le cours de l'échange."<sup>38</sup>

Koster s'est montrée très hostile et agressive envers mes invités, et Pedersen et Bang ont quitté la pièce pour apaiser la situation tendue. Ils ont trouvé Burton dans le couloir en train de parler frénétiquement avec son avocat : "Je dois me débarrasser de cet homme ; comment puis-je le faire ?"

J'ai ensuite demandé si la réunion était enregistrée et j'ai rappelé au conseil d'administration que nous avions convenu précédemment (après la falsification catastrophique du procès-verbal de la réunion de Genève 17 mois plus tôt, que je n'ai pas mentionnée) que toutes les réunions du conseil d'administration seraient enregistrées pour éviter les désaccords sur ce qui a été dit et

---

<sup>38</sup> Schopenhauer A. The art of always being right. London : Gibson Square ; 2009.

convenu. Koster a déclaré que, comme la réunion du conseil n'avait pas encore commencé, elle ne voulait pas s'engager dans une telle discussion.

J'ai insisté, malgré ses refus répétés, mais Koster a continué à ignorer ma demande. La tension était à son comble, et Koster a continué à être très grossière avec Demasi et lui a demandé de partir, ce qu'elle a fait. Aucun témoin n'a été autorisé à assister à l'horrible simulacre de procès qui était sur le point de commencer.

Koster a essayé de commencer la réunion du conseil d'administration avec quelques formalités, mais Meerpohl a mentionné ma demande et a suggéré que la réunion soit enregistrée, également parce que nous avions convenu de cela plus tôt. Koster l'a interrompu au moins trois fois et a dit que nous devons passer à autre chose.

Cependant, la situation était désormais si embarrassante que même le coprésident le plus ferme n'aurait pu ignorer les demandes. Une longue pause a suivi pour étudier les possibilités d'enregistrement, dans une autre pièce où je n'étais pas autorisé à entrer. Vingt minutes plus tard, Burton a annoncé que les personnes possédant un ordinateur Mac pouvaient enregistrer la réunion avec Quick Time Player.

Le simulacre de procès soigneusement mis en scène devait rester secret. Dès le lendemain, Lucie Binder, du bureau de Wilson, a envoyé un courriel aux quatre membres du conseil qui venaient de démissionner pour protester contre mon expulsion : "Martin a demandé que si l'un d'entre vous a enregistré la réunion d'hier, il me remette l'enregistrement lors de la prochaine réunion et l'efface de vos ordinateurs. J'ai une clé USB si vous en avez besoin."

Il n'existe aucun enregistrement officiel de la première heure de la réunion, qui a été un prélude chaotique à la réunion de six heures. Cependant, j'avais un enregistreur dans ma veste, que j'ai laissée à l'intérieur de la salle lorsqu'on m'a demandé de partir.

Il était absolument essentiel, en termes de justice et de responsabilité - notamment pour permettre aux gens d'avoir la possibilité de contester la décision du conseil d'administration dans une affaire aussi importante - d'enregistrer la réunion. Comme Koster a catégoriquement refusé, il est clair que les coprésidents avaient prévu une procédure secrète, sans aucune responsabilité et avec un résultat prédéfini, comme pendant l'Inquisition. Il ne fallait laisser aucune trace de l'injustice.

La réunion du conseil a commencé 53 minutes après notre arrivée. Elle était d'un amateurisme complet, avec beaucoup de "je pense", "je sens", "je suppose", "je ne sais pas, mais" ... C'était une farce et l'antithèse d'un procès, pratiquement sans aucune discussion des preuves et le en rejetant des preuves en ma faveur.

Le conseil d'administration, en particulier Burton, était obsédé par mon soi-disant comportement et a utilisé les mots "se comporter" ou "comportement" 127 fois.

Burton a déclaré à plusieurs reprises que je n'étais pas d'accord avec lui, ce qu'il a utilisé pour me disqualifier, même s'il était clair, d'après le rapport de l'avocat, que Burton avait menti sur les faits.

Les deux coprésidents ont interrompu les autres intervenants de manière excessive, notamment lorsqu'ils :

- disaient quelque chose de positif sur moi
- étaient sur le point de prouver qu'une allégation soulevée contre moi était fausse.
- étaient sur le point de prouver qu'une allégation avait été rejetée, par exemple par l'avocat.
- étaient sur le point de prouver que d'autres avaient fait des choses similaires à moi sans être punis.
- ont remis en question les actions des coprésidents ou du directeur général de Cochrane, Mark Wilson.

En comptant l'heure d'introduction, Burton a interrompu les autres membres du conseil au

moins 66 fois, soit toutes les six minutes, et Koster au moins 27 fois.

On m'a donné cinq minutes pour me défendre. Grâce à Hammerstein, c'est devenu 12 minutes.

Koster a commencé par m'interroger sur le rapport de l'avocat :

"Peter devra se retirer de la discussion après cela. Peter, acceptez-vous le contenu du rapport ?"

"C'est une question très peu spécifique. Que voulez-vous dire ?"

"Avez-vous lu le rapport, et acceptez-vous les conclusions du conseil. Je cherche juste une réponse par oui ou non."

"Oh, mais il y a plusieurs conclusions, donc je ne peux pas dire oui ou non."

"Mais acceptez-vous le rapport, tel quel ?"

"Non, parce que je trouve ce rapport plutôt bizarre, et il faudrait peut-être en débattre, on pourrait peut-être commenter le rapport plus tard. Par exemple, je trouve étrange que l'avocat, étant un avocat, se réfère à l' 'autorité' et à l' 'éminence', par exemple en disant que Martin est un 'professeur éminent' et qu'il ne peut donc pas avoir fait quelque chose de mal."

"Mais Peter, sans entrer à nouveau dans les détails, puisque vous n'acceptez pas le contenu du rapport à ce stade, j'aimerais vous donner cinq minutes juste pour faire une déclaration au conseil avant que nous vous demandions de vous retirer."

Lorsque j'ai raconté à Demasi, après ma brève présence au conseil, ce qui s'était passé, et que cela n'avait aucun sens pour moi de dire oui ou non à un rapport de 39 pages, elle a immédiatement conclu qu'ils m'avaient tendu un piège. Pendant la partie secrète de la réunion du conseil, Burton a dit :

"Les avocats nous ont suggéré de demander à Peter s'il acceptait le contenu du rapport, car dans le rapport, au numéro 104, le rapport de l'avocat, il est clairement formulé ce que l'avocat pense que Peter devrait se comporter et pourquoi il ne l'a pas fait... Peut-il accepter l'instruction claire qu'il ne peut pas faire certaines choses ? Eh bien, non, il ne peut pas ! Il ne comprend même pas la section 104 du rapport, parce qu'il ne comprend même pas ce qu'il est ou n'est pas autorisé à faire en vertu du Protocole d'Accord, même s'il s'agit d'un accord qu'il a rompu ... Il n'y a aucun doute et nous avons eu cette discussion hier soir avec Gerrard [l'avocat engagé par Cochrane pour le simulacre de procès] ... il n'y a aucun doute sur son comportement, Gerrard a lu tous les documents, il n'y a aucun doute qu'ils croient que c'est ... ils, ils nous défendront jusqu'au bout."

La section 104 concernait un Protocole d'Accord que j'avais conclu avec Wilson, et les avocats ont faussement cru que je l'avais violé. Par conséquent, le piège était que, si j'avais accepté le rapport, ils m'auraient déclaré coupable, et si je l'avais rejeté, ils m'auraient également déclaré coupable, étant un cas désespéré hors de portée parce que je n'ai pas accepté les "preuves" et que je n'ai même pas compris ce que signifiait le Protocole d'Accord. C'est la recette d'un procès de sorcières. J'ai compris mieux que Burton ce que signifiait cet accord, et l'avocat l'a mal compris. Et Wilson ? Comme je l'ai décrit ci-dessus, il l'a juste violé !

Les membres du conseil n'ont pas remis en question les jugements de l'avocat concernant mes actions, bien que tout le monde sache que les avocats ne sont pas du tout d'accord entre eux et font des erreurs. Clarkson a fait l'éloge de l'avocat :

"Ce que l'avocat a fait, avec un professionnalisme incroyable, j'envie le gars qui a écrit ce document, en termes de comment il a été capable de s'exprimer, c'est magnifique. Et je pense que cela nous dit où est problème ... il arrive un moment où vous devez décider ce qui est dommageable ou quels comportements sont dommageables ... Nous avons une relation amour-haine avec Peter. Il peut être absolument merveilleux, stimulant, charismatique, innovant, incroyablement intelligent, mais que diable fait-il en ce moment ?"

Le piège était vraiment intelligent. Et comme il a été mis en place par les avocats engagés par Cochrane, cela laisse penser que le rapport de l'avocat n'était pas "très objectif et impartial", comme

Koster l'a prétendu.

Lorsque, dans l'après-midi, Hammerstein a déploré que je n'aie pas eu le temps de m'exprimer le matin et a suggéré que j'aie la possibilité de répondre aux questions que le conseil pourrait avoir sans être interrompu, Burton a répondu :

"Il a eu amplement l'occasion et a fourni une documentation abondante et a refusé une chance de parler au conseil."

Ce n'était pas toute la vérité. J'ai refusé d'être interrogé parce que je n'aurais pas d'assistance juridique. À la place, j'ai proposé de répondre à toute question écrite que le conseil pourrait avoir. Je n'ai reçu aucune question. Burton a induit en erreur les membres du conseil lors de la réunion en insinuant que j'avais refusé de prendre part à la procédure.

Pendant ma brève présence à la réunion du conseil, j'ai rejeté les deux principales accusations qui avaient été soulevées contre moi. J'ai déclaré que le conseil était d'accord avec moi pour dire que je n'avais pas enfreint la politique de représentant et que je n'avais pas eu tort de contacter le conseil d'administration lorsque Wilson a menacé de fermer mon centre si je ne lui plaisait pas. J'ai donc estimé que la "procédure" aurait pu être évitée, y compris les dépenses du cabinet d'avocats.

J'ai indiqué que je soupçonnais Wilson d'être derrière tout cela, qu'il y avait un agenda caché et que j'avais de bonnes raisons de croire que Wilson voulait se débarrasser de moi, de mon centre et de ma présence au conseil.

J'ai demandé la permission de rester dans la pièce parce que nous étions à la croisée des chemins pour Cochrane :

"Beaucoup de gens dans Cochrane me font confiance et pensent que je peux faire quelque chose pour eux parce qu'ils sont profondément insatisfaits de la façon dont Cochrane évolue sous la direction de Mark Wilson. Il s'agit donc de questions beaucoup plus importantes que les mesquineries concernant la politique de représentant .... Il ne s'agit pas de moi parce qu'il est clair que je n'ai rien fait de mal d'après le rapport de l'avocat, donc je vous encourage à me permettre d'être ici pour que je puisse contribuer à ce pour quoi j'ai été élu, à savoir faire quelque chose de bien pour Cochrane. Cela signifie quitter la dimension mercantile pour revenir à une dimension scientifique, qui est notre raison d'être ici."

Koster n'a pas répondu mais m'a demandé de quitter la pièce. Il y avait maintenant exactement cinq minutes que j'avais commencé à parler.

J'ai dit que j'avais quelques questions importantes auxquelles je pensais avoir le droit d'obtenir une réponse avant de partir, mais Koster m'a de nouveau interrompu et m'a demandé de partir, "étant donné que nous avons déjà perdu pas mal de temps". Cependant, certains sont plus égaux que d'autres dans Cochrane. Après mon départ, plus d'une heure plus tard, lorsqu'un membre du conseil s'est inquiété de manquer de temps, Koster a dit en riant : "Oh, nous avons beaucoup de temps, autant que vous le voulez."

Hammerstein : "Étant donné que c'est une longue procédure avec des centaines de pages, et étant donné que Peter n'a pas pu parler plus de 30 secondes sans être interrompu, ne pourriez-vous pas au moins lui permettre de poser quelques questions ? C'est une chose tellement importante, je ne pense pas que ce soit trop de lui permettre, et je vous demanderais, s'il vous plaît, en tant que président, de ne pas l'interrompre et de le laisser parler pendant au moins cinq minutes sans être interrompu avec les questions qu'il veut poser, avant qu'il ne quitte la salle, je ne comprends pas quel est le problème ?". Faba : "Je pense que nous devons entendre les questions de Peter..."

Koster interrompt : "Alors, Peter, très brièvement, parce que nous devons rattraper une partie du temps que nous avons déjà perdu."

"OK, j'ai passé des mois sur ce sujet et vous me demandez de ne prendre que cinq minutes.

Merci beaucoup, c'est très gentil de votre part (j'ai essayé d'apaiser un peu la tension extrême en plaisantant, mais ça n'a pas marché). Vous devez comprendre que Cochrane a de gros problèmes et que le monde entier observe ce que vous faites. Pas seulement contre moi, mais aussi contre des personnes dans des situations similaires. Cochrane est en crise. Et vous n'en avez aucune idée. Les rédacteurs du *BMJ* et d'ailleurs, ils regardent ce qui se passe à Cochrane en ce moment. Donc, ce n'est pas prudent de votre part de me traiter de cette façon. Je ne suis que le messenger. Vous n'avez pas compris ça. OK ? Je suis surpris que lorsque 400 pages [mon estimation basée sur la hauteur de la pile] ont été envoyées à l'avocat, elles ont été compilées par Martin Burton, et qu'il ne m'a pas du tout impliqué...".

Koster interrompt : "OK, c'est..."

"Avez-vous impliqué Mark Wilson dans la compilation de tous ces papiers, Martin ?" Koster interrompt à nouveau : "Peter, ce..."

"C'est une question pertinente..."

"Peter, tout cela est dans les documents."

"Non, il ne s'agit pas ici de savoir si Martin Burton a impliqué Mark Wilson dans la compilation des 400 pages, ce n'est indiqué nulle part. Je demande, l'avez-vous fait ou pas ?"

Burton acquiesça.

"Vous l'avez fait. OK, c'est pour les comptes-rendus."

Burton a répliqué : "Je n'ai rien dit. Et j'ai l'intention de ne rien dire. Je souhaite, en tant que président, enregistrer mon objection à cela, à la ligne que nous prenons ici. Je ne suis pas d'accord, après tous les efforts qui ont été faits sur toutes ces pages, que Peter, les avocats ont conseillé de lui poser les questions que nous lui avons posées, de lui donner 5 minutes et cela fait maintenant 10 ou 15 minutes et je pense que c'est un abus de procédure. Désolé."

Il est à noter que M. Burton a parlé d'abus de procédure lorsque j'ai posé une question très pertinente sur la façon dont la documentation a été compilée, à laquelle Burton a refusé de répondre. Il s'agissait d'un abus de procédure.

"Pourquoi ne voulez-vous pas répondre à une question aussi simple qui est importante pour savoir si la procédure a été juste et équitable ?"

Koster : "Peter, je pense que je vais devoir vous demander de vous retirer."

"Cela ressemble de plus en plus à une procédure kafkaïenne ; ne le voyez-vous pas ? Et maintenant que vous avez impliqué des avocats, c'est une procédure semi-juridique, et pourtant vous m'interdisez, contre les règles de l'organisme, d'amener ma scientifique qui est très bonne pour conseiller les gens. Elle a conseillé le ministre en Australie..."

Koster interrompt : "Peter, ce n'est pas une procédure légale, ce n'est pas un procès."

"C'est un processus semi-légal." Oui, c'est certain. Et je veux aussi savoir, mon rapport que j'ai envoyé aux avocats le 30 août, quand a-t-il été vu par les coprésidents ? A-t-il été vu avant que tout le monde l'ait vu hier, ou quand il l'a été, l'avez-vous reçu immédiatement après que je l'ai soumis aux avocats ?"

Koster interrompt : "Peter, je ne veux même pas entrer dans une discussion à ce sujet. Nous allons certainement devoir vous demander de partir à ce stade."

"C'est pertinent parce que des lettres remarquablement similaires ont été envoyées par des dirigeants, par le conseil d'administration, quelques jours après que j'ai remis mon rapport au cabinet d'avocats, et je soupçonne donc qu'il y a un lien, qu'il s'agit en fait d'une sorte de simulacre de procès auquel j'ai été soumis..."

"Peter c'est peut-être votre soupçon, mais ce n'est pas la vérité, je vais devoir vous demander de partir à ce stade parce que nous entrons dans des questions qui ne sont pas pertinentes pour cette conversation."

"Bien sûr, vous pensez que c'est sans importance..."

Koster interrompt : "Si vous voulez bien vous excuser maintenant, je vous en serais reconnaissant. Nous devons avancer dans cette discussion."

Ma question pourtant tout à fait pertinente sur le moment où les coprésidents ont vu le rapport que j'ai soumis au conseil le 30 août a été rejetée comme non pertinente. Après que j'ai été forcé de quitter la salle, Koster a admis qu'elle avait vu mon rapport avant le reste du conseil, et Burton a révélé que Cindy Farquhar, qui a écrit une lettre de plainte le 3 septembre, était également au courant parce qu'elle était la coprésidente sortante que Koster a remplacée.

Cela a renforcé mes soupçons que Burton a orchestré les lettres de plaintes dès qu'il a vu mon rapport. Ces lettres lui sont parvenues entre le 2 et le 5 septembre, et elles demandaient toutes mon expulsion du conseil d'administration parce que j'avais critiqué l'analyse Cochrane sur les vaccins contre le papillomavirus, publiée en mai 2018. Je vais décrire cela en détail plus loin.

Dans les derniers moments de ma présence dans la salle du conseil, j'ai demandé : "Mais de quoi allez-vous discuter par rapport à moi, puisque l'avocat me discolpe ?"

Koster : "Peter, c'est l'impression que vous en avez. Nous allons discuter du rapport tel qu'il nous a été envoyé et des conclusions, et nous avons été informés par l'avocat que vous devez vous retirer de cette discussion."

Avant de partir, j'ai dit : "Une dernière chose, l'avocat suggère que nous ne devrions pas utiliser notre en-tête si nous correspondons sur des sujets non Cochrane. Cela tuerait la Collaboration Cochrane, du moins les centres Cochrane. Nous faisons des demandes de financement pour d'autres projets qui nous aident à survivre et si nous n'utilisons pas notre affiliation à Cochrane et notre papier à en-tête, les gens nous riraient au nez. C'est donc dommageable pour Cochrane. Une grande partie de ce que l'avocat suggère est nuisible pour Cochrane. Et je ne suis pas autorisé à dire quoi que ce soit à ce sujet, alors j'espère que les autres le feront quand vous m'aurez jeté hors de la pièce..."

Koster interrompt : "Peter, quand vous aurez l'occasion de discuter de ces questions..."

"Quand est-ce que je serai de nouveau autorisé à entrer ?"

"Vous aurez l'occasion de répondre à ce rapport par écrit, si vous le souhaitez." "Je le ferai."

"C'est votre droit le plus strict, et cette information peut ensuite être partagée avec le conseil."

Meerpohl : "Marguerite, hum, nous pouvons nous mettre d'accord pour avoir une discussion sans Peter sur le rapport, je suis totalement d'accord avec toi sur ce point, mais quand nous commencerons à discuter des problèmes généraux au sein de Cochrane ... il serait bon de l'avoir dans la pièce ...".

Koster l'interrompt ...

Meerpohl : "Je pense que Peter a le droit de participer à cette discussion."

Koster évite de répondre à Meerpohl : " Il y a des questions sur la politique de représentant mais [inaudible] qui vont bien au-delà de ce que nous faisons. "

Meerpohl : "OK."

Koster : "Merci Peter - Peter, nous vous appellerons si nous devons discuter de quoi que ce soit."

J'ai quitté la salle. Pendant le reste de la journée, plusieurs membres du conseil ont suggéré que je sois rappelé et que je participe à une partie de la réunion, mais les coprésidents ne l'ont pas permis.

Je suis entré dans la bibliothèque voisine où Demasi, Pedersen et Bang m'attendaient.

La réunion se tenait dans les locaux du Royal College of Surgeons. Après un moment, le personnel de sécurité est arrivé. Ils voulaient savoir qui était la troisième personne. Il a demandé pourquoi. "Pour des raisons de sécurité, au cas où il y aurait un incendie", répond une femme. Il a ri

et a dit qu'il ne croyait pas que c'était la raison, ce qui l'a considérablement affligée. Ce n'est pas agréable d'être révélé. Il a quitté le bâtiment, toujours anonyme, pour rejoindre Pedersen qui était déjà parti.

On nous a dit, à Demasi et à moi, que puisque nous n'étions pas chirurgiens, nous n'étions pas autorisés à nous asseoir dans la bibliothèque. C'était aussi un prétexte étrange parce qu'il y avait du café dans la salle et que le déjeuner pour les membres du conseil d'administration – y compris moi – y serait servi plus tard, bien que seulement deux d'entre eux soient chirurgiens. Pendant que je discutais de cela avec la sécurité, Burton est entré, avec un regard très sévère, sans dire un mot, et a emporté le café, le thé et l'eau.

L'excuse suivante était qu'une "source anonyme" avait dit que je n'appartenais pas à la réunion du conseil d'administration et que je devais donc quitter le bâtiment. Ils n'ont pas voulu me dire qui était cette source. J'ai documenté à la sécurité que je faisais partie de la réunion et je leur ai dit que la seule raison pour laquelle je n'étais pas dans la salle du conseil était qu'ils discutaient de quelque chose pour lequel j'avais un conflit, et que j'y retournerais plus tard. Ils ne croyaient toujours pas que je faisais partie de la réunion, j'ai donc dû faire une recherche sur Google pour trouver la page Web de Cochrane qui décrivait les membres du conseil d'administration. Nous avons ensuite été autorisés à nous asseoir dans la cage d'escalier à l'extérieur de la salle du conseil, où nous avons rencontré Koster pendant la pause, qui avait l'air vraiment irritée et a parlé au personnel, probablement pour savoir comment ils pouvaient nous mettre dehors. Elle ne nous a pas salués et ne nous a pas parlé.

En fin de journée, lorsque les choses se sont corsées et que les coprésidents n'ont autorisé aucune discussion qui pourrait détourner les gens du résultat prévu, Lamb a déclaré : "Nous ne devrions absolument pas finaliser la décision tant qu'il n'a pas eu l'occasion de parler, et nous devons vraiment considérer ce qu'il a à dire." Mais Koster a été vraiment diabolique. Elle a répondu : "Donc, à ce stade, nous voulons commencer à parler des options sur la table ?", c'est-à-dire des moyens qu'ils pourraient utiliser pour m'exterminer.

Une autre tactique utilisée par les coprésidents consistait à amener les membres à se soumettre par épuisement. Les enregistrements révèlent qu'ils étaient tous deux très agressifs et concentrés sur leur tâche, et qu'ils n'étaient donc pas épuisés, comme l'étaient les autres membres du conseil. Faba a noté que certaines personnes étaient tellement agressives que cela ne facilitait pas les décisions du conseil quant à savoir si quelque chose était bon ou mauvais.

S'il y avait eu une quelconque accusation raisonnable contre moi, il n'aurait pas fallu autant de temps pour obtenir un vote majoritaire. Les arguments étaient recyclés, comme lorsque vous vous perdez dans une forêt et que vous découvrez quelques heures plus tard que vous êtes revenu à votre point de départ. Lorsque cela se produit, vous êtes reconnaissant si un meneur vous prend par la main et vous escorte hors de la forêt, peu importe où vous vous retrouvez, tout comme dans la "procédure" contre moi.

Avec deux coprésidents d'acier, la dynamique de groupe fait en sorte que les membres du conseil acceptent d'être balayés, car ils ne veulent pas être "difficiles". Ce schéma a été observé toute la journée, faisant de ce simulacre de procès kafkaïen un intéressant sujet d'étude sur la psychologie et la manipulation. Dans de telles circonstances, les participants tentent d'apaiser les dirigeants, même s'ils ne sont pas d'accord avec eux. Il y a eu de nombreux exemples où mes partisans ont critiqué certaines de mes actions d'une manière dont je doute qu'ils l'auraient fait s'ils n'avaient pas été sous l'influence de la dynamique de groupe.

Un autre enseignement important tiré des études sur la psychologie humaine est que la radicalisation d'un groupe s'accroît presque toujours avec le temps. Les membres du groupe veulent impressionner leurs chefs, ce qu'ils font en étant encore plus radicaux qu'eux. Nous l'avons

vu dans les groupes religieux, en politique lorsque des leaders dictatoriaux accèdent au pouvoir suprême, et pendant les chasses aux sorcières. Un exemple notoire est le maccarthysme des années 1940 et 1950, lorsque le sénateur américain Joseph McCarthy a répandu la peur de l'influence communiste, ce qui impliquait des accusations de subversion ou de trahison sans souci des preuves.

La radicalisation peut survenir rapidement, ce que la réunion du conseil a démontré. Au début, le conseil d'administration n'avait pas compris l'objet de la procédure, et les coprésidents ne le lui ont pas fait comprendre. Petit à petit, la chasse aux sorcières s'est intensifiée et les arguments et accusations à mon encontre sont devenus de plus en plus extrêmes. Comme il n'y avait aucune raison de m'expulser, on a évoqué un prétendu mauvais comportement, argument qui peut être utilisé contre n'importe qui, comme d'accuser les cinéastes de sympathies communistes à l'époque du McCarthy. Je n'ai jamais rencontré personne qui ne se soit pas mal comporté de temps en temps ; cela fait partie de l'être humain.

Nous pourrions également établir un parallèle avec les simulacres de procès soviétiques sous Staline. Les gens étaient accusés d'être des ennemis de l'État, ce qui avait pour but de garantir le pouvoir de Staline. De même, ce simulacre de procès avait pour but d'assurer le pouvoir de Wilson. J'ai été accusé de nuire à Cochrane, ou de nuire potentiellement à Cochrane, ce qui est tellement vague qu'il n'y a pas d'échappatoire. À titre d'exemple, Nicky Cullum a dit : "Il est anti-collaboration, c'est un ennemi de l'intérieur".

Cela me rappelle la pièce d'Henrik Ibsen, *Un ennemi du peuple*, de 1882. Le docteur Stockman découvre que l'eau d'une zone de baignade populaire, très importante pour l'économie de la communauté, est contaminée par des bactéries. À cette époque, en Norvège, il était très grave d'être reconnu coupable d'être un ennemi du peuple, et cela pouvait conduire à l'exil.

Un thème récurrent lors de la réunion était que, bien que l'avocat m'ait excusé, le conseil d'administration faisait référence aux accusations encore et encore, comme si je n'avais pas été acquitté. Cela s'appliquait non seulement à la politique de représentant, mais aussi au Protocole d'Accord

Un facteur aggravant est que Koster a admis que ces documents n'étaient pas clairs et devaient être révisés. Il ne devrait pas être permis de déclarer quelqu'un coupable d'avoir enfreint des règles que personne ne comprend.

La perle est venue quand Koster a dit : "Mais ils ont estimé que Peter avait enfreint l'esprit de la politique, sinon la lettre de la politique." Koster et Burton ont répété cela le 3 octobre dans la [lettre officielle](#) qu'ils m'ont adressée pour m'expliquer pourquoi j'avais été exclu.

J'ai tweeté leur message hilarant le 9 octobre : "Cochrane est-elle devenue une religion ? Verrons-nous bientôt une police de la pensée orwellienne à Cochrane avec le directeur général Mark Wilson comme juge suprême ?"

Lorsqu'une politique ou une loi n'a pas été enfreinte, il n'est pas pertinent de se demander si l'"esprit" l'a été. L'esprit est un concept vague qui sera interprété par les gens de manière encore plus variable que la politique elle-même.

Les deux coprésidents ont abondamment menti à mon sujet, également publiquement, après mon expulsion, et ils ont refusé de définir ce que le conseil d'administration entendait par mon soi-disant mauvais comportement lorsque cela est devenu l'excuse officielle pour m'expulser.

Dans l'une de ses excellentes analyses du scandale Cochrane, Ryan Horath a écrit :

"Le "comportement gravement répréhensible" consiste à ne pas être d'accord avec ceux qui avaient le pouvoir d'expulser Gøtzsche et à s'opposer à leur comportement. Il semble donc qu'il s'agisse de l'expulsion d'un lanceur d'alerte organisée par ceux qu'il accusait d'inconduite... Dans quel monde cela a-t-il un sens de menacer de fermer un centre Cochrane entier parce que son

directeur a demandé des informations sur la façon dont tant d'enfants sont morts dans une étude et pourquoi ? Qui veut faire partie d'une organisation qui privilégie le papier à en-tête utilisé pour poser des questions plutôt que les réponses concernant les enfants morts ? ... Le travail du Dr Gøtzsche le rend "controversé". Le directeur général de Cochrane n'est pas un scientifique. Il vient du monde des affaires. Et dans le monde des affaires, la controverse est considérée comme mauvaise pour la marque. Et les employés qui font des vagues et ne se conforment pas aux ordres venus d'en haut ne restent pas longtemps. Les entreprises sont des dictatures, pas des démocraties. Le directeur général a apporté un état d'esprit dictatorial à Cochrane, et il pense que Gøtzsche est mauvais pour la "marque". N'étant pas un scientifique, il ne sait pas que le travail de Gøtzsche EST la marque. L'idéal de la science n'est pas de rester les bras croisés alors que la science est pervertie par des intérêts financiers. L'idéal, c'est d'avoir quelqu'un qui vérifie minutieusement la recherche scientifique produite et qui est prêt à combattre la corruption au prix de risques personnels. Mais dans l'esprit du directeur général, toute apparition du nom de Cochrane à côté du Dr Gøtzsche est mauvaise pour la marque."

### **La politique de représentant : La main tendue de Wilson à l'industrie pharmaceutique**

Les différends entre Wilson et moi concernant l'interprétation de sa politique de représentant ont conduit à la chaîne d'événements qui a abouti à mon expulsion. Cette question a été mentionnée 42 fois au cours de la réunion du conseil d'administration. Une autre question litigieuse et connexe était le Protocole d'Accord.

Pendant le procès, Hammerstein a dit :

"Chaque conflit entre le conseil d'administration et Peter porte sur une question où le conseil d'administration prend le parti de l'industrie pharmaceutique. Et je peux documenter cela ... et nous pourrions nous ouvrir à une marque unifiée et à plus de financement."

Hammerstein a prévenu que Cochrane créait un dangereux précédent permettant que les représentants de l'industrie n'aient qu'à "écrire une plainte à Cochrane pour que Cochrane cède sous la pression".

La rédactrice en chef du *BMJ* allait dans le même sens. Une semaine après mon expulsion, elle a écrit que Cochrane devait s'engager à demander des comptes à l'industrie et au monde universitaire, et que mon expulsion de Cochrane reflétait "une profonde divergence d'opinion quant à [la promiscuité avec l'industrie](#)".

Koster a déclaré que j'avais enfreint la politique de représentant et a ajouté que le conseil "pensait vraiment que l'approche de Peter était mal conçue et qu'il avait enfreint le Protocole d'Accord lorsqu'il avait écrit au Dr Torrey".

Ce n'était pas vrai. Ma lettre au donateur pour lequel travaillait Torrey n'avait rien à voir avec le Protocole d'Accord, qui porte sur la manière dont le Nordic Cochrane Centre et la Cochrane Collaboration, représentée par Mark Wilson, doivent collaborer. De plus, l'avocat avait très mal compris cet accord, croyant que les centres Cochrane sont uniquement autorisés à faire du travail Cochrane, ce qui n'est pas le cas. Il est explicitement indiqué dans l'[accord](#) que l'une de mes tâches était d'essayer d'obtenir un financement et un soutien en nature suffisants pour permettre au centre d'effectuer les fonctions prévues pour les centres *et ses propres activités* (c'est moi qui souligne).

L'avocat [n'a même pas déclaré](#) que j'avais violé cet accord en ce qui concerne Torrey. Il a *présumé* que je l'avais violé. Donc, il ne m'a pas déclaré coupable. Personne ne pouvait me déclarer coupable à moins de mentir de façon flagrante, ce que Koster a fait.

L'avocat n'a pas non plus trouvé que mon approche était "mal conçue", ce que Koster a

prétendu. L'avocat a écrit : "Le fait d'agir en tant que témoin expert dans un procès criminel ... n'a absolument rien à voir avec la promotion des fonctions essentielles .... Je ne vois pas en quoi cela a quelque chose à voir avec les fonctions d'un centre Cochrane... Je ne pense pas que l'on puisse dire qu'il parlait officiellement au nom de Cochrane. Par conséquent, je ne pense pas que la disposition sur laquelle MW s'est expressément appuyé dans son courriel du 11 avril 2018 (étant la même que celle sur laquelle il s'est appuyé à propos de la question du Dr Torrey) puisse être considérée comme ayant été violée... Je dois dire que j'ai une certaine sympathie pour la position de PG ici."

L'avocat m'a exonéré d'avoir enfreint la politique de représentant et l'accord de collaboration. Il ne m'a pas déclaré coupable de la première infraction et ne pouvait pas me déclarer coupable de la seconde parce qu'il se trompait sur les prémisses.

Koster a continué à mentir pendant la réunion. Elle a dit que le conseil "a trouvé dans une certaine mesure, oui, qu'il a enfreint la politique de représentant", ce qui n'est pas vrai. Elle a mentionné que le conseil considérait que la politique était quelque peu ambiguë, qu'elle devait être revue et que des changements devaient être apportés pour la rendre beaucoup plus claire.

Compte tenu de cet aveu, il est remarquable que personne n'ait mentionné que j'avais testé empiriquement la politique de représentant. Comme les résultats étaient très importants pour ma défense, je les avais décrits dans mon rapport au conseil. Mais le conseil n'a pas eu le temps de lire les documents. Le conseil aurait donc dû refuser de poursuivre le simulacre de procès de Wilson contre moi.

Je ne leur vois aucune excuse pour ne pas avoir lu au moins les trois premières pages de mon rapport. J'ai expliqué dès la page trois que j'avais documenté le fait que la politique de représentant est si ambiguë qu'elle ne peut pas être utilisée pour discipliner les contributeurs Cochrane ou leur dire qu'ils l'ont violée. Cette section portait même le titre "*La politique de représentant est très ambiguë*". En outre, elle est incohérente, ce qui peut conduire à des conclusions opposées pour des cas similaires, selon les parties de la politique sur lesquelles on se concentre.

À l'été 2018, j'ai demandé à 24 personnes de lire la politique et de l'appliquer sur les trois cas récents. Je n'ai rien révélé du différend avec Wilson dans mon courriel aux participants et j'ai gardé un ton neutre. Ces personnes étaient les 7 membres du conseil consultatif de mon centre, les 5 directeurs de centres affiliés, les 3 rédacteurs des groupes de révision Cochrane basés au Danemark et 9 chercheurs avec lesquels je collaborais. J'ai utilisé un échantillon de convenance, car j'ai empiété sur le temps des gens et je voulais obtenir rapidement un taux de réponse élevé, car j'avais peu de temps avant le simulacre de procès.

Nous conseillons à Cochrane de prendre des décisions fondées sur les meilleures preuves disponibles, et les réponses étaient donc importantes. Vingt-et-une des 24 personnes (88%) ont répondu. Les participants ont été invités à donner leur avis sur la question de savoir si j'avais violé la politique et à répondre à deux questions supplémentaires :

"Quel est votre avis sur la politique de représentant ? Est-elle sans ambiguïté et donc facile à interpréter par rapport à des cas concrets ?"

"Pensez-vous que la politique devrait être améliorée ?"

Dans les trois cas, très peu de personnes ont estimé que j'avais enfreint la politique ; très peu de personnes l'ont trouvée non ambiguë et facile à interpréter ; et la grande majorité a estimé qu'elle devait être améliorée. Les personnes interrogées ont été invitées à donner leurs raisons, et je vais en mentionner quelques-unes.

Voici les résultats :

	Oui	Non	Pas sûr
Cas 1, lettre à un bailleur de fonds américain ; la politique a-t-elle été violée ?	4	10	7
Cas 2, question sur Twitter ; la politique a-t-elle été violée ?	2	11	8
Cas 3, affaire judiciaire en Hollande ; la politique a-t-elle été violée ?	1	9	11
La politique est-elle sans ambiguïté et facile à interpréter ?	3	15	3
La politique doit-elle être améliorée ?	18	1	2

Au sujet de ma lettre à un donateur américain demandant des détails sur les décès et leurs causes, des personnes ont écrit :

- Si de telles questions ne peuvent être communiquées directement par les centres Cochrane, il est alors temps de discuter de la fermeture de Cochrane en tant qu'organisation mondiale.
- Comme il s'agit d'une lettre personnelle qui n'est pas destinée au domaine public, je ne pense pas que la politique s'applique.
- Je ne vois aucune raison pour laquelle le document devrait représenter une politique officielle de Cochrane ou pour laquelle la demande pourrait être interprétée comme autre chose que ce qu'elle est.

Au sujet de notre invitation à un séminaire pour les psychiatres sur le retrait des médicaments psychiatriques :

- Je ne vois aucune déclaration qui exprime les opinions de Cochrane.
- Il ne prétend pas parler au nom de la Collaboration Cochrane.
- Le document ne contient aucune information susceptible d'induire les gens en erreur et de leur faire croire qu'il s'agit d'un événement Cochrane "officiel".

Sur mon rôle de témoin expert dans une affaire de double homicide en Hollande :

- Il est clairement indiqué qu'il s'agit de votre évaluation et non d'une évaluation au nom de Cochrane.
- Vous déclarez explicitement que vous parlez en votre nom et non au nom de Cochrane.
- Cette lettre particulière est personnelle et ne constitue donc pas une déclaration publique au nom de Cochrane.

À propos de la politique de représentant :

- Je pense que les "questions liées à Cochrane" peuvent être interprétées de différentes manières.
- Je ne sais pas pourquoi un tel document est nécessaire.
- Le document ignore la réalité de ce que nous sommes et de ce qu'est notre histoire.

- La différence entre parler au nom de et déclarer son affiliation n'est pas claire.
- C'est aussi obscur que cela puisse l'être.

Si la politique de représentant doit être améliorée :

- Le manque de respect pour les milliers de contributeurs qui, dans des conditions locales, gagnent l'argent nécessaire à l'existence de la Collaboration est frappant.
- La demande de commencer chaque déclaration publique par une déclaration indiquant qu'il s'agit de "Cochrane" ou d'une "opinion personnelle" donnerait une image plutôt ridicule au public.
- Cela peut donner l'impression que Cochrane est une organisation centralisée où la direction n'a pas confiance dans le bon comportement des directeurs locaux. L'effet serait dévastateur, faisant par exemple passer mon image d'une autorité respectée en matière de questions méthodologiques au niveau national et au-delà, à celle d'un employé de bureau à Londres sans compétence notable à l'échelle académique.
- Ce que je trouve de plus en plus ennuyeux, c'est la recommandation de demander l'autorisation du Département de Transposition des Connaissances. Ce nom sonne comme une enflure gênante, et c'est un terme mal choisi pour un processus qui devrait être construit autour de la communication dans la culture locale et non par un processus descendant depuis la partie anglaise du monde.
- Vous devez être libre d'utiliser votre affiliation d'une manière qui soit conforme aux souhaits du Nordic Cochrane Centre.
- Vous auriez dû écrire ou dire "Cochrane a dit", ce qui absurde.
- L'ambiguïté est à l'origine de conflits inutiles et destructeurs et elle est utilisée délibérément par des personnes extérieures pour faire avancer leurs agendas douteux.
- L'exigence suivante est souvent impossible à respecter : "Si vous utilisez votre affiliation à Cochrane en même temps qu'un autre titre, ou si Cochrane est le seul titre ou la seule affiliation que vous avez, il vous incombe alors d'indiquer sans équivoque et clairement que les opinions sont les vôtres et non celles de Cochrane. Cela ne peut pas être sous-entendu mais doit être déclaré explicitement." Imaginez que vous déclariez cela dans un studio de télévision pendant une interview en direct. Je ne me souviens pas avoir vu quelqu'un d'autre le faire.
- La politique de représentant de Cochrane, dans sa forme actuelle, exige beaucoup plus que ce qui est courant dans d'autres organisations et institutions respectées. C'est contre-productif.
- Je ne comprends pas du tout l'hystérie qui entoure ces questions et pourquoi Cochrane a si "peur" de ce qui pourrait arriver à son image. Vous être toujours rigoureux sur le plan scientifique lorsque vous communiquez, donc idéalement, l'organisation Cochrane devrait soutenir vos conclusions (et celles d'autres).
- La politique devrait viser bien davantage à garantir la liberté académique et la pluralité des opinions. L'idée qu'une collaboration de tant de personnes puisse avoir une seule opinion est erronée, et Cochrane devrait s'efforcer d'indiquer clairement qu'il existe une pluralité d'opinions et s'assurer que ces opinions sont fondées sur des recherches rigoureuses, au lieu de promouvoir un agenda d'entreprise d'une prétendue vision commune.
- Il semble que "les opinions de la Collaboration Cochrane" représentent presque exclusivement l'opinion établie, et en tant que telle, Cochrane perd sa capacité à promouvoir les changements drastiques qui sont nécessaires dans les soins de santé

modernes.

- Une étape facile pourrait être que la politique officielle de Cochrane soit que, à moins qu'une opinion ne soit **EXPLICITEMENT** déclarée comme étant l'opinion de l'ensemble de la collaboration Cochrane, elle ne doit pas être considérée comme telle.
- La politique telle qu'elle se présente actuellement semble tout à fait à l'opposé de ce qu'est la Collaboration Cochrane : elle est vague, peu claire, et il s'agit manifestement d'une politique "d'entreprise".
- Je ne comprends pas pourquoi la "charge de la preuve" semble avoir été inversée ici. Il n'est pas très logique que vous deviez déclarer que vous ne représentez PAS la Collaboration Cochrane. Ce devrait être le contraire, c'est-à-dire que ce n'est que lorsque vous représentez la Collaboration Cochrane que vous devez le déclarer très clairement. Sinon, il ne sera jamais possible à quiconque de déclarer quoi que ce soit sans risquer d'enfreindre la politique de représentant définie de manière très vague.
- À l'heure actuelle, la politique est ambiguë. Il peut en résulter que les chercheurs impliqués dans les travaux liés à Cochrane ne s'engagent pas pleinement dans tous les processus de leur travail (par exemple, la communication, la collaboration, la collecte de données) par crainte d'enfreindre la politique par inadvertance. Il s'agirait bien sûr d'une conséquence malheureuse qui ne serait pas dans l'intérêt de Cochrane.

Ces critiques sont très convaincantes et éclairantes. La politique de représentant est un monstre, qui est profondément incommode pour Cochrane. C'est difficile à croire, mais elle était encore pire dans sa forme préliminaire en 2014. J'ai commenté ce projet, et le pire passage était celui-ci :

Si vous vous exprimez sur la base de votre expérience et votre expertise personnelles, et que cela risque de contredire la base d'analyses de Cochrane, vous devez indiquer clairement que :

- Ce n'est pas la politique convenue de Cochrane.
- Vous vous exprimez à titre personnel.
- Vous n'acceptez pas que votre titre et/ou votre affiliation Cochrane soient utilisés pour vous décrire. Si cela n'est pas précisé au moment de l'expression de ces opinions, Cochrane le fera savoir dès que possible.

Les choses sont mélangées. La base d'analyses n'est pas une politique, c'est de la science. Et il serait très gênant d'être obligé de dire ou d'écrire à chaque fois, dans un débat universitaire, que vous parlez à titre personnel lorsque vous n'êtes pas d'accord à 100% avec une analyse Cochrane. Il se peut que vous ne sachiez même pas qu'une telle revue existe. Ce n'est pas ainsi que fonctionne le monde universitaire, et nous devrions éviter de nous ridiculiser aux yeux du public.

Exiger que nous cachions notre affiliation est à la fois absurde et malhonnête. Les gens, y compris ceux qui organisent les débats, les journalistes et autres, utiliseront toujours nos titres et nos affiliations.

Il est totalement exagéré de menacer les gens que s'ils n'ont pas été clairs, Cochrane s'assurera que vous serez publiquement punis et humiliés ou excommuniés de l'église Cochrane.

### **L'éloge de l'avocat à l'égard de ceux qui l'ont payé**

La journaliste danoise Bente Bundgaard m'a interviewé à Édimbourg pour ses articles dans le *Journal de l'Association médicale danoise (Ugeskrift for Læger)* et a lu le [rapport de l'avocat](#) sur mon site web. Elle l'a trouvé "amusant". Moi aussi. Il contient des perles inestimables de déni. Il est

évident que si vous payez un cabinet d'avocats pour rédiger un rapport sur des problèmes que vous avez avec une autre personne, il est peu probable que le cabinet d'avocats critique la personne qui paie la facture, Mark Wilson, ou son caniche, Martin Burton.

Koster a dû apprécier le rapport. L'avocat a trouvé la réponse de Wilson "sincère et raisonnable" ; "il a été entièrement professionnel dans son approche de Peter en ce qui concerne l'historique des problèmes", "Wilson a agi correctement" (même dans des situations qui impliquaient de graves intimidations et des mensonges) ; "L'avocat a été impressionné par le professionnalisme, l'intégrité et le dévouement des deux hommes à Cochrane" (Bien sûr. Wilson et Burton ne montreront pas leurs pires côtés lorsqu'ils sont interviewés par un avocat). Au cours du simulacre de procès, Koster a déclaré que le dossier de 330 pages que Burton a remis à l'avocat était de bonne foi ; qu'il était totalement impartial ; et que l'avocat, sur la base de documents, de déclarations et d'entretiens, n'a accordé aucun crédit à aucune des accusations que j'avais soulevées sur les manigances de Burton et le fait qu'il ait trafiqué des preuves.

L'avocat s'est totalement opposé à mon accusation selon laquelle quelqu'un aurait falsifié les procès-verbaux. Avec un prodigieux euphémisme britannique, il a jugé cela "intéressant", lorsque j'ai documenté dans [mon rapport à l'avocat](#) que cela s'était produit, à plusieurs reprises.

Plusieurs membres du conseil d'administration m'ont dit qu'ils trouvaient que le problème était qu'il était souvent impossible de savoir qui, dans le triumvirat - le directeur général et les deux coprésidents - était à l'origine des idées, des orientations et de la falsification des procès-verbaux et autres preuves. Aujourd'hui, je dirais que cela n'a pas d'importance, car Wilson était derrière tout. Les coprésidents n'ont rien fait d'important de manière indépendante sans la bénédiction préalable de Wilson, et ils ont agi sur ses ordres.

J'ai longuement documenté dans mon rapport à l'avocat que le document de synthèse de Burton n'était ni impartial ni fiable, mais dans les simulacres de procès, de telles brouilles ne comptent pas.

Koster a affirmé qu'il n'y avait aucune preuve à l'appui de mes accusations de chasse aux sorcières ou de comportement d'intimidation de la part de Wilson et que l'avocat avait estimé que Wilson s'était comporté de manière appropriée, tant en mars qu'en avril 2018. Koster n'a eu aucun problème à passer sous silence le fait que l'avocat a ignoré l'attitude d'intimidation de Wilson, lorsqu'il m'a traité de menteur, comme étant un "incident isolé".

Koster a déclaré que j'avais eu tort de soulever cette question lors de la réunion du conseil et que les accusations étaient sérieuses. Ce n'est pas moi, mais Meerpohl qui a évoqué l'attitude d'intimidation de Wilson, car il a lui aussi été victime d'intimidation. Et il ne s'agissait pas d'une "accusation", vu que cela s'est produit devant quatre témoins.

Plus absurde encore, Marshall a demandé si mes prétendues accusations contre Wilson constitueraient une violation du code de conduite des administrateurs. Si nous adoptions son raisonnement, personne ne pourrait jamais critiquer ce que fait le directeur général. Le conseil d'administration serait mort (ce qui, en fait, était déjà le cas).

L'avocat a "totalement rejeté" mes exemples documentés de gestion par la peur de Wilson, et Koster a ajouté que les administrateurs sont censés s'assurer qu'il y a un bon environnement de travail pour les dirigeants. Cette question a été soulevée à plusieurs reprises, en particulier par Marshall. Personne n'a dit qu'il était aussi de la responsabilité du conseil d'administration d'empêcher Wilson d'intimider et de harceler les gens.

De nombreux scandales et faillites dans le monde des affaires se sont produits lorsque le directeur général est devenu si puissant que le conseil d'administration n'a pas assumé sa responsabilité de surveillance par peur des intimidations, ce qui signifie qu'il n'a pas osé poser des questions gênantes. De nombreux directeurs de centre et d'autres hauts dirigeants m'ont fait part

de leurs préoccupations concernant la gestion par la peur de Wilson, mais ils n'osaient pas en parler par crainte de représailles.

Hammerstein a critiqué l'avocat pour ses jugements de valeur. Burton a également parlé d'éminence, mais d'une manière différente : "C'est un faux argument que d'en appeler à la liberté d'expression... parce qu'il y a un monde dans lequel Peter vit où... il peut dire ou faire ou imprimer ce qu'il veut... mais en tant qu'administrateur de Cochrane, en tant que membre de Cochrane, en tant que directeur d'un centre très éminent, on ne le peut pas."

Ainsi, dans le monde de Burton, les chercheurs éminents jouissant d'un statut élevé ne devraient pas avoir la liberté de parole. C'est ignorer que les chercheurs éminents sont devenus éminents parce qu'ils se sont exprimés et ont eu la liberté scientifique de poursuivre leurs idées "controversées". L'opinion de Burton porte atteinte aux organisations scientifiques, c'est pourquoi j'ai lutté contre lui avec tant d'acharnement jusqu'à être mis dehors de Cochrane. Mais on peut aussi se demander qui voudrait être membre d'une telle organisation ?

Après l'éloge inconditionnel du Leader Suprême par Koster sur la base du rapport de l'avocat, Santesso a déclaré au conseil qu'il y avait beaucoup de choses que l'avocat ne savait pas, par exemple le comportement de Wilson, la façon dont il contrôlait les choses, et les plaintes à son sujet de la part des centres Cochrane. Pourtant, a-t-elle dit, les conclusions de l'avocat étaient que Wilson a agi de la meilleure façon possible, même si d'autres sources indiquaient le contraire. Elle s'est également demandée comment l'avocat pouvait porter un jugement éclairé dans cette enquête alors que les informations qui lui ont été fournies étaient incomplètes et biaisées.

Quand Santesso a demandé comment ces autres informations devrait être intégrées à la discussion, Koster a dit : "Concentrons-nous sur ce rapport et les faits présentés." Les faits ? Tout a été soigneusement mis en scène et manipulé par Wilson et Burton, et les faits gênants les concernant, que j'avais documentés dans mon rapport, ont été ignorés.

Santesso a déclaré qu'il y avait des problèmes plus importants que de discuter des lettres et qu'il serait malvenu de se concentrer sur cela alors qu'il y avait de gros problèmes en suspens. Koster s'en est tenu à sa stratégie habituelle en disant que les problèmes plus importants seraient discutés plus tard, ce qui, bien sûr, n'arrivait jamais.

Mais Santesso a persisté. Elle ne comprenait pas que l'on me reproche de ne pas avoir respecté les accords (ce que j'avais fait, mais l'avocat les avait mal compris), alors que la moitié des centres ne les respectaient pas. Elle se demandait donc pourquoi le conseil avait tiré une conclusion à mon sujet et non au sujet des autres.

Koster ne répond pas mais l'interrompt, une autre de ses stratégies. Lorsque Santesso a insisté, Koster l'a de nouveau interrompue : "Je pense que nous devons nous concentrer sur le comportement spécifique de Peter." Bien sûr. J'ai fait ce que tous les autres ont fait ou voudraient faire s'ils osaient défier le Leader Suprême, donc je devrais disparaître. Une logique élémentaire pour les chasseurs de sorcières.

Tracey Howe a adopté la tactique des coprésidents : "Je pense que nous devons être très précis sur la documentation dont nous disposons. Tout le reste n'est que oui-dire." Bien sûr. Ce qui n'avait pas été soigneusement tramé par Wilson et Burton - même s'il s'agissait de faits - était du oui-dire et n'était pas pertinent.

Meerpohl l'a interrogée un peu plus tard : "C'est un peu comme regarder des essais publiés et ignorer des essais non publiés ... en tant que membres du conseil d'administration, notre responsabilité va au-delà de juger ce qui nous est présenté."

Très rarement, un membre amical du conseil tentait de distraire ces dames misanthropes de leur chasse aux sorcières, ce qu'elles semblaient apprécier. Faba a demandé aux gens de respecter la diversité (qui est l'un des principes fondamentaux de Cochrane) et a déclaré que les gens avaient

des façons différentes de penser et de se comporter et que le conseil devait donc être très tolérant et ouvert. Lorsque Hammerstein a soutenu le commentaire de Faba, Koster a ajouté de manière malveillante :

"Sans être des baby-sitters."

## **Ma critique des drogues psychiatriques a été la principale raison de mon expulsion**

La principale raison de mon expulsion était ma critique des médicaments psychiatriques. J'ai mené des recherches intensives dans ce domaine depuis 2007, j'ai eu sept doctorants et j'ai publié de nombreux articles scientifiques et deux livres<sup>39,40</sup> sur la psychiatrie. Ma conclusion générale, fermement basée sur les preuves et qui concorde avec ce que pense le grand public - à savoir que les médicaments psychiatriques font beaucoup plus de mal que de bien - n'a pas été appréciée au siège de Cochrane.

Trois des 52 groupes de Cochrane sont des groupes de santé mentale, et même si l'on peut tolérer que l'on écorne d'une discipline médicale en la critiquant, on ne peut tolérer que l'on documente que l'ensemble de la spécialité fait plus de mal que de bien, comme me l'a dit Robert Whitaker, fondateur de [Mad in America](#), qui l'a également documenté.<sup>41</sup>

Lorsque des patients psychiatriques, très souvent contre l'avis de leurs médecins, se sèvent lentement, un par un, de leurs nombreux médicaments psychiatriques et découvrent qu'ils sont capables de mener une vie normale, ils se qualifient souvent de survivants de la psychiatrie. Dans aucune autre spécialité, les patients ne se rétablissent et n'éprouvent ensuite un tel sentiment à l'égard de leurs médecins. Si les patients survivent à une crise cardiaque, ils sont reconnaissants envers leur cardiologue. En psychiatrie, c'est le contraire. C'est un défi de survivre aux effets néfastes des nombreuses pilules qui rendent la vie misérable.

Puisque les patients et les psychiatres critiques apprécient ce que je fais, Cochrane aurait dû l'apprécier également. Je suis membre du Critical Psychiatry Network basé au Royaume-Uni, qui compte principalement des psychiatres parmi ses membres ; j'ai remporté le prix annuel de l'*Association nationale des usagers de la psychiatrie* (LAP) au Danemark en 2014 ; j'ai cofondé le *Council for Evidence-based Psychiatry* à Londres en 2014 ; j'ai remporté un prix de la *Société internationale de psychologie et de psychiatrie éthiques* pour "mon honnêteté intellectuelle et ma bravoure dans la lutte contre le complexe biomédico-industriel" en 2014 ; j'ai été parmi les dix finalistes en 2015 pour le prix du "Danois de l'année", désigné par des patients psychiatriques ; je suis devenu protecteur du *Hearing Voices Network* au Danemark en 2016 ; et j'ai cofondé l'*Institut international pour le sevrage des médicaments psychiatriques* à Göteborg en 2017.

Lors de la réunion du conseil d'administration, Hammerstein a mentionné que l'utilisation de pilules contre la dépression chez les enfants au Danemark avait diminué de 40 % grâce à moi.<sup>42</sup> Je crois qu'il a raison.<sup>43</sup>

Le film documentaire, [Diagnosing Psychiatry](#), sur mon travail de réforme, sorti en 2017, est l'œuvre d'un cinéaste qui m'avait suivi pendant quatre ans autour du globe. J'ai contribué à de nombreux autres documentaires et en tant que témoin expert dans des procès sur les méfaits des médicaments psychiatriques.

---

<sup>39</sup> Gøtzsche PC. [Deadly psychiatry and organised denial](#). Copenhagen : People's Press ; 2015.

<sup>40</sup> Gøtzsche PC. [Mental health survival kit and withdrawal from psychiatric drugs](#). Ann Arbor : L H Press ; 2022.

<sup>41</sup> Whitaker R. [Anatomy of an epidemic](#), 2nd edition. New York : Broadway Paperbacks ; 2015.

<sup>42</sup> Gøtzsche PC. [Usage of depression pills almost halved among children in Denmark](#). Mad in America 2018 ; 4 mai.

<sup>43</sup> Gøtzsche PC. [Mental health survival kit and withdrawal from psychiatric drugs](#). Ann Arbor : L H Press ; 2022.

## 2015 : Le débat sur Maudsley

En mai 2015, j'ai souligné dans un article du [BMJ](#), après le débat de Maudsley à Londres auquel j'ai contribué, que l'utilisation à long terme des médicaments psychiatriques fait plus de mal que de bien et qu'ils doivent être utilisés avec beaucoup de parcimonie. Par courtoisie, j'ai envoyé le communiqué de presse *du BMJ* quatre jours à l'avance à David Tovey, rédacteur en chef de Cochrane, et aux rédacteurs en chef des trois groupes Cochrane sur la santé mentale.

Ils ne m'ont pas rendu ma gentillesse. Tous les quatre ont uni leurs forces et ont publié dans le *BMJ* une lettre humiliante en réponse à mon article, où ils ont sérieusement sapé ma crédibilité scientifique. Il ne s'agissait pas d'une contribution à un débat scientifique solide, mais plutôt de la défense de prés carrés et de l'usage excessif de médicaments dangereux.

Plusieurs rédacteurs en chef de groupes Cochrane m'ont dit qu'ils étaient consternés que ces quatre rédacteurs en chef, selon les mots de Schopenhauer, aient fait appel à "l'autorité plutôt qu'à la raison" pour dénigrer mes recherches, ce qui, selon eux, ne devrait pas se produire au sein de Cochrane. Je devais défendre ma réputation et, dans ma réponse publiée dans la version imprimée du *BMJ*, j'ai écrit que les journalistes et d'autres personnes avaient interprété le dénigrement de mes recherches par les rédacteurs de Cochrane comme une tentative à peine déguisée de protéger les intérêts de la guilde de psychiatrie, et certains ont même soupçonné qu'ils essayaient également de protéger l'industrie pharmaceutique. Les rédacteurs de Cochrane ont rendu un très mauvais service aux patients, mais [Wilson m'a obligé à publier des excuses](#) dans le *BMJ* et a menacé de fermer mon centre si je ne le faisais pas.

Tovey est médecin et son opinion sur mon travail était très différente de celle de Wilson. Il m'a écrit deux semaines après le débat du *BMJ* :

"Nous ne sommes pas aussi différents que vous le pensez. J'ai lu votre dernier livre du début à la fin [[Deadly Medicines and Organised Denial](#), qui comporte deux chapitres sur la psychiatrie] et je l'ai recommandé à de nombreuses personnes depuis. Je suis tout à fait convaincu que les avantages des médicaments psychotropes ont été systématiquement surestimés et les inconvénients sous-estimés ... Il me semble que la nature du débat et la brièveté de l'article ne vous ont pas donné l'occasion d'exposer vos arguments avec suffisamment de force. J'espère que nous aurons l'occasion de discuter de cette question d'une manière amicale et mutuellement respectueuse lors de notre rencontre."

Il y a une bonne raison pour laquelle il n'y a pas grand-chose dans les [enregistrements Cochrane](#) qui révèle que j'ai été mis dehors de Cochrane principalement en raison de mes critiques constantes de la psychiatrie. Les 330 pages de mes prétendus méfaits, remontant jusqu'à 15 ans en arrière, que Burton a envoyées au conseil, contenaient beaucoup de choses sur la psychiatrie, mais l'avocat m'a exonéré et n'a trouvé aucune raison de me censurer.

## Notre critique de l'étude Cochrane sur le vaccin contre le papillomavirus a contribué à mon expulsion

C'est ma critique des médicaments psychiatriques qui a décidé Wilson en avril 2018 à me faire disparaître. Le 27 juillet 2018, 17 jours seulement avant le simulacre de procès, mon groupe de recherche, Lars Jørgensen, Tom Jefferson et moi-même, avons publié une critique<sup>44</sup> de la prestigieuse analyse Cochrane sur le vaccin contre le papillomavirus, sortie en mai 2018.<sup>45</sup> L'analyse

---

<sup>44</sup> Jørgensen L, Gøtzsche PC, Jefferson T. [The Cochrane HPV vaccine review was incomplete and ignored important evidence of bias Cochrane](#). *BMJ Evidence-Based Medicine* 2018 ; 27 July.

<sup>45</sup> Arbyn M, Xu L, Simoons C, Martin-Hirsch PP. [Prophylactic vaccination against human papillomaviruses to prevent cervical cancer and its precursors](#). *Cochrane Database Syst Rev* 2018 May 9;5(5):CD009069.

Cochrane a pris énormément de retard ; le protocole d'analyse avait été publié [sept ans plus tôt](#).

Fait remarquable, "HPV" apparaît 48 fois dans la transcription de la réunion du conseil. Il ne fait aucun doute que ma critique de l'analyse Cochrane sur le vaccin contre le papillomavirus a joué un rôle important dans mon expulsion, et les affirmations officielles du conseil d'administration selon lesquelles cela n'a joué aucun rôle étaient mensongères. Même mes défenseurs m'ont lourdement reproché de ne pas avoir contacté l'équipe d'analyse Cochrane avant la publication de notre critique de la révision, mais c'était parce qu'ils n'avaient pas lu les documents du conseil.

Nous *avons bien averti* les personnes responsables de l'analyse Cochrane avant notre publication. Les documents du conseil d'administration comprenaient une lettre de Jefferson du 27 août dans laquelle il écrivait qu'il avait étudié l'analyse Cochrane, qu'il avait averti l'unité éditoriale de Cochrane à plusieurs reprises entre novembre 2016 et mars 2018, qu'il avait envoyé des données essentielles et qu'il avait expliqué que nous travaillions sur notre propre analyse systématique des vaccins contre le papillomavirus. Bien qu'il ait essayé d'aider les auteurs de Cochrane à éviter les biais dans leur revue, il n'a obtenu aucun retour. Il a également expliqué que lui et moi n'avions pas été prévenus que notre critique avait été publiée en ligne sous forme de préimpression.

J'ai expliqué, également [dans les documents du conseil](#), que notre article a été publié un vendredi et que j'ai expliqué au premier auteur de l'analyse Cochrane, Marc Arbyn, dès le lundi, pourquoi je n'avais pas pu les informer de notre article à venir :

"C'est mon premier jour de travail après les vacances. Il semble qu'une critique de votre analyse Cochrane que nous (trois chercheurs du Nordic Cochrane Centre) avons rédigée vient d'être publiée en prépublication ce week-end, je souhaite donc vous en informer immédiatement et joindre notre article.... Je mets en copie le directeur de la publication et le rédacteur en chef de Cochrane." Deux jours plus tard, j'ai écrit aux mêmes personnes, après avoir appris ce qui s'était passé :

"PS. Notre article a été prépublié le 27 juillet. Je ne savais même pas qu'il avait été accepté. Le journal a seulement écrit au premier auteur pour lui demander de regarder les épreuves. Il ne m'a pas envoyé de copie, car il savait que j'étais en vacances. J'aurais voulu vous informer plus tôt, mais cela n'a pas été possible. Le premier auteur est un étudiant en doctorat travaillant avec moi. Dorénavant, je veillerai à être toujours l'auteur correspondant de tous les articles que je publie avec de jeunes chercheurs, afin de toujours être au courant de ce qui se passe."

Le conseil d'administration avait le devoir de savoir cela, mais il ne l'a pas fait. En revanche, ils étaient au courant d'un [commentaire trompeur](#) que David Tovey, rédacteur en chef, et son adjointe, Karla Soares-Weiser, ont publié sur le site Web de Cochrane le 3 septembre : "Nous regrettons que les auteurs, qui sont tous membres et titulaires d'un mandat au sein de Cochrane, n'aient pas partagé leur analyse ou les conclusions et critiques contenues dans l'article du *BMJ Evidence-Based Medicine* avant sa publication."

Ils ont publié ce commentaire de mauvaise foi car Tovey savait que ce n'était pas ma faute si nous n'avions pas informé les auteurs de Cochrane et que j'avais eu l'intention de les informer à l'avance. La désinformation des rédacteurs de Cochrane a été diffusée à tout le monde dans Cochrane en utilisant des listes de courriels générales comme [centres@lists.cochrane.org](mailto:centres@lists.cochrane.org).

Le fait que le conseil d'administration n'ait pas fait son devoir a eu des effets dévastateurs pour moi. Même mes partisans au sein du conseil m'ont condamné, sans savoir que ce n'était pas ma faute si les auteurs de Cochrane n'avaient pas été contactés à l'avance : Clarkson : "Rien n'a été fait lors de sa publication. Ils ne l'ont pas fait, aucun des auteurs n'a contacté cette équipe d'analyse."

Meerpohl : "Ce qui me frustre totalement avec Peter, c'est que lorsqu'il a décidé de faire cela, la façon dont il s'est comporté ... est totalement inacceptable. Il aurait dû dire à ces personnes - et à

David - 'Je travaille sur ce dossier, j'ai pris la décision de le soumettre ailleurs pour quelque raison que ce soit' ... la façon dont Peter s'est comporté a fait basculer la situation pour moi."

Gartlehner : "Je ne défends pas le comportement de Peter, il est terrible. C'est un problème de comportement, il manque de la plus élémentaire courtoisie."

Santesso : "Je voulais juste être d'accord avec Gerald ... malheureusement le comportement de Peter pose des problèmes et je suis totalement d'accord."

Cullum : "Ne rien faire n'est pas une option. Et ce comportement ne changera jamais."

Howe : "Je pense que cela a non seulement sapé ... l'équipe d'auteurs mais aussi le groupe d'analyse et l'ensemble des procédures Cochrane ... c'est une attaque contre l'organisation vraiment."

Marshall : "Une des choses qui m'afflige vraiment... ça n'est pas passé par Cochrane d'abord... des gens qui se sont démenés pour que leur étude soit publiée... Je m'inquiète de ce que les femmes pensent et pour leur santé, tous ces gens notre organisme est là pour eux. Et je veux leur donner les meilleurs conseils, et se plaindre à l'extérieur de la maison n'aide pas vraiment. Je veux que nous soyons une organisation à laquelle les femmes peuvent faire confiance si elles veulent savoir ce qui est prouvé et ensuite faire leurs propres choix. Mais elles doivent pouvoir compter sur des informations fiables de la part de Cochrane."

Faba : "Je pense que toutes ces positions controversées entre la décision de Peter et d'autres pourraient être résolues par ... un travail d'équipe, et ensuite publiées .... Il est important que Cochrane, en tant qu'organisation ... fournissant des preuves fiables, ait 'une seule position' ... si nous montrons deux points différents, nous créons une confusion dans l'élaboration des politiques."

Marshall : "C'est la vie des gens."

Faba : "Ouais."

Lamb : "La bonne façon de gérer cela serait d'essayer de le faire en interne, et ensuite, s'il n'était toujours pas content et voulait faire appel au public, alors vous devriez démissionner du conseil d'administration."

Ces neuf membres du conseil d'administration avaient complètement tort. Nous *avons essayé* de collaborer mais nous n'avons pas été bien accueillis. Nous *avons prévenu* les gens, à plusieurs reprises, y compris verbalement, par exemple, j'ai prévenu Tovey lors d'une réunion dans la chambre d'hôtel de Koster à Séoul deux ans plus tôt. Nous avons respecté les femmes qui avaient besoin de savoir. Nous avons fourni une critique scientifique solide, ce qui n'a rien à voir avec les efforts déployés par les gens pour faire publier leur article ou avec ce que pensent les femmes.

Marshall voulait que Cochrane soit une organisation en laquelle les femmes peuvent avoir confiance, mais nous avons expliqué dans notre article que l'analyse Cochrane du vaccin contre le papillomavirus était influencé par des biais de déclaration et des biais liés à la conception de ces essais. Il ne s'agissait donc pas de "preuves fiables", ce qui fait partie de la devise de Cochrane.

Pourquoi Marshall trahirait-elle la confiance des millions de femmes désireuses de connaître toute l'étendue des inconvénients et des avantages des vaccins contre le papillomavirus afin d'éviter un peu d'embarras à des auteurs qui n'ont pas effectué une analyse rigoureuse ? L'examen ne répondait pas aux normes des examens Cochrane ni aux besoins de ceux qui consultent Cochrane pour prendre des "décisions éclairées", ce qui fait également partie de la devise de Cochrane. Et si les désaccords scientifiques sont censurés, les gens seront encore moins bien informés.

Nous avons publié une critique encore plus forte de l'analyse Cochrane quatre jours après mon

expulsion.<sup>46</sup> Nous avons démontré que des effets néfastes importants des vaccins manquaient, alors qu'ils figuraient dans les publications que les auteurs avaient évaluées. Il était très difficile de comparer les essais que les auteurs de la Cochrane avaient inclus avec les nôtres car les critères de sélection des essais étaient très différents. Contrairement à l'analyse Cochrane, nous avons utilisé les rapports d'études cliniques que nous avons obtenus de l'Agence européenne des médicaments, qui sont beaucoup plus fiables que les rapports d'essais publiés. Nous avons constaté que l'analyse Cochrane sur le papillomavirus aurait dû inclure au moins 35% de femmes en plus.

L'étude Cochrane n'a pas trouvé d'augmentation des atteintes neurologiques graves. Nous bien, et nous l'avons publié dans la thèse de doctorat de Jørgensens, puis dans un [journal médical](#).<sup>47</sup>

Il n'y a pas de règles Cochrane exigeant que nous adressions d'abord nos critiques en interne et que nous les publions dans le cadre d'une analyse Cochrane, avant de nous adresser à l'extérieur. Les personnes qui prétendent que c'est le cas ont défini Cochrane comme un club, et non comme une organisation scientifique. En outre, les procédures Cochrane d'investigation des plaintes internes fonctionnent rarement. Il a fallu 19 mois à une équipe de recherche de Pampelune pour que sa critique d'une analyse Cochrane sur le méthylphénidate pour le TDAH soit publiée dans le cadre de l'analyse. Mon groupe de recherche a également critiqué l'analyse. Deux semaines plus tard, l'analyse a été retirée à cause de sa très mauvaise qualité.<sup>48</sup> L'un des critiques a demandé au rédacteur en chef et au rédacteur de l'analyse qui avait retiré l'étude de publier un communiqué de presse, ce qu'ils ont refusé. Comme une entreprise pharmaceutique, Cochrane ne publie que des messages positifs. C'est ce que Wilson appelle le "branding" et les "preuves de confiance".

Parfois, une critique pertinente d'une analyse Cochrane n'est jamais publiée dans le cadre de l'analyse Cochrane, bien que cela soit obligatoire. J'en ai fait l'expérience à plusieurs reprises.

Étant donné que Cochrane a pour objectif d'aider les gens à prendre des décisions en connaissance de cause, les critiques des analyses Cochrane devraient être applaudies et publiées rapidement, et non réprimandées ou ignorées. Cochrane a même un prix annuel pour cela : "Cochrane accorde de l'importance à la critique constructive de son travail et le reconnaît publiquement par le biais du prix Bill Silverman ... dans le but d'aider à améliorer son travail, et donc d'atteindre son objectif d'aider les gens à prendre des décisions bien informées sur les soins de santé."

La politique de représentant de Cochrane encourage également la critique des analyses Cochrane : "De nombreux contributeurs Cochrane sont des experts dans leur domaine et ont tout à fait le droit de discuter de leur travail et d'exprimer leurs opinions personnelles - cela peut inclure l'expression d'opinions sur les politiques et les analyses Cochrane ... Les contributeurs Cochrane peuvent parfois être invités à commenter les analyses publiées ou souhaiter le faire. Ce faisant, ils peuvent parler librement, y compris en exprimant des opinions critiques. Ceci est conforme à la tradition bien établie de Cochrane en matière de débat académique et scientifique."

C'était hypocrite. J'ai fait ce que la politique encourageait, mais cela a conduit à mon expulsion. Nous sommes des experts des vaccins contre le papillomavirus, que nous avons étudiés plus en détail que quiconque, et nous avons donc le devoir éthique de mettre en évidence les failles de l'analyse Cochrane.

Dans notre critique publiée [le 27 juillet](#), nous avons noté que "la plupart des 14 auteurs de la

---

<sup>46</sup> Jørgensen L, Gøtzsche PC, Jefferson T. [The Cochrane HPV vaccine review was incomplete and ignored important evidence of bias: Response to the Cochrane editors](#). 2018 ; 17 September.

<sup>47</sup> Jørgensen L, Gøtzsche PC, Jefferson T. [Benefits and harms of the human papillomavirus \(HPV\) vaccines : systematic review with meta-analyses of trial data from clinical study reports](#). Syst Rev 2020;9:43.

<sup>48</sup> Boesen K, Saiz LC, Erviti J, Storebø OJ, Gluud C, Gøtzsche PC, Jørgensen KJ. [The Cochrane Collaboration withdraws a review on methylphenidate for adults with attention deficit hyperactivity disorder](#). Evid Based Med 2017;22:143-7.

Cochrane, sur le premier protocole publié pour l'analyse Cochrane, avaient des conflits d'intérêts majeurs vis-à-vis des fabricants de vaccins contre le papillomavirus". Les rédacteurs de Cochrane avaient fermé les yeux sur le fait que bien plus que 49% des auteurs -comme c'est autorisé - avaient des conflits d'intérêts majeurs vis-à-vis des fabricants de vaccins contre le papillomavirus. Beaucoup d'entre eux ont été retirés après que des personnes extérieures aient protesté.

Lorsque nous avons publié [notre deuxième article](#) le 17 septembre, nous avons constaté que l'auteur principal de l'étude Cochrane, Marc Arbyn, avait avec les fabricants de vaccins plusieurs liens financiers non déclarés. Comme cela n'était pas autorisé par les règles de Cochrane, nous nous sommes plaints. Notre critique a été renvoyée aux arbitres du financement de la Cochrane, ce qui a donné lieu à un commentaire amusant d'un journaliste du *BMJ* : "La demande d'arbitrage peut ne pas être considérée comme la réponse parfaite, vu que la déclaration d'intérêts initiale de l'analyse du papillomavirus indiquait que ses auteurs avaient été approuvés par le même comité, 'sur la base des directives strictes de Cochrane en matière de conflits d'intérêts'."<sup>49</sup>

Les arbitres du financement ont conclu qu'Arbyn n'avait pas enfreint la politique en ne déclarant pas sa participation à deux organisations financées en tout ou en partie par des fabricants de vaccins et de tests pour le papillomavirus, car il n'en avait pas tiré de bénéfice financier personnel et parce que le soutien était fourni à travers des institutions.<sup>50</sup> Tom Jefferson, de notre équipe de recherche, a déclaré au journaliste que "l'argent vient des sponsors, même s'il est acheminé par le Pôle Nord [le Père Noël] et Mère Teresa de Calcutta."

Faba a mal compris la nature de Cochrane. Il ne s'agit pas d'une organisation chargée de définir des politiques et, dans le domaine scientifique, les réponses sont rarement claires et exhaustives, d'où l'importance du libre débat. De plus, Cochrane ne vise pas à avoir une position unique sur les interventions thérapeutiques ; Cochrane ne devrait pas avoir de position mais simplement transmettre les faits. Mon équipe de recherche n'a pas de position sur les vaccins contre le papillomavirus, et nous n'avons jamais donné cette impression.

Faba a suggéré que nos différences pourraient être résolues par un travail d'équipe et une publication commune, mais ce n'était pas réaliste. L'équipe Cochrane qui a rédigé l'examen du vaccin contre le papillomavirus ne nous a même pas répondu. En outre, la science se développe mieux lorsque des groupes indépendants examinent la même question. Sinon, nous tombons tous dans le piège du biais cognitif.

Le commentaire de Lamb signifie que si un groupe d'analyse refuse de publier les critiques pertinentes d'un membre du conseil d'administration à l'égard d'une analyse Cochrane, et que ce membre se tourne vers le public pour le bien des patients, ce membre devra démissionner du conseil d'administration.

Gartlehner a estimé que Tovey avait écrit une très bonne [réfutation](#) de nos critiques "et si la moitié des études citées étaient en fait des doublons, qu'en est-il pour les autres travaux de Peter. Qu'est-ce que cela signifie pour ses livres ? Donc, je pense que la question de la réputation est probablement plus importante pour Peter que pour Cochrane".

Gartlehner s'est trompé. Dans [notre réponse](#) à la "réfutation" publiée par des membres éminents de Cochrane, le rédacteur en chef, David Tovey, et son adjointe, Karla Soares-Weiser, nous avons formulé une critique encore plus forte de l'examen du vaccin contre le papillomavirus.<sup>51</sup>

---

<sup>49</sup> Hawkes N. [Cochrane examines whether lead author of HPV review had undeclared conflicts of interest](#). *BMJ* 2018;363;k4163.

<sup>50</sup> Hawkes N. [Lead author of Cochrane HPV review did not breach conflicts policy, find arbiters](#). *BMJ* 2018;363:k4352.

<sup>51</sup> Jørgensen L, Gøtzsche PC, Jefferson T. [The Cochrane HPV vaccine review was incomplete and ignored important evidence of bias: Response to the Cochrane editors](#). 2018 ; 17 September.

Pourquoi Gartlehner a-t-il fait cette remarque farfelue ? Il savait que je ne suis pas du genre à faire de telles erreurs dans mes recherches. Et même si je n'étais pas impliqué dans la collecte et l'extraction des données, il savait que je choisis soigneusement les personnes avec lesquelles je travaille, ce qui rend improbables qu'il s'y trouve des erreurs importantes.

Tovey et Soares-Weiser se sont vus offrir la possibilité de répondre dans le même journal que celui où nous avons publié notre critique, le *BMJ Evidence-Based Medicine*. Ils n'ont pas accepté cette offre mais ont publié leur réponse sur le site web de Cochrane, où nous n'avons pas pu rejeter leurs arguments, car nous n'avions pas accès à ce site. C'est ainsi que fonctionne l'industrie pharmaceutique.

De nombreuses suggestions faites par les membres du conseil d'administration impliquent que des scientifiques ne peuvent pas être membres du conseil d'administration et que nous devrions donner la priorité à la protection de la réputation de Cochrane plutôt qu'à un débat public libre sur la science. C'est également ainsi que fonctionne l'industrie pharmaceutique. Ses employés sont tenus de protéger les ventes de médicaments et ne peuvent donc pas critiquer publiquement les recherches de l'entreprise.

Santesso a dit qu'elle n'émettait jamais de critiques en public, de peur d'être traitée comme moi. Elle s'est également demandée pourquoi mes actions semblaient toujours attirer l'attention du conseil d'administration alors que celles des autres ne l'étaient pas, même s'ils faisaient la même chose.

Certains sont plus égaux que d'autres à Cochrane. Pendant ma brève présence à la réunion du conseil le matin, j'ai essayé d'expliquer ce que signifiait le fait que Wilson et Tovey avaient récemment disculpé un de leurs propres employés pour avoir fait la même chose que moi. Tôt le matin, la veille de la réunion du conseil, j'ai demandé à Burton d'envoyer trois documents au conseil, dont deux étaient très importants pour ma défense. L'un était une [plainte de Jefferson](#) selon laquelle Toby Lasserson, un employé de Wilson and Tovey, avait peut-être enfreint la politique de représentant dans son éditorial Cochrane du 4 août sur la révision Cochrane du vaccin contre le papillomavirus. L'autre était [la réponse à Jefferson](#) par Wilson et Tovey du 3 septembre, qui exonérait Lasserson. J'ai expliqué à Burton que ces deux lettres étaient cruciales pour comprendre comment Wilson interprétait la politique de représentant.

Burton a répondu le même jour par une diversion absurde : "Nous avons toujours agi sur les conseils de nos avocats." Comme ma demande n'avait rien à voir avec des questions juridiques, il a utilisé la recette de Schopenhauer : "Faire appel à l'autorité plutôt qu'à la raison", ce qui est l'antithèse de Cochrane.

Burton a évité d'expliquer pourquoi il ne voulait pas inclure les deux lettres, qui étaient si importantes que j'en ai photocopié une page que j'avais l'intention de distribuer au conseil. Il n'y avait aucune raison valable pour qu'il refuse, par exemple, le rapport de l'avocat est arrivé 12 heures plus tard le même jour. Mais bien sûr, Burton n'a pas osé aller à l'encontre de Wilson. Ces deux documents savaient totalement l'idée que j'avais enfreint à un moment quelconque la politique de représentant de Wilson.

Les courriels des coprésidents qui ont précédé la réunion du conseil étaient d'une telle nature que je n'ai pas osé envoyer moi-même les deux lettres au conseil, également parce que l'une des deux accusations sans fondement qui me visaient était que je n'avais pas le droit d'envoyer les deux courriels que j'avais envoyés au conseil en avril lorsque Wilson avait menacé de fermer mon centre. Comme indiqué plus haut, c'était une situation sans issue. Que je les envoie ou non, j'étais condamné à perdre.

Je n'ai même pas été autorisé à distribuer les photocopies. Dès que j'ai commencé à expliquer de quoi il s'agissait et que Lasserson avait certainement émis des opinions personnelles dans son

éditorial, sans aucun avertissement, j'ai été interrompu par Koster : "Je ne pense pas que nous voulions en parler parce qu'elles ne faisaient pas partie des documents qui ont été remis à tout le monde." Encore un "Catch-22". La preuve de mon innocence avait été délibérément interdite ! Staline aurait été fier de Burton et l'aurait invité dans son cercle rapproché.

J'ai insisté et j'ai dit que Wilson et Tovey avaient fait valoir que de telles opinions ne représentaient pas la politique officielle de Cochrane, à moins qu'elle ne soit explicite dans le texte. C'est ce que j'avais toujours soutenu que la politique de représentant devrait être : Les opinions que vous exprimez sont les vôtres, sauf si vous dites explicitement qu'elles représentent la politique officielle de Cochrane. Mais dans la *Ferme des animaux*, certains cochons sont plus égaux que d'autres, surtout s'ils sont proches du leader des cochons, Napoléon, un nom approprié pour les créatures qui aspirent au pouvoir absolu.

Koster m'a encore interrompu, avec plusieurs remarques mensongères. Schopenhauer appelait cela "Revendiquer la victoire malgré la défaite", ce qu'il considérait comme une ruse impudente. Koster a prétendu que j'avais dit que j'avais soumis cette information à l'avocat, et qu'elle pensait que tout le monde l'avait lue et avait compris quelle était ma position.

Tout d'abord, je n'avais pas soumis ces informations à l'avocat et je n'aurais pas pu le faire, car le [document très révélateur](#) de Wilson et Tovey n'est devenu disponible que quatre jours après la date limite de soumission de mon rapport. Comme ils ont répondu à une simple question posée un mois auparavant par Jefferson, le retard m'a semblé délibéré, pour s'assurer que je ne puisse pas faire de leur document une partie de ma défense.

Deuxièmement, même si j'avais soumis ces informations, les membres du conseil n'auraient pas eu le temps de les lire.

Troisièmement, ils n'avaient pas compris ma position, ou ne voulaient pas la comprendre, car ils ont répété à plusieurs reprises pendant la réunion que j'avais enfreint la politique de représentant, ce qui n'était pas vrai.

Pendant les discussions sur l'affaire du vaccin contre le papillomavirus lors de la réunion secrète du conseil d'administration, Hammerstein était le seul membre raisonnable du conseil. Il n'a pas accepté l'idée que j'avais eu un horrible comportement en n'informant pas les auteurs de Cochrane de notre critique à venir. Il a également été le seul à noter qu'il y avait des conflits d'intérêts liés à l'analyse du papillomavirus, que cette analyse était problématique et que notre critique de cette analyse était cruciale pour mon expulsion :

"Tout cela est très déprimant... ce que les gens verront, c'est que la critique du papillomavirus sera la goutte d'eau qui fera déborder le vase. D'après ce que j'ai entendu, des personnes très prestigieuses ... dont certains des fondateurs de Cochrane vont demander une rétractation de la critique du papillomavirus, et le premier signataire de la critique a caché son conflit d'intérêts d'avoir reçu ... de l'argent de GlaxoSmithKline [qui vend un vaccin contre le papillomavirus] .... Je ne sais pas quel type d'argent il recevait, s'il s'agit d'argent "direct" sur les vaccins... Je pense que l'exclusion de [Peter] de Cochrane est une chose à laquelle il est préparé et qui aura un coût important et, malheureusement, il y a tout un tas d'autres problèmes, qui n'ont rien à voir avec Peter, que j'ai découvertes, qui sont en quelque sorte cachées sous le tapis ... Cochrane n'adhère pas à beaucoup de ses principes de base de transparence et de conflits d'intérêts et des choses comme ça ... les gens ne pensent pas aux arbres, ils pensent à la forêt et je pense que nous devons y songer."

Burton a essayé d'avoir le beurre et l'argent du beurre : "Nous n'allons pas discuter spécifiquement de la recherche scientifique", mais il a ensuite affirmé que des membres éminents de Cochrane avaient réfuté notre article et que notre critique n'était pas correcte. Il a ajouté qu'il y

avait "un certain degré d'hyperbole, d'exagération", que "c'était immodéré. L'existence de l'article est déjà assez mauvaise, mais il est aussi immodéré".

Burton a déformé les faits. Notre critique était appropriée et pertinente.

Hammerstein : "Nous parlons d'un grand débat mondial sur le vaccin contre le papillomavirus ... cela accroît la réputation de Cochrane qu'il y ait différentes opinions .... L'éditorial publié par Cochrane dit : "Nous espérons que cette analyse sera utilisée pour appuyer les politiques ou les prises de décision individuelles sur la vaccination contre le papillomavirus Elle s'appuie sur les meilleures preuves actuelles, en pesant les faits plutôt que les opinions" ... Il n'y avait aucun avertissement qu'il s'agissait d'une opinion personnelle. Très peu d'éditoriaux appellent aussi clairement les gens à utiliser un certain traitement ... Il y a donc eu une énorme opération de marketing pour le vaccin contre le papillomavirus ... et puis il y a les questions scientifiques, dont nous n'allons pas parler, vous savez - qu'il n'y a pas eu de comparaison avec le placebo, et les effets secondaires ... Vous êtes confronté à quelque chose qui est un immense raz-de-marée, c'est dans tous les journaux télévisés quotidiens de toute l'Europe. Dire "eh bien, je vais le soumettre et nous verrons dans six mois, à l'intérieur de Cochrane", n'est peut-être pas réaliste pour des gens qui sont vraiment à la pointe sur ce sujet et qui l'étudient ... Les enquêteurs peuvent le ressentir mal ... mais la réalité est que c'est une goutte d'eau dans l'océan par rapport à ce qu'est la "Transposition des Connaissances" qui a été faite par Jo Anthony, au siège de Cochrane. Et je sais par certains membres de la Cochrane en Espagne que la transposition des connaissances a été faite de manière exagérée, sans aucun doute, sans aucune hésitation, et en utilisant des personnes comme experts externes qui ont des conflits d'intérêts avec GlaxoSmithKline. C'est inquiétant".

Burton : "Ça ne dit pas que les femmes doivent ou ne doivent pas prendre de vaccins."

Hammerstein : "Eh bien, mais la transposition des connaissances qui a été envoyée en Amérique du Sud était très, très claire pour le soutenir .... Cochrane a effectué une analyse qui a montré que c'est un excellent vaccin et que tout le monde devrait le prendre... Je l'ai entendu moi-même spontanément, en regardant le journal télévisé quotidien."

Clarkson : "Lorsque vous parlez de 'transposition des connaissances', parlez-vous de quelque chose qui a été publié par Cochrane pour traduire le message ?"

Hammerstein : "Oui, de ce qui a été envoyé en Amérique du Sud. Je parle des membres de Cochrane, qui m'ont contacté à ce sujet, j'ai dû m'en distancier parce que c'était absolument exagéré, ce n'était pas bien présenté par les personnes chargées de la transposition des connaissances."

Burton : "Alors, est-ce que c'était centralisé, au niveau de l'Unité Éditoriale Centrale, que se trouvaient les gens qui en étaient responsables ?"

Hammerstein : "Oui, c'était centralisé."

Hammerstein a de nouveau enfoncé le clou. Le processus interne de Cochrane qui visait à une critique scientifique pertinente ne fonctionnait pas ; Cochrane était devenu une machine de marketing ; et c'est l'industrie pharmaceutique qui en tirerait le plus grand profit.

Les relations publiques de Cochrane n'avaient aucune honte au point que c'en était embarrassant. L'annonce de l'analyse sur [cochrane.org](http://cochrane.org), sous la rubrique "News", comprenait un "tour de table des réactions d'experts extérieurs à cette analyse". Six experts étaient cités - tous du Royaume-Uni, bien que Cochrane soit une organisation internationale. Deux d'entre eux avaient des conflits d'intérêts financiers avec les fabricants de vaccins contre le papillomavirus. Un troisième était responsable des vaccinations au sein de Public Health England qui promeut les vaccins. Les experts ont souligné "l'analyse intensive et rigoureuse de Cochrane" et le fait que "le vaccin ne provoque aucun effet secondaire grave". Aucun des experts n'a critiqué l'analyse ou fait

montre de la moindre prudence.

Nous avons écrit dans notre article du 27 juillet que les personnes ayant des conflits d'intérêts avec les fabricants ne devraient pas être citées et que Richard Smith - ancien rédacteur en chef du *BMJ* - a décrit les revues médicales comme une extension de la branche marketing de l'industrie pharmaceutique.

Jo Anthony, le nouveau chef du Département de Transposition des Connaissances de Cochrane, avait souhaité que Juan Erviti, rédacteur au sein du groupe Cochrane sur l'hypertension, fasse la promotion des vaccins contre le papillomavirus en Colombie. En raison de ses impressionnantes réussites en Espagne, Wilson l'avait invité à se joindre au groupe de transposition des connaissances, ce qu'il a fait. Mais il ne comprenait pas pourquoi Cochrane trouvait son analyse des vaccins anti-papillomavirus si importante. Lors de la réunion des rédacteurs de Cochrane à Lisbonne en mars 2018, les rédacteurs étaient très opposés à ce que la Collaboration formule des recommandations, mais le siège de Cochrane n'en a pas tenu compte. Anthony a dit à Erviti que Cochrane avait créé beaucoup d'activité sur les médias sociaux au sujet de l'analyse du papillomavirus. Il s'est avéré qu'Erviti a été choisi pour un poste de rédacteur à temps partiel au siège de Cochrane parce que ses opinions n'étaient pas celles de Hammerstein et de moi-même sur ce que Cochrane devrait faire.

En 2016, la Collaboration Cochrane a reçu une subvention de 1,15 million de dollars de la part de la Fondation Bill et Melinda Gates. Bill Gates est connu pour être très favorable à l'industrie et aux brevets, et l'un de ses principaux projets semblait être de répandre l'usage des vaccins contre le papillomavirus dans le monde entier. L'[approche de Bill Gates a été critiquée](#) par Médecins sans frontières parce qu'elle se concentre sur l'introduction de nouveaux vaccins coûteux - au lieu de mettre davantage l'accent sur l'amélioration des services de santé et des vaccinations de base.

De nombreuses personnes m'ont dit qu'elles avaient perdu leur haute estime pour les analyses Cochrane à cause de l'examen du vaccin contre le papillomavirus et de la manière dont il a été commercialisé par le siège de Cochrane. Cela assimilait Cochrane à une société pharmaceutique. De nombreuses personnes ont également critiqué le don de Gates. Les réactions très hostiles à notre critique de la revue des vaccins contre le papillomavirus, y compris les lettres probablement orchestrées demandant mon retrait du conseil d'administration (voir page suivante), pourraient être liées à cela.

Plus tard, le conseil a discuté d'un article publié le 30 juillet dans le *BMJ*, auquel je n'ai pas participé, et qui critiquait Cochrane pour son manque de leadership dans le soutien à l'innovation et à la science libre d'accès en ce qui concerne les essais cliniques.<sup>52</sup> Les auteurs, parmi lesquels se trouvaient plusieurs rédacteurs de Cochrane et un ancien coprésident du comité de pilotage, ont encouragé Cochrane à mettre en place une politique permettant le libre partage des données et à l'expression des préoccupations afin qu'elles puissent être résolues. L'un des auteurs a donné pour adresse d'affiliation "Cochrane Incontinence", mais bien qu'il n'y ait fait d'avertissement indiquant qu'il s'agissait de ses opinions personnelles, le conseil d'administration ne lui en a pas fait le reproche. Il ne s'appelait pas Peter Gøtzsche, ce qui fait toute la différence.

L'avis général du conseil d'administration était que les personnes de Cochrane devaient formuler leurs critiques au sein de la "famille", et non publiquement.

Marshall : "Personnellement, je ne pense pas que nous devrions avoir ce genre d'embarras. Si des gens veulent nous dire que nous faisons quelque chose de mal, je les en prie, nous aimerions que nos amis et notre famille nous le disent."

Meerpohl lui prouva qu'elle avait tort : "La raison pour laquelle cela a été publié est que cela a été soulevé au moins deux ou trois fois lors des assemblées générales annuelles au cours des cinq

---

<sup>52</sup> Shokraneh F, Adams CE, Clarke M, et al. [Why Cochrane should prioritise sharing data](#). *BMJ* 2018;362:k3229.

dernières années. Le problème de l'accès libre aux données ouvertes et des organismes caritatifs ... quelles autres procédures peuvent être utilisées pour soulever un problème ? Et si rien ne se passe, que pouvez-vous faire d'autre que de le mettre sur la place publique ? ... si les choses avancent trop lentement pour les gens, ils sont frustrés et doivent trouver un moyen d'exprimer leur frustration ... c'est à nouveau blâmer le messager... nous avançons trop lentement à leurs yeux, et nous ne pouvons pas les blâmer pour cela."

Mon groupe de recherche souhaitait sortir rapidement sa critique de l'étude Cochrane sur le vaccin contre le papillomavirus afin d'en faire profiter le public, c'est pourquoi nous l'avons publiée dans une revue au délai de traitement rapide . Comme Meerpohl, j'ai vécu des retards de cinq ans à Cochrane. Il a fallu cinq ans, de 2001 à 2006, avec des procédures extrêmement lentes, avant que nous soyons autorisés à publier les méfaits du dépistage mammographique dans notre analyse Cochrane.<sup>53</sup>

Il m'a également fallu cinq ans, de 2001 à 2006, de nombreux courriels et de nombreuses demandes lors de réunions et auprès de comités, avant de réussir à faire disparaître les graphiques vides des analyses Cochrane, bien qu'il soit très peu professionnel de publier page après page des graphiques vides. Certaines personnes définissaient de nombreux paramètres dans leur protocole et construisaient des graphiques avant de savoir s'il y avait des données pour les remplir. La réponse curieuse que j'ai reçue lorsque je me suis plaint était qu'il était bon d'afficher ces graphiques, car ils indiquaient qu'il y avait un manque de données, et qu'il était bon de les avoir au cas où des essais futurs contiendraient ces données. Le pire, c'est que le programmeur en chef de Cochrane, qui travaillait pour moi à Copenhague, m'a dit très tôt qu'il serait facile d'empêcher les graphiques vides d'être vus et imprimés, avec une simple commande. Il a donc fallu cinq ans pour une simple commande. Cochrane n'a jamais été efficace, et c'est devenu bien pire avec l'énorme bureaucratie de Wilson.

### **Burton a probablement orchestré des lettres de plainte dans l'affaire du vaccin contre le papillomavirus**

Il était très suspect que [trois lettres remarquablement similaires](#), qui demandaient toutes mon expulsion du conseil d'administration parce que j'avais critiqué l'analyse Cochrane du vaccin contre le papillomavirus, aient été envoyées à Martin Burton entre le 2 et le 5 septembre, immédiatement après que j'aie soumis mon rapport au conseil le 30 août, dans lequel je documentais, entre autres, la mauvaise administration de Burton.

L'un d'entre eux provenait de la rédactrice Cochrane d'un groupe sur la santé mentale, Geraldine Macdonald, et deux autres provenaient des anciens coprésidents du conseil d'administration, Cindy Farquhar et Jonathan Craig. Tout cela était si suspect que le conseil d'administration a longuement discuté de la question de savoir s'ils avaient été orchestrés par Burton. Je n'ai aucun doute sur le fait que c'était le cas. C'est une infraction grave, comme lorsque la police plante des preuves sur une scène de crime. La discussion a été très révélatrice, et je vais donc la décrire en détail.

Santesso : "Ces lettres étaient-elles sollicitées ou volontaires ?"

Burton interrompt : "pour éviter tout doute, mais en partant du principe que les gens pourraient encore penser que je mène une sorte de ... Je n'ai sollicité aucune de ces lettres, et à ma connaissance, aucune de ces personnes n'a été de connivence entre elles, bien que je n'en sois pas certain. Elles n'avaient pas plus accès à l'information que n'importe qui d'autre... Donc, nous avons géré cela de manière tout à fait appropriée."

Santesso : "Alors, d'autres lettres ont-elles été sollicitées ?"

---

<sup>53</sup> Gøtzsche PC. [Mammography screening : truth, lies and controversy](#). London : Radcliffe Publishing ; 2012.

Burton : "Alors, alors, alors, alors, solliciter, ce serait suggérer que vos coprésidents ou d'autres membres devraient agir dans leur meilleur intérêt, se manifester et essayer d'encourager les gens à écrire. Nous n'avons pas fait cela. Mais nous avons spécifiquement dit aux gens, nous ne pouvons pas recommander ou, ou nous, nous refusons, en raison de notre position, de dire si vous devriez ou ne devriez pas écrire. Tout doit être entièrement entre vos mains. Si les gens nous le demandaient, c'est ce que nous répondrions."

Clarkson : "Tu penses, je ne comprends pas le, le langage corporel, tu veux dire..."

Burton : "Vous, vous, vous me dites quel comportement vous alléguiez ... le comportement que vous m'alléguer est tout à fait, tout à fait inconvenant, je vous dis ce que je pense donc, donc, s'il vous plaît dites-moi ce que vous pensez ?".

Santesso : "Je, je sais de source sûre, que tu as poussé quelqu'un à soumettre une lettre."

Burton : "Mais, mais ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai. Absolument pas vrai. Alors, alors, alors, alors..."

Santesso : "Je le sais de source sûre !"

Burton : "Donc, donc, OK, donc d'autres personnes ont dit qu'elles allaient, d'autres personnes ont effectivement soumis une lettre, il y a eu des lettres soumises, qui ont ensuite été retirées, parce que le [hésitation] ... c'est sérieux."

Santesso : "C'est sérieux, parce que nous savons que ces lettres sont arrivées, tu sais, hum..."

Burton interrompt : "Ces, ces lettres sont arrivées parce que ces personnes nous ont écrit spontanément. Il n'y a pas de, hum... Et si vous suggérez le contraire, je m'y oppose fermement."

Hammerstein : "Ils savaient qu'il y avait une procédure avec l'avocat, donc ce n'était pas... Je ne dis pas que tu..."

Marshall interrompt : "Non, personne ne sait..."

Burton : "Non, non ... à ce jour, Cindy savait parce qu'elle était une ancienne coprésidente. Mais à ce jour, pour autant que je sache, personne, et certainement pas Jonathan Craig et Macdonald, n'avait la moindre idée de ce qui se passait avec l'avocat, c'est une enquête confidentielle... Maintenant, puisque vous avez soulevé cette question, deux autres personnes ont écrit une lettre, et ont demandé que cette lettre, que cette lettre soit gardée confidentielle - l'avocat a dit qu'elle ne pouvait pas être gardée confidentielle et que nous devions l'envoyer à Peter. Cette lettre a donc été retirée. Et une autre personne a dit qu'elle écrirait une lettre et a discuté de l'écriture d'une lettre avec des formateurs et est arrivée à la conclusion qu'elle ne serait pas en mesure d'écrire une lettre. Il n'y a rien d'autre à dire en plus de cela."

Clarkson : "Nancy, je suis vraiment préoccupé par ce que tu dis."

Hammerstein : "Oui, ça m'inquiète."

Il semblait y avoir quelque chose de grave que Burton essayait de cacher. Son bégaiement habituel avait tendance à s'aggraver lorsqu'il était troublé, et trois des membres du conseil d'administration démissionnaires m'ont dit que son visage devenait rouge lorsque Santesso le provoquait. S'il n'y avait eu aucun problème, on aurait pu s'attendre à ce que cette discussion se termine en quelques minutes. Au lieu de cela, la discussion a duré une demi-heure, et déjà à ce stade, Burton s'est contredit. Il a dit que les auteurs des lettres n'avaient pas plus accès à l'information que n'importe qui d'autre, mais il a aussi dit que Farquhar était au courant parce qu'elle était ancienne coprésidente et elle avait envoyé une des lettres.

Koster : "J'ai été mise en copie de toute la correspondance, et il n'y a jamais eu de sugg..."

Santesso : "Tu n'as pas été mise en copie de cette correspondance !"

Howe : "Nancy, ce que tu suggères est une accusation extrêmement sérieuse."

Santesso "Oui, oui, mais je pense, tu sais, qu'ils n'ont pas été inclus. Je suppose que nous devons juste dire vraiment..."

Burton interrompt : "Ont-ils, ont-ils écrit une lettre ?"

Santesso : "Oui, et je l'ai récupérée aussi. Et il a été sollicité et s'est senti sollicité pour écrire cette lettre. Mais peut-être que si tu peux vraiment confirmer que ces autres lettres n'ont pas été sollicitées, alors je serais OK."

Burton l'interrompt : "Donc, donc, donc, il y a une lettre écrite, qui était marquée strictement confidentielle, c'était en fait imprimé sur le devant de la lettre."

Santesso : "Je ne pense pas connaître cette lettre."

Meerpohl : "Je pense que le problème est de solliciter quelqu'un."

Clarkson : "Donc la situation est que Martin a effectivement écrit à quelqu'un pour lui demander de soumettre une lettre de plainte et que tu en as la preuve ?"

Santesso : "Ouais, et juste solliciter et après..."

Burton interrompt : "Qu'est-ce que tu veux dire par solliciter ?"

Santesso : "Eh bien ..."

Clarkson : "Une fois qu'ils ont exprimé quelque chose ?"

Santesso : "Non, juste en fait avant qu'ils n'expriment quelque chose. Donc ..."

Burton l'interrompt : "Honnêtement, je n'ai aucun souvenir de tout cela. Je pensais que j'étais, je pensais honnêtement que je n'avais pas, que nous avions été très fair-play dans la gestion de tout cela. Je veux dire, j'ai copié..."

Koster l'interrompt : "Croyez-moi, il n'y a pas eu de plan orchestré pour solliciter des lettres. Des choses sont juste arrivées à nous et nous y avons répondu."

Cullum : "Je ne sais pas si cela peut vous aider, mais deux personnes, l'une qui a écrit une lettre et l'autre qui ne l'a pas fait mais qui y pensait, qui peuvent être ou non les mêmes personnes que celles dont vous parlez, mais je les soupçonne de l'être, étaient également en contact avec moi."

Clarkson : "Et moi !"

Cullum : "Oui, pour savoir s'ils devaient écrire une lettre et nulle part dans cette correspondance on n'a senti que cela venait de quelqu'un d'autre que cette personne."

Gartlehner : "Je suis toujours confus parce que c'est une question sérieuse, c'est, ce serait une violation complète de votre impartialité si vous adressiez ou demandiez aux gens de ..."

Burton l'interrompt : "Si, si, si quelqu'un me disait, vous savez, devrions-nous ou pourrions-nous ou pouvons-nous ..."

Gartlehner : "Oui, si quelqu'un vous a approché, c'est différent."

Burton : "Mais je ne suis jamais allé voir les gens pour leur donner des idées et leur dire : "Vous devriez écrire au conseil d'administration, vous devriez écrire au conseil d'administration à ce sujet", ou mettre la pression... Ce sont des professionnels qui peuvent décider eux-mêmes d'écrire ou non au conseil d'administration. Je trouve très gênant que vous disiez cela, je ne sais pas comment je peux me défendre d'une autre manière, parce que je ne vois pas quel est le problème".

Santesso : "C'est le, le, hum ... ça revient à la personne qui m'a dit qu'elle se sentait sous pression et sollicitée."

Hammerstein : "Waw !"

Burton : "Waw. Eh bien, je ne sais pas de qui il s'agit."

Il s'est alors passé quelque chose d'extraordinaire. Le conseil, qui est habituellement très bavard, avec de nombreuses interruptions et des gens qui parlent les uns au-dessus des autres, est resté silencieux pendant 15 bonnes secondes. Malgré l'opposition de Burton et Koster, Santesso n'a pas cédé mais a continué à dire qu'elle savait qu'une personne s'était sentie poussée et poursuivie pour écrire une lettre.

Cependant, les mécanismes psychologiques, la pression du groupe, surtout quand les dirigeants

sont contre vous, avaient commencé à l'influencer quand elle a dit à Burton : "Mais peut-être que si tu peux vraiment confirmer que ces autres lettres n'ont pas été sollicitées, alors je serais OK." Pourquoi accepterait-elle une telle confirmation au sujet d'autres lettres alors qu'elle connaissait un cas concret qui réfutait ce que Burton et Koster - qui n'était pas impliquée dans les lettres mais se contentait de répéter Burton - prétendaient ?

Gartlehner : "Ce que je trouve étrange, c'est que Cindy a écrit deux lettres similaires, abordant dans la deuxième lettre à nouveau la même question qu'elle avait déjà abordé dans la première."

Santesso : "Oui, mais il y a beaucoup de choses personnelles, vous savez ... nous avons l'ensemble de l'incident avec Cindy ... Peter est parti, donc je me demande juste si les lettres sont quelque chose que nous devrions utiliser comme 'information'."

Koster : "Mais je pense qu'à ce stade, tout le monde doit comprendre qu'il n'y avait aucune intention de solliciter des lettres pour faire pression sur les gens ou de faire quoi que ce soit à cet égard. Si quelqu'un l'a pris de cette façon, je ne sais pas pourquoi. Parce que la correspondance que j'ai vue, et peut-être que je n'étais pas en copie de chaque courriel, mais d'après ce que j'ai vu, c'était très impartial et on a dit aux gens de faire ce qui était le mieux selon eux."

Je ne savais pas que Farquhar avait envoyé deux lettres, car je n'en ai vu qu'une seule. Santesso a fait référence à la réunion du conseil d'administration au Cap en septembre 2017, au cours de laquelle j'ai suggéré de modifier notre politique afin qu'aucune personne ayant des conflits d'intérêts financiers ne soit autorisée à devenir auteur d'une analyse Cochrane évaluant le produit de cette entreprise (voir chapitre 6). Le conseil d'administration a été très positif envers ma proposition, mais Farquhar ne l'était pas. À un moment donné, j'ai quitté la pièce et suis allé aux toilettes pour me calmer un peu, car elle m'avait traité de manière très grossière lorsqu'elle a expliqué pourquoi je ne devais pas être impliqué dans ma propre proposition.

Il est étonnant que Koster ait continué à dire que les lettres n'étaient pas orchestrées, car elle n'en avait aucune connaissance directe. Si cela avait été un procès, une telle déclaration aurait été rejetée. Mais c'était Cochrane, et c'était un simulacre de procès. La farce continuait.

Burton : "Je veux dire, la chose à ce sujet qui est, je pense que c'est un peu, je pense que cela m'inquiète, c'est que c'est une accusation sur mon attitude, qui n'a de toute façon pas abouti à l'envoi d'une lettre, donc la seule raison de soulever cette question est de mettre en doute mon intégrité parce que..."

Santesso l'interrompt : "Mais le ..." (elle essaie de parler mais Burton parle plus fort et couvre sa voix).

Burton l'interrompt : "Parce que, parce qu'il n'y a pas d'autre raison pour laquelle vous auriez pu soulever cette question parce que de toute façon elle n'a pas donné lieu à une lettre - la seule raison de la soulever est de mettre en doute mon intégrité, je ne vois aucune raison de..."

Santesso interrompt : "Non, c'est à propos de ces lettres, soit tu aurais dû vraiment prêter attention aux lettres qui pourraient être de quelqu'un [bruit parasite] parce que Cindy et Peter ne s'entendaient pas, et si tu faisais attention à ..."

Burton l'interrompt, couvre la voix de Santesso et ne lui permet pas de finir ses phrases.

Burton : "Je, je, je, je, je vais me tourner vers ... Je le répète, je pense que nous devrions nous appuyer sur l'expertise que nous avons dans la salle ici et je vais me référer à Rae."

Lamb : "Puis-je simplement dire que quelle que soit la motivation qui se cache derrière les lettres, hum, et je sais que c'est le timing et toutes ces choses, aussi, mais je pense que nous avons le devoir en tant que conseil d'administration de les prendre pour argent comptant sur une question. Vous ne pouvez pas les rejeter sur la base de ce que nous pensons être la motivation. C'est comme si l'on disait que toute personne qui vient me voir pour se plaindre a une idée derrière la tête, et nous devons donc prendre en compte le contenu des lettres. Nous ne pouvons pas avoir

une discussion sur les motivations possibles et ce qui se cache derrière ces lettres, si quelqu'un a une idée derrière la tête ou quoi que ce soit d'autre qui viendrait contrecarrer le contenu même des lettres."

Burton n'a plus nié qu'il avait orchestré les lettres mais a attaqué Santesso, l'accusant d'en parler pour le discréditer, et il a essayé de détourner la discussion en faisant appel à l'"expertise", comme si cela pouvait le tirer d'affaire. Il n'y avait pas beaucoup d'"expertise" dans la réponse de Lamb. Il est très interpellant qu'elle ait soutenu que la façon dont les lettres ont été envoyées était sans importance. Les preuves fabriquées seraient rejetées dans un procès.

Étant désespéré, Burton a utilisé deux des tactiques de Schopenhauer en même temps : "Si vous êtes dans l'embarras, vous pouvez faire diversion - c'est-à-dire que vous pouvez soudainement commencer à parler d'autre chose, comme si cela avait un rapport avec le problème débattu et offrait un argument contre votre adversaire... c'est une manœuvre effrontée si cela n'a rien à voir avec l'affaire, et n'est introduit que pour attaquer votre adversaire" et "Faire appel à l'autorité plutôt qu'à la raison."

Santesso : "Mais la crédibilité et la fiabilité de la ..."

Marshall l'interrompt : "C'est comme accuser toutes les personnes qui se plaignent d'être tracassières, on ne peut pas faire ça, ce n'est pas bien."

Howe : "Je peux juste dire que vous avez posé la question à Martin. Il vous a répondu. Soit vous acceptez cela et vous passez à autre chose et nous acceptons tous la réponse de Martin, soit vous faites une question formelle et vous apportez des preuves."

Lamb : "Ou vous pouvez recontacter la personne qui a fait part de ces préoccupations. Je ne sais pas ce que vous avez dit à cette personne, mais si cette personne a un problème et soulève des accusations en termes de conduite, alors encore une fois, elle suit la voie hiérarchique et vient nous voir avec une plainte et ensuite Martin a une chance de se défendre. Mais nous ne pouvons pas nous contenter de vagues généralités."

Howe : "Je pense que nous devrions passer à autre chose et je suis heureux d'accepter à ce moment précis, la réponse de Martin et je pense que nous devrions ..."

Burton l'interrompt et parle pendant un très long moment, de manière confuse et incohérente :

"Alors, alors, alors, alors, alors, alors, alors, je vais vous dire ce que j'ai dit. Vous voyez, l'avocat voulait m'interroger, et je ne m'y attendais pas vraiment, mais il l'a fait et c'était à cause de toutes les questions soulevées par Peter et parfois, et j'aime bien, j'ai été honnête avec lui, donc le, il m'a questionné en particulier, ne m'en voulez pas - il y a une raison à cette histoire - il m'a questionné en particulier sur les événements lors du conseil d'administration à Genève et si je croyais qu'une lettre avait été discutée, une lettre signée par les coprésidents David et Peter [sic ; mais il n'y avait pas de coprésidents nommés David et Peter] l'obligeant à une certaine attitude et que nous avons été mis au courant de cette lettre, que nous en connaissions le contenu, que nous en avons discuté et que nous avons ensuite libéré Peter de ces obligations. J'ai dit, j'ai dit dans les documents que je n'ai aucun souvenir de ce qui s'est passé. Lorsque l'avocat m'a posé la question, j'ai dit, écoutez, vous savez, c'est ce que j'ai dit honnêtement, que je n'ai aucun souvenir de cette réunion ... mais vous commencez à douter de votre propre santé mentale et de votre propre mémoire et si je me trompe, alors j'ai dit que j'étais désolé, j'ai dit, je pense en fait qu'il y a des moyens de le vérifier parce qu'il y a beaucoup d'autres personnes à la réunion du conseil et si c'est un point pertinent et significatif de l'enquête, je suis sûr que vous le ferez, je suis sûr que vous le vérifierez. Et vous savez, pratiquement tous les autres étaient là.

J'ai toujours cru, en traitant ces questions, avoir essayé d'être aussi strictement équitable que possible. Je ne reconnais pas l'idée que j'ai poussé quelqu'un, je ne reconnais pas cela du tout. Si c'est la perception de quelqu'un, alors j'en suis absolument surpris et je le regrette beaucoup. Parce

qu'à ma connaissance et selon mes souvenirs, j'ai fait exprès, comme vous pouvez l'imaginer, de ne pas partir : "Si les gens disent que je pense à écrire une lettre, qu'en pensez-vous ? " Vous savez, je dirais que vous pouvez ou que vous ne pouvez pas, si vous en êtes convaincu, vous devriez écrire quelque chose, mais dans le cours normal des choses, j'ai des conversations, mais en même temps, j'ai eu le scrupule de dire que c'était aux gens d'en écrire une. Et quelqu'un n'en a clairement pas écrit une ici et c'était leur prérogative. Et si j'ai fait quelque chose de mal dans tout cela, alors je m'excuse, je ne reconnais pas cette description de ce qui s'est passé, mais je commence à douter de ma propre santé mentale ici.

Juste une dernière chose pour reconnaître quelque chose que Marguerite a dit plus tôt. Si je pouvais vous dire le nombre d'heures que cela a pris, le nombre d'heures d'énergie, à la fois personnelle et émotionnelle et tout le reste, à traiter avec Peter et à vérifier, à devoir vérifier chaque chose. Nous avons dépensé une fortune pour les avocats, je vous le dis maintenant, nous avons été en contact quotidien avec les avocats et en raison de la difficulté de traiter avec lui, mais ce n'est pas cela, mon personnel est censé organiser, ils ont organisé le symposium du 25e anniversaire, l'un des points forts de la vie et potentiellement de ma carrière. Et il a été complètement et totalement éclipsé par ces événements. Et comme Rae l'a dit, nous avons passé énormément de temps, trop de temps, trop de ressources, et rien de tout cela ne fait honneur aux contributions de 30 000 autres personnes, les personnes qui suivent les règles, et désolé, je ne vais pas en dire plus. En fait, je vais céder la présidence à Marguerite et nous devons finir de discuter de ce point."

C'est un moment crucial. Burton s'était déchaîné sur les problèmes liés aux lettres depuis un certain temps et était maintenant sur le point de craquer. Il change soudainement de sujet et parle d'une réunion à Genève, qui est une diversion totalement hors de propos, et donne les noms de deux coprésidents qui n'existent pas. Il a dit deux fois qu'il commençait à douter de sa propre santé mentale et a prétendu ne pas se souvenir des événements.

Un peu plus tôt, il a essayé de détourner la faute de lui-même vers Santesso. Maintenant, il essayait de me blâmer et de susciter la sympathie en disant combien d'heures je lui ai coûté, en jouant la carte de la "pitié" lorsqu'il a parlé de son symposium du 25e anniversaire. J'ai cherché ce type de comportement sur Google et j'ai découvert que certaines personnes utilisent cette astuce lorsqu'elles sont sur le point d'être démasquées. En comparaison, lorsque j'ai tenu mon symposium du 25e anniversaire un mois plus tard, Burton m'avait expulsé et je savais que j'allais probablement perdre mon emploi. Pauvre Burton. Vous avez commis une horrible injustice, et s'il s'était agi d'un procès, vous auriez commis un parjure, mais vous vouliez quand même que les gens aient pitié de vous.

Comme mon expulsion était ce que Wilson et Burton voulaient, Burton ne peut pas me reprocher que cela lui a coûté quelques heures de travail et une fortune en avocats, ce qui était une très mauvaise utilisation de l'argent de l'organisme.

Lamb a rejeté les révélations de Santesso sur Burton en disant qu'ils ne pouvaient pas traiter de vagues généralités. C'était immensément hypocrite. Santesso a dit qu'elle pouvait prouver les méfaits de Burton. Et moi, j'ai été expulsé sur la base de vagues généralités, de la "situation dans son ensemble" et de mon "mauvais comportement". Certains sont plus égaux que d'autres à Cochrane, et l'inégalité est grande, comme dans toutes les dictatures.

Gartlehner a sobrement soutenu que les lettres devaient être ignorées parce qu'elles n'étaient pas le résultat d'un processus formel et parce qu'elles se concentraient sur moi et laissaient Wilson en dehors du tableau. Meerpohl était d'accord, également parce que les lettres n'avaient pas été traitées par Tovey ou Wilson, qui auraient dû être la première instance pour traiter les différends

avant qu'ils ne soient transmis au conseil.

La première lettre de plainte est venue de Jo Morrison, le rédacteur qui a approuvé l'analyse Cochrane du vaccin contre le papillomavirus. Lorsque j'ai répondu à sa plainte, le 21 août, [j'ai écrit à Burton](#) :

"Vous dites que la plainte ... vous a été envoyée en tant que coprésidents du conseil d'administration et que vous avez donc l'intention de partager la lettre avec le conseil d'administration avant la prochaine réunion. Je pense que ce n'est pas la procédure correcte. Tout le monde peut envoyer une plainte au conseil d'administration. Cela ne signifie pas automatiquement que c'est le conseil d'administration qui doit la traiter. Le conseil d'administration s'occupe des questions stratégiques, pas des questions quotidiennes, comme c'est le cas ici. Selon l'organigramme de la structure de gouvernance de Cochrane, Morrison aurait dû soumettre la plainte au rédacteur en chef, David Tovey. J'adresse donc une copie de ce courriel à David, qui est la personne qui doit traiter cette plainte."

Bien sûr, je n'ai rien trouvé. Burton était obsédé par les procédures et les règles, mais faisait des exceptions à celles-ci lorsqu'elles ne produisaient pas le résultat prédestiné. Lorsque Jefferson s'est plaint de Lasserson, il l'a envoyé à Wilson et Tovey, et Burton a déclaré lors de la réunion du conseil d'administration que cela était approprié car ils étaient ses supérieurs hiérarchiques ! Mais pour moi, d'autres règles s'appliquaient. Je me sentais comme Boxer, le cheval de la *Ferme des animaux*, qui se tuait à la tâche parce qu'il avait tant fait pour les cochons qui ne faisaient pas de travail productif.

Wilson et Burton redéfinissaient sans cesse les règles à leur guise. Meerpohl a évoqué la discussion qu'il a eue avec moi en 2016, lorsque j'ai sollicité ses conseils, car je voulais publier un avertissement sur notre site Internet, afin que Wilson ne puisse plus me traquer (voir page 25). Wilson lui a reproché de m'avoir parlé, avec l'argument que Wilson était mon supérieur hiérarchique. Or, comme nous l'avons déjà noté, Wilson ne pouvait pas interdire à un directeur de centre de parler à un autre directeur de centre.

Burton a fait valoir que puisque les auteurs de la lettre s'étaient plaints de moi dans mon rôle d'administrateur, Wilson ne pouvait pas traiter avec eux. Cette remarque était également manifestement fautive. Morrison, le premier auteur de la lettre, n'a absolument rien écrit sur mon rôle d'administrateur. Il s'agissait d'une discussion sur la recherche scientifique, et elle a terminé sa lettre en disant : "Veuillez considérer ceci comme une plainte officielle et demander une réparation appropriée au nom des auteurs de la révision, du GNOC [son groupe d'analyse] et de l'équipe du CEU [l'équipe de Tovey]." Ainsi, Burton a non seulement enfreint les règles, mais il a également désinformé le conseil.

Meerpohl a souligné que l'un des autres auteurs de la lettre était "préoccupé par la conduite du directeur du Nordic Cochrane Centre". Encore une fois, ce n'était pas un problème pour le conseil d'administration, car j'avais agi en tant que scientifique et non en tant qu'administrateur.

Koster a répondu que les administrateurs devraient être tenus à une norme plus élevée, ce qui explique pourquoi ces lettres ont été envoyées aux coprésidents. Non seulement cette remarque n'avait pas de sens, mais elle était fautive. Comme Burton, Koster inventait souvent des excuses fallacieuses ou violait les règles lorsque quelqu'un la mettait au pied du mur. Elle a ensuite interrompu la réunion pour le déjeuner.

Il est extrêmement probable que toutes les lettres envoyées à Burton début septembre avaient été orchestrées par lui. Leur contenu était remarquablement similaire ; elles portaient toutes sur notre critique de l'étude Cochrane sur le vaccin contre le papillomavirus ; elles ont toutes été envoyées à peu près au même moment, plus d'un mois après la publication de notre critique le 27

juillet ; et elles ont toutes été envoyées au conseil d'administration et non au rédacteur en chef, ce qui aurait été la chose à faire. La probabilité que tout cela soit le fruit du hasard est minuscule. De plus, Santesso a dit à Burton : "Je sais de source sûre que vous avez poussé quelqu'un à envoyer une lettre."

Après la discussion sur ce sujet, la seule action décente pour le conseil d'administration aurait été d'abandonner leur "procédure" contre moi et de déclarer un vice annulant la procédure et les preuves parce qu'elles étaient viciées et dissimulées.

Mais les coprésidents ont continué. Malgré les délires de Burton, ils atteignaient leur objectif par l'épuisement et par la pression du groupe.

Pendant la pause déjeuner, Hammerstein m'a dit que Burton voulait m'expulser de Cochrane afin que je ne puisse plus être membre du conseil d'administration, et qu'il avait changé de tactique et ne se baserait plus sur la politique de représentant mais sur mon "comportement".

Meerpohl et Santesso m'ont dit que la situation était très incertaine. Le conseil a discuté des conséquences de mon expulsion : s'ils déclenchaient la guillotine, où roulerait la tête ? Les coprésidents cherchaient un paragraphe qu'ils pourraient utiliser, comme à l'époque médiévale.

Il y a eu deux conversations intéressantes en tête-à-tête lorsque la plupart des gens étaient hors de la salle du conseil pendant la pause déjeuner :

Burton : "Nous avons pris contact avec Peter [ce n'était pas moi], et nous avons pris contact avec Sophie Hill, et nous avons pris contacts avec Paul Garner. Mais, à part ces personnes, y avait-il quelqu'un d'autre ?"

Santesso : "Non, Paul ..." (ils se parlent par-dessus).

Burton : "J'ai tous les courriels ici."

Santesso : "Il y a eu une telle 'pression', et Paul était comme ... et j'étais là à ce moment ... donc c'est ce qui est sorti et j'étais comme ... devrions-nous vraiment ... ces questions, je ne sais pas vraiment, en général, les lettres."

Burton : "Alors, alors, alors, laisse-moi juste dire, je pense que la question ici, je pense que c'est une de ces situations où il vaut mieux l'expliquer ... il m'a téléphoné."

Santesso : "Mais c'était, tu sais..."

Burton : "Nous avons eu une conversation, et il était malade au lit."

Santesso : "Oui."

Burton : "Et c'est là qu'il a dit, je n'ai pas dit d'une manière ou d'une autre, et je ne lui ai pas écrit pour dire 'tu devrais le faire, tu devrais écrire'. Il m'a écrit la lettre, puis il m'a répondu et a dit 'j'étais malade quand j'ai écrit cette lettre' et peut-être que la manière charitable de penser à cela est qu'il était malade, et qu'il était confus ou qu'il avait l'impression d'être manipulé. Je ne savais même pas qu'il était au lit quand je lui ai parlé au téléphone, et j'étais en fait en train de l'appeler pour autre chose parce que, hum, oui, je l'appelais... quelque chose d'autre est arrivé... j'essayais juste de... hum... donc."

Santesso : "Je pense que Paul a dit qu'il l'avait entamée."

Burton : "Il a fait, il a fait, il a fait... il a dit, um..."

Santesso : "Et à la fin, il a juste dit 'c'est des jeux de cour de récréation. Et donc, tu sais, d'une certaine manière, c'est comme si nous avons déjà eu des conversations à ce sujet, je dois faire très attention au tableau, ceci et cela ...' et c'était une conversation bizarre parce que je ne pouvais pas dire grand-chose. Donc oui, ça m'a juste fait douter de ce qu'on va faire avec les lettres. Parce que c'est tellement, tellement ... c'est pourquoi j'étais, comme ... allons-nous utiliser ces lettres, ou ne devons-nous pas utiliser ces lettres ?"

Burton : "Je voulais juste essayer de te montrer."

Santesso : "Non ... non, tu n'as pas à me prouver quoi que ce soit."

Burton : "Je veux dire, je veux dire, OK. Mais j'étais juste vraiment peiné."

Santesso : "Mais c'est vrai j'étais trop ..." (rires).

Burton : "Je ne pense pas que nous serons nécessairement d'accord sur tout à la fin de la journée, mais nous pourrions être d'accord sur ceci... mais merci."

Santesso : "Mais je veux aussi souligner..."

Burton : "Je sais, je sais... donc, donc, donc ..."

Santesso : "C'est pour ça que je voulais en parler... Je me suis dit, tu sais, que vais-je faire ?"

Burton : "Ouais, tu sais, et le truc c'est que, et le truc c'est que, Paul a écrit, il a écrit la lettre et ensuite il a écrit en retour et a dit que qu'il était malade la semaine d'avant, et qu'il la retirait maintenant. Et nous avons juste dit très bien, c'est tout. Nous avons échangé des courriels et il a demandé à qui il devait écrire, et j'ai dit que s'il l'écrivait, il devait l'écrire au coprésident du conseil d'administration. Quand il l'a écrite, nous lui avons dit : "Je veux juste être clair, tu veux vraiment que cela soit... Nous le disons à tout le monde, nous avons écrit à toutes ces personnes en leur disant : 'Êtes-vous d'accord que cela doit, va aller au conseil ?'"

Santesso : "Ouais."

Burton : "Alors, pourquoi ne pas dire aux gens que nous réalisons qu'il y a eu un malentendu."

Santesso : "Ouais, ouais, il n'y a pas de mauvais sentiments parce que j'ai vraiment ... nous n'avons pas vraiment pu terminer le, tu sais, c'est pourquoi j'ai dit, je voulais juste m'assurer que c'était, si c'est à propos des lettres ... ça ne va pas être à propos de ..."

Burton : "La chose, la chose... la phase dans laquelle nous entrons maintenant, comme vous pouvez l'imaginer avec tout ce qui se passe, ... nous ne pouvons tout simplement pas avoir... nous avons contacté les avocats et nous avons dit quelle est la bonne chose à faire, quelle est la bonne chose à faire, et tu sais qu'ils ont dit que vous devez voir l'ensemble de la question maintenant. "

Koster est entrée dans la pièce et a parlé à Burton de sa conversation au déjeuner avec Santesso.

Koster : "J'ai dit que ce qui s'est passé ici, c'est que tu as mis en doute la fiabilité de Martin et c'est pour ça que ça a été pris au sérieux. Et donc, j'ai dit, s'il te plaît, va lui parler."

Burton : "Ouais, elle n'est juste pas..." [inaudible]

Koster : "Ouais."

Burton : "C'était Paul Garner, et Paul Garner a écrit des courriels à son sujet, je l'ai appelé et il s'est avéré que lorsqu'il envoyait des courriels depuis son adresse professionnelle, il était malade au lit, ce qui était un peu surprenant. Et il m'a dit, est-ce que je peux envoyer, tu sais, ceci ... donc il était malade ... et j'ai probablement dit ce que j'ai dit à tout le monde, eh bien, si tu veux en envoyer une, si tu veux ... de toute façon, il a alors envoyé un courriel. Il s'est ensuite rétracté et a dit, en fait, je ne veux pas envoyer ça... j'étais malade quand j'ai envoyé ça."

Koster : "Je me souviens."

Burton : "Tu te souviens de ça ? Et donc c'est ce qu'elle [Santesso] pensait, elle l'a décrit, il pensait qu'il était manipulé. Eh bien, il était malade, c'est pourquoi ... et je n'aurais pas appelé quelqu'un si j'avais su qu'il n'était pas au travail, mais il m'envoyait des courriels professionnels, donc il n'y avait pas de manipulation, et je n'y ai pas pensé plus que ..." [inaudible]

Les discussions sur les lettres orchestrées étaient floues, confuses, contradictoires et mystérieuses, du genre "il m'envoyait des courriels de travail donc il n'y a pas eu de manipulation", ce qui est un non sequitur comme "le soleil brillait donc il n'y a pas eu de cambriolage". Burton dit à la fois qu'il a appelé Garner (à propos de "quelque chose d'autre", qu'il n'a pas précisé) et que Garner l'a appelé. Garner a eu le sentiment d'avoir été manipulé, mais il a expliqué cela en disant qu'il était malade, bien qu'il soit extrêmement rare qu'une maladie puisse rendre les gens aussi

confus. Plus vraisemblablement, Garner a réalisé que c'était une mauvaise idée de se plaindre de moi. Juste après cela, Burton a admis à Koster qu'il n'avait pas appelé Garner pour autre chose, mais qu'il l'avait fait parce que Garner lui avait envoyé un courriel à mon sujet. Le nombre de lettres concernées n'est même pas clair, et Burton n'en a pas informé le conseil d'administration, mais au moins six personnes semblent avoir été impliquées, ce qui rend extrêmement improbable que les lettres n'aient pas été orchestrées par Burton.

Mon rapport au conseil était très accablant pour Burton et Wilson, ce qui explique pourquoi il s'est vraisemblablement livré à une pratique aussi lamentable immédiatement après que je l'ai soumis et pourquoi il a combattu si fortement pour convaincre le conseil qu'il fallait m'expulser.

C'est le même homme que celui qui n'a rien pu faire de mal selon le conseil parce qu'il était un "éminent professeur". Je suis content de n'être qu'un simple professeur.

### **Le pathétique théâtre amateur de Burton**

Pendant la réunion du conseil, j'ai frappé à la porte deux fois. Burton a ouvert la porte les deux fois. La première fois, après trois heures d'attente, j'ai demandé à Burton la permission de prendre ma veste, ce qui m'a été accordé. Je ne prévoyais donc aucun problème lorsque j'ai frappé à nouveau à la porte, après une heure et demie d'attente. Je voulais dire au conseil que j'allais retourner à l'hôtel et qu'il faudrait donc attendre un certain temps avant que je me présente si le conseil avait besoin de moi.

C'est peut-être au pire moment que j'ai dérangé Burton. Il était très tendu et agressif, probablement parce qu'il ne savait pas si le conseil allait m'expulser. Sans même demander pourquoi je frappais à la porte, il s'est exclamé : "Vous ne pouvez pas entrer ici !" et a essayé de bloquer physiquement la porte. Instinctivement, j'ai poussé la porte pour délivrer mon message au conseil.

Burton a tellement dramatisé la situation que je ne peux la décrire que comme du théâtre amateur pathétique visant à me dépeindre comme une personne violente :

"Ne forcez pas le passage, ne me poussez pas."

J'ai dit : "Je suis désolé. J'ai une question à poser. C'est inacceptable. Je suis dehors depuis quatre heures et demie, je viens ici gentiment, pour vous demander... Je pars et si vous avez besoin de moi, cela peut prendre un peu de temps. Je n'ai même pas le droit de vous le dire. Martin, c'est totalement inacceptable."

Burton : "Alors, alors, alors..."

J'ai dit : "Et tu parles de mon comportement ? C'est très drôle. OK ?"

Je suis parti et j'ai fermé la porte.

Burton : [inaudible] "Donc, il m'a poussé mais il a en fait, vous savez, il a agrippé et a sali ma chemise, et il a peut-être ou peut-être pas ... il a en fait cogné mon bras ici. Donc, il m'a poussé pour entrer."

Marshall : "Avons-nous besoin d'avoir quelques minutes ?"

Burton : "Je suis désolé, je veux dire, il s'agit de coups et d'agression ici, dois-je aller chercher la police ou pas ? Et je ne vais pas le faire... mais vous étiez dans la pièce. J'ai simplement tenu la porte entrouverte et dit, Peter, je suis désolé, nous sommes toujours en train de parler, et il a forcé le passage devant moi."

Marshall : "C'est ce que j'ai vu."

Burton : "Ouais, je vais bien. C'est juste que vous savez ..."

Après que le conseil ait brièvement parlé de ma critique de l'examen Cochrane du vaccin contre le papillomavirus, Burton a repris la question : "Non, non, je vais bien, je vais bien, ce ne sont pas

des lésions énormes, mais il ne devrait pas y avoir de lésions du tout là, n'est-ce pas ? Vous ne devriez pas avoir ça. Et si je ne le photographie pas, Peter niera que ça ait eu lieu. Je vais bien, merci."

Koster : "Est-ce que tout le monde veut respirer un moment ? Nous allons ajourner la séance pendant 5 minutes. Martin, tu penses que tu as besoin de glace sur ça ?"

Burton : "Ouais." [inaudible]

Burton quitte la pièce.

Koster : "Oh, mon Dieu."

Santesso : "Quelqu'un lui a-t-il parlé pendant la pause déjeuner pour lui dire combien de temps cela allait prendre ?"

Cullum : "J'ai eu une brève conversation avec lui parce qu'il m'a demandé 'Est-ce que je dois retourner au Danemark ?' et je lui ai répondu que nous allions essayer de régler ça aussi vite que possible, mais que nous devions clôturer cette discussion pour passer à la suite".

Marshall : "Cela n'excuse rien de tout ça, mais il est resté assis pendant des heures." (bavardages et accord)

Burton l'interrompt : "Le comportement normal à ce moment-là serait de frapper à la porte, de demander, écoutez, je pense que je devrais partir et retourner à l'hôtel et quoi que ce soit... ce n'est pas faire irruption et pousser."

Lamb : "Non, non, je suis juste curieux, nous avons bien suivi la procédure, mais ..."

Clarkson : "Bien qu'au début, nous ayons dit que nous l'appellerions."

Lamb : "Ouais, après qu'il soit revenu." (pour aller chercher ma veste)

Clarkson : "Bien que je sois d'accord, nous aurions dû simplement dire : 'retourne à l'hôtel et nous t'appellerons'."

Marshall : "Mais le comportement est inacceptable."

Koster : "Exactement."

Howe : "Je suis vraiment abasourdi par cette attitude, qui s'est produit comme ça, et il savait que nous étions tous assis ici en train de discuter et que nous allions tous observer. Pour moi, cela signifie qu'il ne se soucie pas vraiment de ce que les gens pensent de lui dans une certaine mesure, et s'il est prêt à faire cela ici, quelles autres choses, quelles autres attitudes a-t-il montré dans d'autres réunions lorsqu'il représente Cochrane. Et s'il agit de la sorte..."

Marshall : "C'est basé sur des preuves." (rires)

Howe : "Il a des antécédents en la matière, il s'est emporté au Cap et toutes les choses qui se sont produites, c'est, ce n'est pas un incident isolé, c'est chaque réunion, il y a un éclat d'une certaine description et je ne peux pas imaginer que c'est isolé à ces réunions ici, cela doit se produire dans d'autres réunions."

Burton l'interrompt : "Donc, donc, donc, je pense, je pense, je suis d'accord sur le comportement grave. Pour poursuivre l'analogie avec Me Too, vous savez... vous devez juste les appeler."

Hammerstein : "Mais c'est un comportement criminel."

Meerpohl : "Ouais, je ne pense pas que vous devriez comparer un comportement criminel avec ça..."

Marshall : "Eh bien, l'agression n'est pas, l'agression est..."

Hammerstein : "Oh, allez Catherine."

Marshall : "Eh bien, techniquement c'est une agression."

Santesso : "Mais nous ne parlons pas de ça en fait."

Marshall : "Mais on pourrait."

Santesso : "Mais, vraiment ?"

Koster : "Pensez-y. C'est arrivé à cette réunion même."

Marshall : "Nous en avons tous été témoins et il n'y a aucune raison de ne pas appeler la police."  
Lamb : "Qui ne ferait rien ?"  
Marshall : "Nous ne savons pas."  
Gartlehner : "Ils se moqueraient de nous."  
Santesso : "C'est un grand homme, il a probablement poussé la porte."  
Clarkson : "Je pense que cela exprime ses frustrations et peut-être notre contrariété et nos préoccupations, mais je ne pense pas que nous devrions nous concentrer sur cela parce que la décision se basera sur des considérations plus larges."  
Gartlehner : "L'exclure de Cochrane sur la base d'une 'mauvaise attitude', est-ce vraiment suffisant ?"  
Marshall : "Eh bien, nous pourrions juste appeler la police de temps en temps."

Ce qui s'est passé ici est similaire à ce qui se passe souvent dans les services psychiatriques fermés. On pousse les gens à bout et on utilise ensuite leur "mauvaise attitude" contre eux.<sup>54</sup> Les patients psychiatriques réagissent généralement parce qu'ils sont exposés à un traitement forcé avec des médicaments qu'ils n'aiment pas du tout et à d'autres conditions inhumaines. Lorsqu'ils protestent, par exemple contre les effets indésirables des médicaments, ils reçoivent souvent des doses plus fortes ou davantage de médicaments, car les médecins pensent que les effets indésirables sont des symptômes de la maladie.<sup>55</sup>

Je subissais un stress important depuis plusieurs mois, ce qui perturbait mon sommeil. Wilson m'avait harcelé pendant des années et c'était l'occasion rêvée de se débarrasser de moi pour de bon. D'après les documents que j'avais vus et les conversations avec mes soutiens pendant la pause déjeuner, je savais que je ne bénéficierais pas d'une procédure équitable et régulière.

La réunion du conseil d'administration s'étant éternisée, j'ai supposé que les coprésidents faisaient tout leur possible pour trouver des excuses pour m'expulser, notamment en répandant des mensonges et autres informations erronées contre lesquelles je n'avais pas le droit de me défendre. J'étais donc très frustré lorsque j'ai décidé de rentrer à l'hôtel après 4 heures et demie d'attente sans avoir obtenu le moindre retour de la réunion. J'ai même envisagé de retourner au Danemark, car je n'avais aucun doute sur le verdict qui serait rendu.

Pour ce qui est de la mauvaise attitude, j'estime que le fait que les coprésidents ne m'aient pas contacté, mais m'aient fait attendre et m'aient ignoré lorsque nous nous sommes rencontrés à l'extérieur de la salle du conseil, comme si j'étais un lépreux, est une mauvaise attitude. J'étais toujours leur collègue, mais dans leur esprit, j'avais cessé d'exister. J'étais une non-personne.

Seul un membre du conseil d'administration a montré de l'empathie pour ma situation. Clarkson a compris que la petite scène de la porte exprimait mes frustrations.

Burton a dit que l'attitude normale serait de frapper à la porte, de demander et de dire aux gens que j'étais sur le point de partir. Burton ne m'en a pas donné l'occasion et a essayé de me fermer la porte au nez. Il a ensuite utilisé le résultat de sa propre mauvaise attitude pour me caractériser comme ayant un comportement grave. Il a même utilisé l'analogie de Me Too.

Bien qu'il ne se soit rien passé, et que Burton ait dit deux fois qu'il allait bien, il a néanmoins parlé de lésions et d'agression, de faire photographier des bleus inexistants et d'appeler la police, et il a confirmé qu'il avait besoin de glace lorsque Koster le lui a demandé. C'est aussi pathétique que possible.

Comme toujours, Marshall a été la pire, "il n'y a aucune raison pour qu'on ne puisse pas appeler

---

<sup>54</sup> Gøtzsche PC, Sørensen A. [Systematic violations of patients' rights and safety: Forced medication of a cohort of 30 patients](#). *Ind J Med Ethics* 2020;Oct-Dec;5(4) NS : 312-8.

<sup>55</sup> Gøtzsche PC. *Deadly psychiatry and organised denial*. Copenhagen : People's Press ; 2015.

la police", et quand elle a dit qu'elle trouvait mon attitude inacceptable, Koster a ajouté "Exactement", ce qui a l'air innocent quand c'est écrit mais elle a une façon de le dire tranchante comme une lame de rasoir.

### **Accusations de harcèlement sexuel, Me Too**

La méchanceté de Marshall était sans égale. Au cours d'une discussion sur l'opportunité pour les chercheurs de Cochrane de critiquer publiquement le travail scientifique d'autres chercheurs de Cochrane, Marshall a soudainement déclaré :

"Je me vois assise ici et que je réfléchis au mouvement "Me Too" et aux personnes qui ont été de fabuleux artistes qui se sont très mal comportées envers des personnes qu'ils ont menacées. Mais elles sont brillantes en tant qu'artistes ou réalisateurs de films, et cela a permis que leur mauvaise attitude ait été couverte et tolérée. Je pense que nous avons une obligation légale très claire envers notre personnel et que, même si je suis personnellement très impressionné par les choses que Peter a faites sur le plan scientifique, cela ne change rien au fait qu'il s'est comporté d'une manière qui, selon moi, va à l'encontre de ce que nous attendons des personnes autour de cette table."

Le commentaire totalement non professionnel, inapproprié, non pertinent et diffamatoire de Marshall s'est concrétisé par le [discours haineux de Burton](#) lors de l'assemblée générale annuelle quatre jours plus tard, qui a fait croire à certains que j'avais abusé sexuellement de femmes, même s'ils ne pouvaient pas concilier cela avec la connaissance qu'ils avaient de moi.

Les insinuations diffamatoires étaient si horribles que le conseil d'administration a dû déclarer, en toute humilité, lors d'un [séminaire en ligne organisé le 4 octobre](#), au cours duquel il a tenté d'expliquer les raisons de mon exclusion, qu'il n'y avait "AUCUNE accusation d'agression sexuelle ou physique, ni aucune autre activité criminelle".

Cullum et Burton ont également contribué à propager l'insinuation malveillante. Lorsque Santesso a fait l'éloge de mon travail sur le dépistage par mammographie, Cullum l'a interrompue et a dit :

"Oui, j'entends tout à fait ça, mais ça rejoint totalement la référence à Me Too de Catherine tout à l'heure, ce n'est pas parce que tous ces acteurs ou autres ont tous fait un travail incroyable que ça veut dire qu'on peut faire abstraction de tout le reste."

Comme d'habitude, Marshall a immédiatement rejoint l'équipe des bourreaux : "Il y a des normes de comportement professionnel que nous devons attendre et non excuser."

Lorsque Burton a menti en disant que, selon l'avocat de Cochrane, il n'y avait aucun doute sur mon "attitude nocive", il a ajouté, juste après ces deux mots : "Pour poursuivre l'analogie avec Me Too, vous savez, Kevin Spacey était un grand acteur, il a fait un travail merveilleux, vous savez, ... à propos de ... à propos de mauvaises choses ... beaucoup de gens qui font de mauvaises choses, font aussi beaucoup de bonnes choses. Parfois, il y a suffisamment de mauvaises choses, il faut juste les dénoncer."

C'est significatif car Burton a utilisé la même terminologie dans son discours de haine à mon égard.

Marshall : "J'allais dire que depuis le mouvement Me Too, toutes sortes de choses ont changé, et des personnes ont essayé de se manifester là où leur voix n'était pas entendue auparavant. Je veux dire, je pense que tenir tête aux brutes et aux personnes qui intimident est toujours la bonne chose à faire. Peu importe le génie qu'ils ont."

Marshall a également beaucoup parlé du fait que j'intimidais les gens alors que je n'ai jamais intimidé personne. Elle était sur le point de m'accuser de harcèlement sexuel envers les femmes sans le dire directement. Le fait de mettre en avant l'affaire "Me Too" a été délibérément conçu

pour porter atteinte à ma personne. C'était tenter de me dénigrer, et c'était fallacieux car elle essayait d'user de culpabilité par association. De cette façon, elle a pris part au faux narratif du conseil. Ce qui est peut-être le plus remarquable, c'est que pas un seul membre du conseil n'a essayé d'arrêter Marshall.

Lorsque Faba a demandé pourquoi le conseil d'administration devrait décider de ce qui s'est passé dans un centre Cochrane, étant donné que les centres sont indépendants, Burton a répondu en parlant à nouveau d'agression sexuelle, en disant que dans l'un pays étranger, une certaine forme d'agression sexuelle et de malversation financière a touché Oxfam, une organisme caritatif basée au Royaume-Uni, et que la question est remontée au parlement. Par conséquent, Cochrane avait besoin de savoir quand les centres organisaient des événements ou faisaient d'autres choses.

Gartlehner a fait remarquer que "la différence avec Oxfam est qu'il y avait un comportement criminel qui a fait le tour des médias."

Les personnes du conseil qui m'ont poignardé dans le dos sont Burton, Koster, Marshall, Howe, Ray et Cullum. Le fait que Marshall et Howe soient les deux coprésidents du conseil d'administration aujourd'hui en dit long sur l'effondrement moral de Cochrane. Le matin, à l'hôtel et avant le début de la réunion du conseil d'administration, Marshall s'est montrée extrêmement amicale avec moi, parlant de voile, de moulins à vent et de paysages de la Nouvelle-Zélande d'où elle était originaire, et me demandant ce que j'avais vu lorsque j'y étais allé pour donner une conférence six mois plus tôt. J'ai eu l'impression qu'elle était mon soutien, mais elle s'est avérée être la personne la plus méchante et hypocrite de la salle du conseil. Je ne comprends pas de telles personnes.

Burton et Koster étaient aussi mauvais, mais ils n'ont pas essayé de le cacher. Je n'ai pas été en mesure de trouver une photo authentique de Koster, seulement une photo photoshoppée qui la représente comme une personne gentille, beaucoup plus jeune qu'elle ne l'était.



Marguerite Koster



Nicky Cullum

### **Comment pouvons-nous le mettre dehors et quelles sont les conséquences ?**

Les enregistrements montrent que de nombreux membres du conseil d'administration étaient indécis sur ce qu'il fallait faire et sur les conséquences. Burton, cependant, pensait que tout pouvait être géré par des relations publiques appropriées, même l'expulsion injustifiée de l'une des personnes les plus connues de Cochrane et l'un de ses plus grands contributeurs. Son orgueil démesuré a mis au jour son manque total de respect pour autrui, comme s'ils ne pouvaient pas penser par eux-mêmes. Il a également montré son manque de respect pour les quatre membres du conseil qui, à maintes reprises, ont mis en garde contre les conséquences imprévisibles et potentiellement gravissimes de mon expulsion. Ces membres du conseil ont démissionné en signe

de protestation contre mon expulsion.

Je pense que Burton voulait se venger parce que j'avais documenté sa mauvaise gestion de l'organisme et, plus important encore, parce qu'il n'osait pas rapporter à son maître qu'il n'avait pas atteint le résultat prévu. Cinq heures après le début de la réunion du conseil d'administration, dans tout son empressement à me discréditer, Burton a soudain dit : "Que pensons-nous vraiment que Mark va dire ?"

Wilson était derrière le simulacre de procès et en a dicté le résultat, et Burton était son loyal serviteur.

Après la téléconférence du 13 juin à laquelle je n'ai pas été autorisé à assister, certains membres du conseil m'ont dit que Wilson avait menacé le conseil d'administration et avait parlé d'une énorme indemnisation financière pour avoir été "harcelé" par un membre du conseil d'administration - un de ses employeurs (moi). Apparemment, il leur a également lancé un ultimatum en leur disant qu'il fallait choisir entre lui et moi. Comment est-il possible qu'une partie à un conflit soit autorisée à être présente et à proférer des menaces alors que l'autre partie n'est pas autorisée à se présenter ?

Le comportement puéril et tyrannique de Wilson ne se limitait pas seulement à son ultimatum visant à obtenir ma tête sur un plateau. Outre cela, le 5 septembre, une semaine avant la réunion du conseil d'administration, le personnel informatique de Wilson travaillant à nos côtés au Nordic Cochrane Centre a eu une conférence téléphonique avec Wilson, Tovey et Soares-Weiser au cours de laquelle Wilson a déclaré que des mesures seraient prises à Édimbourg parce que j'avais critiqué la révision du vaccin contre le papillomavirus. Il a déclaré qu'il était grave et sans précédent que nous ayons publié notre critique dans une revue concurrente, ce qui n'était pas exact. Cela s'était déjà fait à de nombreuses reprises, et nous l'avons fait nous-mêmes lorsque nous avons critiqué l'analyse Cochrane ADHD en 2017, qui a ensuite été retirée.<sup>56</sup> Le fait que Wilson savait à l'avance quelles mesures seraient prises signifie qu'il avait mis en scène mon expulsion et contrôlait le conseil d'administration. C'était effrayant.

Gartlehner : "Je pense que nous devons ... voir les conséquences au-delà de Peter, les conséquences pour la Collaboration Cochrane. Le message que nous envoyons aux gens dépasse le cas de Peter."

Burton a expliqué que les avocats "sont des experts en gestion de la réputation, ils connaissent notre réputation, ils connaissent Peter... ils pourraient nous guider... Il y a donc clairement un problème de communication et d'action... Si nous le mettons simplement dehors du conseil, il continuera à faire tout ce qu'il a fait, il persécutera Mark et David et... peut-être que persécuter n'est pas le bon mot, je retire ce mot. Il fera des choses qui occuperont des heures de leur temps, du temps des coprésidents et du temps de tout le monde."

Clarkson : "Je ne peux pas exprimer à quel point cela me rend triste.... Je ne suis pas sûr que Peter soit conscient de l'immense respect et de la considération que les gens ont pour son travail, pour ce qu'il a accompli et pour la situation actuelle de Cochrane, en partie grâce à lui."

Santesso : "Donc, si nous disons qu'il n'est plus membre de Cochrane, ce qui me semble si étrange, étant donné que Cochrane est censé être ouvert à tout le monde, et maintenant nous avons des adhésions, donc, dire qu'il n'est plus membre, va vraiment affecter notre façon de fonctionner. Je ne pense pas que ce soit la solution."

Meerpohl : "Non."

Burton l'interrompt : "C'est, c'est, c'est en fait, avec respect, parce qu'il peut écrire ou publier

---

<sup>56</sup> Boesen K, Saiz LC, Erviti J, Storebø OJ, Gluud C, Gøtzsche PC, Jørgensen KJ. [The Cochrane Collaboration withdraws a review on methylphenidate for adults with attention deficit hyperactivity disorder](#). Evid Based Med 2017;22:143-7.

avec l'Université de Copenhague financée par le ministère danois de la Santé, que leur organisation lui permettra de le faire ..."

Santesso l'interrompt : "Mais ce n'est pas qu'il ... Nous ne savons même pas s'il a mal agi vis-à-vis de la politique de représentant ! Le conseil a dit qu'il était clair [que je n'avais pas enfreint cette politique], donc d'une certaine manière, si nous nous débarrassons de lui parce qu'il viole la politique de représentant ..."

Burton l'interrompt à nouveau : "Soyons, soyons, soyons clairs, nous ne nous débarrassons pas de lui à cause d'une seule ou même de deux ou trois violations, nous nous débarrassons de lui pour toute une série de choses que nous avons rassemblées. Ce que les avocats nous ont dit d'examiner, nous devrions examiner l'ensemble du comportement et tout ... Y a-t-il un problème ici auquel on ne peut pas remédier ? Eh bien, je dirais qu'il y a un problème certain auquel on ne peut pas remédier. L'attitude de Peter est-elle "scandaleuse et mauvaise" ? Ce ne sont pas mes mots ; ce sont les mots que l'avocat après l'avoir lu. Et je dirais tout à fait qu'elle est scandaleuse et mauvaise ... il doit quitter la Collaboration et se voir retirer son adhésion."

Cullum : "Il a porté de graves accusations contre des membres haut placés de la Collaboration, comme la falsification de preuves ... ce genre d'accusations ne convient pas à un membre du conseil d'administration, et je ne pense pas que ces problèmes disparaîtront."

Howe : "Je suis juste préoccupé par le temps que nous avons consacré à Peter. Pas seulement à cette réunion, mais aussi aux précédentes, à essayer de le cajoler. Et tout le temps et les efforts qui ont été consacrés à essayer de rendre Peter heureux."

Meerpohl : "J'ai du mal à mettre sur le dos de Peter tout le temps que nous avons passé sur bon nombre de ces questions au cours de ces réunions ... c'est lui qui a testé les limites de la politique de représentant à plusieurs reprises ... Il ne fait que le signaler ... Je pense que les dommages causés à notre réputation par l'exclusion de quelqu'un sur la base d'une mauvaise attitude, quelqu'un qui a été franc et critique à l'égard de Cochrane, sont probablement incontrôlables... Je pense que le temps que vous passerez à gérer Peter une fois que vous l'aurez mis dehors sera bien plus important que de le gérer pendant qu'il est à l'intérieur de la Collaboration."

Burton se trompait encore. La seule utilisation du mot "scandaleux" dans le rapport du conseil est de Wilson, en relation avec le courriel que j'ai envoyé au conseil d'administration le 11 avril. Il n'y avait absolument rien d'anormal dans ce courriel, et le conseil n'a trouvé aucun problème à ce sujet.

La seule fois où l'avocat a pensé que j'avais pu faire quelque chose de mal, en écrivant "je pense respectueusement", c'est lui qui avait tort parce qu'il n'avait pas compris ce que les centres sont autorisés à faire. Mais Burton a encore menti. Il a indiqué que j'étais coupable de nombreuses violations. C'était faux, tout comme il était faux de dire que l'avocat soutenait son opinion.

Les administrateurs sont tenus de signaler les cas de mauvaise gestion dans un organisme caritative, ce que j'ai fait, et j'ai ensuite porté plainte auprès de la Charity Commission, ce que les administrateurs sont tenus de faire lorsque les problèmes sont graves. Cullum a indiqué qu'un membre du conseil d'administration ne devrait jamais critiquer le directeur général, ce qui est une erreur et risque fortement de nuire à l'organisme.

Le 9 octobre 2018, [j'ai demandé à la Charity Commission d'ouvrir une enquête statutaire](#). J'ai passé en revue les principaux problèmes :

- Falsification de preuves
- une gestion sérieusement mauvaise
- de nombreuses violations des règles applicables aux organismes caritatifs et à Cochrane
- l'absence d'un leadership collaboratif, démocratique, transparent et responsable

- le management par la peur et l'intimidation
- une absence quasi totale de procédures régulières, ce qui contraste fortement avec d'autres organisations
- une résistance farouche du directeur général à l'égard de l'introduction de procédures régulières
- le favoritisme (l'application des règles pour le personnel du directeur général n'est pas la même que pour les autres collaborateurs de Cochrane)
- des vices sérieux et des conflits d'intérêts dans la procédure contre moi
- la censure scientifique bien que Cochrane soit une organisation scientifique
- des actions répétées et très nuisibles du directeur général de Cochrane favorisant les intérêts de l'industrie et des corporations.
- l'inconduite scientifique en termes de fausse attribution d'auteur.

J'ai expliqué que ce que j'avais décrit dans ma plainte avait des conséquences majeures. L'intégrité scientifique de Cochrane était sapée, ce qui aurait des répercussions sur de nombreuses personnes dans le monde entier. Les études Cochrane constituent la ressource la plus importante dont nous disposons pour définir les politiques en matière de soins de santé, pour rédiger des directives cliniques et pour traiter les patients. Si les gens perdent leur confiance dans les analyses Cochrane, ils risquent de trouver des informations moins fiables sur Internet et de subir plus de dommages et moins de bénéfices.

J'ai fait remarquer que Cochrane était en train d'imploser, que la situation ne s'améliorerait pas à moins que la direction actuelle ne soit remplacée et que ce serait un désastre majeur pour la santé publique si la Charity Commission n'agissait pas rapidement.

Six semaines plus tard, on m'a dit que "la Commission pourrait être amenée à examiner plus avant certaines questions". Malheureusement, la commission est en sous-effectif et décide elle-même des cas dont elle se saisit. Je me suis plaint deux fois des raisons pour lesquelles je n'ai pas eu de nouvelles de la Commission, mais je n'ai reçu aucune réponse. Je vais donc maintenant me plaindre auprès du Médiateur parlementaire.

Burton et Howe ont continué à me reprocher le temps que le conseil d'administration m'avait consacré, alors que la faute devrait être imputée au directeur général de Cochrane, ce que Meerpohl a tenté de dire. Gartlehner a soutenu Meerpohl et a mentionné une lettre de hauts responsables de Cochrane demandant que l'analyse Cochrane sur le vaccin contre le papillomavirus soit rétractée. Il a parlé de créer un précédent et a demandé si ces personnes seraient expulsées parce qu'elles se sont exprimées contre Cochrane.

Burton a fait dévier la discussion : "Ne brûlons pas les étapes. Nous nous occupons de ce qui est face à nous."

Gartlehner : "Mais c'est un précédent. C'est plus que Peter."

On aurait pu s'attendre, surtout pour une organisation comme Cochrane dont le travail consiste à rassembler systématiquement les preuves et à les examiner soigneusement pour en déceler les failles, à ce que le conseil d'administration examine soigneusement le rapport de l'avocat et les autres preuves pour parvenir à une conclusion sur les questions soulevées.

Il ne s'est rien passé de tel. Les preuves n'avaient aucune importance. La plupart d'entre elles n'ont même pas été discutées, et les parties discutées ont été constamment déformées, non seulement par les coprésidents et mes adversaires, mais même par mes partisans qui n'avaient pas eu le temps de lire les documents.

Le conseil d'administration a consacré énormément de temps à répéter les mêmes mensonges, cherchant des excuses pour m'expulser. En fin de journée, les coprésidents ont multiplié les

exagérations et les mensonges pour rallier les gens à leur cause. Cela a dû être très difficile pour eux, car le vote final n'a été que de six contre cinq. J'ai résumé les arguments plus bas.

Les coprésidents ont d'abord cherché à mettre fin à mon appartenance au conseil d'administration. Cela n'a pas été facile. Comme j'avais été élu démocratiquement, ils ne pouvaient que me demander de démissionner, mais pas m'y forcer, à moins que cela ne soit accepté en tant que motion lors de l'assemblée générale annuelle.

Une façon plus intelligente de me mettre à la porte était de déclarer que j'avais enfreint les statuts de Cochrane, 5.2.1, qui stipule que je suis "coupable d'un comportement qui a eu ou est susceptible d'avoir un effet négatif grave sur l'organisme ou de nuire à la réputation de l'organisme, de l'un ou de l'ensemble des membres ou des directeurs" ou 5.2.2, lorsqu'une personne "a agi ou menacé d'agir d'une manière contraire aux intérêts de l'organisme dans son ensemble".

Ces clauses sont suffisamment élastiques pour être utilisées pour expulser toute personne que les dirigeants n'aiment pas. Le problème, c'est que [l'avocat n'avait pas conclu que j'avais jeté le discrédit sur Cochrane](#), et j'ai documenté [dans mon rapport](#) que j'avais contribué de manière substantielle à la bonne réputation de Cochrane.

Burton a fait valoir que, "si nous disons effectivement" que j'étais coupable d'avoir enfreint l'article 5.2.1, le conseil d'administration pourrait me retirer ma qualité de membre, et je perdrais alors ma place au conseil d'administration parce que j'étais un membre élu. En outre, je ne pourrais plus être le directeur du Nordic Cochrane Centre. Il ne s'agissait pas de prouver que j'avais enfreint une quelconque règle, mais simplement de dire que je l'avais fait.

Meerpohl a sérieusement contesté Burton. Il n'a pas accepté son argument vague sur "l'image globale" mais a demandé d'évaluer les faits et d'être concret sur "les points où il a enfreint notre politique". Meerpohl n'était pas convaincu que, sur la base du rapport de l'avocat, ils étaient en situation de défendre le fait qu'ils m'expulseraient maintenant du conseil.

Burton a interrompu : "Alors, alors, peut-on retarder cette discussion ?"

Meerpohl : "Oui, absolument, je voulais juste clarifier."

Burton a fait dévier cette discussion d'une importance cruciale lorsqu'il a senti qu'il perdait le débat. Burton a également utilisé l'astuce consistant à revenir plus tard sur les questions vraiment importantes, ce qui n'est jamais arrivé. Meerpohl était peut-être épuisé lorsqu'il a cédé à cette manipulation et a déclaré qu'il voulait simplement clarifier les choses.

Comme une fleur dans un désert de lave, il y a eu un minuscule intermezzo parmi toutes les diffamations où les coprésidents ont envisagé une sortie alternative où je pourrais partir avec dignité. Burton a dit que j'avais une très bonne réputation et a suggéré que je pourrais accepter de me retirer du conseil d'administration et du Centre, "écrire le genre de lettre qu'un ministre écrit lorsqu'il démissionne en disant que, merci beaucoup, j'ai vraiment apprécié de travailler avec vous ... Nous écrivons une réponse qui dit : Peter, nous sommes reconnaissants pour tout ce que vous avez fait au cours des 25 dernières années. Vous avez fait de grandes choses, merci beaucoup pour cela".

Burton a expliqué qu'il en serait très heureux, et Koster a déclaré que je prendrais alors ma retraite comme un politicien haut placé et que mes réalisations seraient célébrées.

Hammerstein a estimé que cela ne ferait pas une grande différence car la communauté scientifique, le *BMJ*, etc. écriraient sur ce qui s'est passé.

C'est une grave erreur que le conseil ne m'ait jamais consulté. Face à l'alternative - être expulsé de Cochrane, perdre probablement mon emploi et abandonner l'œuvre de ma vie - j'aurais été très motivé pour trouver d'autres solutions. Hammerstein a attiré l'attention du conseil sur le rapport de l'avocat, dans lequel il mentionne l'arbitrage : "Je suis vraiment surpris que tu cites l'avocat à

propos de ces mesures drastiques alors que celui-ci ne mentionne en rien ces mesures drastiques."

Burton a répondu que l'avocat avait déclaré dans son rapport que cela serait disproportionné et extrêmement coûteux, et donc peu judicieux. [L'avocat a écrit](#) : "un processus plus formel de résolution de quasi-contentieux pourrait être très coûteux, ce qui pourrait soulever des questions sur l'utilisation appropriée des fonds caritatifs".

Ce raisonnement était totalement erroné. Burton parlait sans cesse de suivre les conseils des avocats, ce qu'il ne faisait que lorsque cela lui plaisait. Les avocats n'ont pas suggéré de mesures drastiques mais de rendre les différentes politiques et accords plus clairs, afin d'éviter les contentieux à l'avenir.

L'avocat a estimé que je ne devais pas être sanctionné, vu les ambiguïtés. Et ce qui coûte cher - tant en termes financiers que de réputation - c'est de sauter la médiation et d'envenimer un conflit. Burton ne savait même pas si, en m'expulsant, Cochrane perdrait tout le financement accordé par le gouvernement danois au centre et aux trois groupes de révision basés au Danemark. De plus, il a déclaré que "nous avons dépensé une fortune pour les avocats". Ainsi, si ses préoccupations avaient été le coût et l'équité, il aurait choisi la médiation.

Vers 14 h, Burton et Koster ont discuté de la situation :

Burton : "Peut-être que nous aurons une majorité, nous aurons une majorité, nous l'aurons probablement. Il y aura beaucoup d'exagérations de la part de David en termes de conséquences, mais je ne pense pas que les gens s'intéressent à cela ... si nous exigeons qu'il quitte le conseil... qu'est-ce que cela va changer ? La réponse est : rien."

Koster : "C'est plus de travail pour nous, de traiter chaque contentieux individuellement."

Burton : "Oui, je sais, je ne vais pas faire ça, c'est trop désagréable et ce n'est pas..."

Koster : "Quand j'ai accepté le poste de coprésident, je ne m'attendais pas à ça."

Burton : "Je ne m'attendais pas à ça non plus, donc je pense que nous pourrions... demander à Rae ou Nicky... nous devrions poursuivre jusqu'au bout maintenant."

C'est une révélation stupéfiante. Imaginez une affaire judiciaire où les juges sont trop paresseux pour étudier les preuves qui leur sont présentées et demandent à d'autres de faire le travail. Il m'a fallu beaucoup de temps pour préparer mon rapport au conseil, et même si je ne m'attendais pas à ce qu'il soit équitable, je pensais que ma réfutation minutieuse des plaintes formulées au cours des 15 dernières années me disculperait. Je ne pouvais pas imaginer que les membres du conseil ne liraient pas mon rapport ou, au cas où quelqu'un le lirait, qu'ils l'ignorerait complètement. Aucun des membres du conseil n'a mentionné un seul de mes arguments cruciaux pendant la réunion du conseil. Pas un seul.

Après un déjeuner tardif, le final était proche. Burton a expliqué que le conseil d'administration était autorisé, et même encouragé, à examiner une longue série de comportements et à décider s'ils étaient "scandaleux ou incorrects ou tout autre terme que vous voulez utiliser pour les décrire", s'ils pensaient que je ne pouvais pas accepter des instructions claires, s'ils pensaient que je ne pouvais pas respecter le Protocole d'Accord et s'ils considéraient mes attaques contre le directeur général ou les membres du conseil d'administration injustifiées.

Juste pour être sûr, Burton a ajouté qu'il n'était pas nécessaire que mes actions aient eu un effet négatif grave ; la simple probabilité qu'elles aient pu avoir cet effet serait suffisante.

Avec de tels critères, n'importe qui pourrait être déclaré coupable. C'est comme si l'on disait que conduire est une infraction pénale parce que l'on risque de renverser quelqu'un. Plus tard, j'ai dit en plaisantant que la seule différence avec les procès pour l'exemple stalinien était que je n'étais pas descendu dans la cave de la prison de la Lubjanka pour recevoir une balle dans la nuque.

Burton : "Le conseil d'administration demande à Peter Gøtzsche de démissionner du conseil, au

motif qu'il a enfreint le code de conduite des administrateurs."

Meerpohl : "Peut-on être plus précis ?"

Burton : "Nous n'avons pas besoin d'être plus précis."

Meerpohl : "Non, non, juste pour être clair entre nous, pas nécessairement à destination de l'extérieur."

Burton : "Je veux dire qu'il y a tous les problèmes d'attitude en matière de respect et tout le reste, sans parler des problèmes liés à la publication de l'article."

Lamb : "Je me demandais juste s'il fallait ajouter quelques mots pour préciser qu'il s'agit d'une question portant sur le 'tout' plutôt que sur l'analyse de l'avocat ou l'article sur le papillomavirus. Il s'agit en fait de ... toutes les questions que nous avons examinées ou quelque chose comme ça."

Burton : "[Hammerstein] a dit qu'il pensait que les gens allaient mettre ça en lien avec l'analyse sur le papillomavirus. Nous avons l'opportunité de dire que nous ... qu'il y a eu une série d'autres événements qui ont été analysés par l'avocat et que ce n'est absolument pas uniquement l'analyse sur le papillomavirus qui est en cause."

Gartlehner : "Nous devons désigner ... les événements, sinon cela va dégénérer."

Burton : "Ce n'est pas, c'est, c'est, je pense que nous pouvons prendre l'avis des avocats sur ce que nous ...".

Gartlehner : "Oui, mais les avocats ne géreront pas la discussion au sein de Cochrane."

Hammerstein : "Ils n'auront aucune idée. Zéro."

Marshall : "Peut-on passer au code de conduite ? Parce que le code de conduite nous donne une certaine formulation..."

Burton l'interrompt : "Mais, mais les articles nous ont donné une formulation. Nous, au point où nous en sommes, le conseil exige que Peter démissionne en tant que membre du conseil d'administration, en raison de plusieurs, eh bien, parce qu'il a violé le code de conduite des administrateurs."

Santesso : "Alors, est-ce que là la déclaration qui va sortir à destination du public, le procès-verbal de la réunion ou quelque chose comme ça ? Je veux dire, si nous allons demander à Peter, peux-tu s'il te plaît démissionner ..."

Burton : "Ceci, ceci, ceci, est la motion qui sera enregistrée dans ce qui est notre procès-verbal confidentiel que nous gardons pour le temps réservé au conseil, et j'imagine que si la Charity Commission ou quelqu'un d'autre demande à les voir, ils ne vont pas être publics. Le message est qu'il ... hum, eh bien, nous pouvons le citer si vous voulez ..."

Koster : "Qu'il a enfreint le code de conduite."

Burton : "Je dirai, Rae - tu es l'experte ici – qu'en général, les avocats nous ont conseillé que 'moins c'est plus'. Le fait est qu'il a enfreint le code de conduite des représentants... heu, il a enfreint le code de conduite des administrateurs, point final, et je ne pense pas que nous devions en dire plus, personnellement."

Santesso : "Et c'est basé sur le fait qu'il ruine notre réputation ?"

Lamb : "Tout est dedans, tout est dans le code, ouais, c'est ce que Catherine a et elle regarde la formulation exacte mais je ne suis pas sûr."

Santesso : "Donc, lorsque vous parlez ou écrivez en tant que membre du conseil d'administration, assurez-vous que les commentaires peuvent refléter la politique actuelle même s'ils peuvent être en désaccord avec vos opinions personnelles ?"

Howe : "Respecter l'autorité des coprésidents du conseil d'administration ou des présidents de la réunion."

Koster : "Il a fait, heu, savez-vous, des commentaires diffamatoires sur le directeur général, sur les membres du conseil d'administration, je veux dire qu'on a ici une litanie de choses aussi."

Santesso : "Alors quoi, c'est la politique ?"

Burton : "Donc, donc, donc, donc, puis-je juste, juste, juste, juste, juste..."

Koster : "Nous n'avons pas à mettre ça là-dessus."

Santesso : "Ce n'est pas parce que vous n'aimez pas son attitude, ou quoi que ce soit, vous savez, nous avons tous des opinions différentes, nous devons être clairs quand nous lui disons, c'était à cause de ceci et de cela."

Lamb : "Catherine, nous ne pouvons pas avoir la politique de représentant..."

Burton : "C'est que..."

Lamb : "Ça devient problématique."

Burton : "Il suffit de dire qu'il a enfreint le code de conduite des administrateurs."

Cullum : "Je pense que le problème est que les gens ne sont pas sûrs que c'est... il y a des gens ici, je suppose, qui ne sont pas sûrs que c'est le cas."

Santesso : "Oui."

Meerpohl : "Oui."

Burton : "Vous ne pensez pas qu'il a enfreint le code de conduite des administrateurs ?"

Santesso : "Il dit juste, il dit juste la politique ... mais qu'est-ce qu'il dit exactement ?"

Howe : "Qu'ils doivent promouvoir le leadership par l'exemple, adhérer à l'usage caritatif, éviter de dominer les contributions des autres, ..."

Santesso : "Est-ce que ça devrait être - je viens juste d'y penser - le code de conduite pendant qu'il était membre du conseil ? Parce qu'il a été élu au conseil, quoi qu'il a fait par le passé. Donc la Collaboration Cochrane a considéré que ce qu'il a fait dans le passé était toujours correct, et qu'il avait toujours bonne réputation."

Hammerstein : "Apparemment, il a été le membre le mieux élu..."

Santesso : "Donc, ne devrait-il pas être question de ce qu'il a fait uniquement pendant qu'il était ici ?"

Si vous croyez en la justice, et même si vous n'y croyez pas, il est effrayant de constater qu'après cinq heures de délibérations, le conseil n'avait toujours pas d'idée claire sur la raison pour laquelle je devais être expulsé ou si j'avais enfreint des règles. Les personnes honnêtes du conseil étaient troublées, ce qui est caractéristique d'un simulacre de procès.

Il est compréhensible que Burton n'ait pas voulu être précis. De plus, même s'il y avait eu des raisons concrètes, elles seraient restées secrètes. Cela viole les principes fondamentaux de Cochrane en matière de transparence, d'ouverture et de responsabilité, et compte tenu de la gravité des conséquences - pour moi, ma famille, mes doctorants, d'autres proches collaborateurs et pour Cochrane elle-même - il est remarquable que le processus n'ait pas été arrêté.

Comme l'avait prédit Gartlehner, les choses ont dégénéré, mais Burton n'a pas voulu écouter, pas même lorsque deux membres du conseil d'administration lui ont dit que les avocats n'étaient pas utiles pour discuter des problèmes de Cochrane.

Il a été confirmé une nouvelle fois que notre critique de l'examen du vaccin contre le papillomavirus a joué un rôle clé.

Koster a qualifié mes commentaires sur le directeur général et les coprésidents de diffamatoires. Comme ils étaient factuels, ils ne peuvent pas être diffamatoires, et elle a eu tort de leur donner une quelconque importance pour mon expulsion. Ils étaient destinés à un usage interne et il était de mon devoir, en tant que membre du conseil d'administration, de soulever les problèmes de mauvaise gestion d'un organisme caritatif. Le fait que le conseil d'administration ait accordé l'immunité au directeur général est en soi une mauvaise gestion.

Meerpohl, face au sentiment dominant au sein du conseil d'administration, a concédé du bout des lèvres que j'avais eu un comportement non professionnel et que j'avais probablement enfreint le

code de conduite, mais il a également attiré l'attention du conseil d'administration sur "la façon dont nous avons poussé à bout cet homme au cours des deux dernières années. Je veux dire, si vous me poussiez aussi loin, je perdrais aussi mon sang-froid. Désolé. Mark a perdu son sang-froid l'autre fois et l'avocat l'excuse. Il m'a attrapé l'épaule, j'ai probablement eu une sorte d'hématome, il m'a crié dessus..."

Hammerstein s'est exclamé : "Agression, agression", en se moquant de l'affirmation ridicule de Marshall selon laquelle j'avais agressé Burton et de sa suggestion d'appeler la police.

Meerpohl : "Il m'a agressé, il a traité Peter de menteur et nous excusons cela ! Je comprends bien que c'était une situation très intense, je peux bien m'entendre avec Mark, il s'est excusé et c'est bon. Mais je pense que nous devons tout mettre en perspective. Nous poussons Peter pendant des années, oh ! " [sur un ton exaspéré]

Koster : "Rédigeons une déclaration."

Marshall : "Donc, ah, le conseil d'administration exige que Peter démissionne en tant qu'administrateur parce qu'il a enfreint le code de conduite, ou le conseil d'administration estime que Peter a enfreint le code de conduite et exige qu'il démissionne en tant qu'administrateur immédiatement ?"

Meerpohl : "Je pense qu'il y a deux problèmes. Je suis heureux d'affirmer que Peter a enfreint le code de conduite. Mais je pense que la conséquence est une décision distincte. Il pourrait y avoir comme conséquence de juste lui donner un avertissement."

Hammerstein : "Je suis d'accord."

Gartlehner : "Je suis d'accord."

Faba : "Oui."

Meerpohl a fait remarquer que les gens ne sont pas égaux au sein de Cochrane, que j'avais été malmené par Cochrane depuis des années ; et qu'il aurait lui-même perdu son sang-froid s'il avait vécu cela.

Je n'ai pas perdu mon sang-froid. Le directeur général bien, et pourtant son éclat a été ignoré par le conseil d'administration comme si ça n'est jamais arrivé, et le conseil a appelé ça un "incident isolé", ce qui n'était pas le cas.

Le fait que Wilson se soit excusé auprès de Meerpohl à Lisbonne en mars 2018 n'est pas non plus entièrement vrai. Les heures ont passé, et Wilson n'a pas contacté Meerpohl pour lui présenter des excuses. La victime a recherché l'auteur des faits. J'étais dans le hall de l'hôtel à proximité lorsqu'ils ont parlé, et Wilson m'a vu. Mais il n'est pas venu vers moi pour s'excuser. Il est passé à côté de moi comme si je n'étais pas une personne, et il a fait en sorte, six mois plus tard, que je disparaisse.

Marshall : "Le conseil d'administration estime que Peter a enfreint le code de conduite des administrateurs ?"

Koster : "Un vote à main levée ?"

Burton : "1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11. Contre ?"

Koster : "Et David ?"

Hammerstein : "Je ne voterai pas."

Koster : "OK, abstention. La deuxième déclaration ?"

Marshall : "Le conseil exige que Peter démissionne immédiatement de son poste d'administrateur ?"

Santesso : "Nous devons en discuter davantage."

Lamb : "Faut-il que ce soit immédiatement, car s'il est intenable pour le conseil d'administration qu'il démissionne, qu'il siège ensuite au conseil d'administration, qu'il prenne des décisions ..."

Burton : "C'est intenable. Il faut le faire, nous ne pouvons pas lui demander de démissionner et

ensuite le faire participer aux réunions, il faut le faire immédiatement."

Koster : "Catherine, veux-tu lire l'énoncé de la décision ?"

Marshall : "Le conseil d'administration demande à Peter de démissionner immédiatement de son poste d'administrateur."

Santesso : "Avons-nous une alternative ? Est-ce que la seule option est 'immédiatement' ?"

Burton : "Oui."

Clarkson : "Je suppose, comment mener la discussion, ... 'nous voulons que vous démissionniez', puis l'interroger ? La seule conversation serait : vous avez enfreint le code de conduite, et, ou anticiper qu'il démissionne, je ne sais pas, je ne suis pas tout à fait sûr de ce que ..."

Santesso : "Il sera plus rapide d'aller de l'avant et d'avoir des réunions ... pourriez-vous envisager de démissionner ... une conversation mature avec lui sur ..."

Howe : "Pourrions-nous simplement voter sur ce point et si ... il n'y a pas de majorité pour la première chose, alors nous verrons quelles options s'offrent à nous ..."

Burton : "OK."

Marshall : "Le conseil exige que Peter démissionne de son poste d'administrateur immédiatement ?"

Koster : "Un vote à main levée ?"

Marshall : "Est-ce ?"

Koster : "5, 6, 7, ouais. Contre ?"

Burton : "Vous vous abstenez ?"

Fava : "Abstention."

Koster : "Et Jan ?"

Clarkson : "J'ai voté, en faisant partie des 7."

Burton a ensuite demandé la résiliation de mon adhésion à Cochrane en invoquant l'article 5.2.1 et, dans une moindre mesure, l'article 5.2.2, car je serais alors immédiatement mis dehors du conseil d'administration, sans se soucier du manque de démocratie :

"Les avocats nous ont dit ... que nous pouvions examiner ... la totalité de ce qui s'est passé sur une période de temps. Nous n'avons pas besoin de montrer qu'il y a eu un effet négatif grave, juste qu'il est probable qu'il y en ait un. Mais je soutiendrais qu'il y a eu, il a certainement porté ... cherché à porter le discrédit sur certains membres et certains directeurs, par directeurs ici on entend le conseil d'administration. J'ai certainement l'impression, personnellement, qu'il a essayé de me discréditer, mais je ne veux pas en faire une affaire personnelle."

Marshall : "Eh bien, et Cindy, la lettre ..."

Burton : "Et Cindy, et Lisa, et Mark, et pour moi, c'est tout ce qui compte maintenant... Tout ce qui compte, c'est la vue d'ensemble... Je pense que Peter a eu sa chance d'essayer de changer... Il va continuer, donc, je, je, je suis d'accord pour qu'on lui retire son statut de membre."

Gartlehner : "J'y suis totalement opposé. Ce serait trop lourd. Cela enverrait un signal terrible, terrible, à tous les autres ... Il y a beaucoup de choses personnelles qui se sont passées, et beaucoup de frustrations."

Meerpohl : "Je pense que c'est vraiment disproportionné, aussi en termes de dommages globaux."

Howe : "Nous prenons une décision concernant un individu, nous ne prenons pas de décision concernant le centre."

Hammerstein : "Cela aurait le même effet."

Howe : "La question concerne vraiment un individu et le comportement d'un individu."

Santesso : "Non, c'est tout à fait faux. Pour Cochrane, il ne s'agit pas de cela."

Gartlehner : "Non, c'est plus que ça."

Lamb : "Je ne sais pas vraiment quelles sont les implications pour un centre Cochrane si la personne, qui se trouve être le directeur, perd sa qualité de membre, quelles sont les implications pour les autres personnes de ce centre ?"

Le flou et les fausses accusations ont continué. Burton a dit que j'avais jeté, puis que j'avais cherché à jeter le discrédit - ce qui est un concept très élastique - sur certaines personnes, dont lui-même, Farquhar et Bero, deux anciens coprésidents. [Ce n'était pas vrai](#).

La quantité de dégâts causée à d'autres personnes et à Cochrane même semblait n'avoir aucune importance pour Burton et Koster. Bien sûr que non. L'histoire est pleine de dirigeants narcissiques qui ne se sont pas souciés le moins du monde de la quantité de destruction qu'ils ont causée. Burton n'a même pas été ému lorsque Meerpohl et Santesso ont expliqué que des emplois seraient menacés parce que le financement des centres en France, en Allemagne et au Canada était lié au directeur du centre, ni lorsque Meerpohl a déclaré que le conseil d'administration ne se souciait pas de la disparition du Nordic Cochrane Centre. Santesso a ajouté que le gouvernement danois m'a probablement donné beaucoup d'argent à cause ma propre personne.

Le mouvement perpétuel intérieur de Burton a continué à parler de mon "attitude", sans préciser ce qui n'allait pas. Marshall a dit : "Le truc du papillomavirus", ce que Burton a répété, ajoutant : "S'il ne peut pas accepter des instructions honnêtes, il n'y a qu'une seule issue." La peine capitale, comme l'appelait Gartlehner.

Burton a parlé de respecter des règles et des politiques et a affirmé qu'"il y a plus qu'assez de preuves" que je ne l'avais pas fait. Quelles preuves ? Selon l'avocat, il n'y en avait aucune ! Du pur Kafka.

Cullum : "Il y a clairement un impact majeur sur la santé et le bien-être des hauts responsables de la Collaboration ... L'une des conséquences de ne pas agir avec force dans cette situation est que nous gardons Peter dans la Collaboration, mais nous perdons l'équipe de l'unité éditoriale centrale, le rédacteur en chef et / ou le directeur exécutif, ou les coprésidents parce que nous ne les avons pas soutenus dans ce qui a été une situation très, très difficile, avec des accusations personnelles très graves de Peter. Je me demande si vous avez le sentiment qu'il pourrait y avoir des démissions potentielles au sommet ?"

Burton : "David [Tovey] vient de démissionner, et il quittera l'organisation le 31 mars".

Santesso : "Vous dites qu'il part à cause de Peter ?"

Burton : "Non, il part pour diverses raisons... il se sent un peu submergé par tout ça."

Koster : "Impitoyable attaque personnelle."

Burton : "Impitoyable jusqu'au bout, il a subi des attaques personnelles et des abus. Cela ne vient pas seulement de Peter... Je voulais signaler à Marguerite que nous devrions avoir une politique de 'tolérance zéro' dans cette organisation pour les mauvaises attitudes."

Marshall : "Et l'intimidation et le harcèlement."

Burton : " (Accuser) le rédacteur en chef ou le directeur général, en particulier lorsqu'il n'y a aucun fondement à cela... Ne rien faire ici serait perçu... " .

Koster : "Comme ne pas protéger..."

Burton : "Vous, vous, vous, vous devriez être ..., la suggestion qu'il s'agissait ici d'une réaction excessive, ce n'est pas une réaction excessive, c'est extrêmement sérieux, vraiment."

Marshall : "Eh bien, dans le cadre de nos devoirs de fonction, nous devons être responsables au sein de ce conseil et si le conseil faisait le choix de, heu, de garder quelqu'un ici qui met en danger le personnel de haut rang et d'autres rédacteurs en chef, alors je m'en éloignerais, parce que je ne voudrais pas faire partie d'une organisation qui ne résisterait pas aux intimidateurs et cautionnerait

un environnement dangereux."

Burton : "Vous pouvez poser la question à David demain. Vous obtiendrez peut-être une réponse si vous lui posez des questions publiques lors de la réunion publique du conseil d'administration, et vous obtiendrez peut-être une autre réponse si vous lui posez la question en privé, mais il ne veut pas voir, absolument pas voir son départ comme étant lié à l'affaire ...".

Meerpohl : "Je pense qu'il est vraiment important de considérer l'impact de la démission du personnel du CET [Équipe Centrale de Direction], selon que nous agissions ou non. Mais je pense aussi que nous devons considérer l'impact potentiel en termes de démission si nous mettons Peter dehors de la collaboration et je parierais que certaines personnes démissionneront des postes de direction ... il pourrait être plus facile de recruter du personnel rémunéré, que de trouver quelqu'un pour diriger un centre, et apporter son propre argent pour gérer un centre dans un pays."

Marshall : "Je ne comprends pas ça."

Meerpohl : "Eh bien, certains directeurs de centres pourraient simplement démissionner et prendre leur financement pour faire d'autres choses."

Les accusations infondées à mon encontre et les insinuations selon lesquelles je serais la cause de pratiquement tous les problèmes de Cochrane se sont intensifiés. C'était presque comme si chaque intervenant voulait être encore plus méchant que le précédent. Les deux coprésidents ont fait croire que Tovey était parti à cause de moi. Ce n'est pas le cas. Il a exprimé le désir de partir déjà le 31 décembre 2017. Je n'avais pas attaqué Tovey, ni abusé de lui, ni intimidé, comme Marshall l'a prétendu avec sa méchanceté habituelle. Je me suis toujours très bien entendu avec Tovey et il y avait un respect mutuel. La seule chose que l'on peut éventuellement me reprocher est le commentaire que j'ai fait dans le *BMJ* en 2015 lié au débat sur Maudsley (voir page 84).

Burton a fait valoir qu'il devrait y avoir une tolérance zéro pour les mauvaises attitudes et Marshall que personne ne devrait prendre la défense des brutes. Mais ils n'ont pas vu l'évidence. Si le conseil avait vraiment cru en cela, il aurait dû renvoyer Wilson depuis longtemps. C'est lui qui intimidait les gens et leur faisait peur, mais le conseil a fait tout ce qu'il pouvait pour le protéger et assurer son confort. Les enregistrements montrent qu'il avait un statut d'intouchable. Le conseil a échoué lamentablement dans sa responsabilité de diriger le directeur général. Il a été capturé par lui. La tolérance zéro pour les mauvais comportements signifie également que Burton et Koster, disgraciés, auraient dû être expulsés du conseil d'administration.

Marshall a même eu l'audace de suggérer que je devrais envoyer une lettre d'excuses à Wilson. La victime de six ans de harcèlement devrait s'excuser auprès du tyran ? Dans quel monde vit-on ?

Meerpohl a averti le conseil une nouvelle fois, en termes très clairs, mais en vain.

Burton : "Beaucoup de jeunes gens et de jeunes chercheurs regardent Cochrane et n'aiment réellement pas ce qu'ils voient à cause de l'état actuel des choses. Et réellement, les gens ne rejoignent pas cette organisation, donc..."

Santesso l'interrompt : "Mais si nous voulons entrer dans ce genre de conversations, beaucoup de gens ne veulent pas participer à Cochrane et sont déçus de Cochrane à cause de la direction de Cochrane, pas à cause de Peter Gøtzsche... Les gens ne rejoignent pas Cochrane pour d'autres raisons ; ce n'est pas à cause de Peter Gøtzsche."

Burton : "Je n'ai pas dit que c'était à cause de Peter Gøtzsche ... parfois les choses évoluent dans les organisations, et parfois vous perdez des gens, parfois vous en gagnez ... tout ce sur quoi nous pouvons nous concentrer est de faire la chose qu'il faut."

Marshall : "Que va penser Jo Morrison [le rédacteur en chef qui a approuvé l'étude Cochrane sur le vaccin contre le papillomavirus] si nous ne faisons rien ?"

Gartlehner : "Vous ne pouvez pas avoir la sensibilité à fleur de peau. C'est le jeu, c'est comme ça."

Bien sûr, c'était blessant pour elle, mais nous devons aller au-delà de cela, cela ne doit pas guider nos décisions... Je pense que l'exclusion de Peter serait préjudiciable à l'organisation. Ce serait une énorme erreur et, hum, cela peut avoir des conséquences terribles à tant de niveaux."

Burton l'interrompt : "Ne pas retirer Peter de Cochrane ... vous savez, c'est un perturbateur en série, ne pas le retirer aura des conséquences très graves. La question est de savoir s'il peut changer, s'il s'est comporté de manière appropriée ?"

Burton a utilisé la tactique habituelle : Élevez la voix si votre argument est faible : "perturbateur en série" avec "conséquences très graves" si je ne suis pas écarté.

Meerpohl : "Je sais quelles sont les conséquences de garder Peter au sein de la collaboration, car nous le faisons depuis 25 ans. Pour la décision alternative, je n'en connais pas les conséquences, pas du tout."

Clarkson : "Dire à quelqu'un 'vous n'êtes pas membre', je n'ai jamais été impliquée dans une organisation où cela est une action".

Elle a ajouté qu'une discussion raisonnée et rationnelle à l'avenir était peu probable. Des paroles sages.

Après plus de cinq heures, Howe voulait "régler" la question de la politique de représentant, alors que l'avocat m'avait exonéré. Quel gâchis.

Koster a déclaré que je représentais "l'ancien régime" où "tout le monde devrait être libre d'exprimer ses opinions de toutes les manières possibles" et que je deviendrais "un dinosaure" luttant contre tout changement et ayant besoin d'une baby-sitter.

Cullum : "Il est clairement en infraction avec les statuts de l'association... nous serions une drôle d'organisation si nous laissions faire parce que nous avons peur des conséquences de l'inaction. Donc, je pense que nous devons agir comme s'il était en infraction."

La déclaration de Cullum était caractéristique de l'absurdité de tout cela. D'abord, j'ai enfreint les statuts, ensuite, peut-être pas, mais ensuite "nous devons agir comme s'il était en infraction".

Koster a fait un récit très trompeur de ma rencontre avec elle et Marshall lors du colloque Cochrane à Séoul en octobre 2016. Elle a dit que j'avais l'impression "qu'il y avait une grande conspiration" contre moi pour me pousser vers la sortie et que "nous avons passé des heures avec lui à le raisonner." La vérité est que j'avais demandé une réunion à Koster et Marshall parce que Wilson avait menacé de fermer mon centre à plusieurs reprises. La réunion n'a duré qu'une heure, et elles en étaient satisfaites, ainsi que de mon projet de me présenter au conseil d'administration, qu'elles avaient suggéré. J'ai été très concret et j'ai fait remarquer que Wilson se comportait de manière injuste à mon égard et qu'il voulait clairement m'évincer, tout comme il a chassé d'autres personnes influentes qui avaient joué un rôle majeur dans le succès de Cochrane. La mauvaise attitude d'un seul homme ne peut pas être une "conspiration".

Koster a déclaré au conseil qu'elle avait vraiment l'impression d'avoir eu un bon échange avec moi, que les choses allaient très bien et que "j'ai toujours été optimiste à propos de Peter, car c'est un homme brillant".

Pourquoi dois-je être mis dehors si j'étais - au présent - un homme brillant ?

Dans un courriel du 20 février 2017, six mois après Séoul, Koster m'écrit : "Juste un petit mot pour te féliciter de ton élection au conseil d'administration de Cochrane ! Je suis tellement heureuse que tu aies décidé de vous présenter au conseil, surtout après notre discussion à Séoul. Je pense que nous aurons un conseil très efficace avec une diversité de connaissances et d'expériences ... J'espère que nous aurons l'occasion de prendre une bière et de discuter."

Alors que je n'ai pas changé, Koster était une personne totalement différente en 2018. Elle a déclaré au conseil qu'elle "se sentait à certains niveaux personnellement trahie" et absolument hors d'elle parce que j'avais publiquement humilié d'autres personnes (lorsque j'ai critiqué l'analyse

Cochrane du vaccin contre le papillomavirus). "Depuis que j'ai été nommée (elle est devenue membre du conseil en 2016), je n'ai rien fait d'autre que de devoir m'occuper de Peter. Et cela a consommé des jours et des semaines ... au détriment de mon propre travail. Si la situation en reste là (...) nous n'allons pas trouver quelqu'un qui veuille faire ce genre de choses et cette organisation va être dirigée par des 'perturbateurs en série' qui agissent d'une manière très répréhensible, irrespectueuse et potentiellement diffamatoire."

Marshall, le bourreau en chef a ajouté : "et intimidante."

Quelle ironie. Cochrane était déjà dirigé par un perturbateur en série : Wilson. Son flair pour détruire ce que d'autres avaient patiemment construit pendant deux décennies, était sans égal.

Je n'aurais pas pu prendre des semaines du temps de Koster. Et c'est le conseil qui s'est comporté de manière irrespectueuse et diffamatoire, pas moi. Je n'ai jamais intimidé qui que ce soit, je n'ai jamais été confronté à une telle accusation et il n'y a aucune trace d'intimidation. Marshall a continué à faire des accusations sans fondement, dont le seul but était de me diffamer et de détruire ma réputation.

Vers la fin, Hammerstein a de nouveau enfoncé le clou. Les dirigeants de Cochrane lui avaient dit qu'il s'agissait d'un problème d'argent, pas d'un problème de rigueur scientifique : "Ce que fait le Nordic Cochrane Centre dérange beaucoup de gens très puissants."

Koster a bien sûr ignoré cela et a changé de sujet en remettant le vote sur la table.

Marshall : "J'essayais juste de trouver une formulation pour proposer un vote ... est-ce que nous, en tant que conseil d'administration, croyons que les actions récentes de Peter ont jeté le discrédit sur l'organisme ?"

Burton : "Nous votons simplement, nous disons simplement qu'après avoir considéré l'article 5.2.1, le conseil d'administration est d'avis que Peter s'est rendu coupable d'un comportement et nous répétons simplement les mots et lui donnons un préavis... J'aimerais penser qu'il est possible que le, que le Nordic Cochrane Centre va continuer... Devant qui Peter est-il responsable ?"

Santesso : "Karsten est son adjoint. Je veux dire, y a-t-il un moyen à votre connaissance pour que Karsten puisse en devenir le directeur ..."

Hammerstein : "Impossible, impossible."

Marshall : "Peut-être directeur par intérim."

Hammerstein : "Impossible, il ne le fera pas."

Meerpohl : "Il y a deux choses. L'une est de savoir si une personne serait apte à prendre la relève et puis il y a le financement. Et cela pourrait être lié à la personne."

Même si mon centre était le plus grand du monde, les coprésidents ne se souciaient pas du fait qu'ils ne savaient pas si le financement de mon centre, des trois groupes d'examen et de la Copenhagen Trial Unit disparaîtrait s'ils m'expulsaient, ou si une cinquantaine de personnes risquaient de perdre leur emploi à cause de cela.

Meerpohl a déclaré que mon centre était l'un des centres les mieux financés et l'un des rares à bénéficier d'un financement permanent, ce à quoi Hammerstein a répondu avec sarcasme : "Bon débarras alors, selon certains, moins d'études gênantes !"

Cullum a déclaré qu'il y avait eu des défaillances majeures dans les groupes d'analyse Cochrane au Danemark que je n'avais pas gérés, mais Hammerstein a fait remarquer qu'il n'était pas de ma responsabilité de gérer les groupes, et Meerpohl l'a appuyé.

Burton a noté qu'il m'a rendu visite avec Soares-Weiser à Copenhague et que j'ai été très généreux de mon temps. C'était en juin 2018, trois mois avant mon expulsion. Il a également déclaré qu'"il était absolument clair" que j'avais un certain contrôle sur le financement des groupes basés à Copenhague et que j'avais un rôle de direction en termes de supervision.

Ce n'était pas correct. Je n'avais aucun rôle de direction et aucun contrôle sur les montants qu'ils

recevaient. J'ai résolu le problème de Cochrane avec deux groupes qui ne fonctionnaient pas bien, ce qui a impliqué une restructuration majeure. Soares-Weiser m'en a été très reconnaissant, ce qui aurait été difficile, voire impossible, à réaliser pour le siège de Cochrane sans mon aide.

Gartlehner : "Le monde extérieur ne perçoit pas Peter comme un problème. Cochrane sera immédiatement en position de défense, devant expliquer l'action, pourquoi il a été licencié, et cela sera difficile à contrôler."

Burton : "Je pense que vous manquez le point ..."

Lamb : "Le témoignage de Peter dans cette affaire judiciaire, sur le papier, utilisant le papier à en-tête de Cochrane pour un avis d'expert dans un cas médico-légal pour une femme accusée d'avoir assassiné ses deux enfants, c'est de la dynamite si cela se retrouvait dans l'arène publique... des choses qui ne feraient que nuire à la réputation de Cochrane."

Burton : "C'est un exemple d'attitude scandaleuse, une attitude scandaleuse et mauvaise ... la personne qui s'est effectivement plainte à nous à ce sujet a parfaitement raison, si elle a parlé à un journaliste, elle pourrait mettre cela dans le domaine public, le rapport n'est pas dans le domaine public, mais le fait que, les dossiers du tribunal ..."

Hammerstein : "La personne qui a porté plainte [Loonen, voir page 31] est accusée de faute professionnelle, et a mauvaise réputation, et toute l'affaire concerne les effets secondaires des [pilules contre la dépression], ce qui n'est pas une question banale."

Mon témoignage d'expert n'était pas un "comportement scandaleux", mais Burton a intensifié ses attaques, qui étaient désormais criardes, et Lamb l'a soutenu. [L'avocat n'a pas considéré comme un problème](#) le fait que j'avais utilisé mon papier à en-tête pour mon témoignage d'expert. De plus, mon rapport était destiné à un usage interne et n'a jamais été rendu public. Burton a également parlé de prévenir les dommages en "déracinant la cause", ce qui semblait signifier une extermination.

Clarkson : "Pourquoi dire 'nous voulons que vous considériez votre avenir', plutôt que 'quel est votre avenir' ?"

Burton : "Je vous suggère d'y réfléchir sérieusement, car c'est une façon de faire qui sauve la face à tout le monde. Mais le problème ici, c'est que je ne veux pas qu'on nous accuse de lui avoir fait signer une sorte d'accord de confidentialité, ou que nous le bâillonions. Et que si, ... tout ce qui se passe alors, ... que nous sommes accusés d'essayer de ... vous savez ... je ne veux pas qu'on nous accuse d'essayer de faire quelque chose d'inconvenant."

Lamb : "Je pense qu'il serait juste de donner à Peter l'option d'avoir une option de sortie et que sa sortie de sortir lui donne un peu plus de dignité. Je pense que nous lui devons cela. Mais cela doit être géré assez soigneusement."

Clarkson : "Donc, juste pour clarifier, est-ce que c'est alors une discussion qui commence avec 'vous savez, nous vous excommunions, ou quel que soit le mot, en tant que membre, cependant, vous pourriez faire ceci."

Burton : "Je voudrais faire valoir que nous sommes très près de prendre une décision ... il était presque unanime que Peter a violé le code de conduite en tant que membre du conseil d'administration, à la majorité, nous avons décidé qu'il devrait être invité à démissionner du conseil d'administration immédiatement. La prochaine décision est de savoir si nous pensons qu'il a enfreint les statuts de l'association en tant que membre."

Peu de temps après, il y eut ceci :

Santesso : "Donc, la décision que Cochrane demande à quelqu'un de partir..." Marshall : "Requiert ..."

Burton : "Non, nous mettons fin à son adhésion."

Santesso : "Je, je ne peux pas, ne peut pas croire que c'est ce que Cochrane est sur le point de faire... "

Gartlehner : "Ouais, je suis choqué aussi."

Santesso : "Oui, absolument."

Meerpohl : "Ouais."

Meerpohl : "Si vous appliquez ces mots littéralement à de nombreuses autres personnes au sein de la collaboration, je suppose que nous pourrions facilement trouver 100 personnes qui ont enfreint les statuts. Cela laisse donc une marge de manœuvre aux personnes qui n'apprécient pas quelqu'un... parce que nous avons créé ce précédent. Vous savez, j'ai peut-être enfreint les statuts de l'association. Mon patron, Gerd Antes, a certainement violé à plusieurs reprises les statuts de l'association, et beaucoup d'autres aussi. Probablement toutes les personnes qui font des commentaires sur le partage des données ici, je veux dire, regardez, si vous regardez, cela nous met en danger, ils critiquent notre direction stratégique, on pourrait dire que je suppose ...".

Burton s'interrompt : "C'est le degré de gravité des choses. Il y a aussi une question d'opinion raisonnable où nous devons tout prendre en compte ..."

Meerpohl : "Si quelqu'un veut me reprocher quelque chose, il trouvera probablement quelque chose. Si quelqu'un veut reprocher quelque chose à Gerald, il trouvera probablement quelque chose."

Burton : "Mais chaque organisation a des règles et vous savez..."

Santesso : "Est-ce que c'est ce que nous allons commencer à faire ? Commencer à révoquer l'adhésion des gens à Cochrane ? Et les gens qui, vous savez, apportent beaucoup d'argent au Danemark ... Je pense que nous devons savoir où nous allons. Nous allons dans la mauvaise direction."

Meerpohl : "C'est disproportionné. C'est disproportionné. Oui, c'est disproportionné."

Burton : "Mais le fait est que les gens bafouent les lois et les règles, et la réponse doit être proportionnée. Je pense que nous sommes dans une position extraordinaire. Je ne suggère pas qu'il s'agisse d'une mesure utilisée de manière répétée, personne ne nous a démontré le modèle, la durée, la gravité du comportement dont nous nous plaignons ici."

Howe : "Ce n'est pas que nous avons commencé à le faire maintenant, nous n'avons pas inventé cette règle, cette règle existe depuis longtemps."

Santesso : "Cochrane existe depuis longtemps, et elle n'a jamais fait ça."

Howe : "Oui, et alors ? C'est la toute première fois que nous avons eu à le faire en 25 ans."

Gartlehner : "Ouais, mais c'est comme la peine capitale ce que nous faisons."

Hammerstein : "Ouais... C'est l'option nucléaire."

Clarkson : "Quelle est l'alternative alors David ?"

Koster : "Attends une seconde, on doit aller voir Joerg."

Les coprésidents ne se sont pas souciés du fait que Gartlehner avait décrit la sanction qu'ils étaient sur le point de m'imposer comme une peine capitale, pour un crime que personne n'avait défini, comme dans le roman de Kafka, *Le procès*.

De nombreuses personnes pouvaient être sanctionnées pour avoir enfreint les règles et la sanction était disproportionnée. Trois semaines après mon expulsion, Gerd Antes m'a écrit, ainsi qu'à d'autres personnes, qu'il utilisait toujours le logo et l'en-tête de Cochrane pour exprimer des opinions personnelles. Lorsqu'il a participé à des auditions au parlement allemand, il a évoqué son expertise sur le papier à en-tête de Cochrane, car c'est pour cela qu'il était invité, et non parce qu'il était Gerd Antes. Nous ne devrions pas nous excuser de nos apparitions publiques et porter un avertissement indiquant que ce n'était pas l'opinion de Cochrane. S'il devait dire aux membres du Parlement que, malheureusement, il ne fait que présenter son opinion personnelle, ce serait ridicule.

Mes défenseurs au conseil d'administration n'avaient pas baissé les bras mais avaient essayé de

faire respecter les règles de base de la justice. La plus importante est la suivante : Si vous voulez condamner une personne mais pas une autre, vous devez être capable d'expliquer la différence entre les deux cas. Burton a été incapable de le faire. Lorsqu'il a été mis au défi, il a parlé du degré des violations présumées, mais le problème était qu'[il n'y avait pas de violations](#).

Meerpohl a mis Burton au défi, avec un euphémisme tout britannique : "Les opinions sont légèrement différents quant à la gravité de ces événements dans une certaine mesure, donc si vous voulez vraiment en faire usage, il serait très utile, pour moi en tout cas, d'être très explicite sur quelle base, afin que nous puissions vraiment avoir cela comme norme de référence pour l'avenir."

Hammerstein : "Sinon, c'est une vue subjective globale."

Faba : "Je ne suis pas sûr que Peter a agi ou menacé d'agir d'une manière qui est contraire aux intérêts de l'organisme ..."

Burton a essayé de l'interrompre.

Faba : "Je ne pense pas, parce que je pense ... qu'il a fait une très bonne contribution en faveur de l'organisme."

Koster : "Donc, clarifions ça et, hum, ensuite nous avons Jan et Tracey."

Les coprésidents ont suivi le scénario de Schopenhauer toute la journée. Interrompez le cours du litige si vous constatez que votre adversaire a adopté une ligne argumentaire qui aboutira à votre défaite. Pour toutes les interventions thérapeutiques, nous devons juger de la balance entre les avantages et les inconvénients. C'est ce que fait Cochrane. Mais les coprésidents ont fait dévier toute discussion de ce type. J'accepte que certaines personnes me trouvent difficile en raison de mon franc-parler non britannique, mais je suis convaincu que toute évaluation objective de ma performance au sein de Cochrane aboutirait à la conclusion que les avantages l'emportent de loin sur les inconvénients que j'ai causés. Mes détracteurs devraient se demander : Pourquoi cet homme est-il si populaire auprès des patients ? N'est-ce pas ce que Cochrane devrait faire, pour le bien des patients ?

Comme la foule de lyncheurs de Cochrane était à mes trousses - comme l'a dit Jefferson - Clarkson s'est excusée lorsqu'elle a tenté de résister à la pression du groupe des coprésidents :

Clarkson : "Oh, désolé, je voudrais faire tout ce que nous pouvons pour éviter de faire ce vote. Et David, vous venez de dire que c'est l'option nucléaire. De façon réaliste, quelle est l'autre option ?"

Hammerstein : "Eh bien, il pourrait y avoir différents types de négociations, je veux dire que nous parlons de l'éliminer en tant que membre de Cochrane. Nous pourrions lui permettre d'être juste membre de Cochrane sans être membre du conseil."

Santesso : "Oui, je pense que c'est un message fort. Ouais."

Hammerstein : "Afin de reconnaître que nous autorisons les dissidents et les opinions minoritaires. Nous n'avons pas peur que les gens publient des choses avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord."

Howe : "Je pense que Cochrane accueille les opinions divergentes, mais dans un esprit constructif". Je pense que le problème ici est qu'il est très destructeur."

Hammerstein : "En public, je ne pense pas que ce soit vrai."

Gartlehner : "Je suis d'accord, c'est perturbant pour les individus mais je ne pense pas que ce soit perturbant pour l'organisation. C'est une grande différence."

Faba : "Oui, une grande différence, je pense que nous devons être très clairs..."

Howe : "Destructeur."

Gartlehner : "Destructeur, oh, OK, désolé, j'ai mal compris mais c'est la même chose."

Marshall : "Eh bien, ce que nous savons déjà, c'est que c'est destructeur en termes de relations avec le personnel."

Santesso : "Mais comment le savez-vous ?"

Marshall : "Parce que c'est ce que l'avocat a dit."

Gartlehner : "Ouais, c'est une seule personne, peut-être deux."

Santesso : "Nous avons plus de gens qui partent à cause d'autres personnes."

Gartlehner : "Au sein du CET !" [L'Équipe Centrale de Direction de Wilson]

Santesso : "Oui ! Pas à cause de Peter ! Nous avons d'autres personnes qui partent à cause d'autres personnes."

Marshall : "Il ne s'agit pas de se lancer dans une chasse aux sorcières... ne pas agir maintenant remettrait en cause notre crédibilité."

Clarkson : "La sécurité aussi, la santé et les représentants du personnel."

C'est de plus en plus bizarre. Les gens savent que le personnel de Wilson part à cause de lui. Mais Marshall a immédiatement ramené la conversation sur les rails en disant qu'ils n'étaient pas là pour une chasse aux sorcières. Après que Clarkson m'ait brièvement défendu, elle a rapidement rejoint la foule de lyncheurs au lieu de remettre en question le comportement de Wilson. C'est ce que la pression du groupe fait aux gens.

Burton s'est préparé pour le final :

"Hum, les preuves qui sont sous nos yeux suggèrent qu'aucune conversation ne pourrait avoir lieu avec Peter, ce qui nécessite d'engager un changement radical.... Il y a une tendance générale ici ... Il s'agit de problèmes à long terme, d'attitude perturbatrice, d'incapacité à se comporter de manière coopérative, produisant une situation à laquelle on ne peut pas remédier, quelqu'un dont le comportement est scandaleux et mauvais, qui n'a pas été capable de suivre le Protocole d'Accord, c'est clair, et je sais qu'en soi, l'avocat ne l'a pas censuré pour cela, mais c'est ce que l'avocat a trouvé, et vous savez, il ne respecte pas les règles. C'est clair, il n'accepte même pas le rapport de l'avocat. L'avocat a expliqué ce que l'on attend d'un directeur de centre et comment il doit se comporter, et il ne l'accepte même pas. Nous sommes dans une situation où il n'y a pas d'autre option."

Pas d'autre option que la peine de mort académique. Les mensonges ont éclaté au grand jour. Avec un résultat planifié à l'avance et des accusations sans substance, il est logique que les mensonges aient empiré et se soient accumulés vers la fin. Cinq heures après le début du simulacre de procès contre moi, on ne savait toujours pas si le conseil d'administration était prêt à m'expulser, même si Burton avait menti à mon sujet à plusieurs reprises et avait inventé toutes sortes de fausses accusations et d'allusions, notamment que j'aurais harcelé le personnel de Cochrane, même sexuellement.

Comme déjà expliqué, tout ce que Burton vient de dire est faux. Burton a reconnu que l'avocat ne m'a pas censuré mais a ajouté : " c'est ce que l'avocat a en quelque sorte trouvé ", comme lorsque Koster a dit que je n'avais pas enfreint la politique mais l'esprit de la politique. Il n'a rien fait de mal, mais [...]

Schopenhauer l'appelait "Postuler ce qui doit être prouvé". Cela fonctionne toujours, si on le répète assez souvent.

Santesso : "Ce que nous faisons, c'est le sortir du conseil d'administration, et c'est assez important ... l'étape suivante est, pour moi, comme un avertissement ... parce que je n'aurais même pas imaginé que c'était une procédure qui aurait pu effectivement avoir lieu."

Koster : "Lors de la conversation que j'ai eue avec Peter à Séoul, il craignait à ce moment-là que la direction de son centre soit en danger, et il ne voulait pas que cela arrive. Si j'avais été à sa place, cela m'aurait inspiré la crainte de Dieu, et je me serais dit, vous savez quoi, je ferais mieux de m'organiser et de suivre les politiques et les procédures, ce qu'il n'a pas fait."

Santesso : "A-t-il reçu une lettre, je n'ai rien vu ?"

Koster : "Eh bien, ça remonte à des plaintes qui étaient, tu sais, en train de..."

Santesso : "Mais est-ce que quelque chose d'officiel a été fait avec le comité de pilotage ?"

Koster : "Non, rien d'officiel, ce sont des discussions que nous avons eues. Il disait que les gens essayaient de le forcer à partir, c'est Mark Wilson, c'est Lisa Bero, c'est Jeremy, c'est Cindy, etc, il y avait une chasse aux sorcières. Ils essayaient de le forcer à partir parce qu'il savait qu'il avait fait certaines choses, mais il voulait être un peu repentant à ce sujet, mais il savait qu'il pourrait perdre, vous savez, le logo Cochrane ...".

Santesso : "Alors, faisons juste quelque chose d'officiel maintenant."

Koster : "Mais il a eu toutes les occasions de se reprendre après cela, toutes les occasions, et pourtant, les attaques qu'il a faites depuis sont tout simplement incroyables ....

Burton : "Nous ne parlons pas d'infractions mineures ici ; nous parlons de choses vraiment sérieuses ici."

Santesso : "Mais de quoi parlons-nous ?"

Burton : "Nous parlons ici des choses qui ont fait l'objet d'une enquête indépendante, et toutes les accusations qu'il a faites sur le comportement de Mark et de moi-même, et qui ont été démontées. Donc il est soit mal informé, soit il soulève ces accusations avec malveillance."

Ces mensonges étaient brutaux. Je suivais les règles, ce que le triumvirat ne faisait pas, et Wilson me persécutait sans cesse en prétendant que je les avais enfreintes. Comme je n'avais aucune idée de ce que je devais faire pour que Wilson cesse de me harceler, j'ai demandé à Koster et Marshall à Séoul de me conseiller. Il ne s'agissait pas pour moi de changer de comportement. C'est le comportement de Wilson qui aurait dû changer.

Je n'avais jamais dit, écrit ou indiqué que Bero, Grimshaw ou Farquhar, trois coprésidents précédents, essayaient de me forcer à partir. Le problème a été causé par un seul homme, Wilson. Il était également mensonger de dire que je savais que j'avais "fait des choses". Je n'ai aucune idée de ce dont il s'agissait. Au sujet de mes exemples documentés de mauvaise gestion par Wilson et Burton, Hammerstein a dit :

"Mais ce n'est pas public, c'est une enquête privée, interne. Et faire une accusation qui, selon l'avocat, n'est pas juste, n'est pas une accusation contre Peter."

Burton : "Il a accusé le rédacteur en chef d'être dans la poche de l'industrie pharmaceutique, et qu'il fallait que cela change et de ces choses , il y en a une série, ce n'est pas un moment isolé, c'est année après année après année."

Koster : "Nous avons l'article sur le papillomavirus qui est apparu récemment, et maintenant nous entendons qu'il y a une série d'autres articles. Tout ce que j'entends, c'est que l'article sur le papillomavirus a permis d'apprendre quelque chose dans le débat scientifique ? Non ... il va aller de l'avant et dire que les preuves de Cochrane ne sont pas des preuves fiables et en voici un exemple."

Cullum : "Il peut continuer à le faire, s'il n'est pas membre de la Collaboration Cochrane, c'est très bien, libérons-le de ses entraves."

Meerpohl : "Lorsque la politique de représentant a été élaborée, mon souvenir était que ... la science est différente des politiques ... la politique est très explicite à ce sujet – elle n'est pas applicable à un débat scientifique sur une analyse Cochrane."

Burton : "Et personne ne critique son droit de débattre."

Meerpohl : "Mais Marguerite vient de remettre sur le tapis l'examen du papillomavirus !"

Koster : "Je disais que le processus ... et l'attitude qu'il a montrée ... ne servaient pas l'intérêt de l'organisation. Je ne dis pas que le débat scientifique ne devrait pas avoir lieu, mais il aurait pu passer par d'autres voies, mais il ne l'a pas fait, et il ne le fera pas à l'avenir ... si nous ne révoquons

pas son adhésion, quelqu'un ici veut-il être son baby-sitter ? Veuillez lever la main ?"

Santesso : "Personne ne le baby-sittait avant qu'il ne soit au conseil."

Burton : "Non, ce n'est pas vrai, les cinq derniers coprésidents, donc, Jeremy, Jonathan, Lisa, Cindy, Marguerite au moins, si ce n'est avant, et juste au cas où vous auriez un doute, pour dire toute l'histoire, il y a une lettre dans le dossier de Jim Neilson en 2003. Cela dure depuis des années et des années, et il devient de plus en plus difficile et de plus en plus long de faire ce baby-sitting, c'est juste, est-il vrai de dire, que je ne fais pas de menace en l'air, je ne veux tout simplement pas passer 6-7 heures par jour, ce que j'ai fait ces dernières semaines dans la préparation de cette réunion du conseil, à traiter ces questions ... est-ce que cela ressemble à un travail attrayant pour les personnes qui postulent pour le poste de David ? Comment est le travail, comment sont les échanges avec les gens ? Oh, c'est une promenade de santé. Ce n'est pas le cas, ils passent des heures à s'occuper de ces choses et cela a juste dégouté les gens".

Les coprésidents se sont discrédités à un point incroyable ici. Notre critique de la révision du vaccin contre le papillomavirus a été remise sur le tapis, ainsi que la politique de représentant, qui encourage la critique mutuelle. Koster s'inquiétait que je puisse dire que les preuves de Cochrane ne sont pas des preuves fiables, mais elle n'a pas vu l'ironie de la situation, à savoir que toute la "procédure" contre moi était à l'opposé des "preuves fiables".

Je n'ai jamais eu de problèmes importants avec les six coprésidents que Burton a mentionnés, et il ne s'est pas soucié du fait que le conseil a trouvé injuste que je remonte seulement trois ans en arrière. Burton est remonté 15 ans en arrière et a fait référence à une lettre du coprésident Neilson, alors que j'avais expliqué dans mon rapport au conseil qu'il n'y avait aucun problème (voir page 58). De plus, Neilson m'a fortement soutenu lorsque je me suis présenté au conseil d'administration (voir page 34).

Si Burton a été occupé de nombreuses heures, c'est de sa propre faute. Il aurait pu et dû traiter le banal litige entre Wilson et moi facilement et rapidement.

Koster a prétendu que je n'avais rien appris du débat sur le papillomavirus, ce qu'elle ignorait, puisqu'aucun indice ne pouvait prouver ou infirmer son affirmation pendant les six semaines qui se sont écoulées entre la publication de notre article et la réunion du conseil d'administration.

Santesso : "J'insiste à nouveau - je pense que nous en faisons assez en lui demandant de quitter le conseil d'administration."

Marshall : "J'aimerais quand même penser que nous allons réfléchir à l'impact sur le personnel du CET [l'Équipe Centrale de Direction], nos employés, notre devoir de fonction. S'il reste à Cochrane, même s'il n'est plus au conseil d'administration, il va écraser ces gens.

Koster : "Oui, il va continuer à le faire."

Les mensonges se sont multipliés. Je n'avais jamais écrasé Wilson ou son personnel ; c'était l'inverse. J'avais été persécuté par Wilson et son personnel, par exemple par Julie Wood, ce que j'ai décrit dans [mon rapport au conseil](#) (voir page 20).

Burton a carrément menti quand il a dit :

"Je crois, je crois sincèrement que la raison pour laquelle beaucoup d'employés sont stressés est à cause du ... Jo Antony, Julie Wood avant elle, David, Mark, et d'autres personnes moins expérimentées, subissent un stress considérable en traitant avec Peter, je peux seulement dire que c'est ma conviction honnête et sincère... Il a critiqué David à plusieurs reprises."

Le personnel de Wilson partait à cause de sa gestion brutale et médiocre. Je l'avais traité, lui et son personnel, avec respect et n'avais pas critiqué Tovey "à plusieurs reprises". Comme déjà noté, notre seule rencontre était liée au débat de Maudsley sur les méfaits des médicaments

psychiatriques (voir page 84).

Santesso a dit à plusieurs reprises que le personnel était parti non pas à cause de moi, mais à cause de "quelqu'un d'autre". La tyrannie à Cochrane était si répandue qu'elle n'osait pas nommer cette personne. Dans les romans sur Harry Potter, le "*vous-savez-qui*" ou "*celui qui ne doit pas être nommé*" est Lord Voldemort, l'ennemi juré de Potter, qui a le pouvoir de vaincre le Seigneur des Ténèbres.

Cochrane avait de gros problèmes parce qu'elle avait employé, six ans plus tôt, un narcissique aux traits psychopathiques qui avait détruit l'organisation. Au lieu de s'en rendre compte et de me soutenir, je suis devenu le bouc émissaire à sacrifier, comme d'innombrables autres dans l'histoire de l'humanité. Les Incas ont tué leurs citoyens les plus précieux, leurs enfants, en les jetant du haut d'une montagne pour plaire aux dieux lorsque la récolte avait échoué, et les sorcières ont été brûlées sur le bûcher en Europe. J'étais maintenant un paria et les grands prêtres de Cochrane ont sacrifié l'un de leurs plus précieux collaborateurs pour plaire au dieu de Cochrane, Mark Wilson, et atténuer sa colère.

## Le final

La [Charity Commission déclare](#) : "Si les administrateurs sont en conflit et ne parviennent pas à prendre une décision, ils peuvent envisager une médiation formelle ou un autre mode alternatif de résolution des conflits." Un conseil agissant de manière professionnelle aurait fait cela. Le conseil n'aurait jamais dû voter mon expulsion, mais les coprésidents venaient pour le meurtre que Wilson attendait depuis si longtemps.

Koster : "Alors, votons, Catherine avez-vous écrit quelque chose ?"

Marshall : "Oh, que le conseil d'administration a déterminé que, conformément à la section 5.2.1 des statuts, il mettra fin à l'adhésion de Peter et lui donnera un préavis à cet effet."

Koster : "OK, tous ceux qui sont favorables ? Et tous ceux qui ne sont pas favorables ?"

Burton : "Une abstention."

Clarkson : "Yep."

Santesso : "Alors, Martin, votre vote, serait-il ..."

Burton : "Non, non, je suis égal, je ne compte pas double ou autre."

Hammerstein : "C'est une majorité, 6 sur 12 ?"

Burton : "Eh bien, c'est 6 pour, 5 contre et une abstention, donc c'est une majorité. C'est une majorité d'une personne, ce qui, personnellement, est décevant, très décevant .... Je me sens malheureux à bien des égards."

Ceux qui m'ont expulsé, comme Wilson l'avait demandé, étaient Burton, Koster, Marshall, Cullum, Lamb et Howe. Hammerstein, Meerpohl, Gartlehner, Santesso, Clarkson et Faba ont refusé de soutenir cette injustice par leur vote.

Pendant le procès, Lamb a qualifié Cochrane de "grande église". Soit dit en passant, le rédacteur en chef *du BMJ* a également qualifié Cochrane de "[grande église](#)", mais plusieurs membres du conseil d'administration ont fait valoir que nous devrions tous parler d'une seule voix. Il ne s'agit pas d'une grande église, mais d'orthodoxie - le contraire de la science.

L'un des [dix commandements](#) de l'église à l'esprit étriqué Cochrane est de minimiser la partialité et d'éviter les conflits d'intérêts. Les coprésidents étaient fortement en conflit. Burton, parce que j'avais documenté [sa très mauvaise gestion](#), et évidemment aussi Koster, à en juger par ses commentaires et la façon dont elle a dirigé la réunion. Le fait que Burton n'aurait pas dû être autorisé à participer à la réunion n'a été soulevé par aucun des membres du conseil, ce qui était décevant.



Janet Clarkson



Gladys Faba

Wilson était le supérieur hiérarchique de Burton et, compte tenu du comportement tyrannique de Wilson, je suppose qu'il pouvait menacer la sécurité d'emploi de Burton en tant que directeur du centre Cochrane britannique s'il ne suivait pas les ordres. Cette construction constituait un autre conflit d'intérêts majeur pour la position de Burton en tant que coprésident. Mais Burton ne s'est jamais récusé, pas même lorsque nous avons discuté du comportement d'intimidation de Wilson à l'égard d'autres personnes lors du seul conseil d'administration à Lisbonne, alors que Wilson n'était pas autorisé à être présent, et où Santesso a éclaté en sanglots lorsqu'elle a dit que Burton avait peur de Wilson. Burton a fait le contraire de ce qu'il aurait dû faire. Il a dominé ces discussions et les a rapidement détournées ou y a mis fin.

Le simulacre de procès contre moi était invalide sur de multiples points. Un juge n'aurait jamais permis que cela se produise. De plus, lorsque j'ai fait appel, c'est le même conseil, ou plutôt ce qu'il en reste, qui m'a jugé à nouveau. C'était l'antithèse de la justice.

### **13 Mon expulsion et les réactions dans les médias**

Burton et Koster m'ont informé de mon expulsion dans un courriel envoyé le jour même de mon expulsion :

Nous vous écrivons pour vous informer du résultat du débat qui a eu lieu lors de la réunion du Conseil d'administration d'aujourd'hui.  
réunion.

Après une longue discussion des événements, qui ont été documentés pour vous, trois motions ont été adoptées, à l'effet suivant :

1. Le conseil de direction estime que Peter Gøtzsche a enfreint le code de conduite des administrateurs.

2. Le conseil de direction exige que Peter Gøtzsche démissionne de son poste d'administrateur avec effet immédiat.

3. Le conseil d'administration notifiera à Peter Gøtzsche sa décision de mettre fin à son adhésion conformément à la clause 5.2.1 des statuts de la Collaboration Cochrane.

Veillez accepter cette lettre comme la notification (requis en vertu de la clause 5.3) concernant les actions prévues à la clause 5.2.1. Vous aurez la possibilité d'être entendu par écrit sur les raisons pour lesquelles votre adhésion ne devrait pas être résiliée. Le conseil d'administration tiendra compte de toutes les observations écrites que vous ferez de cette

manière si elles sont reçues avant minuit (BST) le jeudi 20 septembre 2018.

Compte tenu de votre attitude aujourd'hui, nous devons également vous demander, au nom du conseil d'administration, de ne pas essayer d'assister à d'autres réunions du conseil d'administration.

Veuillez noter que vous resterez lié par vos obligations en tant que membre de Cochrane en attendant le résultat de la procédure décrite au point 3 ci-dessus.

Il est intéressant de noter que la mauvaise attitude de Burton, lorsqu'il ne m'a pas permis de dire au conseil, après cinq heures d'attente, que j'allais retourner à mon hôtel, s'est transformé en ma mauvaise attitude pour donner au conseil une excuse pour ne pas avoir à affronter la personne qu'il venait d'expulser.

Ce n'est pas bien d'exécuter quelqu'un. Koster a informé le conseil que, "Le conseil a décidé d'annuler le dîner de ce soir. La journée a été très longue." Cela aurait été gênant, mais j'avais décidé de venir, de rencontrer mes amis du conseil et de voir comment mes bourreaux réagissaient. Le lendemain matin, Howe est passé devant moi dans le hall de l'hôtel où j'étais assis à attendre un collègue. Lorsqu'elle a fait un signe de la main et souri, comme si de rien n'était, j'ai dit : "Merci de m'avoir assassiné. C'est très gentil de votre part."

Le même matin, j'ai reçu un autre courriel de Burton et Koster, avec pour objet : "STRICTEMENT PRIVE & CONFIDENTIEL" avec le message : "Veuillez considérer le courriel que nous vous avons envoyé hier soir comme strictement privé et confidentiel." Quoi ? J'étais censé garder mon exécution confidentielle. Ils étaient devenus fous ?

Le même jour, [j'ai informé diverses personnes](#), y compris celles figurant sur la liste de diffusion des directeurs de centre (mais le siège de Cochrane m'a rapidement privé de ce moyen facile de contacter mes collègues), de ce qui s'était passé et de ce que cela signifiait pour Cochrane. En voici un résumé :

- Aucune justification n'a été donnée pour mon expulsion, à part m'accuser d'avoir causé du "discrédit" à l'organisation.
- Le conseil d'administration est devenu un organe de témoignage qui entérine les propositions parachevées par l'équipe de direction, sans pratiquement aucune contribution des membres du conseil ni échange de vues pour formuler de nouvelles politiques.
- La culture autoritaire descendante croissante et un modèle d'entreprise de plus en plus commercial menacent les objectifs scientifiques, éthiques et sociaux de l'organisation.
- De nombreux directeurs ou autres membres clés des centres Cochrane les plus anciens ont fait part de leur mécontentement quant aux interactions avec le directeur général.
- Le directeur général a menacé à plusieurs reprises de fermer le Nordic Cochrane Centre.
- Des critiques ont été formulées concernant la promotion excessive des examens, les conflits d'intérêts et la nature partielle de certains commentaires d'experts scientifiques utilisés par le Département de Transposition des Connaissances de Cochrane.
- En dépit de nos politiques claires, mon centre, et d'autres, ont été confrontés à des tentatives de censure scientifique, plutôt qu'à la promotion d'un débat scientifique pluraliste et ouvert sur les mérites des analyses Cochrane.
- On oublie souvent que nous sommes une organisation scientifique de base dont la survie dépend entièrement des contributions non rémunérées de dizaines de milliers de volontaires et d'un soutien gouvernemental substantiel dans le monde entier.
- L'amélioration de la politique de Cochrane en matière de conflits d'intérêts s'est heurtée à une grande résistance et des blocages.

- Il y a une résistance de plus en plus forte à dire quoi que ce soit qui pourrait déranger les intérêts de l'industrie pharmaceutique.
- L'agenda caché derrière mon expulsion est une stratégie claire pour une Cochrane qui s'éloigne de plus en plus de ses objectifs et principes originaux. Il ne s'agit pas d'une question personnelle. Il s'agit de l'avenir de Cochrane. Une grande partie de mon travail n'a pas été favorable aux intérêts financiers de l'industrie pharmaceutique. De ce fait, Cochrane a fait l'objet de pressions, de critiques et de plaintes. Mon expulsion est l'un des résultats de ces campagnes.
- Même si Cochrane est un organisme caritatif, nos stratégies de "marque" et de "produit" ont pris le pas sur la publication de résultats scientifiques fiables. Ce qui est en jeu, c'est la capacité de produire des preuves médicales crédibles et dignes de confiance que notre société apprécie et dont elle a besoin.

Le lendemain, Hammerstein, Santesso, Meerpohl et Gartlehner ont expliqué [pourquoi ils avaient démissionné](#) du conseil :

Cette semaine, le conseil d'administration de Cochrane a décidé, par un vote de 6 voix pour, 5 contre et une abstention, d'exclure Peter Gøtzsche de sa qualité de membre de Cochrane parce qu'il a "jeté le discrédit" sur Cochrane.

Quatre d'entre nous, qui s'opposaient à cette décision, ont démissionné du Conseil en conséquence. Nous considérons que l'utilisation par le Conseil de son autorité pour expulser Peter de Cochrane est disproportionnée. Le grand public, les consommateurs, les étudiants et les chercheurs impliqués dans Cochrane apprécient la pluralité des opinions, des opinions et des perspectives que Cochrane s'efforce d'exprimer depuis sa fondation. Nous pensons que l'expulsion de membres gênants de la Collaboration va à l'encontre de l'éthique de Cochrane et ne reflète pas son esprit fondateur ni ne favorise les meilleurs intérêts de la Collaboration. Nous craignons que ces actions ne causent de grands dommages à la réputation de la Collaboration.

Les membres du conseil d'établissement sont censés soutenir et défendre publiquement toutes les décisions prises. En l'espèce, nous ne pouvons pas nous conformer à cette obligation en toute conscience. Nous pensons également que ceux d'entre vous qui nous ont fait confiance pour vous représenter au sein du conseil d'administration ne souhaiteraient pas que nous le fassions. C'est pourquoi nous avons malheureusement ressenti le besoin de démissionner du conseil d'administration de Cochrane, ce que nous avons fait le lendemain de la décision prise.

Nous espérons et souhaitons vivement que cet événement encouragera tous les membres de Cochrane et la communauté au sens large à réfléchir à la situation actuelle et à se demander sérieusement ce que nous voulons pour l'avenir de Cochrane, ses principes, ses objectifs et son éthique.

Les choses sont allées vite. Le lendemain de mon expulsion, Nigel Hawkes a écrit dans le *BMJ*, évoquant notre critique de l'analyse Cochrane sur le papillomavirus.<sup>57</sup> Dans leur tentative de réfuter nos critiques, le rédacteur en chef de Cochrane et son adjoint ont qualifié nos critiques d'inexactes et de "sensationnalistes". Ils ont même réprimandé le journal :<sup>58</sup> "Il y a lieu de s'interroger sur la rigueur de l'examen par les pairs et de la révision éditoriale par le *BMJ Evidence-Based Medicine*. Nous demandons au *BMJ* de prendre en compte notre rapport et d'examiner si les processus

<sup>57</sup> Hawkes N. [Cochrane HPV vaccine review: BMJ journal defends "inconvenient criticisms."](#) *BMJ* 2018;14 Sept,362:k3927.

<sup>58</sup> Tovey D, Soares-Weiser K. [Cochrane's Editor in Chief responds to BMJ EBM article criticizing HPV review.](#) 2018 ; 3 Sept.

d'assurance qualité du journal ont été correctement appliqués et si les conclusions de l'article sont justifiées et proportionnées. Ceci est particulièrement important étant donné qu'il s'agit d'un sujet très sensible et la priorité de santé publique en ce domaine."

Il est très rare que les rédacteurs d'une revue critiquent les rédacteurs d'une autre revue. Carl Heneghan et Igho Onakpoya ne se sont pas excusés d'avoir publié un article qui critiquait une importante analyse Cochrane. Ils ont déclaré au *BMJ* que "les articles publiés dans notre journal demandent des comptes aux organisations et ne devraient pas hésiter à formuler des critiques qui peuvent être considérées comme gênantes. La liberté académique consiste à communiquer des idées, des faits et des critiques sans être censuré, ciblé ou réprimandé. Nous pensons que l'article ... suscite un débat sain et pose des questions importantes sur la nécessité de veiller à ce que toutes les preuves disponibles soient incluses dans les analyses systématiques afin d'éclairer correctement les décisions en matière de soins de santé." Ils ont également publié les revues par les pairs. Voici deux réponses intéressantes à l'article de Hawkes :

Michael Baum, professeur émérite de chirurgie, University College London : "J'ai toujours admiré le travail de la Collaboration Cochrane et j'ai une très haute estime pour Peter Gøtzsche, que je connais très bien. Oui, il peut être très abrasif dans ses manières et, oui, il peut être provocateur, mais ce sont les qualités requises par quelqu'un avec une intégrité scientifique intacte qui a suffisamment de courage pour dire la vérité au pouvoir .... Je pense que Peter est une sommité de la Collaboration Cochrane et qu'il contribue à la crédibilité de l'organisation ... Sans le professeur Gøtzsche, nous pourrions être amenés à cesser notre collaboration avec Cochrane. Je voudrais donc suggérer que si Peter et les autres membres du conseil d'administration qui ont démissionné en signe de protestation ne sont pas réintégrés, nous retirerons notre soutien et contesterons leur droit d'utiliser nos ensembles de données qui ont été collectés pendant des décennies grâce aux efforts non rémunérés de cliniciens du monde entier."

Jeanne Lenzer, journaliste indépendante et rédactrice associée du *BMJ*, New York : "C'est profondément, profondément perturbant. Le processus scientifique progresse grâce à un examen vigoureux de preuves et de déclarations contradictoires. Faire taire l'une des parties sape ce processus ... L'action de Cochrane en expulsant Peter Gøtzsche est une tache horrible sur Cochrane qui restera pendant de nombreuses années. Cela réduit ma confiance ... Honte à Cochrane".

En 2008, Lenzer et Shannon Brownlee, senior fellow à la New America Foundation, ont publié l'article "Is there an (unbiased) doctor in the house ?"<sup>59</sup> Il contenait une liste d'une centaine d'experts médicaux indépendants vers lesquels les journalistes peuvent se tourner s'ils recherchent des informations honnêtes. Je faisais partie de ces experts : "Peter Gøtzsche, directeur du Nordie Cochrane Centre et membre du groupe danois Médecins sans Sponsors, a décrit les raisons pour lesquelles il a rejoint la liste : 'L'industrie sait que l'achat de médecins est un outil de marketing efficace... bien plus efficace que les dollars qu'elle dépense pour les représentants des médicaments. Cela conduit à des soins de santé sous-optimaux pour les patients.'"

Trois jours après le procès, *Science* a publié "[Evidence-based medicine group in turmoil after expulsion of co-founder](#)" et Maryanne Demasi a publié "[Cochrane - a sinking ship ?](#)"

Demasi a écrit que "la direction de Cochrane a accusé l'équipe de Gøtzsche de nuire à la réputation de l'organisation, d'alimenter les anti-vaxx et de risquer "la vie de millions de femmes dans le monde en affectant les taux d'adoption des vaccins", selon une plainte déposée par le rédacteur en chef du groupe Cochrane qui a publié l'analyse papillomavirus (Jo Morrison)." Dans cet article, Tom Jefferson disait :

"Si votre analyse est composée d'études qui sont biaisées et, dans certains cas, sont écrites par des auteurs fantômes ou que les études sont choisies à la carte et que vous n'en tenez pas compte

---

<sup>59</sup> Lenzer J, Brownlee S. [Is there an \(unbiased\) doctor in the house ?](#) *BMJ* 2008;337;206-8.

dans votre revue, vous aurez des détritrus à l'entrée, et des détritrus à la sortie ... avec un joli petit logo Cochrane dessus."

L'un des membres du conseil qui a démissionné a déclaré : "Le prestige d'une institution scientifique est lié à sa capacité à gérer les débats critiques, et non à les censurer."

J'ai dit : "La science doit être en permanence remise en question, elle ne doit pas être politiquement correcte, ce n'est pas une recherche de consensus. Vous ne pouvez pas désigner une personne qui critique une recherche scientifique comme 'controversée', c'est un terme péjoratif. C'est simplement ce que notre travail de scientifique exige de nous."

Richard Smith, ancien rédacteur en chef du *BMJ*, [a écrit](#) : "Je connais Peter depuis de nombreuses années, et malgré sa capacité à s'exprimer en termes extravagants, c'est un homme doux et aimable." Il a répété le début de [son avant-propos](#) dans mon livre de 2013 sur le crime organisé dans l'industrie de la drogue : "Il doit y avoir plein de gens qui frémissent lorsqu'ils apprennent que Peter Gøtzsche va prendre la parole lors d'une réunion ou qu'ils voient son nom sur la liste des correspondants d'une revue. Il est comme le jeune garçon qui non seulement voyait que l'empereur n'était pas habillé mais le disait aussi. La plupart d'entre nous ne voient pas que l'empereur est nu ou ne l'annoncent pas lorsqu'ils voient sa nudité, c'est pourquoi nous avons grandement besoin de personnes comme Peter."

Jefferson a publié "[The Crucifixion of Brother Peter](#)". Il demandait la suspension de toutes les actions juridiques et disciplinaires en cours, la démission de l'ensemble du conseil d'administration et l'interdiction de se représenter, la mise en place d'un conseil d'administration intérimaire et l'organisation de nouvelles élections sous les auspices d'un organisme neutre tel que la commission électorale. Rien de tout cela ne s'est produit.

Des articles critiques ont également été publiés dans *Nature*,<sup>60</sup> *BMJ*,<sup>61</sup> *Lancet*,<sup>62</sup> et *Le Monde*.<sup>63</sup> Le conseil d'administration de Cochrane a été fortement critiqué dans un deuxième article du *BMJ* par Nigel Hawkes :<sup>64</sup>

Une déclaration lue au colloque annuel de Cochrane cette semaine à Édimbourg par le coprésident de l'organisation, Martin Burton, ne précise pas exactement ce que Gøtzsche a fait pour justifier son expulsion. M. Burton a évoqué une "mauvaise attitude répétée pendant de nombreuses années", mais des raisons juridiques et des raisons de confidentialité l'ont empêché d'en dire plus.

L'avocat de Cochrane, Thomas Grant, a conclu que cela n'avait pas de sens de revenir sur des choses anciennes : "Tous ces événements sont historiques et les parties les ont résolus à l'époque, ou ont décidé de les laisser en suspens... Je ne pense pas qu'il soit juste pour PG [Peter Gøtzsche] de tirer des conclusions sur des questions qui appartiennent au passé"... conseil ignoré par le conseil d'administration, qui, dans la déclaration lue par Burton, a affirmé que la mauvaise attitude de Gøtzsche l'était de longue date.

La version de Gøtzsche est que le rapport de Grant n'a "à aucun moment" conclu qu'il avait jeté le discrédit sur l'organisation, motif pour lequel il a été licencié.

Il lui était reproché d'avoir abusé de sa position au sein de Cochrane pour avoir fait valoir des opinions personnelles comme s'il s'agissait de ceux de l'organisation, ce qui constitue une violation de la politique de représentant. Sur deux exemples spécifiques considérés par Grant

---

<sup>60</sup> Vesper I. [Mass resignation guts board of prestigious Cochrane Collaboration](#). *Nature* 2018 ; 17 Sept.

<sup>61</sup> Hawkes N. Cochrane director's expulsion results in four board members resigning. *BMJ* 2018;17 Sept,362:k3945.

<sup>62</sup> Burki T. The Cochrane board votes to expel Peter Gøtzsche. *Lancet* 2018;392:1103-4.

<sup>63</sup> Foucart S. Peter Gøtzsche, le médecin par qui la controverse arrive. *Le Monde* 2018 ; 22 Sept:14.

<sup>64</sup> Hawkes N. Cochrane director says his sacking was flawed and came after "show trial". *BMJ* 2018;20 Sept,362:k4008.

où des violations auraient été commises, son rapport (tel que cité par Gøtzsche) indiquait qu'il ne pouvait être clairement établi que Gøtzsche s'exprimait officiellement au nom de Cochrane.

"Je ne suis pas sûr qu'il serait juste de censurer PG", conclut Grant. Il est clair, cependant, que les relations entre Gøtzsche et Wilson étaient totalement rompues. Lors d'une réunion du conseil d'administration à Lisbonne, selon Gøtzsche, Wilson a perdu son sang-froid. "Il a crié, m'a traité de menteur et a dit qu'on ne pouvait pas me faire confiance parce que je changeais tout le temps d'avis". Sa déclaration se termine par un appel à la démission du conseil d'administration, qui, selon lui, a causé "un énorme préjudice à Cochrane."

Le *BMJ* a demandé à Cochrane de commenter les affirmations de Gøtzsche et le statut futur des 17 analyses Cochrane qu'il a publiées, mais on lui a répondu qu'il était impossible de le faire tant que la procédure était en cours.

Cette dernière phrase est hilarante parce que le conseil d'administration n'a jamais été capable d'expliquer pourquoi j'ai été expulsé, tout simplement parce qu'il n'y avait aucune raison pour cela. Ils ont essayé, mais toutes leurs tentatives de le faire étaient mensongères.

En réponse à l'un des articles de Hawkes, l'International Society of Drug Bulletins [a écrit](#) que, déjà en 2013, elle avait critiqué Cochrane pour avoir autorisé des auteurs en conflit d'intérêt avec l'industrie des soins de santé, et que ses journaux affiliés ne le permettraient plus. En outre, toujours à l'inverse de Cochrane, aucun des rédacteurs ne pouvait avoir de tels conflits. "Cochrane porte atteinte à la confiance et à la crédibilité que les médecins, les pharmaciens, les scientifiques et les patients lui ont accordées... L'ISDB soutient donc l'affirmation de Gøtzsche selon laquelle le redressement de cette situation désastreuse nécessiterait la dissolution du conseil d'administration actuel, de nouvelles élections et un large débat participatif sur la stratégie et la gouvernance futures de l'organisation."

### **Les instructions de Burton à l'avocat étaient frauduleuses**

Après avoir lu ce qui précède, vous êtes maintenant en mesure de comprendre pourquoi les documents que Burton a soumis au conseil n'étaient pas impartiaux. Les "Instructions aux avocats" contenaient [de nombreuses inexactitudes et déclarations trompeuses](#) et des documents importants en ma faveur avaient été omis. Pour accentuer ce déséquilibre des forces, je n'avais pas accès à une expertise juridique.

Wilson avait contribué aux 330 pages du classeur, ce qui n'était pas mon cas. Une procédure régulière aurait exigé que l'on me demande si la documentation était appropriée et correcte, et si des informations importantes manquaient. Cela n'a pas été le cas, même si l'"Index des documents de l'avocat" montrait qu'une réponse de ma part était "manquante" dans trois cas. Cette réponse portait la mention TBC, qui, selon moi, signifiait "à collecter", mais qui signifiait en fait "à confirmer", ce qui n'avait pas de sens pour une information "manquante".

On a demandé à l'avocat d'évaluer si j'avais fait des déclarations publiques et publié des articles *susceptibles de nuire* à la réputation de Cochrane. Cela allait trop loin. Pratiquement tout ce que les gens disent ou écrivent a le potentiel d'être mal interprété. Pensez aussi que les voitures et les médicaments sur ordonnance peuvent tuer des gens, mais que cela ne les rend pas illégitimes. Les articles que j'ai publiés sont scientifiquement solides, ils ont été examinés par des pairs et personne n'a trouvé d'erreurs dans mes recherches. L'avocat aurait dû déterminer si certains de mes articles *avaient porté atteinte* à la réputation de Cochrane. La réponse à cette question est la suivante : Non, bien au contraire.

Quelle preuve le directeur général avait-il que mes déclarations n'étaient pas basées sur des

preuves et que mes commentaires avaient porté atteinte à la réputation de Cochrane ? Aucune. C'était une erreur de me forcer à prouver que je n'avais pas porté atteinte à la réputation de Cochrane au lieu que le directeur général doive prouver que je l'avais fait. Aucune preuve de ce type n'a jamais été présentée par qui que ce soit. La charge de la preuve a été inversée et m'a été imposée.

C'était également une erreur de demander à l'avocat d'évaluer les préjudices que j'aurais pu causer. Il n'a pas été demandé à l'avocat d'évaluer les préjudices que Wilson a causés, notamment en nuisant à ma tâche de responsable du Nordic Cochrane Centre en nuisant à la position de nombreux autres directeurs de centres, et en publiant des déclarations dissociant Cochrane de mon groupe de recherche au lieu d'organiser un véritable débat scientifique.

Les analyses Cochrane visent à décrire l'équilibre entre les avantages et les inconvénients des interventions évaluées. Un médicament puissant cause plus de dommages qu'un médicament faible, mais il apporte aussi généralement plus de bénéfices. Plus vous obtenez de bénéfices, plus vous causerez de dommages. L'avocat aurait dû être chargé d'évaluer l'équilibre entre les avantages et les inconvénients.

Extrait du classeur : "Le 14 mars 2014, MW [Mark Wilson] et les coprésidents de l'époque ont écrit à PG [Peter Gøtzsche] suite à la publication d'un livre et d'une vidéo dans lesquels PG semblait préconiser que tout patient prenant des médicaments psychotropes devrait arrêter de prendre ses médicaments."

C'était un mensonge. Je n'ai jamais préconisé cela et mon livre<sup>65</sup> ne le préconisait pas. J'ai toujours mis en garde contre l'arrêt brutal des médicaments psychiatriques et j'ai préconisé une utilisation très parcimonieuse de ces médicaments.

" PG avait fourni ses propres avis (potentiellement controversés) au tribunal sur le papier à tête de Cochrane ... ce qui soulève des inquiétudes quant à l'impartialité et l'indépendance de Cochrane en tant qu'organisation."

C'était tout simplement absurde. Mon rapport n'était pas public mais il avait été envoyé au tribunal, et les coprésidents ne l'ayant pas vu, ils ne pouvaient avoir d'avis sur celui-ci.

"À la suite de déclarations faites par PG, Cochrane a, à plus d'une occasion, jugé nécessaire de publier des déclarations publiques clarifiant sa position ... déclaration publiée le 3 mai 2018 en réponse au Tweet d'Anton Pottegård concernant les commentaires de PG sur les avantages et les inconvénients des médicaments psychiatriques."

C'était faux. Cochrane n'a publié aucune déclaration le 3 mai ou à toute autre date concernant Pottegård. En outre, il n'y avait absolument rien sur les avantages et les inconvénients des médicaments psychiatriques dans l'annonce de notre séminaire pour les psychiatres sur la façon de les retirer en toute sécurité. Le tweet de Pottegård était celui-ci :

"Vous avez demandé à Gøtzsche de distinguer ses opinions personnelles de celles de Cochrane concernant les psychotropes. Pourtant, il utilise l'affiliation Cochrane dans l'invitation au symposium sur la déprescription, ainsi que IIPDW.com (!), et l'adresse e-mail de Cochrane pour l'inscription. Des commentaires ?"

Notre annonce disait : "Peter C. Gøtzsche a organisé un cours similaire à Copenhague en 2017 et a enseigné aux psychiatres lors d'un tel cours à Göteborg en 2017. Cofondateur de l'Institut international pour le sevrage des médicaments psychiatriques en 2017 [IIPDW]. "Quel était le problème ?

Rien n'était trop petit ou trop stupide pour ne pas être pris au sérieux par Wilson. Jo Anthony a répondu à Pottegård : "Cochrane prend au sérieux tous les commentaires de notre communauté, et

---

<sup>65</sup> Gøtzsche PC. [Deadly medicines and organised crime : How big pharma has corrupted health care](#). London : Radcliffe Publishing ; 2013.

nous avons partagé vos commentaires avec la direction générale pour qu'elle prenne des mesures supplémentaires. Si vous souhaitez soumettre directement une déclaration officielle, veuillez utiliser notre site Web : [cochrane.org/contact](http://cochrane.org/contact)."

Anthony a répondu sans me consulter, ce qui violait notre accord. J'aurais pu lui dire que Pottegård est un fauteur de troubles bien connu que nous devons ignorer. De plus, Twitter, Facebook et les autres médias sociaux offrent un forum où les gens écrivent avant de penser, puis oublient. Pottegård a oublié. Il n'a jamais déposé de plainte officielle.

Notre publicité indiquait que nous avons effectué une analyse Cochrane sur le sevrage des pilules contre la dépression. Le séminaire était donc pertinent pour nos activités Cochrane, mais nous ne l'avons pas annoncé comme un événement officiel du Nordic Cochrane Centre, car nous redoutions des représailles de Wilson.

Le micromanagement de Wilson nous a quand même touché. Il était mécontent que nous ayons demandé aux gens de s'inscrire sur [general@cochrane.dk](mailto:general@cochrane.dk). Il a proposé de répondre de cette manière à Pottegård : "Il existe un large éventail d'opinions au sein de Cochrane sur les avantages et les inconvénients des médicaments psychiatriques, dont celle du professeur Gøtzsche. Le séminaire n'était pas un événement officiel de Cochrane, et il n'a pas été annoncé comme tel. Le professeur Gøtzsche a accepté d'utiliser son affiliation en tant que professeur de conception et analyse de recherche clinique à l'Université de Copenhague dans ses travaux sur ce sujet à l'avenir afin d'éviter toute éventuelle confusion."

Le directeur général d'une grande organisation devait-il consacrer son temps à de telles futilités ? N'avait-il pas des choses plus importantes à faire ? La seule partie du tweet de Wilson qui n'était pas hors de propos ou incorrecte était : "Le séminaire n'était pas un événement officiel de Cochrane, et il n'a pas été annoncé comme tel."

Dans le classeur de Burton : "Il est apparu par la suite qu'il y a un problème entre PG et MW quant à ce qui a été dit et convenu exactement lors de la réunion."

Il n'y a pas eu de problème de ce genre. Il s'agissait de la réunion de Lisbonne où j'ai amené deux témoins et où Wilson a falsifié le procès-verbal, ce que je peux prouver puisque j'ai enregistré la réunion.

"L'avocat doit savoir qu'il n'y a pas de consensus sur ce qui a été convenu lors de la seule réunion du conseil d'administration en avril 2017."

Il n'y en avait pas, mais Wilson a prétendu qu'il y en avait un. Il s'agissait de savoir si les exigences particulières de Wilson à mon égard s'appliquaient toujours. Il n'y avait pas d'absence de consensus, ce que les coprésidents savaient puisqu'ils étaient présents à la réunion. Ils ont carrément menti à ce sujet pour faire plaisir à Wilson.

"Il y a en tout cas eu des problèmes concernant l'accord sur les procès-verbaux. Nous renvoyons à titre d'exemple à la correspondance par courriel entre PG, MW et David Tovey entre juillet et août 2015 concernant le procès-verbal d'une réunion du 9 juillet 2015."

Cela prouve que Wilson était impliqué dans la collecte de documents pour l'avocat et qu'il était partial à mon égard. Je n'ai pas falsifié les procès-verbaux des réunions, ce que le triumvirat a fait à Genève et en d'autres occasions, mais il n'y a rien à ce sujet dans les "Instructions aux avocats" de Burton.

"Accusations de 'comportement d'intimidation' et de 'gestion par la peur' de la part de MW." Les coprésidents savaient qu'il ne s'agissait pas d'accusations mais de quelque chose que quatre membres du conseil avaient observé.

"Nous renvoyons à la procédure de règlement des différends en cas de litige entre le directeur général et un directeur de centre, qui figure aux clauses 22 à 25 du Protocole d'Accord ([chapitre 3](#)) et qui prévoit que :

a. En cas de différend entre le directeur général et un directeur de centre, ils sont tenus de faire tout leur possible, de bonne foi, pour résoudre le différend entre eux pendant une période de six semaines ; et

b. Une voie d'appel auprès du conseil d'administration n'est possible qu'après l'expiration de la période de résolution de six semaines et après une tentative de conciliation en première instance par le Comité des directeurs."

Burton a [trafiqué les preuves en ma défaveur](#) à un tel point que c'était une fraude. La clause 22 du [chapitre 3](#) est celle-ci :

"En cas de différend entre le directeur général et le directeur du NCC sur des affaires ou des questions liées à Cochrane, tous deux s'efforceront de bonne foi de le résoudre à l'amiable dans un délai de six semaines. Le directeur général et/ou le directeur de centre peuvent faire appel au Conseil des directeurs de centre pour les conseiller sur la résolution du différend."

"Peuvent faire appel" signifie que le directeur de centre n'est pas obligé d'impliquer le Conseil des directeurs de centre pour résoudre le différend avant de faire appel au conseil d'administration. Il n'y a donc aucune obligation de le faire.

La fraude de Burton a favorisé Wilson. À Lisbonne, j'ai tenté à deux reprises de résoudre nos différends à l'amiable, alors que Wilson m'a malmené, a crié et m'a traité de menteur. Sur la base de cette fraude, l'avocat aurait pu tirer la conclusion erronée que j'avais omis de faire appel au Conseil des directeurs de centre avant de faire appel au conseil d'administration.

La fraude de Burton était clairement délibérée. Il aurait pu copier et coller le texte du Protocole d'Accord dans ses "Instructions aux avocats", ce qui aurait été la chose naturelle et la plus facile à faire, mais au lieu de cela, il a commis une fraude.

### **Le charabia de Wilson à ma dernière réunion des directeurs de centre**

Ma dernière réunion des directeurs de centre a eu lieu trois jours après mon expulsion, la veille du discours de haine de Burton. La réunion devait durer 75 minutes et l'ordre du jour reflétait l'influence dominante de Wilson partout à Cochrane. Il avait réduit les directeurs de centre à des spectateurs de ses mises en scène. Seulement 25 minutes étaient allouées aux directeurs pour s'exprimer alors que l'équipe de Wilson disposait de 50 minutes.

Deux mois après mon court passage en tant que membre du conseil d'administration de Cochrane, nous avons reçu un courriel de Wilson disant : "Je suis extrêmement fier et satisfait des documents que nous avons préparés pour votre réunion à Genève, ainsi que du travail substantiel qu'ils reflètent et représentent". Cela revient à dire "Je suis extrêmement fier de moi", car Wilson a employé et guidé son personnel. D'autres n'étaient pas aussi impressionnés.

Les 47 directeurs présents dans la salle ont demandé de laisser tomber plusieurs points de l'ordre du jour et de discuter plutôt de mon expulsion. Le coprésident de la réunion, le directeur du centre suisse Erik von Elm, a déploré qu'il n'y ait pas le rapport habituel d'un directeur de centre sur le conseil d'administration, puisqu'ils avaient tous démissionné (à l'exception de Burton, mais il ne s'est pas présenté). Il a donc demandé à Wilson de faire un rapport.

J'ai dit que je siégeais encore au conseil d'administration parce que j'avais une semaine pour faire appel de mon expulsion, et que j'aimerais présenter un rapport. J'ai indiqué qu'il y avait eu des désaccords pendant plusieurs années entre Wilson et moi sur l'interprétation de la politique de représentant et que je l'avais testée de manière empirique et constaté que la plupart des gens étaient d'accord avec moi - je n'avais pas enfreint la politique.

J'ai parlé de l'avocat engagé par Cochrane à qui l'on a demandé de remonter 15 ans en arrière, "vous devez trouver quelque chose sur ce type parce que nous ne l'aimons pas, donc nous devons l'expulser", et qu'il est revenu bredouille. J'ai parlé du théâtre amateur de Burton (voir page 103) et expliqué pourquoi aucun des quatre directeurs ne faisait plus partie du conseil d'administration.

Wilson a parlé après moi. Il était dans le pétrin parce qu'il avait comploté mon expulsion et qu'il devait maintenant expliquer la raison inexistante de cette expulsion. C'était du charabia total. Comme Burton, il parlait de procédure et tournait autour du pot en utilisant le double langage managérial. Il était tellement incohérent que, s'il s'était agi d'un procès, je pense que le juge lui aurait demandé de revenir quand il serait sobre. J'ai enregistré ses propos :

"Heu, donc, il faut dire que, heu, en tant que directeur général, je n'étais pas dans toute, heu, la session que, que Peter a décrit, je suis seulement dans le, en tant que directeur général, au service du conseil, j'étais seulement dans les sections d'affaires de la réunion, heu, mais précisément parce que, heu, Peter a dit que la procédure est en cours, il a révélé quelque chose que le conseil n'a pas fait dans sa déclaration d'hier soir, heu, qui, heu, qui est bien sûr qu'il est la, heu, personne au sujet de laquelle le conseil a reçu des plaintes, et, heu, heu, a suivi une procédure d'enquête sur ces plaintes.

Cette procédure est toujours en cours, comme Peter, il a tout à fait raison, l'a dit, il a, heu, une période, heu, heu, pour, pour faire d'autres, heu, d'autres déclarations, heu, pour, heu, heu, pour, pour essayer de changer l'esprit du conseil pour annuler sa position et donc, heu, heu, le conseil, heu, et je, heu, ne peux pas dire, heu, heu, et je ne peux pas donner une image complète, heu, heu, ni, ni Peter non plus, dans ce cadre ou dans d'autres, ni les autres membres du conseil et ils sont, ils sont conscients de cela, heu, maintenant évidemment, puisque le conseil a, il n'y a aucun doute que c'est une situation extraordinaire, et il n'y a aucun doute que c'est un conseil d'administration qui est profondément divisé sur son, heu, évaluation de, heu, heu, de ces plaintes qui lui ont été présentées, heu, donc, heu, tout ce que je vous demanderais de faire est de, de s'il vous plaît nous permettre de, heu, de, de poursuivre la procédure à, heu, jusqu'à sa fin appropriée, parce que, comme, heu, Peter l'a dit, heu, quand vous commencez à parler d'avocats et que vous commencez à parler de, heu, litiges, heu, dans la façon dont les réunions sont menées, les appels sont déposés, et ainsi de suite, alors bien sûr nous sommes tous dans une situation difficile.

Donc, je voudrais juste, je suis au courant des déclarations que Peter a faites, il vous l'a envoyé, et vous êtes au courant des déclarations que les quatre membres du conseil qui ont démissionné, heu, heu, la déclaration qu'ils ont faite, et j'espère que vous êtes au courant, aussi, de la déclaration que le conseil a faite, faite la nuit dernière, heu, j'espère, je comprends parfaitement que les messages de, de Joerg, heu, faits la nuit, heu, que tout devrait être transparent, et qu'il devrait y avoir un grand débat sur toutes les circonstances qui sont actuellement, heu, heu, passées par, heu, mais je devrais dire, ils ne peuvent pas être, heu, heu, vous n'êtes pas en possession de, heu, de toutes les informations, heu, je ne suis pas en possession de toutes les informations, heu, heu, les membres du conseil ont été et, heu, je dirais, la procédure est en cours. Merci."

Un comédien n'aurait pas pu faire mieux.

La [déclaration](#) que le conseil d'administration avait publiée la veille au soir sur le site Web de Cochrane, dont Wilson a parlé, n'était pas informative. Il était fait référence à moi comme à "un individu" :

### **Message du Conseil d'administration**

Cette semaine, lors de sa réunion à Édimbourg, le conseil d'administration de Cochrane a examiné, comme prévu, les conclusions d'un examen indépendant et des plaintes

supplémentaires relatives à la conduite d'un membre. La conclusion du conseil a été communiquée à l'individu concerné et fait partie d'une procédure en cours. Les coprésidents du conseil d'administration fourniront de plus amples informations lorsque cette procédure sera terminée.

Suite à cela, quatre membres du conseil (Gerald Gartlehner, David Hammerstein Mintz, Joerg Meerpohl et Nancy Santesso) ont décidé de démissionner de leur poste d'administrateur de Cochrane avec effet immédiat. Cette situation a nécessité de nouveaux changements dans la composition du conseil d'administration afin de se conformer aux [statuts de Cochrane](#). En conséquence, Rae Lamb et Catherine Marshall, deux administrateurs nommés, se sont portées volontaires pour démissionner.

Une élection pour les nouveaux membres du Conseil aura lieu prochainement. Dans l'intervalle, le conseil continuera à diriger la Collaboration Cochrane comme d'habitude, guidé par nos [principes](#), notre [charte](#) et nos statuts. Le conseil d'administration a terminé son travail aujourd'hui et exprime son soutien ferme à l'engagement et au professionnalisme de l'équipe exécutive centrale de Cochrane.

Alors que le 25e colloque Cochrane débute à Édimbourg, le conseil d'administration se réjouit d'accueillir près de 1 300 participants de 57 pays pour célébrer notre thème "Cochrane pour tous : de meilleures preuves pour de meilleures décisions de santé".

### **Marguerite Koster et Martin Burton**

*Coprésidents du conseil d'administration*

Le hashtag du colloque était #CochraneForAll. Sur un site web, Jon Brassey a suggéré #CochraneForAllExceptPeterGøtzsche.<sup>66</sup> Il a également écrit : "Cochrane est considéré par beaucoup comme étant une sorte de ravissant organisme caritatif câlin qui fait beaucoup de "bien" et c'est ainsi qu'elle réussit si bien à attirer des volontaires. Mais plus elle s'éloigne de ce statut pour se rapprocher de celui d'une "entreprise" (en étant peut-être perçue juste comme une grande organisation commerciale impitoyable de plus), plus elle risque de voir son réservoir de bénévoles s'évaporer rapidement, ce qui serait un désastre."

Lors de notre réunion, Gartlehner a expliqué qu'ils avaient démissionné parce qu'ils ne pouvaient pas défendre la décision du conseil d'administration et que l'affaire était bien plus importante que moi et avait fait du tort à Cochrane. Le directeur du Centre néerlandais, Rob Scholten, a déclaré qu'il espérait que le conseil ne déciderait pas de l'expulsion de membres de Cochrane, mais que cela s'était déjà produit.

La coprésidente et directrice du centre néerlandais Lotty Hooft a appelé à une discussion sur la question de savoir si les directeurs voulaient travailler dans une organisation scientifique où il est permis d'expulser des personnes ayant des opinions scientifiques différentes et a demandé quand une telle discussion pourrait figurer à l'ordre du jour.

Wilson a déclaré qu'une discussion ne devrait pas avoir lieu avec des informations partielles. Cependant, puisque le conseil continuait à fournir des informations partielles et trompeuses, cela revient à dire qu'une discussion n'aura jamais lieu. Wilson a de nouveau parlé de procédures, derrière lesquelles il est commode de se cacher. Il était très mal à l'aise et a continué à parler en charabia :

"Je ne sais pas quand la procédure sera terminée, sera terminée. Mais, heu, heu, et essentiellement ce n'est pas pour moi, mais le conseil a dit qu'il partagera, qu'il partagera l'information, et, absolument, j'imagine que la discussion, heu, à ce sujet doit avoir lieu une fois que

---

<sup>66</sup> Brassey J. [Ugly scenes in the Cochrane Collaboration as Peter Gøtzsche is expelled](#). 2018 ; 17 Sept.

cette procédure est, est, heu, heu, est faite. Maintenant, heu, vous savez, il n'y a pas moyen que, heu, nous puissions être en situation, heu, où, heu, la discussion a lieu avec, heu, avec des informations partielles, au milieu d'une procédure, mais je peux, heu, vous savez, je vais certainement, vraiment, les membres du Comité laisseraient vraiment au conseil que, heu, vous savez, que le désir, heu, que vous et d'autres doivent, doivent être en position de pouvoir discuter de la résolution finale de, heu, ce litige. "

Une pure absurdité. Gerd Antes s'est plaint d'avoir entendu trop souvent le mot "procédure" alors que personne n'expliquait ce que c'était, ou combien de temps cela prendrait, et il a dit que les gens dans une organisation transparente ne devraient pas être tenus dans l'ignorance.

L'empathie et l'écoute ne font pas partie des points forts de Wilson. Il a ignoré la plainte d'Antes et a utilisé le mot "procédure" cinq fois dans sa réponse :

"Ce n'est pas confidentiel. Mais la procédure, la procédure est, je ne me souviens pas si Peter y a fait allusion, qu'il a sept jours à partir de, heu, à partir de jeudi, heu, donc, effectivement, d'ici la fin de la semaine prochaine, heu, Peter, Peter a l'occasion de, heu, de soumettre toute soumission qu'il veut, et le conseil se réunira dans la semaine suivante pour les examiner, heu, et une décision sera alors prise, heu, heu, que, um, à la fin de ce point. Alors, um, cette décision sera communiquée à Peter, et, et, et alors Peter, Peter, Peter individuellement, peut évidemment répondre en conséquence, donc, um, il est difficile de dire ce que le, ce que le, um, quand la procédure est terminée parce qu'il peut y avoir différentes procédures, heu, mais, heu, c'est la procédure interne, heu, du conseil, heu, tel qu'il l'a défini."

Cochrane se menait elle-même à la mort. Von Elm a également fait allusion aux procédures lorsqu'il a parlé du Comité, qui essaierait de comprendre les problèmes et d'arriver à une position partagée, espérons-le, après avoir tenu des réunions au cours des jours suivants.

La directrice française de Cochrane, Isabelle Boutron, a rappelé que la décision du conseil d'administration avait déjà causé des dommages importants, et que de nombreux Français se demandaient ce qui se passait et s'interrogeaient sur Cochrane, s'ils devaient soutenir Cochrane, et si des discussions pouvaient avoir lieu à l'avenir au sein de l'organisation. Elle a déclaré qu'ils ne pouvaient pas attendre "la procédure" pour avoir une compréhension claire de la situation.

Dans sa réponse, Wilson n'a utilisé le terme "procédure" qu'une seule fois, mais il est parlé de la "communication" à quatre reprises. C'était typique de la gestion centrale de Cochrane. Tout tournait autour des règles, des procédures et de la communication (également connue sous le nom de relations publiques ou spin), qui étaient censées résoudre tous les problèmes.

Les délires incompréhensibles de Wilson ont continué :

"Je, je, j'apprécie cela, et, et, heu, et tout ce que je peux dire c'est que, vous savez, que la procédure, au moins en ce qui concerne le, le conseil et sa décision finale sur, sur cette question, doit, doit avoir lieu, et ensuite, après cela, heu, que la communication sera faite, et la communication du conseil devra expliquer d'une manière qui, qui, heu, qui rende clair, certains, heu, eh, les, heu, les défis et les craintes et les préoccupations qui ont été exprimées par les membres du conseil qui ont démissionné, heu, et par, heu, et par ceux qui clairement craignent que ce soit un, heu, heu, heu, dans la mise à l'épreuve du débat scientifique au sein de Cochrane. Ce n'est pas, je, je peux le dire de mon point de vue, ce n'est pas, ce n'est pas, mais alors, um, vous savez, comme Peter, comme Peter a dit, il dirait, je dirais que de toute façon, um, um, je, je ne veux pas entrer dans le détail d'éléments, um, qui n'ont pas été mentionnés dans, dans les communications qui ont circulé parce que ce n'est pas à moi de le faire maintenant, en tant que partie, en tant que, à ce stade de la procédure, de manière inappropriée, je ne le ferai pas, um, donc, je préfère prendre, avec la meilleure vue du monde, um, toute, um, vous savez, les préoccupations ou quoi que ce soit qui, qui, vous savez, qui est à ... le moment parce que ce n'est

pas le moment, donc, je m'excuse, c'est à propos de, heu, s'il vous plaît soyez patient, heu, mais, je, je vous donne ma parole que, en tant que directeur général, je ferai de mon mieux pour travailler avec le conseil, pour communiquer pleinement les raisons de sa décision."

Von Elm a déclaré que les directeurs de centre ne devaient pas être poussés ou se sentir obligés de se positionner, surtout pas par des pressions extérieures. C'était typique de la Cochrane sous Wilson. Elle ne répondait plus au monde extérieur mais était tournée vers elle-même. Il a ajouté que s'il y avait des demandes directes sur ce qui se passait, il suggérait de se référer aux communications qui étaient sorties afin que chacun puisse se faire sa propre idée. C'était ridicule. Les "communications" du conseil d'administration ne disaient rien aux gens.

Karsten Juhl Jørgensen a déclaré : "En tant que directeur adjoint de Peter, je pense que je voudrais souligner que cette décision a bien sûr des implications pour beaucoup d'autres personnes que Peter. Il y a tout un centre avec du personnel, et bien sûr notre situation actuelle est assez floue. Et je pense que je parle au nom de toutes les personnes présentes dans la salle lorsque je dis que cela nous remplit d'une immense tristesse. Je pense donc que cette affaire concerne bien plus que seulement Peter. Peter est élu démocratiquement et a des opinions qui ne sont pas toujours en accord avec la direction de Cochrane, donc, l'expulser remet bien sûr en cause le fondement démocratique de Cochrane, et je pense que c'est très grave, aussi. Il ne s'agit pas seulement d'une question de différend scientifique, et je soutiens pleinement Lotty, je veux dire que toute cette procédure remet vraiment en question le fait qu'il s'agisse encore d'une organisation à laquelle vous voudriez contribuer."

Malgré la présence de M. Wilson, deux directeurs de centre se sont maintenant ouvertement demandé si Cochrane était une organisation dans laquelle ils aimeraient être.

Le directeur de Cochrane à Singapour, Edwin Chan, a déclaré que ce qui l'avait le plus choqué était la déclaration selon laquelle je pourrais être expulsé. Il a expliqué qu'auparavant, lorsqu'il n'y avait pas d'adhésion formelle à Cochrane, vous étiez membre si vous contribuiez, et que par conséquent personne ne pouvait être expulsé. Il espère que, dans une organisation professionnelle, nous pourrions faire la distinction entre les désaccords scientifiques, qui se produiront toujours, et qui peuvent être solidement débattus, réfutés et argumentés dans des publications, et les autres litiges. Il appelle à d'autres solutions que l'expulsion, qui va à l'encontre de l'esprit de la Collaboration Cochrane.

Gerd Antes a appelé à une discussion politique puissante au sein de la Collaboration et a souligné, en réponse à von Elm, que nous ne nous étions pas positionnés. D'autres l'avaient fait, en ironisant sur la Collaboration.

Le directeur ibéro-américain de Cochrane, Xavier Bonfill, avait assisté la veille à une réunion du réseau ibéro-américain et a déclaré que tout le monde était probablement choqué, frustré et en colère suite à ce qui s'était passé. Ils ne comprenaient pas ce qui s'était passé ni pourquoi Cochrane n'était pas capable de gérer les différences de manière plus constructive, en particulier lors d'un colloque dont la devise était "Cochrane pour tous". Il estimait que les représentants de Cochrane ont le droit de demander si les garanties ont été respectées, car il s'agit d'une procédure dans laquelle Cochrane évalue la conduite d'une personne afin de décider si elle va être exclue. Il a fait remarquer que d'autres organes de la Collaboration avaient la responsabilité d'évaluer de manière plus neutre et objective si quelqu'un méritait ce genre de traitement, et que c'était la première fois qu'un membre était expulsé de la Collaboration en 25 ans. Cochrane avait besoin de bénévoles ; c'était une organisation démocratique, ouverte et transparente, et chacun avait le droit d'être respecté de manière constructive et équitable.

M. Bonfill a également critiqué le moment choisi - la décision a été prise la veille du début du colloque - car la question contaminerait et affecterait toutes les discussions. Il a demandé si cela avait

été planifié et si le résultat était attendu. Il a été déçu que le coprésident Martin Burton, qui est également le directeur d'un centre, n'ait pas été présent pour donner une explication car il ne s'agissait pas d'un problème mineur, mais d'une question très importante.

Wilson : "Juste, juste pour le dire à Xavier, je n'ai rien à voir avec cela, ce qui a été dit, c'est une procédure du conseil d'administration. Cela devait être dit. En ce qui concerne les autres affaires ..."

Wilson avait l'intention de revenir en terrain connu, à son propre programme, mais Gartlehner est intervenu :

"Il s'agit d'un sujet extrêmement important... quatre membres du conseil d'administration ont démissionné, et nous ne devrions probablement pas simplement passer au point suivant de l'ordre du jour. J'ai le sentiment qu'une discussion est encore nécessaire, et mon opinion personnelle est que ce serait une erreur de la reporter parce que les dégâts sont en train de se produire maintenant. Si vous regardez les médias, ce qui se passe, les dégâts se produisent maintenant. Les gens devront faire des déclarations ; la presse arrive."

Il a ensuite été décidé que les 30 minutes restantes seraient utilisées pour poursuivre la discussion.

J'ai expliqué que, puisqu'il s'agissait d'un processus semi-juridique, lancé contre moi, j'avais demandé une représentation juridique et de l'argent pour la payer, en soulignant que j'avais donné plus de 30 millions de couronnes danoises au développement de l'informatique de Cochrane, sur lequel Mark Wilson a mis la main contre la volonté de mon hôpital et du gouvernement danois quelques années auparavant, et que notre centre n'a obtenu aucune compensation économique, alors que nous l'avions demandé.

J'ai souligné que je n'avais pas été autorisé à me défendre pendant six heures au cours desquelles le conseil a essayé de trouver une excuse pour m'expulser, et que beaucoup de choses fausses ont été dites sur moi.

Hooft m'a soutenu. Elle a parlé de "preuves fiables" - le leitmotiv de Cochrane - que nous n'avions pas actuellement, et de démocratie, et a demandé si elle était la seule à se demander si le vote était valide.

M. Wilson a expliqué que, selon les règles, le conseil d'administration actuel, composé de seulement six membres sur les treize habituels, pouvait encore fonctionner, même après que deux membres aient dû se retirer pour se conformer aux règles, car il doit y avoir plus de membres internes que de membres externes.

J'ai répondu : "Il y a des règles et il y a des impératifs moraux. Les membres restants du conseil d'administration pourraient choisir de démissionner, afin que nous puissions obtenir un conseil d'administration entièrement nouveau. Ce serait moralement la bonne chose à faire, compte tenu de ce que le conseil m'a fait. Et ce n'est pas une question personnelle, que je soulève, qu'il pourrait démissionner avec la motivation que, ok, ce n'était pas une procédure régulière. Très, très loin d'une procédure régulière. Nous avons fait une énorme erreur ; nous avons fait beaucoup de tort à la Collaboration ; nous allons démissionner. Ce serait la seule chose décente à faire pour les membres du conseil restants."

Un directeur de centre a déclaré que les centres pourraient profiter de cette occasion pour faire une déclaration sur ce que Cochrane représente pour eux. Von Elm a demandé quel serait la procédure et a répondu qu'ils n'avaient pas d'ébauche de proposition.

Les gens protestaient et se parlaient les uns aux autres, et quelqu'un a crié : "Ce n'est pas si difficile !" J'ai dit : "Cochrane se noie dans les procédures, travaillons !"

J'ai lancé une proposition simple que j'ai suggéré de voter : "Les directeurs de centre soutiennent la devise du colloque, 'Cochrane pour tous'."

Cela enverrait un bon signal. Pas de procédure. Nous serions favorables à ce que Cochrane soit inclusive, y compris pour les personnes qui contestent la science.

Von Elm a tenté d'expliquer qu'il s'agissait de questions distinctes et a parlé de ne pas dominer les gens. J'ai remis en question son raisonnement et j'ai demandé : "Comment cela peut-il être séparé ? C'est la devise de tout le colloque. Voyons, Erik. Donc, Cochrane n'est pas pour tous ?"

Wilson : "Le message vient du conseil d'administration. Nous sommes les serviteurs du conseil d'administration..."

Gartlehner a montré son dédain pour cette déclaration en la qualifiant de platitude.

"Désolé Gerald, mais nous sommes ... Il y aura une communication du conseil d'administration ... en ce qui concerne la tempête Twitter ... les participants à la discussion sont devenus publics, c'est-à-dire vous les gars - les membres du conseil d'administration qui ont perdu le vote, ont démissionné et sont devenus publics. Donc, vous avez créé l'indignation publique. Utiliser ensuite l'indignation publique pour ensuite dire, Cochrane doit faire quelque chose en dehors de la procédure appropriée est, à mon avis, inapproprié".

Wilson tenta de rejeter sur les autres la responsabilité de la calamité qu'il avait lui-même provoquée, tactique que Schopenhauer appelait "renverser les rôles". Il se trouvait maintenant en terrain connu, ne divaguait plus et ne bégayait plus. Mais cela n'a pas marché. Meerpohl était déçu qu'aucun membre du conseil ne soit venu discuter avec les directeurs de centre alors que l'affaire était si importante. Von Elm avait sûrement appris des dirigeants de Cochrane comment manier les explosifs en se référant à des formalités pour éviter toute discussion sur des sujets brûlants. Il a répondu à Meerpohl : "Ce n'était pas à l'ordre du jour".

Donc, la nouvelle de mon expulsion n'était pas à l'ordre du jour ! [Jusqu'où Cochrane pouvait-elle s'enfoncer ?](#) La nouvelle s'était répandue comme une traînée de poudre, et les directeurs s'attendaient bien sûr à en discuter. La seule chose qui manquait à cette farce était que Wilson dise que la nouvelle devait être soigneusement digérée par son Département de Transposition des Connaissances - son équivalent du Ministère de la Vérité d'Orwell ou du Parti Communiste Chinois - avant d'être communiquée au monde extérieur.

## **Le discours de haine de Burton lors de l'assemblée générale annuelle**

De nombreuses personnes étaient en colère parce qu'elles n'avaient entendu aucune raison valable pour expulser l'un des membres les plus éminents de Cochrane, qui avait beaucoup contribué à l'organisation, à la méthodologie des examens systématiques, à la science et à l'aide aux patients, ce qui est la *raison d'être* de Cochrane.

Hammerstein a rapidement mis en place un mouvement de résistance. Nous avons essayé de trouver comment nous pourrions renverser le gouvernement, ce qui n'était pas facile. Il n'y avait rien dans les statuts de l'association sur ce qu'il fallait faire avec un conseil d'administration dysfonctionnel. Notre seule possibilité était de demander un vote de défiance à l'Assemblée Générale Annuelle et nous avons recueilli des signatures pour cette déclaration :

Compte tenu du manque actuel de confiance et de représentation démocratique au sein du Conseil d'administration, nous demandons que cette résolution soit considérée comme le premier point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale annuelle qui se tiendra le 17 septembre 2018 à Édimbourg :

1. La dissolution immédiate de l'actuel conseil d'administration.
2. L'élection par l'Assemblée générale annuelle d'un conseil d'administration permanent temporaire avec pour objectifs d'organiser l'élection d'un nouveau conseil d'administration

dans les 90 jours et l'organisation d'un large débat sur l'avenir de la Collaboration Cochrane.

L'indécence de Wilson ne connaissait aucune limite. Jørgensen a déclaré que Wilson avait menacé de me retirer la qualité d'auteur de mes analyses Cochrane si je n'étais pas coopératif et conciliant dans mon appel à venir devant le conseil. Cependant, Wilson n'avait pas cette autorité ; les règles académiques garantissent que personne ne peut priver les autres de leur qualité d'auteur bien méritée.

Dans un monde de cochons,<sup>67</sup> certains sont plus égaux que d'autres. Pendant la réunion du conseil d'administration, le bras droit de Napoléon, Burton, a fait remarquer que je pouvais dire ce que je voulais "dans les limites de la décence, de la diffamation et du discours de haine." À peine quatre jours plus tard, Burton a prononcé un formidable discours de haine à mon égard lors de l'assemblée générale annuelle. Il est sur [YouTube](#) (commence après 36m20s) et est publié comme une [déclaration](#) sur le site web de Cochrane.

J'ai publié [mes commentaires](#) sur cette déclaration, qui est hautement diffamatoire et trompeuse. Le siège de Cochrane s'est assuré que les 30 000 contributeurs à Cochrane l'ont vu, car ils l'ont envoyé par courriel à des listes de groupe, en collant le discours dans le corps du courriel afin que personne ne le rate.



From right to left: Burton, Howe, Faba, Cullum and Clarkson (in Edinburgh)

Avant d'en arriver à ce point de l'ordre du jour, nous avons passé en revue les hommages habituels aux personnes éminentes décédées depuis le dernier colloque. L'un d'eux était Douglas Altman. Lorsque j'ai cofondé Cochrane en 1993, c'était avec des géants tels qu'Altman, avec qui j'ai publié plus d'articles qu'avec quiconque, comme je l'ai déjà indiqué. Mais Burton était froid comme la glace. Il s'agissait d'attirer la sympathie de l'auditoire pour sa "peine capitale", comme l'avait appelée Gartlehner. Burton n'a reconnu aucune de mes nombreuses réalisations.

La déclaration était signée "Le conseil d'administration de Cochrane", mais comme j'étais encore membre du conseil et que je n'étais pas au courant de la déclaration avant que Burton ne la lise à haute voix, la paternité était fautive, ce qui constitue une violation grave des règles de publication.

---

<sup>67</sup> Orwell G. Animal Farm. Londres : Secker et Warburg ; 1945.

J'ai écrit au conseil d'administration pour demander qui avait rédigé la déclaration et qui l'avait ensuite lue et approuvée. J'ai également demandé au conseil d'administration d'insérer des excuses, expliquant ce qui s'était passé, ce qui est toujours requis dans les cas de fausse paternité. J'ai en outre demandé au conseil d'administration d'envisager de présenter des excuses pour ses nombreuses déclarations mensongères concernant un "individu" anonyme, moi. Je n'ai jamais reçu de réponse, pas même lorsque j'ai écrit à Wilson et Tovey pour leur signaler l'inconduite. Les dirigeants de Cochrane avaient cessé de se soucier de l'éthique.

La déclaration concernait "l'attitude d'un individu", dont tout le monde savait qu'il s'agissait de moi. "Nous voulions nous comporter de manière équitable et intègre, dans le cadre d'une procédure qui respecte la vie privée d'un individu." Il n'en a rien été et en lisant la déclaration à haute voix, le conseil n'a pas respecté ma vie privée.

"Il s'agit du comportement d'un seul individu. Il y a eu une longue enquête sur une mauvaise attitude répétée pendant de nombreuses années."

Ceci est très trompeur. La prétendue longue enquête a été menée à la hâte. Pire encore, le texte insinue (pourquoi le mentionner ?) que l'enquête m'a rendu coupable de quelque chose, ce qui n'est pas vrai. Jos Verbeek a demandé à deux reprises lors de l'AGA en quoi consistait la prétendue "mauvaise attitude", mais il n'a pas obtenu de réponse significative.

"Quatre membres du conseil d'administration ont choisi de démissionner et ont activement diffusé un récit incomplet et trompeur des événements. Dans le même temps, d'autres ont contribué à une campagne publique et médiatique de désinformation."

Ces accusations étaient scandaleuses, et le conseil d'administration n'a fourni aucune preuve à leur sujet, ni d'ailleurs à aucun autre sujet.

"Agir dans le meilleur intérêt de Cochrane."

C'était hypocrite. Si c'était vrai, le conseil d'administration ne m'aurait pas expulsé, Burton n'aurait pas prononcé un discours de haine et le conseil d'administration aurait démissionné. La direction actuelle de Cochrane a fait énormément de mal à l'association.

"Nous ne pouvons pas tout vous dire... les individus ont droit à la vie privée et à la confidentialité."

Quand on n'a pas d'arguments, soit on dit qu'on ne peut pas parler, soit on répand un tas de mensonges. Le conseil a fait les deux.

"En tant que conseil d'administration, nous sommes en fait les employeurs du personnel de Cochrane. Tout notre personnel, et nos membres, ont le droit de faire leur travail sans harcèlement ni attaques personnelles. Nous vivons dans un monde où les comportements qui causent de la douleur et de la misère aux gens sont "dénoncés". Le conseil d'administration tient à préciser que, tant que nous serons administrateurs de cette organisation, nous appliquerons une politique de "tolérance zéro" pour les attitudes répétées sévèrement répréhensibles. Il est indispensable que TOUTES les organisations s'occupent de leur personnel et de leurs membres ; une fois que des comportements répétés et gravement répréhensibles ont été reconnus, l'inaction n'était PAS une option."

C'était la pire partie. Burton a utilisé des intonations dramatiques et a mis l'accent sur des mots comme "[tolérance zéro](#)". Les insinuations étaient claires. Plusieurs personnes pensaient que j'avais harcelé sexuellement des femmes, que j'avais commis des crimes graves à plusieurs reprises ou que j'avais intimidé le personnel de Cochrane. Rien de tout cela n'était vrai, et ces accusations n'étaient pas étayées dans le rapport de l'avocat ou ailleurs. En revanche, j'ai donné de nombreux exemples dans mon rapport à l'avocat que j'avais été intimidé, souvent de la manière la plus irrespectueuse, par le directeur général de Cochrane et son personnel.

"Donc, voici les faits tels que nous sommes en mesure de les rapporter. Nous serons peut-être en mesure de vous en dire plus plus tard, peut-être pas. Le temps nous le dira."

Cette décision du Conseil **ne concerne pas** la liberté d'expression.

Il **ne s'agit pas** de débat scientifique.

Il **ne s'agit pas** de tolérance à l'égard de la dissidence.

Il **ne s'agit pas** de l'impossibilité pour quelqu'un de critiquer une analyse Cochrane."

Les mensonges restent des mensonges, même lorsqu'ils sont démentis en gras. On a l'impression que Cochrane *n'est pas* intéressée par le développement de nouvelles connaissances, mais seulement par la protection de ses propres personnes et de sa marque. Qu'est-ce que Cochrane voulait de moi ? Que je travaille pour Cochrane incognito, sans utiliser l'en-tête ou le nom ? Que je fasse des recherches mais que je ne publie pas ou ne rende pas publics les résultats sans qu'ils aient été préalablement approuvés par Wilson ? C'est bien ce qu'il semblait.

La harangue a continué :

"Il s'agit d'un genre d'attitude continue qui, selon nous, est totalement et complètement en désaccord avec les principes et la gouvernance de la Collaboration Cochrane. Il s'agit d'intégrité, de responsabilité et de leadership."

Antes a écrit dans un courriel que cette déclaration était incroyablement emplie d'ignorance et d'arrogance. Elle laissait entendre que de nombreuses personnes très respectées étaient trop stupides pour avoir reconnu ma mauvaise attitude pendant de nombreuses années. Lors de l'AGA, il a dit en plaisantant qu'il avait été témoin de cette mauvaise attitude pendant 25 ans (sans le remarquer). Plus tard, [il a déclaré](#) que le comportement délétère du conseil d'administration confirmait les accusations selon lesquelles Cochrane s'écartait de ses objectifs et sapait les principes fondamentaux tels que la transparence et l'intégrité au niveau de la direction.

"En mars de cette année, nous avons reçu trois plaintes concernant un individu. Il ne s'agissait pas des premières plaintes reçues. En fait, la plus ancienne enregistrée remonte à 2003. De nombreuses plaintes ont été traitées au fil des ans. De nombreux litiges ont surgi. Des lettres officielles ont été échangées. Des promesses ont été faites. Et rompues. Certains litiges ont été résolus, d'autres non."

La déclaration du conseil d'administration était un [chef-d'œuvre de manipulation](#) et ils ont oublié de dire que le conseil m'avait excusé. J'ai expliqué dans mon rapport au conseil que les "plaintes" depuis 2003 étaient injustifiées et que les plaignants essayaient de protéger leurs intérêts financiers ou autres. Lorsque des scientifiques remettent en question le statu quo avec de bonnes connaissances scientifiques et qu'ils font l'objet de "plaintes", cela devrait être considéré comme une marque d'honneur montrant que les scientifiques sont intègres et ne cherchent pas à obtenir des résultats politiquement corrects. Compte tenu également du rapport de l'avocat, il était très trompeur de dire que j'avais rompu des promesses. Mais comme le public ne savait rien de tout cela, il a été la victime crédule des horribles manipulations de Burton.

"L'individu a ensuite formulé de graves accusations à l'encontre d'un membre de l'équipe de direction et en a fait part au conseil d'administration. Nous étions dans ce qui semblait une situation intenable."

Le conseil savait que cette déclaration était trompeuse. Je n'ai pas soulevé d'accusations mais décrit des faits dans mon courriel au conseil d'administration, et l'avocat n'a rien trouvé de mal à cela.

"Les administrateurs ont examiné le rapport de l'avocat ... et tous les documents liés à l'article récemment publié ... en examinant un large éventail de comportements, le conseil a pris la décision d'invoquer l'article 5.2.1. relatif à la résiliation de l'adhésion. Cette décision n'a pas été prise à l'unanimité."

C'était mensonger. Le conseil d'administration n'a pas pris en compte tous les éléments liés à

notre critique de l'analyse Cochrane sur le vaccin contre le papillomavirus, et il a dû cacher l'objet de "l'article récemment publié" parce qu'il a avancé que mon expulsion *ne* concernait *pas* ma critique d'une analyse Cochrane. Ils ont également caché que Burton a refusé d'envoyer au conseil le document de Wilson exonérant son propre employé, malgré ma demande ; ils n'ont pas dit aux gens que le vote était très serré, six contre cinq ; et ils n'ont pas dit que le conseil avait échoué lamentablement dans ses fonctions parce qu'ils n'avaient pas lu les documents qui leur avaient été envoyés.

L'examen d'un large éventail d'attitudes non définies est si vague que n'importe qui peut être expulsé. Les gens ont commencé à craindre d'être les prochains à être expulsés s'ils ne suivaient pas la ligne du parti de Wilson.

Burton a montré une diapositive qui disait : "L'examen indépendant n'a pas excusé l'individu."

On ne peut pas dire qu'un examen juridique payé par l'une des parties à un litige et offrant des informations incorrectes, imparfaites et même frauduleuses uniquement de cette partie soit indépendant. Et l'utilisation de l'expression "n'a pas excusé" est très manipulatrice, car elle insinue faussement que l'avocat m'a trouvé coupable de méfaits.

Après le discours de haine de Burton, nous pensions pouvoir poser des questions. Ce ne fut pas le cas. Il y a eu un intermezzo sur les questions financières avant la session de questions-réponses. Koster l'a présidée. La première question portait sur la science. Déjà après la deuxième question, Koster a dit qu'il n'y avait plus de temps pour les questions. C'était honteux. Les AG précédentes ont laissé beaucoup de temps pour les questions, et c'est le seul moment dans l'année où les membres peuvent poser des questions au conseil d'administration. En plus de cela, une session qui devait suivre a été annulée, il restait donc beaucoup de temps avant le dîner de gala tout proche.

Cochrane était devenu une dictature où la dissidence n'était pas autorisée et où personne ne pouvait demander au Leader Suprême si ses victimes avaient eu un procès équitable. Le public a protesté bruyamment et a fait pression sur Koster pour qu'elle autorise plus de questions.

Les affirmations diffamatoires sur mon comportement étaient si choquantes qu'elles ont paralysé les personnes présentes dans l'assistance. Ni mon adjoint, ni mon autre médecin en chef, Klaus Munkholm, ne se sont levés pour me défendre, alors qu'ils avaient accepté de le faire et que je leur ai fait signe de se lever de leur chaise. C'était extrêmement décevant, compte tenu aussi de ce que j'avais fait pour eux et pour le cadre de recherche que j'avais créé. Nous aimions tous aller au travail chaque jour. Je ne savais pas que Jørgensen m'avait trahi. Il avait peur de perdre son emploi et avait été vu dans des conversations amicales avec Wilson et Bero.

Demasi était également présente dans le public. Elle était familière avec ce genre de procédure après avoir travaillé dans le milieu universitaire, les médias et la politique. Elle s'est approchée du micro et a interpellé les membres du conseil.

"Des accusations très graves ont été portées à propos de cet individu en particulier, évoquant une 'attitude sérieusement répréhensible', sans que cette personne ait la possibilité de contester ces accusations et de se défendre. Donc, est-il possible que vous puissiez aller plus loin et permettre à cette personne de se défendre dans un auditoire de ses pairs pour éviter d'être accusé de diffamation ?"

Burton a répondu :

"La question de l'équité est une question qui est souvent, il est toujours juste de poser des questions sur l'équité et je peux vous assurer que nous donnerons ... bien, il y a déjà eu beaucoup d'opportunités en fait, mais nous sommes heureux de consulter et de voir s'il y a un autre, un autre forum dans lequel une opportunité doit être donnée. Mais le conseil disposait d'une très grande quantité d'informations pour prendre sa décision. Merci."

J'ai considéré cela mensonger. Le conseil d'administration n'avait pas lu ces informations, qui étaient également très trompeuses, et Burton avait probablement placé des "preuves". Cela n'aurait pas été accepté devant un tribunal.

Burton a demandé s'il y avait une autre question, mais Demasi a ajouté :

"Je comprends, mais j'ai juste une question sur l'équité procédurale de ce processus. Je comprends que l'individu a eu moins de 5 minutes pour présenter sa défense, avant qu'on lui demande de se récuser de la salle avant les délibérations. Il n'a pas eu accès à un conseil juridique et n'a pas été assisté par un avocat. Pouvez-vous commenter le manque d'équité procédurale offert à cet individu ?"

Burton a répondu :

"Oui, je n'ai aucun commentaire sur ces, vos affirmations, au début de cette déclaration. Mais je peux vous assurer, et je peux assurer tout le monde dans cette salle, et je peux regarder dans les yeux toutes les personnes de cette salle, nous pouvons tous vous regarder dans les yeux et dire que la procédure a été complètement indépendante, juste et transparente. La Collaboration Cochrane a des avocats pour nous conseiller, ils nous ont conseillé à chaque étape de la procédure et continueront à le faire car la Collaboration doit agir légalement à tout moment. Elle l'a fait, et continuera à le faire, mais sur les points spécifiques que vous avez demandés, "pas de commentaire". Et je suis désolé, j'aimerais pouvoir faire des commentaires."

J'ai pris le micro et j'ai dit que toutes ces accusations de mauvaise attitude étaient fausses et que le rapport de l'avocat me disculpait d'avoir enfreint la politique de représentant.

"Ce n'est pas fini, dans cette assemblée générale annuelle, vous n'avez fait qu'aggraver les choses. J'espérais que vous reviendriez à la raison. C'est très mauvais pour Cochrane, et ce sera encore pire à l'avenir. C'est un simulacre de procès du début à la fin ; vous n'avez tenu compte d'aucun de mes commentaires. Cela ne voulait rien dire. Le verdict était déjà dicté depuis le début et je suis sûr qu'il venait de notre directeur général, alors pourquoi ne pas voter un vote de défiance pour tout ce qui reste du conseil d'administration et obtenir un nouveau conseil provisoire dans trois mois et tout recommencer. Sinon, Cochrane souffrira beaucoup plus. Je survivrai, mais je suis inquiet pour Cochrane."

Burton m'a réprimandé en disant que j'avais fait une allégation grave contre le directeur général.

J'ai répondu :

"Je reviendrai, probablement avec une aide juridique, et il y a aussi la Charity Commission. J'ai documenté de graves manquements dans la gestion au sommet de la Collaboration Cochrane, et je pense que la Charity Commission serait intéressée par cela, franchement."

J'ai parlé à beaucoup de gens après ça. Ils étaient tous sous le choc. Ce n'était pas la Cochrane qu'ils chérissaient tant. Très, très loin de là.

Le lendemain, Koster a répété certaines des déclarations mensongères du conseil dans une interview<sup>68</sup> que j'ai [commentée](#). Le journaliste Ivan Oransky a publié les affirmations de Koster sans prendre la peine de vérifier les faits. Elle m'a accusé d'avoir abusé à plusieurs reprises du papier à en-tête de mon centre pour émettre des opinions personnelles. Elle a fait marche arrière le 3 octobre, lorsqu'elle et Burton ont envoyé une [lettre](#) à mon adresse privée pour expliquer les raisons de mon expulsion.

Koster a également affirmé que ce n'était pas une approche de Cochrane que de demander à un bailleur de fonds de parler des décès survenus dans une étude et a déclaré que la décision de m'expulser n'était pas fondée sur mes critiques de l'analyse Cochrane du vaccin contre le papillomavirus, ce qui était également faux.

---

<sup>68</sup> Oransky I, Marcus A. [Cochrane ousted researcher over improper use of letterhead, board co-chair says](#). 2018 ; 28 Sept.

Koster a avancé l'argument intéressé suivant : "La grande majorité des réponses que j'ai reçues étaient très reconnaissantes que des mesures aient été prises et que ce genre de comportement ne soit pas autorisé." C'était un choix sélectif. Nous ne savions pas ce que les 30 000 membres de Cochrane pensaient de ces questions, alors que des milliers d'entre eux étaient en colère (voir chapitre suivant).

Deux jours plus tard, après l'Assemblée générale annuelle, le UK Council for Evidence-based Psychiatry a [exprimé](#) le ressenti de beaucoup :

"Le professeur Peter C. Gøtzsche est connu dans le monde médical comme un défenseur infatigable de l'excellence de la recherche, un critique courageux de l'inconduite scientifique et un opposant acharné à la corruption de la recherche par des intérêts industriels. L'intégrité méticuleuse avec laquelle il exige les standards les plus élevées de ses collègues lui a valu l'admiration des patients, des chercheurs, des médecins, des militants et des groupes de défense dans le monde entier. Nous trouvons profondément regrettable que les membres du conseil d'administration aient voté (par une majorité de seulement 6 contre 5) l'expulsion de Peter, d'autant plus qu'aucune preuve objective n'a été fournie pour soutenir cette décision."

## 14 Les mois suivants

J'avais une semaine pour faire appel. À première vue, je ne voulais pas faire appel parce que mes partisans au conseil d'administration avaient déjà démissionné et que les mêmes personnes qui avaient voté pour mon expulsion allaient à nouveau juger mon appel. Cette construction donne des connotations aux régimes que nous abhorrons. J'ai néanmoins fait appel pour montrer à quel point les "procédures" Cochrane étaient injustes et pour voir comment le conseil réagirait. J'ai envoyé une [lettre de 22 pages](#) avec 9 annexes, qui se terminait par un résumé :

Un groupe de personnes de confiance, extérieur à Cochrane, devrait mettre en place un comité indépendant composé de personnes qui n'ont rien à voir avec Cochrane, mais qui ont une expérience de la médiation, du droit, de la science médicale et de l'édition médicale, et qui devrait juger mon cas avec soin, sans précipitation.

Sinon, le conseil d'administration devrait rétablir mon appartenance à la Collaboration Cochrane, en reconnaissant l'injustice et la diffamation flagrantes dont j'ai été victimes.

En tout état de cause, je dois avoir la possibilité de participer à toutes les délibérations, même orales, comme dans une affaire judiciaire, et de contester les raisons explicites de mon expulsion le 13 septembre.

Conformément à la loi sur la liberté d'information, je demande une copie de tous les enregistrements effectués lors de la réunion du 13 septembre par les membres du conseil d'administration, ainsi que les procès-verbaux écrits et les brouillons de procès-verbaux, car je soupçonne qu'il existe d'autres violations des règles que celles que j'ai relevées dans cet appel.

J'ai demandé les preuves que le conseil d'administration avait utilisées pour vérifier que j'avais enfreint le code de conduite des administrateurs ou la clause 5.2.1 (concernant le fait de nuire à l'organisme ou de le discréditer), et si le conseil d'administration trouvait acceptable que les explications données sur les raisons de mon exclusion aient un caractère fluctuant (Burton a donné de nouvelles raisons à l'Assemblée Générale Annuelle, notamment un mauvais comportement, du harcèlement et des attaques personnelles, sans préciser de quoi il s'agissait, et dont je n'avais pas connaissance).

J'ai expliqué que j'avais écrit dans mon rapport à l'avocat qu'il était préliminaire parce que j'avais

besoin de plus de documents avant de pouvoir fournir un rapport final ; que l'avocat a affirmé dans son rapport qu'il n'avait pas eu suffisamment de temps pour le rédiger ; et qu'il avait donc exposé ce plan :

L'avocat remet son rapport initial avant la réunion du conseil du 13 septembre ; le conseil examine le rapport ; l'avocat répond aux questions et finalise son rapport ; le conseil examine ensuite le rapport final et en débat.

J'étais donc persuadé qu'aucune décision ne serait prise lors de cette réunion et que le processus prendrait du temps. Cependant, le conseil d'administration n'a pas tenu compte de l'avis de l'avocat, ce qui contredit les nombreuses affirmations de Burton selon qui "nous avons toujours suivi l'avis des avocats."

J'ai conclu provisoirement que Cochrane voulait m'expulser en raison de mon combat pour la liberté académique au sein de Cochrane et de mes critiques répétées de l'industrie pharmaceutique et de l'establishment, par exemple dans une spécialité comme la psychiatrie. J'ai noté que la direction actuelle de Cochrane essayait d'éviter de remettre en question le dogme établi, alors que la base de la fondation de Cochrane il y a 25 ans était exactement cela : remettre en question le dogme établi.

J'ai déclaré que les preuves que j'avais fournies disqualifiaient Burton pour juger mon appel et que les autres membres du conseil d'administration étaient également disqualifiés, étant donné qu'ils avaient rendu un verdict basé sur des preuves défectueuses et sous la direction d'un président à l'allure dictatoriale et qui a fait tout son possible pour me déshonorer et pervertir le cours de la justice pendant la réunion du conseil d'administration et à l'Assemblée Générale Annuelle.

J'ai longuement expliqué pourquoi l'avocat, contrairement à l'avis du conseil d'administration, m'avait disculpé et en quoi son rapport était erroné. J'ai également commenté le fait que Wilson avait exonéré Lasserson, qui avait écrit l'éditorial Cochrane sur l'analyse du vaccin contre le papillomavirus, et je concluais que cela impliquait que Wilson ne pouvait pas me critiquer et me sanctionner sur la base de la politique de représentant.

J'ai mentionné plusieurs incidents importants de la réunion du conseil d'administration dont les membres démissionnaires m'avaient parlé, y compris ma forte suspicion que Burton avait orchestré les lettres de plainte liées à l'affaire papillomavirus ; que des menaces avaient été proférées selon lesquelles toute personne contestant la décision du conseil d'administration serait exclue de celui-ci ; que le directeur général de Cochrane avait menacé le conseil d'administration ; qu'un membre du conseil d'administration avait rappelé aux autres que le directeur général pouvait les poursuivre en justice ; et qu'une ambiance de lynchage s'était instaurée dans la salle, bien que les gens aient eu conscience que la réunion était enregistrée.

Bien entendu, rien de tout cela n'a été pris en compte et je n'ai reçu aucune réponse significative.

### **Déclarations mensongères du conseil d'administration et appels à une enquête indépendante**

Les 3 et 4 octobre, plusieurs événements importants se sont produits. J'ai reçu les [raisons officielles](#) de mon expulsion par courrier ; des plaintes ont été envoyées au conseil d'administration au sujet de la procédure ; et le conseil d'administration a menti aux membres de Cochrane lors d'un webinaire sur les motifs de mon expulsion.

La lettre des coprésidents n'avait aucun sens. Ils ont affirmé que j'avais enfreint le Protocole d'Accord, ce qui n'était pas vrai (l'avocat l'avait mal compris) et que j'avais "enfreint l'esprit de la politique de représentant, sinon la lettre". C'est la première et la seule fois que les coprésidents du conseil ont admis que je n'avais pas enfreint la politique de représentant. Dans une lettre portant la

mention "Seulement pour le destinataire. Strictement privé et confidentiel, INTERDIT DE PUBLICATION OU DIFFUSION." Leur dérision et leur dédain pour les autres étaient sans limite.

Le conseil a inclus des événements remontant à 2003, bien que l'avocat ait jugé cela inapproprié, et il a affirmé que j'avais porté atteinte à la réputation de Cochrane ainsi qu'au fonctionnement et au travail du conseil, de l'Équipe Centrale de Direction et de l'organisation dans son ensemble. De grands mots et de grands mensonges. Mes actions n'ont jamais porté atteinte à Cochrane, bien au contraire.

Le conseil a admis que notre critique de l'analyse du vaccin contre le papillomavirus était un motif d'expulsion, alors qu'il l'avait farouchement nié à toutes les occasions précédentes : "Un nouveau problème est apparu même depuis le début de l'examen indépendant (en ce qui concerne l'article sur le papillomavirus)". En outre, le conseil a critiqué ma conduite *après* mon expulsion, et n'a pas reconnu que j'avais le droit de me défendre contre les diffamations émises par le même conseil. C'était une situation sans issue.

Le 4 octobre, le Réseau allemand pour la médecine basée sur les preuves [a écrit à Wilson et Tovey](#) qu'il était profondément préoccupé par ce qui s'était passé. Ils avaient constaté un important manque de transparence et ne comprenaient pas comment une mauvaise attitude pouvait être le motif pour "expulser l'un des scientifiques les plus respectés et un fondateur de Cochrane, Peter C. Gøtzsche, qui a été élu membre du conseil d'administration par un vote lors d'une élection démocratique [...] Nous avons la plus haute estime pour l'apport de Peter C. Gøtzsche au développement de Cochrane et son soutien à nos objectifs de construction d'une médecine basée sur les preuves. Les membres de notre réseau ont voté pour que Peter C. Gøtzsche devienne un membre du conseil d'administration en tant que personne connue pour sa liberté d'expression et son fort caractère, pour son courage et son combat pour une médecine non corrompue. Nous ne comprenons pas comment une minorité de membres du conseil d'administration peut maintenant être autorisée à l'expulser [...] Gøtzsche est l'un des acteurs clés d'un développement serein de Cochrane [...] une organisation qui vit grâce à la transparence. Cette transparence nous manque et nous sommes profondément inquiets du fondement démocratique de cette décision. Nous recommandons vivement de repenser la décision et surtout de dévoiler de manière transparente tous les arguments qui ont guidé la décision du conseil d'administration."

Dans leur réponse, les coprésidents ont [répété plusieurs de leurs contre-vérités](#) :

"Votre lettre contient un certain nombre d'inexactitudes. Elle tire également des conclusions sur la base de preuves limitées et biaisées. Compte tenu de la position de votre réseau dans la promotion de l'enseignement et de la pratique de la médecine basée sur des preuves, nous espérons que, dans l'avenir, vous prendrez en considération l'ensemble des preuves relatives à cette question."

Il n'y a aucune inexactitude dans la lettre du Réseau, et ce n'est pas le Réseau mais le conseil qui a diffusé des informations incomplètes et biaisées. Le conseil avait censuré l'information, mais le Réseau a eu accès à des informations impartiales parce que je les avais publiées sur mon site Web, y compris les documents que le conseil ne voulait pas que l'on voie, comme le rapport STRICTEMENT CONFIDENTIEL de l'avocat.

"Il semble que vous approuviez l'attitude du professeur Peter Gøtzsche. Nous suggérons respectueusement que l'attitude dont il a fait preuve à la fois avant le 13 septembre 2018, lorsque notre conseil s'est penché dessus pour la première fois, et surtout par la suite (il a continué à diffuser des documents scandaleusement diffamatoires) ne sont pas des comportements qui seraient jugés acceptables par l'Universitätsklinikum Hamburg-Eppendorf, l'Universität Witten, l'Universität Hamburg, l'Universität Martin Luther ou d'autres institutions respectées. Nous aimerions comprendre pourquoi ils seraient alors acceptables pour l'EBM Netzwerk ? ... Nous

sommes déçus que votre organisation, et ceux qui vous financent, pensent qu'une haute estime est plus importante qu'une attitude respectueuse et collaborative au service des intérêts de Cochrane."

L'arrogance, le dédain et l'orgueil des coprésidents étaient sans égal. Il n'y a eu absolument aucune "attitude respectueuse et collaborative au service des intérêts de Cochrane" de la part du directeur général de Cochrane, des coprésidents et des quatre autres membres du conseil.

Le 30 octobre, le Réseau a envoyé une [lettre ouverte à Wilson](#) :

"Nous sommes encore plus déçus parce que la réponse ne contient aucun fait mais répète sans cesse les allusions nébuleuses à l' "attitude" de Peter Gøtzsche sans présenter aucune preuve. Ceci s'accompagne de l'incrimination tout à fait impertinente du Réseau allemand de médecine basée sur les preuves ... Mme Koster et M. Burton nous accusent d'être inexacts et de tirer des conclusions sur la base de preuves limitées et partiales. À notre avis, il est évident que le conseil d'administration ne présente aucune preuve pour ses accusations mais continue à répéter des déclarations opaques et incompréhensibles qui mettent en danger la fiabilité de Cochrane et nuisent à la réputation de l'organisation. Une fois de plus, l'esprit de Cochrane et son excellente réputation exigent une communication ouverte et la divulgation des raisons pour lesquelles Peter Gøtzsche a été expulsé du conseil d'administration de Cochrane, et aussi pourquoi les autres membres du conseil n'ont pas encore démissionné, afin d'ouvrir la possibilité de nouvelles élections et de renforcer la base démocratique de Cochrane. Nous ne reconnaissons pas l'esprit de Cochrane dans la gestion de cette affaire. Nous craignons que la réputation de Cochrane ne soit gravement endommagée."

Les 31 directeurs de centre en Espagne et en Amérique latine [ont demandé une enquête indépendante](#) sur le processus entourant mon expulsion. Ils ont envoyé leur courriel au directeur général de Cochrane et au conseil d'administration :

Nous doutons que la procédure ait été suffisamment appropriée et cohérente avec les principes de Cochrane ... Toute organisation (telle qu'un parti politique, un syndicat, une organisation religieuse, l'université) dispose de mécanismes internes bien établis qui garantissent une analyse objective des accusations et des défenses, ainsi que le droit de faire appel avec les garanties nécessaires auprès d'un groupe ou d'une commission neutre différente de celle impliquée dans le conflit. Ces mécanismes et les procédures associés doivent être transparents et contrôlables... L'expulsion d'un membre d'une organisation ne peut jamais devenir [...] une procédure sommaire qui manque de la transparence nécessaire, et c'est [...] comment nous et beaucoup d'autres personnes dans notre organisation et à l'extérieur ont perçu la résolution de ce conflit [...] Nous ne voulons pas que Cochrane devienne une organisation qui accepte passivement les décisions prises par ses dirigeants [...] sans suffisamment de mécanismes collectifs de discussion, de débat et de contrôle [...] Nous proposons :

1) Que le Conseil d'Administration convoque des élections immédiates pour renouveler l'ensemble des postes vacants au sein du Conseil, et ainsi donner l'opportunité d'incorporer d'autres perspectives et sensibilités au gouvernement de l'organisation, et en particulier, à la gestion de cette question.

2) Que le nouveau conseil nomme une commission ad-hoc, sans la participation d'aucune personne ayant été directement impliquée dans le conflit, afin qu'elle examine de manière indépendante toutes les actions liées à ce conflit et établisse les éventuelles responsabilités qui seront alors assumées en conséquence.

3) Que le rapport de la commission mentionnée soit connu et discuté par les différents membres et instances de Cochrane, afin que les conclusions tirées de cette discussion puissent

être incorporées dans les règlements et les procédures de l'organisation : les garanties et règles pour évaluer objectivement les fautes éventuelles et respecter la présomption d'innocence, le droit à la défense, l'égalité des chances et l'impartialité de ceux qui qualifient les fautes alléguées et appliquent le cas échéant des sanctions proportionnées aux infractions.

Nous vous serions reconnaissants d'y réfléchir et de le partager avec autant de personnes que vous le jugerez utile.

Il convient de noter que cette lettre émane de tous les directeurs Cochrane d'Amérique latine et d'Espagne.

Pendant son discours de haine, Burton a déclaré : "Nous savons reconnaître un mauvais comportement quand nous le voyons." En Amérique latine, on sait reconnaître une dictature quand on la voit. Mes collègues ont fait ce qu'il fallait : "Si vous êtes neutre dans des situations d'injustice, vous choisissez le camp de l'opresseur" (Desmond Tutu).

Le conseil d'administration a [utilisé cinq pages](#) pour amener sa conclusion :

"Nous pensons qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'organisme d'entreprendre un autre examen indépendant."

Ils auraient dû écrire :

"Nous pensons qu'il n'est pas dans l'intérêt du conseil d'entreprendre un autre examen indépendant parce que nous n'y survivrions pas."

Le 5 octobre, le psychiatre David Healy a [comparé Cochrane à une secte](#), "dont les dirigeants dictent ce qui peut et ne peut pas être dit. Une secte qui, en éliminant l'une de ses seules figures hautes en couleurs, sera perçue comme une bande d'hommes en gris... Une secte dont la valeur pour la science est tombée au plus bas".

Il se demande comment Cochrane peut justifier de tolérer 25 ans de revues basées sur des articles écrits par des auteurs fantômes sans aucun examen minutieux des données des essais en raison du manque d'accès : "Assurément, il s'agit de la pire trahison de la mission fondamentale de Cochrane qu'il est possible d'imaginer."

Dans son article intitulé "[How Cochrane is doing pharma a good turn](#)", Tom Jefferson partage les préoccupations de Healy. Cochrane a voulu chasser de ses rangs un critique virulent de l'industrie, en dépit des vives réactions qui étaient prévisibles, et l'organisation a donné un faux sentiment de pluralité alors qu'en réalité, les informations publiées par Cochrane sont désormais étroitement contrôlées. C'est ainsi que fonctionne l'industrie. À l'heure actuelle, Cochrane sert les intérêts de l'industrie en planifiant la publication d'essais commerciaux, et elle amplifie les biais en incluant trop facilement ces essais dans ses analyses. Le fait que Cochrane n'ait pas officiellement et activement fait pression en faveur d'un accès ouvert aux données officielles et pour leur inclusion dans ses analyses, ou qu'elle n'ait pas abordé de manière cohérente et décisive la sous-déclaration des effets indésirables, l'a fait s'aligner sur les objectifs de l'industrie.

## **Les webinaires Cochrane ont menti sur les raisons de mon expulsion**

Le 4 octobre, le directeur général et le conseil d'administration de Cochrane ont organisé trois [webinaires pour les membres de Cochrane](#), au cours desquels ils ont menti abondamment lorsqu'ils ont tenté d'expliquer pourquoi j'avais été exclu.

Bien que les directeurs des centres d'Amérique latine aient encouragé les dirigeants de Cochrane à partager leur message "avec autant de personnes que vous le jugerez approprié", leur déclaration n'a même pas été mentionnée lors des webinaires. Les webinaires étaient accompagnés de [diapositives](#) très mensongères :

"Un placement constant de ses propres intérêts au-dessus de ceux de Cochrane."

En toute mauvaise foi, le conseil a propagé cette déclaration parce que j'avais expliqué dans mon rapport au conseil que c'était un faux dilemme. Le fait que je sois un chercheur respecté qui publie des recherches utiles pour les patients a joué un rôle majeur l'inscription des activités de Danish Cochrane au budget du gouvernement.

"De multiples avertissements ont été donnés et des conversations ont eu lieu lors de tentatives concertées de traiter les problèmes de manière constructive."

Le fait d'être publiquement en désaccord avec les recherches de quelqu'un ne constitue pas un motif pour se plaindre de mon "comportement". Wilson m'a donné de multiples avertissements concernant mes prétendues infractions à sa politique de représentant, mais comme je n'ai jamais enfreint cette politique, ses accusations sont nulles et non avenues.

"Une présentation répétée de ses opinions personnelles comme étant celles de Cochrane malgré les demandes et les promesses de ne pas le faire."

C'était un gigantesque mensonge. Personne n'avait jamais honnêtement confondu mes opinions avec celles de Cochrane en tant qu'organisation, et le conseil d'administration n'avait pas expliqué pourquoi il avait ignoré son propre rapport juridique qui me disculpait.

"Plaintes multiples auprès de Cochrane sur plusieurs années."

Le fait que le conseil d'administration l'ait mentionné après toutes mes explications illustre l'effondrement moral total de la direction de Cochrane.

"Des accusations graves, diffamatoires et scandaleuses contre des collègues de Cochrane - et publiquement."

Il ne s'agissait pas d'accusations ou de diffamation, mais de faits, et je n'ai rien rendu public avant que le conseil d'administration ne m'ait expulsé dans le cadre d'un procès pour l'exemple, ce que j'avais le droit de faire en tant qu'acte de légitime défense.

"En tant que membre du conseil d'administration, une violation grave du code de conduite des administrateurs."

À aucun moment, Cochrane ou le conseil d'administration ne m'ont démontré que j'avais enfreint ce code.

"Cochrane accueille et soutient la critique académique comme faisant partie de notre culture."

Comme je l'ai documenté, ce n'est clairement *pas* le cas.

"En tant qu'administrateur et directeur de centre, le professeur Gøtzsche avait le devoir tout particulier d'agir dans le meilleur intérêt de l'organisation lorsqu'il formulait des critiques sur les analyses Cochrane."

C'était difficile à concilier. Nos critiques étaient toujours scientifiquement fondées et le fait d'être autorisé à critiquer ne devrait rien avoir à voir avec le nombre de galons Cochrane que l'on porte sur l'épaule. Certains membres du conseil étaient des scientifiques, et il n'était pas raisonnable d'attendre d'eux qu'ils se comportent différemment des autres scientifiques. Le conseil d'administration a également contredit son affirmation selon laquelle il accueillait les critiques académiques.

"Avec sa critique de la révision du vaccin contre le papillomavirus, publiée dans le BMJ Evidence-Based Medicine sans avertissement préalable, il a choisi de ne pas agir dans le meilleur intérêt de Cochrane. C'est un exemple de mauvaise attitude, mais ce n'est pas la raison de la résiliation de son adhésion."

Ce commentaire est mensonger. Le conseil d'administration savait parfaitement que nous avions averti Cochrane à plusieurs reprises, et que je ne pouvais pas avertir de notre publication parce que j'étais en vacances. De plus, notre critique de l'analyse Cochrane sur le vaccin contre le papillomavirus a joué un rôle important dans mon expulsion.

"La décision du conseil d'administration n'a rien eu à voir avec des conflits d'intérêts ou la détermination de Cochrane à avoir des politiques solides en matière de conflits d'intérêts et à les appliquer correctement."

Le coprésident du conseil d'administration, Martin Burton, avait un énorme conflit d'intérêt en prenant une décision sur mon sort.

"Le conseil rejette toute accusation de liens étroits avec des organisations commerciales qui menaceraient l'indépendance et la crédibilité de Cochrane. Il n'y a aucune preuve de cela car ce n'est pas vrai."

Le déni général d'une chose ne signifie pas qu'elle n'est pas vraie. Il peut y avoir ou non des liens étroits entre les dirigeants de Cochrane et l'industrie pharmaceutique, et s'il y en avait, ce n'est pas quelque chose que les gens révèlent habituellement. Leurs actions étaient difficiles à expliquer, à moins qu'il n'y ait une certaine dépendance, ce que beaucoup de gens soupçonnaient. Cela justifiait une enquête.

"Le comportement du professeur Gøtzsche ne serait toléré dans aucune des organisations qui nous emploient."

Mon comportement a été apprécié dans les organisations qui m'employaient, la Copenhagen Hospital Corporation et l'Université de Copenhague, qui, contrairement à Cochrane, n'acceptent pas la censure scientifique. Mon comportement a été apprécié à tel point que la ministre danoise de la Santé m'a dit, lors d'une réunion que j'ai eue avec elle et les directeurs du Conseil national de la santé et de l'Agence danoise des médicaments le 14 août 2018, qu'elle appréciait que je remette en question le dogme. Cochrane aurait dû être fière d'avoir une personne comme moi dans l'organisation. Ma priorité était d'être un champion pour les membres de la communauté qui n'avaient pas de voix. Cela a été très apprécié, notamment par les patients psychiatriques, et fortement recommandé par Cochrane.

"Clarifier et faire respecter l'attitude attendus de la part des membres de Cochrane - en particulier de ses dirigeants - est essentiel pour instaurer une culture de confiance, d'ouverture, de respect et de professionnalisme."

Le conseil n'a rien clarifié. Ils ont confondu les problèmes et ont menti à leur sujet ; ils ont totalement perdu la confiance des membres de Cochrane ; et ils ont été irrespectueux et non professionnels envers moi et les autres membres.

"Le conseil a suivi une procédure régulière au cours de son enquête."

C'est manifestement faux, et la démission immédiate de quatre membres du conseil d'administration en signe de protestation l'a démontré.

"Elle a également maintenu son devoir de diligence envers le professeur Gøtzsche, même lorsqu'il a rompu la confidentialité et fait des déclarations diffamatoires contre des personnes nommées."

Comme déjà indiqué, ce n'est qu'*après* mon expulsion le 13 septembre et *après que* le conseil d'administration ait diffusé des mensonges scandaleux et des déclarations diffamatoires à mon sujet le 17 septembre que j'ai fait des déclarations publiques sur des personnes nommées et elles n'étaient pas diffamatoires. En outre, l'intérêt du public à connaître ces questions l'emportait sur toute préoccupation de confidentialité, et j'avais clairement indiqué que je renonçais à mon droit à la confidentialité.

"L'équipe centrale de Cochrane est en contact avec l'institution abritant et finançant le Nordic Cochrane Centre afin de protéger le soutien futur au Centre et à ses employés, ainsi qu'aux trois groupes d'analyse également subventionnés."

Cela a démontré l'étendue de la méchanceté de Wilson. Comme expliqué plus haut, personne au conseil d'administration ne savait si le financement que j'avais obtenu était lié à ma personne et disparaîtrait si j'étais expulsé de Cochrane. Si tel était le cas, Wilson aurait créé un bain de sang où environ 50 personnes auraient perdu leur emploi et Cochrane aurait perdu 3 de ses 52 groupes

d'analyse.

"Tout groupe qui utilise le nom et le logo de Cochrane doit rendre des comptes à Cochrane, suivre les politiques et les pratiques de Cochrane, et agir à tout moment dans le meilleur intérêt de l'organisation et au bénéfice du public. Nous protégerons et défendrons farouchement l'intégrité organisationnelle de Cochrane."

Un commentateur a écrit que ces diapositives donnaient l'impression que l'un des principaux objectifs du webinaire était de discipliner tous les membres de Cochrane.

Dans leurs propos introductifs au webinaire, le conseil a donné comme raisons de mon expulsion le fait que j'avais utilisé le papier à en-tête de mon centre pour un témoignage d'expert dans un procès pour homicide (voir page 30), et que j'avais critiqué les rédacteurs de Cochrane en 2015 en relation avec le débat sur Maudsley (voir page 84). Ces raisons ont été utilisées pour montrer que j'avais porté atteinte à la crédibilité de Cochrane.

C'était également mensonger. En dépit du fait que le conseil persistait à l'ignorer, l'[avocat m'a disculpé dans les deux cas](#): "Ma conclusion est la même en ce qui concerne le rapport d'expertise et la plainte ultérieure contre le professeur Loonen dans la procédure néerlandaise. PG n'y parlait manifestement pas de 'questions liées à Cochrane'. Je ne pense pas que l'on puisse dire qu'il s'exprimait officiellement au nom de Cochrane."

Le conseil a écrit que Cochrane n'approuvait pas mon opinion. Quelles opinions ? Le conseil n'avait pas vu mon rapport d'expertise interne au tribunal, qui était basé sur des preuves, mais faisait une déclaration à l'aveugle, sans aucune base, juste sur des hypothèses erronées. En outre, Cochrane n'avait pas d'opinion à approuver, car elle n'était pas appelée à présenter un témoignage d'expert au tribunal.

Quant au débat sur Maudsley, le conseil n'a pas trouvé qu'il était utile ou qu'il serait juste pour moi de revenir trois ans en arrière. En outre, personne n'a douté que ce que je présentais au cours du débat et dans ma publication ultérieure étaient mes opinions personnelles. Comme on peut le voir dans [mon rapport au conseil](#), c'était la seule fois où j'ai fait quelque chose pour laquelle les dirigeants de Cochrane pouvaient me critiquer, mais en réalité, c'est le rédacteur en chef et directeur général adjoint de Cochrane, David Tovey, qui devait être blâmé, pas moi. Il n'avait aucune expérience de la recherche en psychiatrie et m'a provoqué en abusant de son poste hiérarchique au sein de Cochrane pour me désavouer, en tant que premier auteur de la lettre, afin que personne ne passe à côté.

Gartlehner a écrit aux trois autres membres démissionnaires du conseil et à Jefferson, Demasi, mon adjoint et moi-même : "Je pense que les raisons de ces spéculations [sur la raison de mon expulsion] sont que la déclaration de Cochrane est extrêmement vague. L'expulsion d'un membre est une mesure très radicale, et certaines personnes pensent qu'une infraction pénale doit en être la raison."

De nombreux chercheurs m'ont écrit des choses semblables. L'impression dominante était que tout ce secret avait pour but de protéger la vie privée des "victimes" qui avaient été abusées par mon "mauvais comportement". Mais j'étais la seule victime.

L'un d'entre eux a écrit : "J'ai vu là une façon intelligente pour Martin d'intimider les gens pour qu'ils ne vous soutiennent pas - vous ne voulez pas soutenir quelqu'un coupable de harcèlement sexuel ou de quelque chose de similaire. Martin est une horrible personne."

Un autre a écrit : "Je pensais déjà à l'Assemblée Générale que la diapositive et le discours de Burton étaient très explicites dans ce qu'il insinuait. Quand vous lisez le paragraphe entier, l'insinuation #metoo clignote comme un néon." Le 23 septembre 2018, Michael Baum, de l'un des principaux cabinets de contentieux américains, Baum & Hedlund à Los Angeles, a écrit à l'un de mes collègues : "Avez-vous des informations sur ce que Cochrane pense être la mauvaise attitude de

Peter ? J'étais sur le point de l'inclure, lui et Tom Jefferson, en tant qu'experts pour l'affaire du Gardasil [un vaccin contre le papillomavirus], lorsque toute cette histoire a éclaté."

Mon collègue a répondu : "Il n'y a pas de mauvaise attitude grave - c'est juste un cas où PG ne chante pas la même partition que le directeur général de Cochrane qui semble être largement considéré comme un trou du cul."

Baum : "Donc, aucun cadavre ou truc du type sexe/finance/corruption ne se cache sous l'accusation de 'mauvaise attitude ?'"

"Beaucoup de gens vont penser que Peter est un Harvey Weinstein. Je pense que l'on peut dire qu'un grand nombre de personnes - médias, avocats, organisations professionnelles - vont tout simplement retirer Peter de leurs listes de personnes à envisager pour un travail médiatique, juridique, clinique ou de recherche sur la base de cette insulte. S'ils n'ont pas quelqu'un avec qui vérifier - comme moi dans ce cas - ils effaceront simplement le nom de Peter pour éviter tout risque."

Une patiente atteinte d'un cancer du sein, qui contribue depuis longtemps à Cochrane, a écrit au siège de Cochrane qu'on aurait dit que j'avais violé quelqu'un.

### **L'analyse brillante de Hammerstein sur le simulacre de procès et Cochrane**

Comme Wilson était en train de détruire Cochrane, j'ai fait ce que j'ai pu pour changer la direction de Cochrane. Dès que j'ai été élu au conseil, j'ai persuadé mon bon ami David Hammerstein de se présenter au conseil en tant que membre externe.

Tout a commencé sept ans plus tôt. Une députée danoise au Parlement européen, Margrete Auken (Verts), m'a téléphoné pour me demander si je voulais faire une conférence à Strasbourg sur le dépistage génétique. J'en savais très peu sur ce sujet et j'ai suggéré de parler du dépistage du cancer, des contrôles de santé réguliers et de ma réussite à ouvrir les archives de l'Agence européenne des médicaments après m'être plaint au Médiateur européen, P. Nikiforos Diamandouros.<sup>69</sup> J'ai également demandé si elle pouvait organiser une rencontre avec Diamandouros pendant mon séjour, ce qu'elle a fait. Auken et moi sommes également devenus de bons amis.



Margrete Auken



Peter Liese

Dans l'annonce de ma conférence, "*Screening for cancer and general health checks*" (Dépistage du cancer et contrôles de santé généraux) que j'ai tenue le 25 novembre 2010, il n'était pas

<sup>69</sup> Gøtzsche PC, Jørgensen AW. Opening up data at the European Medicines Agency. BMJ 2011;342:d2686.

question de notre accès aux données de l'agence, mais il est devenu très important que je le mentionne en passant à la fin de ma conférence. Il n'y avait qu'une dizaine de personnes dans le public, mais l'une d'entre elles était le médecin allemand Peter Liese, de la CDU, qui fait partie du Parti populaire européen. J'ai eu plusieurs réunions avec des politiciens à Strasbourg, ainsi qu'avec Liese, qui était très intéressé par mes idées sur les essais cliniques. J'ai rédigé pour lui un document que j'ai publié.<sup>70</sup> J'y donnais de nombreux exemples montrant que la communication sélective des données des essais, ou l'absence de communication, avait entraîné des dizaines de milliers de décès qui auraient pu être évités.

Cela m'a conduit à intervenir régulièrement au Parlement européen à Bruxelles où j'ai coopéré étroitement avec Auken et Hammerstein, un citoyen américain qui a émigré en Espagne lorsqu'il était jeune et qui a ensuite été élu député espagnol au Parlement européen. Hammerstein était devenu un lobbyiste pour le public et était le principal défenseur de la politique pour le grand Dialogue transatlantique des consommateurs. Un an plus tard, il m'a invité à donner une conférence au Parlement, intitulée "*Strengthening and opening up EU's health research*" (*Renforcer et ouvrir la recherche sur la santé dans l'UE*) [que j'ai publiée](#) dans une revue médicale. Il se terminait ainsi :

"Si vous n'êtes pas d'accord avec ce que j'ai dit sur le partage des données, alors considérez ceci : Si le succès commercial ou universitaire dépend de la rétention de données qui sont importantes pour la prise de décision rationnelle des médecins, des patients et des gouvernements, alors il y a quelque chose de fondamentalement mauvais dans nos priorités en matière de soins de santé."

Je pense que Hammerstein était la personne la plus intelligente du conseil d'administration de Cochrane, et qu'il avait aussi de loin la plus grande expérience politique. Il aurait donc pu être d'une grande valeur pour Cochrane, mais avec Mark Wilson au gouvernail, Hammerstein était "trop grand".

Lors de la première participation d'Hammerstein à une réunion du conseil d'administration, au Cap en septembre 2017, juste après son élection, le coprésident Martin Burton l'a pris à part alors qu'il n'y avait pas de témoins et lui a dit que cinq membres du conseil voulaient le mettre dehors et que s'il ne se retirait pas volontairement, une réunion d'urgence serait organisée pour l'écarter avant que son affectation ne soit officiellement annoncée un ou deux jours plus tard.

Dans ma réponse au plan des coprésidents, visant nominale à résoudre les conflits entre Wilson et moi, environ sept mois plus tard, j'ai noté qu'il n'était pas approprié ou démocratique, et qu'il avait causé une grande détresse à plusieurs reprises, lorsqu'un coprésident prenait à part les membres du conseil, un par un, sans témoin, en essayant de les convaincre qu'ils devaient faire autrement que ce qu'ils avaient prévu.

Hammerstein a refusé, et plusieurs membres du conseil d'administration étaient très en colère suite à l'intervention de Burton. Le conseil d'administration avait élu Hammerstein et, bien que je sois celui qui l'ait persuadé de se porter volontaire pour le conseil d'administration en dépit de ses nombreux autres occupations, Burton ne m'a même pas informé de son intervention. Compte tenu des qualifications de Hammerstein, ce genre d'incident est le signe d'une culture malade au sommet de Cochrane.

Catherine Marshall, membre du conseil d'administration, avait envoyé une lettre au conseil dans laquelle elle se plaignait de Hammerstein et de moi-même de manière très désobligeante, en utilisant des arguments ad hominem. Hammerstein a répondu poliment : "C'est une grave erreur et cela pourrait être très négatif pour toute organisation de déplacer la discussion de la substance et du contenu vers la psychologie ou les styles personnels. Cela traduit souvent une résistance à discuter ouvertement des politiques et à envisager tout changement de fond, lorsque l'on

---

<sup>70</sup> Gøtzsche PC. [Why we need easy access to all data from all clinical trials and how to accomplish it](#). *Trials* 2011;12:249.

personnalise les questions au lieu de les débattre avec des arguments [...]. Il est généralement dommageable pour la cohésion d'un groupe de qualifier certaines opinions (généralement en accord avec le statu quo) de "sages", "professionnelles", "positives", "légales" et "coopératives" tout en disqualifiant les autres opinions. Ce n'est généralement pas le moyen de promouvoir l'enrichissement d'une organisation de nouvelles informations et de nouvelles idées."

Hammerstein et moi-même aurions dû démissionner du conseil d'administration après ces expériences au Cap, tant il était manifestement dysfonctionnel et pris en otage par les petites querelles des membres qui refusaient de débattre des questions de fond. L'emprise de Wilson sur le pouvoir était tout simplement trop forte pour être changée.

Juste après notre retour du Cap, j'ai publié un article sur ce que cela représentait d'être membre du conseil d'administration. J'ai écrit que Nelson Mandela était un grand leader moral et que ma vision pour Cochrane était qu'elle devienne le leader moral du monde dans un système de santé dominé par la politique et les conflits d'intérêts : "Cochrane doit sans cesse rappeler que nous avons besoin d'un monde meilleur où les essais cliniques ne sont pas conçus, réalisés et analysés par ceux qui ont un intérêt financier direct dans le résultat, et où les données sont manipulées ou cachées si elles ne plaisent pas au commanditaire". Jusqu'à présent, Cochrane a été presque invisible dans un contexte politique. Cela devrait changer. Nous pourrions être une voix qui porte au niveau politique".

Comme j'étais naïf. Cochrane n'a jamais plaidé pour cela, et avec Wilson comme directeur général, Cochrane est devenu le contraire d'un leader moral.

Le 8 octobre 2018, Hammerstein a publié une [brillante analyse](#) sur le site *No Gracias*, qui illustre justement cela. En voici quelques extraits.

La crise est une question de crédibilité. L'accent mis sur l'attitude d'un individu est utilisé pour éviter un débat sérieux sur la stratégie et les politiques futures de l'organisation. Ce qui a poussé les dirigeants de Cochrane à prendre la décision exceptionnelle d'expulser Peter Gøtzsche, ce sont ses actions au grand jour dans les domaines de la science, de la politique et de l'éthique médicale. La confusion délibérée entre affiliation et représentation a été utilisée par les dirigeants de Cochrane pour attaquer et tenter d'éroder le prestige de Gøtzsche lié à ses positions scientifiques et politiques.

Le paradigme adopté par le directeur général estime que la préservation d'une "marque" unifiée et d'une "image de marque" plus centralisée et autoritaire est de la plus haute importance pour la croissance et la stabilité financières du bureau central de Cochrane. L'indépendance scientifique, financière et politique des centres Cochrane situés en dehors du Royaume-Uni pourrait constituer une menace pour la consolidation de cette "marque" commune. L'équipe de direction actuelle et la présidence du conseil d'administration sont ouvertement réticentes à tout contact avec la plupart des ONG de santé publique et contre les prises de position publiques claires des dirigeants de Cochrane sur les politiques de transparence, d'ouverture des données, de science ouverte ou d'innovation médicale.

Le paradigme alternatif met l'accent sur le soutien à des politiques beaucoup plus fortes pour éviter les partis pris et les conflits d'intérêts dans les examens de Cochrane, et sur une plus grande visibilité de Cochrane dans les débats politiques. L'essentiel pour ce groupe est de savoir d'où viennent les "preuves", qui les paie et si toutes les preuves cliniques sont accessibles au public ou non.

Le grand gagnant de ce conflit a été l'industrie pharmaceutique, qui a réussi à affaiblir la voix de l'un de ses plus grands critiques et à renforcer une direction de Cochrane plus proche des intérêts industriels, avec moins de voix critiques audibles.

Les dirigeants de Cochrane ont souvent fait preuve de dédain et d'impatience face à toute

critique de leur travail ou de leurs propositions. Ce qui est particulièrement pénible, c'est que le conseil d'administration n'administre pas. Il semble être considéré par l'équipe de direction centrale comme une simple chambre d'enregistrement de leurs décisions. Seuls les deux coprésidents du conseil de direction semblent avoir une certaine influence sur le processus décisionnel. Ils n'ont jamais eu la moindre divergence publique avec tout ce qui a été présenté au conseil par le directeur général.

Un autre exemple de cette obsession de contrôle hiérarchique de la direction de Cochrane est le "webinaire" organisé la semaine dernière pour "expliquer" la crise actuelle déclenchée par l'expulsion de Peter Gøtzsche. Aucune preuve convaincante n'a été fournie. Tous les micros des participants avaient été coupés. Ils n'ont pas été autorisés à parler, seulement à écouter passivement, et même leurs questions écrites envoyées au directeur général et aux coprésidents ont été "réinterprétées" et formulées en termes différents.

L'ensemble du processus contre Gøtzsche a été antidémocratique et aucun des principes de base d'une procédure régulière, de l'équité et de la transparence n'a été respecté. Il n'y a eu aucune tentative pour rechercher un arbitrage neutre extérieur ni pour utiliser des techniques de résolution des conflits dans le but de parvenir à un accord amiable. On n'a pas pris le temps de mettre en place un comité indépendant de règlement de conflit composé de personnes extérieures aux principales institutions de Cochrane. Toutes les étapes des garanties démocratiques qui sont communes dans la plupart des grandes organisations ont été ignorées dans ce cas avec l'objectif d'exclure et de salir rapidement Peter Gøtzsche.

Peter Gøtzsche n'a eu aucune chance de se défendre en personne devant le conseil d'administration. Il a été expulsé sans même savoir de quoi on l'accusait, à part l'accusation générique d'avoir jeté le "discrédit" sur Cochrane. La seule accusation qui avait été clairement formulée, à savoir qu'il avait violé la politique de représentant, n'a pas du tout été confirmée par le soi-disant "avocat indépendant" qui a trouvé la politique de représentant "ambiguë" et "ouverte à différentes interprétations". En fait, le soi-disant "avocat indépendant" n'a pas tiré de conclusions claires et n'a pas recommandé de mesures disciplinaires à l'encontre de Gøtzsche, bien que la direction de Cochrane l'ait demandé. L'expression ambiguë utilisée publiquement par les dirigeants de Cochrane, à savoir que le rapport de l'avocat indépendant "n'a pas exonéré", a faussement laissé entendre que Gøtzsche avait été reconnu coupable d'actes répréhensibles de la part de l'avocat, ce qui n'a pas été le cas. Il est honteux que la direction de Cochrane ait utilisé de telles tactiques diffamatoires sans aucune preuve ni transparence.

Ce qui est totalement inacceptable et probablement illégal, ce sont ces sinistres insinuations qui ont été faites à propos de Peter Gøtzsche, sans la moindre preuve pour les étayer. Concernant son "attitude" personnelle, la direction de Cochrane a utilisé publiquement et en privé le langage du mouvement "me-too" et parlé de "tolérance zéro" du harcèlement et des abus sexuels.

L'exclusion de Peter Gøtzsche et la démission "suggérée" de quatre autres membres du conseil d'administration étaient une opération bien planifiée et prédéterminée visant à éliminer toutes les voix critiques du conseil d'administration. Peu avant le vote du conseil qui a expulsé Gøtzsche, l'un des six membres du conseil ayant voté en faveur de l'expulsion a déclaré que tous les membres du conseil étaient tenus de défendre publiquement la décision et de ne pas révéler les détails du vote serré qui allait avoir lieu. Ce qui était également recherché par les dirigeants de Cochrane était une dissimulation de ce qui s'était passé lors de la procédure, du débat et du vote.

Lors de la réunion du conseil d'administration il y a un an, en septembre 2017, Peter Gøtzsche a proposé un texte, avec le soutien d'un certain nombre d'autres membres du conseil,

pour renforcer substantiellement la politique de Cochrane en matière de conflits d'intérêts, qui permet actuellement que la moitié des auteurs des analyses aient des conflits d'intérêts avec l'entreprise qui fabrique le produit qu'ils évaluent. Cette proposition s'est heurtée à la résistance et à l'inconfort des dirigeants de Cochrane ; l'un des dirigeants du conseil d'administration a même déclaré que "sans examinateurs en conflit d'intérêts, nous ne trouverons personne pour faire nos analyses". Au cours de l'année suivante, aucun progrès n'a été réalisé sur cette proposition de conflit d'intérêts et une longue procédure bureaucratique tortueuse a été suggérée par les coprésidents avec l'intention d'enterrer toute la question.

Ce n'est pas une coïncidence si l'expulsion de Peter Gøtzsche a eu lieu alors qu'il insistait depuis plus d'un an sur une nouvelle politique beaucoup plus stricte en matière de conflits d'intérêts pour Cochrane.

Au cours de l'année écoulée, le directeur général a insisté sur le fait qu'ils "ne sont pas prêts" à prendre des positions publiques, que ce n'est pas une priorité actuelle" et il a exprimé dans une réponse écrite la nécessité de planifier soigneusement la communication basée sur les "produits" (c'est-à-dire les analyses systématiques) que Cochrane développe. Lorsqu'un membre de l'équipe Cochrane a été interrogé sur les relations de Cochrane avec les principales ONG de santé publique qui présentent des propositions d'accès aux médicaments et de nouveaux modèles d'innovation libre de brevet devant l'Organisation Mondiale de la Santé, il a répondu que ces organisations avaient des opinions "trop radicales" pour Cochrane.

Ce qui est évident pour tout observateur, c'est qu'au cours des dernières années, Cochrane n'a pas jugé important d'influencer la politique publique dans les domaines stratégiques pour la production des "meilleures preuves".

Comme l'a dit John Ioannidis, la "médecine basée sur les preuves" est utilisée à mauvais escient et de manière abusive par des experts éminents et des acteurs en conflit d'intérêt qui veulent soutenir leurs opinions et leurs produits, sans se soucier de l'intégrité, de la transparence et de l'impartialité de la science. Certains observateurs estiment que l'industrie pharmaceutique "détourne et abuse" de nombreuses analyses Cochrane de cette manière. La production de nombreuses analyses Cochrane basées sur des articles de journaux sans tenir compte de la plupart des données cliniques qui sont souvent soit cachées, soit censurées, soit manipulées par les sponsors industriels des essais est particulièrement critiquée.

Il est devenu évident que l'actuelle direction de Cochrane a parfois choisi d'ignorer la manipulation manifeste des preuves cliniques par l'industrie et est même parfois tombée dans le piège de servir d'"outil publicitaire de l'industrie", fournissant un beau label Cochrane qui confère à cette publicité une crédibilité "indépendante".

Peter Gøtzsche et d'autres membres de Cochrane ont défendu l'idée que les preuves générées par des entreprises ayant un intérêt financier direct dans la commercialisation de la "fiabilité" de ces preuves constituent un grand problème pour les chercheurs en médecine et la réalisation d'analyses systématiques. La plupart des dirigeants de Cochrane pensent et agissent autrement, comme en témoigne la manière dont ils traitent les preuves habituellement utilisées comme "matière première" pour les analyses systématiques. Si l'on ajoute à cela la faiblesse de la politique en matière de conflits d'intérêts, qui permet à la moitié des examinateurs d'avoir de tels conflits, Cochrane a un problème de crédibilité qui s'accroît.

### **Jos Verbeek, rédacteur du groupe Cochrane Work, crée un contre-mouvement**

Cochrane n'a jamais organisé ce qui avait été suggéré par Hammerstein, les directeurs des centres ibéro-américains ou d'autres. Rien n'a été fait. Le Leader Suprême avait obtenu ce qu'il voulait. Mais le

prix à payer était élevé.

Le 15 octobre 2018, Jos Verbeek, rédacteur en chef du groupe Cochrane Work, [a écrit sur le site web du groupe.](#)

"Dans toutes ses déclarations, le conseil d'administration a procédé à un dénigrement méthodique de Peter Gøtzsche en le classant systématiquement parmi les personnes ayant une attitude problématique. Je pense que c'est inapproprié et que les raisons de l'expulsion devraient être clairement formulées, afin que nous puissions tous comprendre de quoi il s'agit ...

Le résultat de ce processus est que nous sommes plus éloignés que jamais d'avoir au sein de Cochrane un climat propice aux échanges constructifs sur ce que nous voulons que Cochrane soit et où nous voulons aller. La "tolérance zéro pour les mauvais comportements"... a encore renforcé le climat d'insécurité qui caractérise Cochrane. Il vaut mieux ne pas s'exprimer car cela pourrait avoir des conséquences... toute la communication dans Cochrane se fait du haut vers le bas et il n'y a pas de forum de discussion entre les membres."

Le 1er novembre, Verbeek a lancé son propre site web, [Cochrane members for change](#), où il écrit :

Nous pensons que le manque de transparence et de confiance que nous connaissons actuellement est préjudiciable à Cochrane et que nous devons y remédier. Il y a quatre grands sujets politiques que nous aimerions améliorer :

- 1 Créer une culture de discussion ouverte
- 2 Se recentrer sur le cœur de Cochrane
- 3 Accroître la participation des membres de Cochrane
- 4 Trouver un meilleur modèle économique pour Cochrane.

En trois semaines seulement, 620 personnes, dont de nombreux directeurs et rédacteurs en chef de groupes de révision Cochrane, avaient signé la pétition. C'est remarquable, si l'on considère également que ceux qui ont signé étaient identifiables par leur nom et leur adresse électronique, ce qui signifie, comme me l'a écrit Verbeek, que "l'équipe centrale de direction lit et enregistre tout cela. Au sein de Cochrane, il faut être courageux pour signer une telle pétition".

Sur la première page de 1984, George Orwell a résumé cela : Big Brother vous observe.

Verbeek a communiqué sa pétition par courrier électronique à des personnes qu'il connaissait et via Twitter. Lorsque Gerd Antes a essayé d'envoyer une invitation par le biais de la liste de courriels des directeurs de centres, celle-ci n'est jamais arrivée. Lorsqu'il a demandé ce qui s'était passé, on lui a répondu qu'il n'était plus le directeur du centre Cochrane allemand et que sa position au sein du centre n'était pas claire.

La direction de Cochrane n'a pas accueilli favorablement les opinions et les initiatives raisonnables de Verbeek. L'ancienne coprésidente Lisa Bero lui a écrit qu'elle était d'accord avec Tovey pour dire que la pétition avait été très destructrice. Elle trouvait "démoralisant de penser que depuis 1996, j'ai consacré une grande partie de mes efforts à Cochrane et que cela est dénigré et nié. Je peux comprendre pourquoi de nombreuses personnes au sein de Cochrane ont été démoralisées par votre action. Je pense que vous devriez retirer la pétition".

Tovey a écrit que Verbeek avait exprimé :

"Des commentaires des plus incendiaires et inappropriés concernant la révocation de l'adhésion de Peter Gøtzsche à Cochrane et l'élection à venir. Il existe des moyens appropriés d'exprimer votre opinion, notamment en contactant vos représentants au conseil ou en votant lors de l'élection, mais il s'agit d'une façon non professionnelle d'utiliser un site Web parrainé par Cochrane et ouvert à tous. Il est très décevant de voir deux personnes jouant un rôle de premier plan au sein de notre communauté insulter le conseil d'administration de Cochrane et, par conséquent, critiquer publiquement trois

rédacteurs coordonnateurs très respectés. Je ne souhaite pas que cette situation s'aggrave, alors veuillez retirer ce contenu immédiatement".

Verbeek a répondu qu'il avait été surpris par le message de M. Tovey et qu'il ne l'avait pas entièrement compris :

"Je n'ai pas l'intention d'insulter qui que ce soit. J'ai demandé à plusieurs personnes de lire les textes avant de les publier afin d'éviter tout contenu inapproprié. Si vous pensez que j'ai utilisé une formulation qui pourrait être inappropriée dans le contexte culturel britannique, veuillez me le faire savoir. Oui, je suis très critique à l'égard du processus d'expulsion de Peter Gøtzsche... Je crains notamment que la "tolérance zéro pour les mauvais comportement" ne se transforme en "tolérance zéro pour les opinions dissidentes". Votre message renforce certainement cette crainte. Ce n'est pas dans l'intérêt de l'organisme caritatif britannique qu'est Cochrane.

En tant que rédacteur coordinateur du groupe de travail Cochrane, j'ai le devoir d'informer la communauté dont sont issus mes auteurs et rédacteurs de ce qui se passe dans Cochrane. Si je ne m'engage pas activement auprès d'eux, ils seront bientôt tous partis. Comme vous l'avez remarqué dans ma traduction en langage simplifié de l'invitation aux candidats pour les élections, ma communauté ne comprendrait pas, à partir de la version officielle, l'objet de ces élections. Une certaine interprétation était nécessaire. J'ai lu très attentivement les statuts de l'association et les règles d'adhésion et je ne pense pas qu'il y ait quoi que ce soit d'incorrect ou d'inapproprié dans la traduction en langage simplifié.

Pour aborder la question de manière plus formelle, étant donné que je ne vois pas de contenu inapproprié, je ne suis pas au courant de l'existence d'un accord entre Cochrane et le groupe Cochrane Work ou l'Institut finlandais de la santé au travail sur ce que nous pouvons et ne pouvons pas mettre sur notre site Web. J'ai vérifié notre accord de collaboration, même s'il n'a pas de statut juridique, et je n'y ai rien trouvé.

Comme il ne s'agit pas d'analyses systématiques ou du contenu d'analyses systématiques mais des élections des membres du conseil d'administration, je ne suis pas sûr de savoir à quel titre vous nous ordonnez de supprimer des informations de notre site web. Les statuts de l'association stipulent clairement que le personnel employé par l'organisme ne doit pas être impliqué dans les élections... Comme dans tout désaccord, je suis heureux de discuter afin de trouver une solution pour sortir de cette situation. Veuillez me faire savoir quand vous seriez disponible."

Une conversation a été organisée, et Verbeek a écrit après cela :

"Nous avons discuté du fait que vous vouliez que je retire trois textes de notre site web Cochrane Work : deux déclarations sur Peter Gøtzsche et une version en langage simplifié de l'invitation officielle pour les candidats aux élections... les mots "désordre" et "idiot" dans l'invitation en langage simplifié n'étaient pas bien choisis et devraient être changés. (Je l'ai déjà fait) Vous lirez à nouveau les textes et me direz s'il y a quoi que ce soit d'autre qui pourrait être perçu comme inapproprié.

La raison de la suppression des textes de Peter Gøtzsche que vous avez donnée était qu'ils critiquaient le conseil d'administration et qu'il ne pouvait y avoir de critique du conseil d'administration sur un site web officiel. J'ai fait valoir que le site Web n'était pas le site officiel de Cochrane mais le site Web de la communauté Cochrane Work. Très peu de membres de ma communauté sur la santé au travail comprennent la situation et ils ont beaucoup apprécié mon

explication de la situation. Si cela s'avère nécessaire, vous pouvez consulter mon comité de rédaction.

Nous avons également discuté du fait que Cochrane a marqué tous ses sites web d'un signe de copyright et que cela signifierait que tous les textes sont la propriété de Cochrane. Mon opinion est que ce signe a été placé là sans aucun accord ni même notification. Tous les textes qui se trouvent sur le site sont produits par Cochrane Work et payés par l'Institut finlandais de la santé au travail. Puisque nous n'avons pas d'accord sur le contenu des sites Web, le site appartient à mon employeur, le FIOH ...

Si Cochrane veut être propriétaire du contenu de tous ses sites Web, nous devons revoir notre accord de collaboration ... Je serais heureux de déplacer tout le contenu en dehors du réseau Cochrane et de revenir à la situation antérieure où nous avons notre propre site web.

J'espère toujours que cela pourra être résolu à l'amiable, mais vous m'avez dit qu'"ils" ne laisseraient pas cette situation perdurer. Nous n'avons pas discuté de ce que cela pouvait signifier. Par conséquent, je suppose que nous avons un conflit comme mentionné dans notre accord de collaboration et je propose de suivre la procédure prévue dans l'accord en cas de conflit entre le groupe de travail Cochrane et le rédacteur en chef."

Wilson était maintenant devenu un concept pluriel : "Ils" ne laisseraient pas cette situation perdurer. L'information de Verbeek sur les élections à venir de quatre nouveaux membres du conseil d'administration était [explicite](#) :

"Avec tout le travail que vous avez accompli pour Cochrane, voici le bénéfice que vous avez retiré : vous pouvez voter, et vous pouvez vous présenter comme candidat aux élections. Alors, utilisez vos droits ! Il serait stupide de jeter ce bénéfice chèrement acquis. Dans cette élection, Cochrane recherche tout particulièrement des candidats prêts à mettre fin au désordre créé par le conseil d'administration actuel. Comme vous vous en souvenez peut-être, quatre membres élus du conseil ont démissionné parce qu'ils ne pouvaient pas soutenir la décision d'expulser un de leurs membres. Ce ne sera donc pas une tâche facile...

Il s'agit d'une occasion passionnante de rejoindre l'équipe qui assure la supervision stratégique de Cochrane, en veillant à ce que ses décisions soient démocratiques et conformes aux intérêts de ses membres. Cela signifie que la production d'analyses systématiques devient plus efficace et laisse moins de travail d'esclave pour les auteurs ...

Malheureusement, Cochrane ne peut pas vous donner d'argent pour faire le travail ingrat de membre du conseil d'administration, car cela est légalement interdit pour une organisme caritatif britannique. On attend de vous que vous passiez en revue des centaines et des centaines de pages truffées de langage managérial et que vous en retiriez les éléments importants."

Il y avait 18 candidats à l'élection. Verbeek a élaboré un guide pour les membres, indiquant si, dans leurs déclarations électorales, ils avaient déclaré quelque chose de pertinent pour ses quatre suggestions de changement, et ce qu'ils avaient déclaré. Il n'a pas été autorisé à utiliser les listes de courriel de Cochrane pour informer les gens. Lucie Binder du bureau de Wilson lui a écrit le 22 novembre :

"Je réponds à votre courriel en tant que responsable des élections pour cette élection. Cochrane accorde une grande importance à la réduction des préjugés, à la promotion de l'accès et à une large participation. Pour ces raisons, la prospection pour des candidats spécifiques

dans les élections du conseil est interdite.

Les candidats au conseil d'administration n'ont pas été invités à répondre aux "quatre grandes questions politiques" que vous avez soulevées. Il leur a été demandé de répondre à des questions essentielles pour une gouvernance efficace de l'organisation, et de fournir des preuves de leur expérience par rapport à une liste de compétences prioritaires que le conseil d'administration recherche afin de parvenir à un équilibre d'expérience et de compétences dans l'intérêt de l'ensemble de l'organisation. Tous les candidats ont fourni des réponses à ces questions.

La correspondance que vous adressez aujourd'hui aux rédacteurs coordonnateurs, aux rédacteurs en chef et aux candidats eux-mêmes vise - directement ou indirectement - à avantager ou à désavantager des candidats sur la base de critères auxquels ils n'ont pas été invités à répondre. En outre, elle peut encourager les électeurs à ne pas tenir compte des informations pertinentes contenues dans les déclarations des candidats.

Je vous demande de ne plus utiliser les listes de courriel ou les sites Web officiels de Cochrane pour diffuser votre correspondance sur cette question. J'ai également retardé l'ouverture du vote de 24 heures, le temps que je prenne un avis externe pour savoir si l'intégrité de cette élection a été compromise.

Après l'ouverture du vote, l'Équipe Centrale de Direction enverra une série de rappels aux électeurs éligibles, joints à des articles d'actualité communautaire qui donneront l'occasion aux électeurs de mieux connaître les candidats. Les électeurs sont invités à choisir leurs candidats préférés sur la base des informations mises à leur disposition sur [elections.cochrane.org](http://elections.cochrane.org) et [community.cochrane.org](http://community.cochrane.org).

Binder a écrit aux candidats qu'ils ne devaient pas répondre au courriel de Verbeek. Cela montre bien que Cochrane est devenue une organisation totalement hiérarchisée sous la direction de Wilson et que la censure de l'information est omniprésente.

Cela sonnait creux lorsque Binder écrivait que l'Équipe Centrale de Direction enverrait à la communauté des nouvelles qui donneraient aux électeurs l'occasion de mieux connaître les candidats, alors qu'elle ne permettait pas à Verbeek de faire de même. Le siège central de Cochrane a refusé aux électeurs la possibilité de s'informer sur les opinions des candidats sur des questions essentielles, alors que de nombreuses personnes étaient très mécontentes de la façon dont la direction actuelle les avait traitées. C'est ainsi que fonctionnent les partis communistes dans les États à parti unique. Ils gardent le contrôle de tout et ne courent aucun risque que leurs dirigeants, ou ceux qui les soutiennent - le conseil d'administration - soient renversés.

Verbeek a expliqué sur son site Web, [Cochrane members for change](#), ce qui s'est passé ensuite :

"Lucie, la responsable des élections, a disparu pendant le week-end jusqu'au mardi suivant, lorsque j'ai envoyé un courriel à Mark Wilson pour lui demander où elle se trouvait. Cela a donné lieu à un long échange de courriels dans lesquels Mark Wilson a déclaré qu'il ne devait présenter d'excuses à personne. Lorsque j'ai demandé un avis juridique sur les élections, il a affirmé qu'il s'agissait d'informations "juridiquement privilégiées". Cette affirmation est absurde car elle concerne les conseillers juridiques qui ne sont pas autorisés à rendre publics les conseils donnés à leurs clients afin de les protéger. Dans ce cas, Mark Wilson était le client et il pouvait simplement me faire savoir ce que nos avocats lui avaient conseillé sur mes actions. En dépit d'une autre dizaine de courriels avec le conseil d'administration, je n'ai pas réussi à découvrir quel était l'avis juridique. Voilà pour la transparence de Cochrane.

L'appel à candidatures lancé par le conseil d'administration se lisait comme s'il cherchait des

membres supplémentaires pour le conseil d'administration d'une entreprise commerciale ...

Pendant la pétition, Jani a tweeté en plaisantant que Mark Wilson avait signé la pétition, ce qui était littéralement exact, mais il s'agissait d'une autre personne que le Mark Wilson directeur général du secrétariat Cochrane. Le nœud de la blague était qu'il y a une personne complètement différente, un bioéthicien canadien qui est un partisan du changement dans Cochrane et c'est lui qui a signé. Cela a donné lieu à un autre courriel de colère de la part de David Tovey et d'un autre dirigeant de Cochrane, dans lequel ils affirment tous deux que ce que nous faisons est très "dommageable" pour Cochrane..."

Pourquoi Verbeek se montrait-il si clairvoyant et audacieux ? Parce qu'il allait probablement prendre sa retraite bientôt. Wilson ne pouvait pas lui nuire.

Lors de la réunion semestrielle de Cochrane à Cracovie en avril 2019, le groupe de résistance de Verbeek a [tenu une réunion](#). Plusieurs observations intéressantes ont été communiquées :

"Si vous vous plaignez de la conduite, de la formulation, de la production ou de tout autre aspect d'une analyse Cochrane, il existe une véritable crainte de sanction de la part des dirigeants de Cochrane."

"Étant donné que les gens craignent de s'exprimer de manière à ce que leur nom/visage soit associé au commentaire/à la question, il devrait y avoir un moyen/mécanisme permettant de soulever des préoccupations de manière anonyme et/ou de faire remonter les préoccupations si l'on se sent ignoré après avoir utilisé les canaux établis."

"Les gens ont peur de lever la main et de poser des questions lors de grandes réunions."

"D'où vient la peur ? Peut-être de l'asymétrie de la hiérarchie dans l'organisation et de la réticence à admettre les erreurs."

"Il y a eu des événements problématiques comme la censure de courriels envoyés à des listes de diffusion."

"Lors de l'assemblée générale de Cracovie, lorsqu'on a demandé au conseil d'administration ce qu'il avait appris de la crise et comment il avait agi, on a eu l'impression que la réponse avait pour but de couper court à toute autre question."

"Les tensions actuelles montrent les mauvais côtés du centralisme, ce qui est très inquiétant, par exemple l'Équipe Centrale de Direction de Cochrane qui [retient les courriels](#), comme l'ont indiqué deux centres Cochrane (Autriche et Suède)."

Le lien menait à <https://cochranemembers.org/CochraneAT/status/1066305698080964610>, c'est-à-dire à la page d'accueil du groupe, mais lorsque j'ai cliqué sur le lien, le 8 décembre 2021, je n'ai pu voir que ceci :

"Oups ! Cette page est introuvable. Il semble que rien n'ait été trouvé à cet endroit. Peut-être essayer une recherche ?" Cette page avait-elle également été censurée par l'équipe de Wilson ? J'ai cherché sur Google "*Cochrane central executive team holding back emails*" et j'ai trouvé ceci dans [un tweet du centre Cochrane autrichien](#) :

Les courriels destinés à la liste des directeurs sont retenus pendant des jours par le CET ou ne sont pas envoyés du tout. Probablement en fonction du contenu. Cela ne permet pas le débat et frise la censure. Matteo Bruschetti, directeur du centre Cochrane suédois, a répondu : "Je suis heureux de fournir les éléments qui prouvent que @CochraneAT a raison."

Sous le procès-verbal de Cracovie, Robert Wolff a fait un compte-rendu détaillé de ses préoccupations concernant Cochrane et mon expulsion. Il s'est référé aux documents que j'avais

téléchargés dans l'intérêt de la transparence, ainsi qu'à mon livre.<sup>71</sup> Ses conclusions étaient les suivantes :

"De manière générale, je suis profondément attristé par ces événements. Sur la base des meilleures preuves disponibles, il semble que la décision d'expulser Peter Gøtzsche ait été pour le moins 'disproportionnée' et il aurait été possible d'éviter cela ainsi que les tensions qui ont suivi."

[Plus loin](#), Jos Verbeek a fait un récit détaillé des 100 premiers jours après mon expulsion :

"Tout a commencé au Colloque d'Edimbourg. Trois des quatre membres du conseil d'administration qui avaient démissionné en raison de l'expulsion de Peter Gøtzsche se tenaient dans le grand hall et avaient l'air déçu et désespéré. Je me suis dit que ce n'était pas comme cela que cela devait se passer : les membres les plus motivés de Cochrane qui siégeaient au conseil d'administration ont été expulsés. Le conseil d'administration les a mis de côté comme des personnes qui ne prennent pas leurs responsabilités et les a forcés à retirer leur déclaration sur les raisons de leur démission ...

Dans les jours qui ont suivi le Colloque, la situation n'a fait qu'empirer. L'attitude du conseil d'administration était la suivante : "Nous avons tout fait correctement et nous continuons à faire comme si de rien n'était" ...

Selon eux, Cochrane n'a subi aucun dommage sérieux. Pour preuve, le conseil d'administration a présenté le nombre d'articles de presse : 250 sur Cochrane et seulement (!) 65 sur Peter Gøtzsche. Toutes les principales revues médicales et tous les journaux ont couvert l'affaire ... c'était un dommage majeur pour Cochrane, mais le conseil d'administration était en plein déni ...

J'avais parlé à de nombreuses personnes au colloque qui étaient d'accord pour dire que la manière dont le Conseil avait expulsé Peter Gøtzsche était scandaleuse. De plus, ce qui lui était arrivé pouvait arriver demain à n'importe qui à Cochrane.

Paul Garner et Clive Adams étaient ceux qui soutenaient le plus le conseil d'administration et ont vraiment applaudi l'expulsion. Il m'a fallu un certain temps pour comprendre que Clive Adams était amèrement offensé par la critique féroce de Peter à l'égard de l'innocent fonds de voyage que le groupe Schizophrénie avait entretenu autrefois avec l'argent de l'industrie pharmaceutique.

Lisa Bero m'a appelé pour me demander comment il se fait que je soutienne Peter Gøtzsche, car tout le monde devrait savoir à quel point il s'est mal comporté pendant toutes ces années... J'ai tout lu, et j'ai entendu de nombreuses histoires. Aucune de ces histoires ne m'a amené à penser que Peter s'était mal comporté au point qu'il ne pouvait plus être membre ...

J'avais mis sur le site web de notre groupe d'analyse Cochrane Work mon compte-rendu de l'affaire autour de l'expulsion de Peter Gøtzsche. J'ai été surpris que cela soit autorisé car tous les autres sites web étaient censurés par le CET de Londres. (Ce n'est que récemment que j'ai compris que le CET, qui signifiait autrefois Équipe Centrale d'Édition, avait été remplacé par Équipe Centrale de Direction. Ce n'est qu'un de ces merveilleux exemples de la façon dont Cochrane se transforme silencieusement d'un mouvement enraciné en une entreprise commerciale). Je me suis senti un peu mal à l'aise, même s'il n'y avait pas de règles et que c'était notre propre site web. J'avais remarqué ce qui était arrivé au Nordic Cochrane Centre où le site web ressemblait à une forêt après une guerre grâce au CET."

---

<sup>71</sup> Gøtzsche PC. [Death of a whistle-blower and Cochrane's moral collapse](#). Copenhagen : People's Press ; 2019.

## 15 Mark Wilson, le directeur général de Cochrane, m'a fait mettre dehors de mon poste au Danemark

Verbeek a fait allusion au fait que Wilson avait modifié notre site web dans notre dos. J'ai découvert cela par l'intermédiaire d'un journaliste, deux semaines après mon expulsion. Wilson avait :

- supprimé nos droits administratifs sans nous en informer
- supprimé notre colonne de tweets, @CochraneNordic, qui mentionnait nos critiques publiées à l'égard de deux analyses Cochrane, dont celui du vaccin contre le papillomavirus. La colonne de tweets était nouvelle et s'appelait @CochraneDK.
- supprimé [mon article très apprécié](#) qui mettait l'accent sur les problèmes essentiels de la direction actuelle de Cochrane, nuisibles pour l'organisme et donc aussi pour la santé publique
- téléchargé en première page une [déclaration mensongère et profondément diffamatoire](#) du conseil d'administration du 26 septembre à mon sujet.

Des actions totalitaires comme celle-ci n'ont servi qu'à humilier et démoraliser le personnel du centre, et elles ont entraîné des dommages collatéraux. Lorsque j'ai découvert cela, j'ai écrit à Wilson, le vendredi 28 septembre, que je retirais le Nordic Cochrane Centre de la Collaboration Cochrane.

J'ai immédiatement téléphoné à mon patron au Rigshospitalet, le vice-directeur Per Jørgensen. Il avait toujours apprécié mon travail et sa seule inquiétude était de savoir si la subvention accordée par le ministère danois de la Santé au centre et aux autres groupes Cochrane au Danemark en serait affectée. Je lui ai assuré que ce n'était pas le cas, car rien dans le projet de loi des finances ne stipulait que le centre devait faire partie de la Collaboration Cochrane.

J'ai écrit au ministère le même jour, puis à nouveau le lundi 1er octobre, et j'ai expliqué que s'ils n'étaient pas d'accord avec ma décision, il serait très facile de la changer, car il était très intéressant pour Cochrane d'avoir notre centre dans l'organisation.

Là encore, je pensais que je serais en sécurité, mais l'injustice que j'ai subie à Cochrane a conduit à une autre injustice au Danemark. J'ai été mis dehors, et Wilson a joué un rôle dans cette affaire. Il n'a pas suffi de m'écarter de Cochrane, il a fallu qu'il me frappe alors que j'étais à terre et qu'il me fasse mettre dehors de l'hôpital et de mon poste de professeur affilié à l'université. Il n'a jamais accepté que je retire mon centre de son empire, ce dont le ministère était parfaitement conscient (voir plus bas).

Néanmoins, le 12 octobre, le ministère a informé le Rigshospitalet qu'il retenait le paiement de la subvention annuelle au Rigshospitalet jusqu'à ce qu'il ait rempli les conditions pour le paiement.

Par ailleurs, le même jour, j'ai organisé le symposium de recherche du 25e anniversaire de mon centre. J'avais demandé à Tom Jefferson de dire à l'auditoire pourquoi nous ne devrions pas utiliser le Tamiflu pour la grippe, mais il a commencé son intervention par quelque chose d'autre qui a fait rire l'auditoire aux éclats :

Wilson



Voroshylov, Molotov, Stalin and Yezhov



Voroshylov, Molotov and Stalin



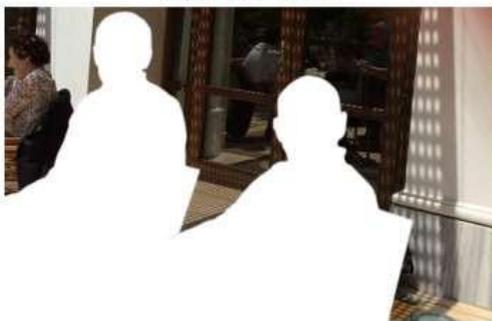
Gøtzche and Jefferson



Jefferson



The future?



C'est le résumé le plus court de l'histoire récente de Cochrane que je puisse imaginer. Il dit tout et peut être compris sans un seul mot.

Cochrane n'était plus une collaboration mais était synonyme d'un seul homme, son directeur général Mark Wilson. Wilson purgeait ses opposants et faisait disparaître toute trace d'eux, comme le faisait Staline. Jefferson pourrait très bien être le prochain à disparaître. Et le capitaine sur le pont, Martin Burton, a suivi les ordres, a coulé le superpétrolier Cochrane, et a souri pendant son méfait.

Le 29 octobre, Per Jørgensen et la directrice du personnel Mette Risak m'ont convoqué à une réunion où l'on m'a annoncé sommairement et brutalement, sans aucune procédure, que j'allais être licencié, sans me donner de justification adéquate.

C'était ma toute première convocation officielle, mais j'ai été traité comme si j'avais commis un crime grave. Je n'ai même pas été autorisé à retourner à mon bureau, et mon personnel s'est vu interdire de me contacter, ce dont il ne comprenait pas la raison. Mes cinq doctorants ont écrit à l'hôpital et à la ministre, Ellen Trane Nørby, pour leur signaler qu'ils ne pouvaient pas poursuivre leur travail sans moi comme superviseur. Mais comme à Cochrane, les dirigeants ne se sont pas souciés des conséquences.

Au cours de la réunion, Jørgensen et Risak ont déclaré qu'ils préféraient éviter un licenciement. Ils voulaient que j'accepte une "démission par accord mutuel", avec quelques mois de salaire supplémentaire en plus des trois mois que je recevrais de toute façon, si j'acceptais ce mensonge.

Les négociations qui ont suivi entre mon représentant syndical et l'hôpital ont abouti à une offre de 10 mois de salaire supplémentaires. C'était extraordinaire, et ma représentante était fière de son résultat, tandis que j'y voyais le signe que l'hôpital avait un très mauvais dossier qui ne résisterait pas aux feux de l'actualité. Et bien sûr, il y avait un hic. L'hôpital voulait me bâillonner :

"Il est convenu entre les parties que le contenu de l'accord ne sera pas communiqué à des tiers. L'annonce aux employés et aux partenaires internes et externes concernés sera convenue avec le conseil d'administration [de l'hôpital]. L'accord constitue la décision complète et définitive concernant toute réclamation entre les parties, sans préjudice."

Je ne réponds pas gentiment aux tentatives de me faire taire et de me priver de la possibilité de dire la vérité. J'ai fait un rapport une semaine plus tard, avec copie au ministère, pour dire que ma liberté d'expression n'était pas à vendre et que ce qui se passait devait être révélé au grand jour.

La raison officielle pour laquelle Jørgensen m'a licencié était qu'il avait perdu confiance en ma capacité à diriger le centre. Il ne s'agissait pas d'une raison objective, et elle était en totale contradiction avec le succès scientifique du Nordic Cochrane Centre.

Sur les conseils de l'ancien médiateur du Parlement danois, par l'intermédiaire d'une amie commune, la députée européenne Margrete Auken, j'ai engagé un avocat de haut niveau. Grâce à la loi sur la liberté d'information, nous avons eu accès à divers documents et avons appris que Wilson n'avait jamais accepté que je retire le centre de Cochrane car, étant exclu de Cochrane, je ne pouvais pas prendre une telle décision. Nous avons également appris que le ministère et le Rigshospitalet, depuis le 1er octobre, via les e-mails de Wilson, savaient parfaitement que le centre continuait à faire partie de Cochrane.

Cependant, le ministère et l'hôpital ont gardé cette information pour eux, et Jørgensen a menti à ce sujet lors d'une réunion avec mon personnel le 5 novembre. Lorsqu'il a tenté d'expliquer pourquoi je serais licencié, il a continué à donner l'impression que le centre ne faisait pas partie de Cochrane, alors qu'il savait que ce n'était pas vrai et que les conditions de versement de la subvention avaient toujours été remplies.

Wilson avait exigé que je ne travaille plus au centre, et le ministère et le Rigshospitalet s'étaient

pliés à ses exigences, même si, selon les règles de Cochrane, je pouvais continuer à travailler en tant que chef de service ou médecin en chef pendant que mon adjoint s'occupait des tâches liées à Cochrane.

Il était scandaleux que le directeur général de Cochrane ait agressivement poussé les autorités d'un pays souverain à licencier une personne de son emploi dans ce pays, en plus de cela en violation des règles de Cochrane. Et il était scandaleux que le ministère et l'hôpital semblent avoir utilisé tous les moyens à leur disposition pour satisfaire l'exigence vindicative de Wilson selon laquelle je devais être licencié, même si 50 employés en ont souffert, car ils avaient très peur de perdre leur emploi. Cette incertitude a duré plus de deux mois.

Le 11 décembre, j'ai décrit le scandale dans un journal danois.<sup>72</sup> Je l'ai traduit en anglais ([\*My dismissal is scientific judicial murder\*](#)), et j'ai informé plusieurs intervenants sur la santé au Parlement qu'ils avaient été mal informés par la ministre, qui semblait avoir été mal informée par son chef de cabinet, Per Okkels. Ils ont dit qu'ils en parleraient à la ministre.

J'ai écrit dans mon article qu'au lieu de faire taire une voix importante, le Rigshospitalet et le ministère devraient me protéger. Me licencier enverrait le signal malheureux que si les résultats de vos recherches dérangent et provoquent des troubles publics, ou menacent les revenus de l'industrie pharmaceutique, ce qui nous préoccupe beaucoup au Danemark, vous pouvez être licencié. Il est frappant de constater qu'un grand nombre des documents que mon avocat a obtenus du ministère étaient des articles dans lesquels des acteurs du secteur de la santé - par exemple des psychiatres, des médecins ayant des conflits d'intérêts, le Conseil national de la santé, l'Agence des médicaments et des rédacteurs de revues financées par l'industrie pharmaceutique - avaient tenté de me dépeindre comme indigne de confiance afin de promouvoir leurs propres intérêts et dans l'espoir que je sois un jour licencié. C'était vraiment effrayant de voir les résultats de ce lobbying massif. Les personnes qui disent la vérité au pouvoir sont en danger et menacés de disparition.

J'ai expliqué que ma situation était le résultat d'une lutte de pouvoir entre deux ailes. L'une, menée par Wilson, préconisait que tous les membres de Cochrane parlent d'une seule et même voix ; elle s'opposait aux débats scientifiques ouverts sur la qualité et la fiabilité des analyses Cochrane ; elle mettait l'accent sur la "marque", "notre produit" et les "affaires" plus que sur une science juste ; et elle autorisait les conflits d'intérêts économiques avec l'industrie pharmaceutique. L'autre aile voulait ramener Cochrane à ses valeurs d'origine : des débats scientifiques libres ; pas de conflits d'intérêts financiers pour les auteurs des analyses Cochrane par rapport aux entreprises dont ils évaluent les produits ; et ouverture, transparence, démocratie et coopération.

J'ai suggéré que le centre change de statut et de nom pour devenir le Centre for Evidence-Based Medicine, comme plusieurs autres centres Cochrane prévoient de le faire, car cela serait plus utile au Danemark que d'être membre d'une organisation Cochrane qui ne respecte pas ses valeurs déclarées.

Il y a eu des audiences au cours desquelles j'ai répondu aux lettres officielles de mon hôpital et de la Copenhagen Hospital Corporation expliquant pourquoi ils allaient me renvoyer. Peu importe que mon avocat et moi-même ayons démontré que les principaux arguments étaient faux et que Wilson avait menti au ministère. Par exemple, il a dit que je n'avais pas respecté mes obligations selon le Protocole d'Accord, qui était l'accord entre lui et le centre Cochrane. Plusieurs membres du conseil d'administration ont fait remarquer pendant le simulacre de procès que cet argument était faux. Mon avocat a souligné que le fait que ni le ministère, ni l'hôpital, n'aient enquêté sur la véracité des affirmations de Wilson mais les avait utilisés pour me renvoyer constituait une circonstance aggravante. C'est Wilson qui avait violé notre accord, par exemple en modifiant notre site web dans mon dos.

---

<sup>72</sup> Gøtzsche PC. Min fying er et videnskabeligt justitsmord. Politikens kronik 2018 ; 11 dec.

Mes employeurs ont continué à mentir en prétendant que j'avais mis en danger l'existence de mon centre, même après avoir démontré que c'était faux. Ils ont également prétendu que mon centre ne pouvait pas être membre de Cochrane à moins que je ne sois licencié, ce qu'ils savaient également être faux, puisque l'ancien membre du conseil d'administration, Hammerstein, avait informé l'hôpital et le ministère des règles en vigueur.

Il y a eu plusieurs autres déclarations mensongères et des contradictions. Par exemple, on m'a dit que ma tentative de retirer mon centre de Cochrane était sans importance, puisque le centre n'avait jamais été retiré, mais pourquoi le ministère a-t-il ensuite retenu la subvention annuelle et pourquoi Jørgensen a-t-il menti à ce sujet ?

Après de nombreux allers-retours, j'ai cessé de travailler le 30 avril 2019. Avec mon avocat, nous avons abandonné l'idée d'un procès, car il n'était pas sûr que nous gagnerions. "L'hôpital avait un problème qu'il fallait régler", a-t-il dit. De plus, ce serait très lourd, coûteux et émotionnellement douloureux, peut-être pendant plusieurs années. Il valait mieux que je mette tout cela derrière moi et que j'entre dans une nouvelle phase de ma vie.

J'avais également prévu de lancer une action en justice à Londres pour diffamation. J'ai convaincu un avocat que mon dossier était si bon qu'il m'a proposé un accord "no win no fee". Il a consacré beaucoup de temps à préparer mon dossier pour un avocat qui devait me représenter au tribunal. Puis, on m'a soudainement dit que je devais payer 5 000 livres sterling à l'avocat pour un entretien préliminaire de deux heures avec lui à Londres. Je ne suis pas aussi stupide. Si j'avais accepté, quelle aurait été la demande suivante ? 10 000 livres ou plus, pour la réunion suivante ? Donc, dans ce cas aussi, notre accord a été rompu.

J'avais l'impression d'être entouré de personnes malhonnêtes partout, à Cochrane, à Londres et à Copenhague. Quel monde c'était. Il faut de nombreuses années pour construire un centre de recherche prospère, mais il suffit d'un instant pour le détruire par une décision administrative insensée.

## **Lettres et articles de soutien pour empêcher mon licenciement**

David Hammerstein a organisé une protestation sous la forme d'une pétition contenant plus de 9 000 signatures, qui a été envoyée au ministre pour lui demander d'annuler mon licenciement. De nombreuses personnalités étaient présentes, dont le fondateur de Cochrane, Sir Iain Chalmers, la rédactrice en chef du *BMJ*, Fiona Godlee, la députée européenne Margrete Auken, qui a beaucoup fait pour que les chercheurs aient accès aux données des essais, le psychiatre David Healy, l'un des plus grands experts mondiaux en matière de médicaments psychiatriques, et John Ioannidis, de l'université de Stanford, le chercheur en santé le plus cité au monde.

[Hammerstein a écrit :](#)

Nous vous écrivons pour vous faire part de notre inquiétude quant à l'éventuel licenciement de Peter Gøtzsche de son poste au Rigshospitalet de Copenhague. Nous estimons que le travail du Dr. Peter Gøtzsche au Nordic Cochrane Centre a rendu un service important aux patients, aux contribuables et à la communauté scientifique en Europe et dans le monde. Depuis de nombreuses années, l'activité renommée et les publications du Dr Gøtzsche ont joué un rôle central en faveur de la transparence des données cliniques, de la priorité des besoins de santé publique et de la défense d'une recherche médicale rigoureuse menée indépendamment des conflits d'intérêts. La récente crise au sein de la Collaboration Cochrane, qui a impliqué le Dr Gøtzsche et de nombreux autres membres éminents de longue date de Cochrane, doit être considérée sous cet angle.

Nous vous demandons de reconsidérer ce possible licenciement en raison des immenses avantages que les contribuables, les patients et les professionnels de la santé retirent de son travail d'étude de l'efficacité et la sécurité des traitements médicaux. Nous craignons également que le renvoi du Dr Gøtzsche du Rigshospitalet ne nuise à la réputation internationale de la recherche médicale danoise et n'affaiblisse sérieusement le soutien traditionnel du Danemark à un débat scientifique ouvert.

Nous espérons que cette question pourra être résolue à l'amiable et équitablement, dans l'intérêt de la santé publique, d'un débat scientifique solide et d'une dépense judicieuse des fonds publics.

Des milliers de personnes ont donné leurs raisons pour lesquelles je ne devrais pas être licencié. En voici quelques exemples :

J'ai été ministre au sein du gouvernement de la Colombie-Britannique. L'objectivité et la vérité scientifiques sont l'une des ressources les plus rares dont disposent les décideurs élus. Le Dr Gøtzsche a inspiré des milliers de personnes et amélioré la réputation du Danemark pendant plus de deux décennies. Faites ce que vous pouvez pour décourager un hôpital et une université de premier plan de pénaliser un médecin qui tente de protéger les malades et les autres humains de l'ignorance (Thomas L Perry).

Pour la plupart des médecins, Peter C. Gøtzsche représente la Collaboration Cochrane et le Nordic Cochrane Centre. Il n'y a pas d'autre nom qui représente dans le monde un tel modèle d'honnêteté scientifique. Ses travaux ont donné du prestige au Danemark et à sa science (Juan Gérvas).

Peter Gøtzsche est un trésor international. Révoquez-le et vous aurez l'air d'une bande d'escrocs (Janel Hopper).

Mettre Peter Gøtzsche dehors serait un crime contre la science ! (Anne-Marie Krogsbøll).

Démettre Gøtzsche de ses fonctions ferait un tort énorme aux citoyens du Danemark et du monde entier. L'avenir verra sans doute une telle décision d'un œil sévère, tout comme il verra l'expulsion de Gøtzsche de Cochrane. Les dirigeants de Cochrane cherchent désespérément à sauver la face dans ce désordre embarrassant qu'ils ont créé... Rejetez ces actes d'intimidation et défendez la science plutôt que l'argent et le pouvoir (Ryan Horath).

J'ai du mal à croire qu'il soit possible que Peter Gøtzsche soit renvoyé. Cela reviendrait à céder aux pressions des grandes entreprises et des administrateurs et/ou des cliniciens corrompus. Cela ferait passer le Danemark lui-même pour un pays corrompu et vindicatif. Il devrait être promu, pas renvoyé (David Colquhoun).

Le Dr Gøtzsche est persécuté pour avoir respecté les normes scientifiques les plus élevées afin d'exposer les lacunes et les dangers des médicaments psychiatriques. Son licenciement est une soumission honteuse à des intérêts particuliers et l'abandon de la liberté académique (John Read).

Le renvoi de ce chercheur respecté enverrait un message fort, à savoir que la liberté de rapporter des résultats de recherche n'est plus un droit protégé, et que les faits qui ne soutiennent pas ou ne contredisent pas certaines idéologies constituent une menace pour le gagne-pain et la réputation d'une personne (Rudi Leibik).

Quelle coïncidence que le membre qu'ils expulsent soit un critique sévère de Big Pharma (Sam Stone).

Peter a révélé la vérité sur la mammographie - la Fondation Cochrane devrait être fière de lui pour cela, je suis sûr qu'Archie Cochrane l'aurait été (Anthony Miller).

Les forces des ténèbres s'attaquent au Galilée de la médecine (Nick Mailer).

Le Dr Gøtzsche est un médecin formidable qui respecte le serment médical dans son esprit et dans son cœur. Le renvoyer ne serait pas seulement triste pour lui et sa famille, mais ferait honte à une institution dont le travail consiste à améliorer la santé plutôt qu'à prescrire des médicaments (Angela A Stanton).

Comment le fait de "faire trop de bruit" peut-il constituer un délit menant au renvoi ? En science, et dans le combat pour la vérité, il est parfois nécessaire de faire du bruit pour être entendu (Nina Teicholz).

Quand je lis quelque chose de Peter, je sais instinctivement que c'est la vérité ! Ne punissez pas cet incroyable scientifique (Richard Stantiford).

Le travail du Dr Gøtzsche au Nordic Cochrane Centre a été exemplaire et d'une grande portée. Toute action punitive de son institution d'origine sur cette base serait une farce comparable à l'action inadmissible de l'administration Cochrane (Nortin M Hadler).

Le conflit que Cochrane a entretenu avec le Dr Peter Gøtzsche trouve son origine dans les inquiétudes de la compagnie d'avoir été critiquée. La critique est essentielle au progrès de la recherche, et elle ne devrait pas être attaquée de cette manière (Daniela Junqueira).

Certaines personnes ont envoyé une lettre personnelle au ministre. [Il s'agit notamment de](#) Healy, Ioannidis, James Wright, rédacteur en chef du groupe Cochrane sur l'hypertension et codirecteur de Therapeutics Initiative de l'université de Colombie-Britannique, Thorkild IA Sørensen, ancien doyen de la faculté des sciences médicales et de la santé de l'université de Copenhague, Alvaro Atallah, directeur du centre Cochrane brésilien, et le réseau Hearing Voices au Danemark.

Ioannidis a écrit au ministre : Je suis professeur titulaire à l'université de Stanford et le taux actuel de citations de mes travaux dans la littérature scientifique (>3 000 fois par mois) est le plus élevé parmi tous les médecins du monde et parmi les 10 plus élevés parmi tous les scientifiques du monde. J'ai une admiration inconditionnelle pour Peter Gøtzsche. Peter est sans aucun doute un géant, l'un des plus grands scientifiques de notre époque et l'une des voix les plus influentes, les plus marquantes et les plus utiles de la médecine au sens large. Je chéris énormément ses contributions. Je pense qu'il est le scientifique le plus reconnaissable et le plus éminent que compte actuellement le Danemark. Son licenciement du conseil d'administration de Cochrane il y a deux mois a été un choc complet pour moi. La possibilité d'aggraver ce choc en le limogeant également du Rigshospitalet porterait un coup sévère à la médecine, à la démocratie, à la liberté de pensée et à la justice. Je crois que le respect élémentaire du discours scientifique exige de ne pas éliminer vos adversaires par des machinations administratives. L'éviction de Peter du Rigshospitalet nuit à la réputation du Danemark en tant que pays libre.

Wright a écrit que j'étais un leader dans l'identification des contextes où les inconvénients des interventions dépassent les avantages, ce qui a bénéficié à des centaines de milliers de patients dans le monde entier, et qu'il était dévasté d'apprendre que des intérêts particuliers avaient maintenant un impact sur la Collaboration Cochrane. Il a fait remarquer que les patients et le public du Danemark et du reste du monde seraient lésés par mon licenciement, et que les enquêteurs indépendants, sans conflit d'intérêts, qui examinent les preuves des interventions en matière de soins de santé sont rares.

Thorkild IA Sørensen a estimé qu'il était totalement inacceptable que Cochrane autorise des auteurs en situation de conflit d'intérêt. Il établissait un parallèle avec les principes d'impartialité exigée par la loi sur l'administration dans l'évaluation et le traitement des cas qui lui sont soumis, notant que si ce n'est pas le cas, les conclusions perdent toute crédibilité, et elles deviennent tout à

fait inutiles. "Il devrait être possible de trouver une solution viable qui n'implique pas le licenciement de Peter Gøtzsche, afin que sa voix claire et forte au service du bien des patients reste entendue."

Alvaro Atallah a écrit au ministre qu'il est le numéro deux au Brésil en nombre d'analyses systématiques publiées dans tous les domaines scientifiques. Il a ajouté que j'avais joué un rôle primordial dans l'établissement des normes actuelles de la médecine factuelle et qu'il admirait le sérieux avec lequel je prenais mes travaux scientifiques et la façon dont j'avais amené les médecins du monde entier à tenir le Danemark en haute estime.

Olga Runciman, du *Hearing Voices Network* au Danemark, a expliqué qu'ils avaient fait de moi leur parrain parce que je suis une voix courageuse, honnête et écoutée dans le domaine de la psychiatrie, basée sur des recherches solides, une voix qui reflète tant d'expériences des personnes qui entendent des voix, qui sont rarement entendues. Me licencier enverrait un message fort au monde entier : la liberté d'expression académique n'est plus un droit protégé, et ceux qui ne cautionnent pas l'idéologie de la psychiatrie risquent leur moyen de subsistance et leur réputation.

Ioannidis a publié une critique cinglante de la direction de Cochrane le 6 décembre :<sup>73</sup>

Le secret est peut-être l'aspect le plus dommageable de cette triste histoire... Malgré la déclaration du conseil d'administration selon laquelle ce qui s'est passé n'a rien à voir avec la liberté d'expression, le débat scientifique, la tolérance, la contestation ou la critique, ce sont précisément ces questions qui apparaissent inévitablement dans cet affrontement ... Sous la direction de son nouveau directeur général, Cochrane réduit-elle les scientifiques au silence ? A-t-elle été piratée ?

Expulser un membre élu du conseil d'administration qui exprime une opinion différente avec une vague excuse qui ne peut même pas être divulguée n'est pas digne d'une organisation scientifique. Il est inapproprié de faire taire les opposants par des machinations administratives.

Ce brouhaha met en évidence une crise au cœur de la direction de Cochrane et de ses valeurs fondamentales. Il est inquiétant de constater que ni les membres restants du conseil d'administration ni le directeur général de Cochrane n'ont une expérience particulièrement solide de ce qui a fait la renommée de Cochrane : la médecine fondée sur les preuves et les analyses systématiques indépendantes de haute qualité.

L'expulsion des dissidents, l'intolérance, le secret et l'accent mis sur la résolution des débats par des intrigues administratives et des proclamations vagues et non étayées plutôt que par des données créent de graves dommages. L'utilisation répétée de grands mots et l'emploi de mots écrits en caractères gras ne peuvent remplacer la divulgation de faits et de preuves.

La position selon laquelle la mauvaise attitude présumée doit rester secrète est devenue totalement intenable. Sans une documentation suffisante et une explication ouverte de leurs actions **inhabituelles et suspectes** (et je mets "inhabituelles et suspectes" en gras pour suivre leur style), le comportement des restes de la direction de Cochrane consiste en une combinaison de calomnie, d'incompétence administrative et de dénigrement. S'ils ont des preuves solides contre PG, ils devraient être transparents et les déclarer. Au minimum, ils devraient sauvegarder leur intégrité, leur responsabilité et leur leadership en démissionnant.

L'analyse de Ioannidis est très pointue. C'est peut-être l'industrie pharmaceutique qui a détourné Cochrane. La science a clairement été détournée par des apparatchiks de Cochrane sans vision et sans compétence en matière d'essais cliniques ou de méta-analyses. Un [apparatchik](#) est

---

<sup>73</sup> Ioannidis JPA. [Cochrane crisis: secrecy, intolerance, and evidence-based values](#). Eur J Clin Invest 2018 ; 5 Dec.

"un homme qui n'a pas de grands plans, mais des centaines de détails soigneusement exécutés". Cette description correspond parfaitement au personnage de Wilson. Sous son règne, les bureaucrates de Cochrane se sont efforcés d'imposer leurs vues aux scientifiques de haut niveau des grandes universités. Ils ont également mis en valeur les résultats de Cochrane sans être capables de discerner si les analyses étaient suffisamment fiables pour le justifier.

Ils appellent cela la transposition des connaissances. En 2017, alors que je siégeais au conseil d'administration, j'ai critiqué un long rapport à ce sujet, dont la préparation avait pris un an. Les experts en communication qui avaient été impliqués étaient incapables de nous faire comprendre ce qu'ils voulaient dire. Ce n'était que des mots, des mots, des mots. Je n'ai rien trouvé de concret qui nous explique ce qu'il fallait faire.

De l'avis de M. Antes, cet amateurisme, où l'on nous a harcelé d'un discours managerial vide avec des termes à la mode comme "transposition des connaissances", pourrait signifier que Cochrane disparaîtrait dans l'insignifiance absolue dans quelques années.

La bureaucratie de Cochrane était carrément drôle lorsque Ioannidis, à la mi-décembre 2018, après la publication de sa critique dévastatrice de Cochrane a reçu un e-mail automatisé : "Cher John PA, nous sommes très heureux de vous informer que votre contribution à Cochrane vous a valu le droit d'être membre de Cochrane !". Les robots Cochrane font le travail.

## **Le plan directeur va au-delà de Cochrane**

Janus Bang, qui suit depuis 2015 mon combat pour un système de soins de santé meilleur où plus de personnes en tireraient bénéfice et où moins seraient lésées, était également à Édimbourg (voir page 62). Il a parlé à beaucoup de gens, et ses conclusions sont les suivantes :

- Votre personne et vos motivations ont été discréditées
- Vos compétences professionnelles et votre réputation ont été discréditées
- Vos études et livres scientifiques ont été discrédités
- Votre institut a été discrédité
- Votre économie a été discréditée
- Vos partisans ont été discrédités.

Bang établit un parallèle entre les actions des dirigeants de Cochrane et celles de l'ancien président américain Donald Trump : Vous établissez un programme qui paralyse les gens en niant les faits ; vous créez vos propres faits ; vous accusez votre adversaire avec des accusations bizarres sans preuves ; et vous rejetez toute preuve qui plaide contre vous.

Les attaques orchestrées se sont accélérées en 2017 et 2018. Un journaliste danois, Kristian Lund, qui publie sur le web des revues sur les soins de santé soutenues par l'industrie, avait obtenu l'accès à mes dossiers financiers trois ans en arrière, et lui et son équipe ont travaillé dur pour trouver quelque chose sur moi. Quand ils n'ont rien trouvé, ils ont menti.

Ils ont rédigé une vingtaine d'articles. Ils ont envoyé des ébauches pour les cinq premiers pour que je les commente. Lund et sa coéditrice, Nina Vedel-Petersen, les ont publiés au printemps 2017. J'ai compté 63 déclarations mensongères dans les ébauches et, après avoir consulté mon hôpital, j'ai envoyé ce message, qui [a été publié](#) dans l'un des articles :

"J'ai constaté que, selon le paragraphe 267 du code pénal, les [articles] sont diffamatoires et expriment une calomnie. Ils sont affectés de tant de contre-vérités, de spéculations et de déformations qu'il serait insensé de les commenter spécifiquement. Ils ne sont pas fondamentalement fondés sur des sources. Dans ce contexte, je ne souhaite pas contribuer par des

commentaires concrets."

Les articles mensongers se sont poursuivis sans relâche, même après que mon hôpital ait déclaré qu'il n'avait pas trouvé de confusion entre mes comptes privés, des subventions gouvernementales et d'autres fonds, ce qui [a été imprimé](#) dans l'un des articles.

En février 2018, j'ai porté plainte auprès du Conseil de la presse. J'ai noté que cela ressemblait à une campagne soigneusement planifiée dont le but ultime était de fermer le Nordic Cochrane Centre et de me faire renvoyer, et que de nombreuses accusations doivent être qualifiées de mensonges malveillants, car mon hôpital, dans une correspondance électronique approfondie, avait informé les journalistes à l'avance qu'ils se trompaient. J'ai porté plainte auprès du Conseil de la presse qui a réprimandé Lund neuf mois plus tard.

Lund a réussi à convaincre de nombreuses personnes que j'avais fait quelque chose de mal, et lui et ses collègues ont souvent présenté leurs conclusions à la une des journaux :

- Liselott Blixt : Très critique sur le fait que Gøtzsche utilise l'argent de Cochrane pour commercialiser ses propres livres.
- "Il est pénible et inquiétant que Cochrane perde sa crédibilité"
- Gøtzsche utilise l'argent de Cochrane pour promouvoir un business privé
- Des tournées de relations publiques aux frais de l'État
- Un site web privé pour des fonds publics
- Assurance privée - payée par le public
- Des profits privés aux dépens du contribuable - est-ce autorisé, Gøtzsche ?
- Un expert : si la promotion du livre de Gøtzsche est prise en charge par des fonds publics, cela pose problème fiscalement
- Société danoise du cancer : Cochrane manipule et induit délibérément en erreur les femmes danoises
- Le centre Cochrane dans l'errance et son patron incontrôlable.

Blixt était très importante pour moi, car elle présidait la commission de la santé au Parlement. Elle a dit dans l'article que je pouvais être licencié si je ne faisais pas la distinction entre mon propre compte et celui des contribuables. Une autre politicienne a menacé de réduire notre financement. Les politiciens qui avaient été interviewés représentaient la majorité au parlement.

À cause de tous ces mensonges, j'ai dû faire beaucoup d'efforts pour éteindre le feu. J'ai contacté Blixt, qui s'est rendu compte qu'elle avait été trompée par Lund. Mais bien sûr, les mensonges - dont l'un était que j'avais voyagé en Australie en première classe - ont eu un effet. Les mensonges ont toujours un effet. La ruse de la culpabilité par association a également été utilisée. Cela se passait comme suit : "Cela aura-t-il des conséquences au regard du droit pénal si M. Smith a étranglé sa femme ? Nous avons parlé à un expert juridique, et il a confirmé que oui."

Les articles de Lund ont également attaqué violemment mes recherches, en citant des personnes mécontentes ayant des conflits d'intérêts, et en prétendant de manière mensongère que je n'avais aucune source documentaire pour mes messages scientifiques dans les médias. Il n'est pas surprenant que de nombreuses personnes aient soupçonné que la campagne de dénigrement de Lund à mon encontre avait été commandée et payée par l'industrie pharmaceutique, peut-être sur un compte bancaire dans un endroit exotique où les gens ne parlent pas. [Lund a écrit](#) :

"Peter Gøtzsche est puissant. Depuis sa position sans précédent de directeur autonome du Nordic Cochrane Centre, il a, au fil des ans, fait changer d'attitude les hommes politiques, contrecarré des plans de santé ambitieux, fait monter les patients sur les barricades et provoqué l'industrie pharmaceutique [...] Il est magistral lorsqu'il s'agit de gérer la presse et l'opinion

publique. Il parle en gros titres. Il est le maître d'œuvre de la critique à partir de laquelle les médias créent des articles à sensations. Preuves ou pas. En campagne avec une presse souvent mal préparée, Peter Gøtzsche s'acharne sur les confrères médecins qui ont la moindre relation avec l'industrie pharmaceutique."

Lund a évoqué le dénigrement de mes recherches sur les médicaments psychiatriques par Wilson et d'autres dirigeants de Cochrane en 2014, mais a omis d'écrire qu'ils ont rétropédalé en envoyant [un correctif](#) au journal danois qui a été le premier à lancer des informations trompeuses. J'avais publié dix mythes sur la psychiatrie qui étaient néfastes pour les patients (voir page 14). Des bénévoles ont traduit mon article en plusieurs langues, dont l'anglais. Le psychiatre David Healy l'a mis sur son [site Internet](#), et il est également apparu sur le [site de](#) Robert Whitaker, Mad in America. Un an plus tard, j'ai exposé tous les faits dans mon [livre sur la psychiatrie](#), mais bien que mon article soit basé sur des preuves solides, il a provoqué un tollé dans les médias danois, et la ministre, Astrid Kragh, a menacé de me démettre de mes fonctions. Ma conclusion a été déformée, un peu comme "Il veut priver les patients de tous les médicaments qu'ils prennent", sans expliquer que je préférerais que les médecins deviennent plus aptes à les utiliser.

En 2014, j'ai été invité à participer à l'émission "The Daily Show" à New York, dirigée par John Stewart. J'ai joué le rôle de "Gorge profonde", révélant non pas le scandale du Watergate une fois de plus, mais les secrets de l'industrie pharmaceutique, dans un garage de New York. C'était très drôle, instructif et un grand honneur d'y participer. Mais ce que Lund en a retiré, c'est que mon hôpital a payé une nuit supplémentaire. Je n'avais pas d'autre choix car le Salon n'aurait pas payé ce supplément, dont j'avais besoin pour travailler toute la journée dans ma chambre d'hôtel avant de pouvoir rentrer chez moi le soir même. Il ne s'agissait donc pas d'une nuit supplémentaire mais d'un forfait journalier que l'hôpital a pris en charge, et ce sans aucun problème. De même, Lund et Vedel- Pedersen ont écrit que j'avais "passé une journée supplémentaire à Dubaï", ce qui, ils le savaient, n'était pas vrai. Il s'agissait de trois heures de transit au milieu de la nuit à l'aéroport avant que je puisse prendre l'avion suivant pour l'Australie.

En février 2018, un journal danois conservateur a publié un grand article, [The hair in the medical soup](#) qui était une tentative pour détruire ma réputation. Le directeur du Conseil national de la santé, Søren Brostrøm, y disait que je cherchais un petit cheveu dans la soupe au lieu de regarder la soupe. M. Brostrøm a fait référence à nos recherches en cours sur les méfaits des vaccins contre le papillomavirus. Lors de la réunion que j'ai eue avec lui et la ministre en août 2018, je lui ai demandé s'il continuerait à parler d'un cheveu dans la soupe si nous découvrions que les vaccins causaient de graves préjudices neurologiques ([ce qui est le cas](#)). Il n'a pas répondu.

Le premier mot de l'article était "noirci", et l'un des titres me décrivait comme une personne acariâtre avec des mots tels qu'ils indiquaient que je souffrais d'une psychose, selon les définitions officielles. La source était anonyme, mais il s'agissait probablement d'un professeur de psychiatrie.

L'article ne transmettait que les opinions de personnes qui n'étaient pas d'accord avec mes recherches. Il était rempli d'affirmations non fondées, d'attitudes et de déclarations erronées de personnes représentant des pouvoirs ou des intérêts que nous avons contestés dans nos recherches. Dans ma plainte auprès du Conseil de la presse, j'ai écrit que "si des arguments scientifiques montrent que nous nous sommes trompés dans nos recherches ou nos annonces au public, nous sommes prêts à l'admettre. Mais l'article de Johnsen ne contient aucun exemple concret de prétendues erreurs auxquelles nous pouvons nous rattacher." Comme nous l'avons déjà noté, mes adversaires n'ont jamais été en mesure de démontrer que mes recherches comportaient des erreurs.

Dans ce cas également, le journaliste a été réprimandé par le Conseil de la presse auquel j'avais porté plainte. Mais le préjudice ne peut être réparé.

L'un des objectifs évidents de toutes ces attaques personnelles sans fondement était de me tenir occupé à ma défense, ce qui me laissait moins de temps à consacrer à mes recherches et à la communication des preuves au public. C'était une situation de David contre Goliath. Ceux qui défendaient le statu quo n'avaient pas besoin d'étayer leurs opinions par des preuves ; les journalistes les laissaient tranquilles malgré des déclarations des plus condamnables.

## **16 Qui était Mark Wilson et a-t-il été placé dans le but de détruire Cochrane ?**

Mark Wilson a détruit Cochrane, mais les gens étaient trop naïfs et crédules pour le comprendre. Ils ont protégé le Leader Suprême au lieu de s'opposer à lui pour sauver Cochrane et ses valeurs.

Wilson a fait prendre à Cochrane la route du Titanic et a refusé de voir les icebergs que des personnes plus sages que lui pouvaient facilement voir. Il ne voyait que lui-même, en bonne compagnie avec ses subordonnés sur le pont. Il a réduit Cochrane à une organisation médiocre où les personnes les plus intelligentes sont parties après avoir été harcelées parce qu'elles étaient considérées comme "difficiles" ou qu'elles faisaient de l'ombre au Leader Suprême.

Si j'avais été membre du comité qui a employé Wilson en 2012, j'aurais fait tout mon possible pour ouvrir les yeux des autres membres. Sa candidature et son CV indiquaient clairement qu'il s'agissait d'une personne à éviter.

Comme cela a déjà été dit, lorsque je suis devenu membre du conseil d'administration, j'ai demandé la lettre de candidature de Wilson au poste de directeur général. Son CV vante son expérience en matière de collecte de sommes colossales d'argent et de licenciement de personnel, mais à Cochrane, il n'a réussi qu'à virer et à effrayer les gens.

Wilson écrit que lorsqu'il était à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, il a "réduit les effectifs et les coûts [...] Lorsque j'ai rejoint Panos London en 2004, l'organisation était au bord de la faillite, mais en quatre mois, j'ai réussi à lever plus d'un million de livres pour la maintenir en vie... J'ai conçu et mis en œuvre une restructuration majeure qui a réduit le personnel de près de 50 % mais a assuré la pérennité de l'organisation."

Lorsqu'il était "Responsable opérationnel - Balkans : Genève juin 1996 - mars 2000", il a "levé et géré 30 millions de dollars par an pour soutenir des opérations humanitaires... au profit de centaines de milliers de bénéficiaires".

Le CV de Wilson est d'une nature telle qu'un journaliste d'investigation a dit : "Il a oublié de dire qu'il est allé sur la Lune." Toutes les sonnettes d'alarme auraient dû retentir, mais personne n'a cherché à savoir si ces résultats impressionnants étaient vrais. Considérant que Wilson est un journaliste, il savait sûrement à quel point la publicité est importante. Il aurait donc dû être facile de trouver des mentions de certaines de ses réalisations de Superman dans les journaux, mais lorsque j'ai essayé, je n'ai absolument rien trouvé.

Autre signal d'alarme : son CV de 9 pages ne dit rien sur l'origine de ces centaines de millions de dollars. On écrit toujours dans un CV d'où viennent les financements essentiels, et il est extrêmement rare qu'un bailleur de fonds demande l'anonymat. L'origine de vastes sommes d'argent n'est généralement cachée que si l'argent provient du crime organisé.

Wilson m'a dit un jour qu'il avait une grande expérience de la Russie et qu'il y avait travaillé. Dans son CV, il mentionne qu'il a couvert l'Europe de l'Est et l'Union soviétique en tant que journaliste de 1987 à 1988. Il a été responsable de l'information en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan de 1993 à 1994, où il a conçu et mené des campagnes médiatiques internationales pour des opérations dans le Caucase et en Russie et a soutenu le développement de départements nationaux d'information et de médias au sein des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans trois pays.

Il a obtenu une maîtrise de philosophie en études soviétiques et est-européennes en 1990-1991 à

l'université de Glasgow : "Ce diplôme de troisième cycle de deux ans a été obtenu en 12 mois. Les sujets spécialisés étaient la politique étrangère et de sécurité soviétique, et la politique économique et monétaire en Union soviétique. Ma thèse était intitulée : Gorbatchev et le haut commandement soviétique, 1985-1991."

Les personnes qui ont tenté d'enquêter sur les liens entre Wilson et la Russie ne sont pas allées très loin avant d'être averties que leur santé pourrait être mise en danger si elles continuaient à poser des questions.

Comment une telle personne a-t-elle pu devenir le directeur général de Cochrane ? La réponse, comme vous le verrez, pourrait être qu'il y avait déjà de la corruption institutionnelle avant que Wilson ne soit employé. Les candidats ont été informés que :

"Le candidat idéal aura un parcours qui répond le plus possible aux critères suivants :

- Expérience de la direction organisationnelle dans une organisation multipartite, de préférence mais pas essentiellement engagée dans la recherche scientifique ou médicale.
- Expérience du monde des affaires, c'est-à-dire compréhension de la gestion des personnes et des finances.
- Sérieux et compétences diplomatiques pour représenter la Collaboration Cochrane à l'échelle internationale et accroître sa réputation.
- Preuve évidente de compétences bien développées en matière de gestion des personnes et de réseau.
- Une expérience préalable de travail au sein ou avec le secteur à but non lucratif et/ou avec les systèmes de recherche en santé serait un plus."

Mais les critères de présélection des candidats pour les entretiens étaient totalement différents :

"En raison du grand intérêt manifesté par les candidats d'un large éventail de secteurs (y compris les services de santé, les organisations caritatives et autres organisations à but non lucratif engagées dans la recherche translationnelle, et le secteur commercial), les candidatures ont été examinées puis triées en fonction de critères de sélection clés :

- Expérience internationale
- Leadership opérationnel (finances, RH, support informatique)
- Expérience ou aptitude en matière de collecte de fonds
- Perspective d'aider à renforcer la présence et la portée internationales de la Collaboration.
- Possibilité de diriger une organisation décentralisée dans le domaine des soins de santé basée sur les preuves.
- Complémentarité avec le rédacteur en chef de la Cochrane Library."

La date limite de dépôt des candidatures était le vendredi 22 juin 2012. L'annonce du poste indiquait que des conseils sur la manière de postuler pouvaient être obtenus auprès de Kevin Young, directeur de RSA Consulting. J'ai contacté Young le 7 juin, qui m'a dit qu'il y aurait une conférence téléphonique le lundi 25 juin, au cours de laquelle un panel de 7-8 personnes sélectionnerait des personnes pour des entretiens. Le 3 juillet, Lucie Binder, du bureau du directeur général, a informé les gens de Cochrane que les membres de ce panel de sélection étaient les suivants :

- Jonathan Craig : coprésident du comité de pilotage, Australie
- Nicky Cullum : Rédacteur coordonnateur, Groupe Cochrane sur les blessures, Royaume-Uni
- Marina Davoli : Rédacteur coordonnateur, Groupe Cochrane sur les drogues et l'alcool, Italie

- Kay Dickersin : Directeur, Centre Cochrane américain, États-Unis
- Paul Farenden : Directeur général par intérim et président sans droit de vote du jury de sélection, Royaume-Uni
- Jeremy Grimshaw : Coprésident du comité de pilotage, Canada
- Zulma Ortiz : Auteur, Groupe Cochrane sur les infections respiratoires aiguës, Argentine
- David Tovey : Rédacteur en chef de *The Cochrane Library*, Royaume-Uni.

Le poste de directeur général était extrêmement important pour Cochrane, compte tenu également du fait que ses deux précédents directeurs généraux n'avaient pas obtenu de bons résultats. J'ai donc trouvé totalement inapproprié que ce panel ne dispose que d'un week-end pour lire les nombreuses candidatures et se mettre d'accord sur les candidats à interviewer un mois plus tard, les 26-27 juillet à Fribourg.

Mais les règles n'ont pas été respectées. Binder a noté, toujours le 3 juillet, que seules trois personnes, les deux coprésidents et le directeur général par intérim, avaient sélectionné les personnes à interviewer. L'un des autres membres du panel m'a dit une semaine plus tard qu'elle ne savait même pas qui étaient les autres candidats.

Je me suis plaint aux coprésidents, Farenden et Young, de l'absence de procédure régulière et de la violation des règles, tant en ce qui concerne les critères donnés aux candidats que les critères effectivement utilisés, et de la non-participation du jury de sélection des candidats à l'entretien. J'ai demandé que toute la procédure soit recommencée, car elle avait si clairement violé les règles d'emploi des personnes, en faisant remarquer que ce qui s'était passé n'aurait pas été accepté dans mon pays. J'ai expliqué mon opinion à l'aide d'une allégorie sportive : Si vous dites à un joueur de football où se trouve le but et que vous déplacez ensuite le but après que le joueur a visé et botté le ballon, ce serait clairement inacceptable.

J'ai demandé une réponse dans le texte de ma lettre, point par point, mais mes questions les plus importantes sont restées sans réponse :

Toutes les candidatures ont-elles été envoyées à tous les membres du jury avant la réunion de présélection ?

La Collaboration doit veiller à suivre les procédures généralement acceptées et à prendre des décisions transparentes et démocratiques afin de ne pas être critiquée par la suite et de ne pas laisser des gens mécontents derrière elle. Par conséquent : Le CV du directeur général (et éventuellement aussi la candidature) sera-t-il disponible une fois que le nouveau directeur général aura été nommé ? Je pense qu'il devrait l'être. De nombreux chercheurs mettent leur CV sur une page d'accueil, et je suis convaincu que de nombreux membres de Cochrane souhaiteront savoir quelles sont les références de notre nouveau directeur général.

Une procédure formelle a-t-elle été décidée à l'avance, décrivant les mesures à prendre, par exemple des contacts téléphoniques avec les candidats avant la date limite de dépôt des candidatures ? Et si tel était le cas, pourquoi n'a-t-il pas été communiqué par écrit aux candidats ? Ce que j'ai vécu est tellement inattendu que cela me laisse penser qu'il n'y avait pas de processus formel ou, s'il y en avait un, qu'il n'a pas été suivi. Si un processus formel a été mis par écrit au préalable, j'aimerais recevoir une copie de ce document.

Je n'ai pas reçu de réponse significative. Craig a répondu le 4 juillet : "La formulation des descriptifs peut varier en fonction du contexte, mais pas les domaines. Le grand nombre de candidats a été examiné en fonction des critères pré-approuvés, et un certain nombre d'entre eux ont été présélectionnés et seront examinés plus avant lors de l'entretien. Vos préoccupations

concernant la procédure ont été notées, mais nous allons de l'avant pour nommer un directeur général en temps opportun dans l'intérêt de la Collaboration."

J'ai parlé à Grimshaw au téléphone, et il m'a dit que je serais très impressionné si je connaissais les noms et les références des 15-20 personnes qui avaient été présélectionnées pour des entretiens parmi les 50-60 candidats. Si c'était le cas, alors pourquoi diable ont-ils choisi Wilson pour le poste ?

J'ai consulté diverses personnes qui m'ont encouragé à soumettre ces questions au comité de pilotage, ce que j'ai fait le 6 juillet. Mais là aussi, Craig semblait avoir le contrôle total. Le 23 juillet, j'ai reçu cette réponse vide de sens :

"Le CCSG a pris en compte votre courriel mais estime que le processus de recrutement du directeur général est conforme au processus approuvé par le CCSG à Paris, a été juste et équitable, et soutient donc la poursuite de la procédure actuelle. Nous vous demandons de respecter la procédure et les décisions qui ont été prises, qui, selon nous, sont dans le meilleur intérêt de La Collaboration."

Wilson ? Dans le meilleur intérêt de la Collaboration ?

Le même mois, l'un des membres du groupe m'a dit que la gouvernance était défailante et qu'il y avait également de graves conflits d'intérêts, notamment une relation personnelle entre Craig et Martin Burton et le fait que les deux coprésidents avaient des employés au sein du comité de pilotage. Elle m'a également dit qu'il y avait deux attentes principales : augmenter la présence internationale des analyses et de Cochrane, et optimiser la collecte de fonds. Young m'a révélé qu'il était important pour les coprésidents d'employer quelqu'un ayant une expérience du monde des affaires.

Le résultat de tout ce désordre, de cet arbitraire, de ces contradictions et de cette violation des règles a été que les coprésidents ont pu faire ce qu'ils voulaient. Cela soulève le soupçon que Wilson a été favorisé d'une manière ou d'une autre et qu'il pourrait avoir été placé. Quelqu'un le connaissait-il à l'avance ? Quelqu'un lui a-t-il dit qu'il devait postuler pour le poste ? Était-il prévu qu'il devienne le nouveau directeur général ?

Puisque les coprésidents n'ont pas téléchargé le [CV de Wilson](#) pour que tout le monde puisse le voir, malgré ma demande, je l'ai désormais fait. Cochrane ne devrait pas être une organisation clandestine.

En 2019, j'ai essayé de découvrir ce qui s'est passé lorsque Wilson a travaillé pour Panos, qui était son dernier emploi avant de venir à Cochrane. Cela n'a pas été facile non plus. Sur la page d'accueil de [Panos Londres](#), il n'y avait aucune information. Mais il y avait un lien au milieu, *Le site archivé de Panos London*, qui menait à un [autre site](#) où cela apparaissait :

**Notice: This website is online only as an archive & a resource, as Panos London is no longer active. For more information on the active Panos network and what Panos London achieved visit [panos.org.uk](http://panos.org.uk).**

*(Note : Ce site web en en ligne seulement en tant qu'archive et ressource, Panos London n'étant plus actif. Pour plus d'information sur le réseau Panos en activité et sur les réalisations de Panos London, visitez [panos.org.uk](http://panos.org.uk))*

Cependant, [panos.org.uk](http://panos.org.uk) ne m'a pas conduit à "plus d'informations" mais m'a ramené au site où j'ai commencé. Bien que M. Wilson ait été directeur exécutif de Panos Londres et y ait travaillé de 2004 à 2012, selon sa candidature à Cochrane, je n'ai trouvé son nom nulle part. J'ai donc fait une

recherche Google sur *panos mark wilson* et j'ai trouvé ceci, sous [BBC Media Action](#) :

Mark Wilson - Panos Londres Nom : Mark Wilson Organisation :  
Panos London Rôle : Directeur général Pays : - Veuillez sélectionner -

Il semblait donc correct qu'il y ait travaillé. J'ai également trouvé un [site Web de dons](#) appelé JustGiving. Sous une photo, il y avait une petite histoire expliquant l'objet de la collecte de fonds. Wilson avait participé à une course appelée "2010 Bupa London" et était fier de cette performance :



Mark Wilson  
Mark Wilson's page  
Fundraising for Panos

46%  
£140  
raised of £300 target  
by 2 supporters

Give Now  
Share

Panos  
Charity Registration No. 297366

"Merci d'avoir pris le temps de visiter ma page JustGiving. La course est terminée et j'ai réussi - et en 54 minutes, ce qui n'est pas si mal pour un coureur de 10 km débutant ! Le plus dur est fait, mais je suis encore loin de mon objectif de collecte de fonds. Merci pour toutes les contributions tardives qui iront en aide à Panos en Haïti. Mes remerciements les plus sincères ! Mark."

Deux supporters avaient donné 140 £ sur un objectif de 300 £ pour le travail de Panos en Haïti. C'est un peu différent des centaines de millions de dollars que Wilson prétendait avoir collectés auparavant pour des opérations humanitaires dans les Balkans.

La candidature de Wilson à Cochrane a commencé avec son travail chez Panos :

"J'ai fait mes preuves en matière de leadership et de gestion pendant près de deux décennies dans de complexes organisations humanitaires et liées au développement, tant au niveau administratif que sur le terrain. Au cours des huit dernières années, j'ai été le directeur général de Panos London ([www.panos.org.uk](http://www.panos.org.uk)), l'un des leaders en matière de communication pour les organisations liées au développement, et la plus importante d'un réseau de sept instituts comptant plus de 200 employés dans plus de 20 bureaux en Afrique, aux Caraïbes, en Europe et en Asie, avec un budget global en 2012 de 11,5 millions de livres sterling. J'ai dirigé la mise en place du réseau international Panos, en transformant des bureaux en Afrique dont la responsabilité de gestion me revenait directement en des instituts indépendants à part entière. J'ai dirigé la rédaction et la mise en place d'une constitution, de règlements et de codes de

conduite relatifs à la coordination des programmes et à la collecte de fonds, approuvés par tous les membres du réseau Panos ; son enregistrement en tant qu'ONG internationale ; et le développement d'un secrétariat à New Delhi.

Après cette formation institutionnelle, j'ai ensuite dirigé le développement et la rédaction finale du premier plan stratégique intégré du réseau Panos 2010-15. Ceci, à son tour, a exigé une profonde réévaluation stratégique et un repositionnement de Panos Londres. En tant que directeur général, j'ai dirigé ce processus et achevé le développement d'un nouveau plan stratégique pour l'organisation jusqu'en 2015, ainsi qu'un plan budgétaire englobant les changements structurels, les systèmes et les procédures de Panos Londres afin de le mettre en œuvre. Ce processus a exigé le respect de la mission permanente de l'organisation avec la détermination d'adapter et d'adopter des procédures organisationnelles rigoureuses, efficaces et efficaces axées sur les domaines d'expertise et la valeur ajoutée démontrables de Panos London."

Ainsi, toujours à Panos, Wilson a centralisé la "responsabilité de gestion" sous ses ordres à Londres et a produit un plan stratégique, qui a conduit à une "profonde réévaluation stratégique et au repositionnement de Panos Londres." Cet euphémisme signifie que Wilson voulait avoir un pouvoir et un contrôle total sur tout, tout comme à Cochrane.

Je me suis demandé si Wilson rendait les personnes travaillant pour Panos au niveau international aussi malheureuses que celles travaillant pour Cochrane au niveau international.

Panos était une grande organisation internationale qui a cessé d'exister juste après le départ de Wilson, qui l'avait restructurée. Il était étrange que, compte tenu de tous ses efforts, le bureau de Londres ait fermé en 2012. Il a dû y avoir d'énormes problèmes lorsqu'il a postulé pour le poste de directeur général à Cochrane, mais Wilson n'a rien mentionné de tout cela dans son CV. J'ai fait une recherche sur *panos london mark wilson* pour les années 2012 et 2013 mais je n'ai rien trouvé d'intéressant en parcourant les archives.

Cependant, une recherche sur Google sur les fermetures de Panos Londres, limitée aux enregistrements de 2012, a conduit à une nécrologie révélatrice pour Panos Londres du 11 décembre 2012 par James Deane, directeur de Panos de 1994 à 2004, lorsque Wilson a pris la relève.

La notice nécrologique est longue, 2948 mots, et mentionne de nombreux noms pour leurs grandes contributions, mais le nom de Wilson n'apparaît pas une seule fois. Il est à noter que Deane a décentralisé l'organisation et a donné aux unités internationales la liberté dont elles avaient besoin alors que Wilson semble avoir fait le contraire, ce qu'il appelle "devenir des instituts indépendants à part entière". Cela est difficile à concilier, car ils étaient déjà indépendants (voir plus loin à ce sujet).

Je soupçonne Wilson d'avoir détruit Panos de la même façon qu'il a détruit Cochrane. L'introduction de Deane est révélatrice :

"Une partie d'une organisation que j'ai aidé à mettre en place ne va plus exister. L'Institut Panos de Londres a annoncé qu'il n'avait plus les ressources nécessaires pour continuer. Il est en difficulté depuis un certain temps ; les revenus des projets semblent s'être taris ; son directeur général est parti. Les administrateurs de l'Institut Panos ont décidé, de manière compréhensible, de mettre fin à ses activités après 26 ans d'existence ... Au moins, d'autres instituts Panos en Afrique et en Asie continueront son travail. D'autres organisations rempliront certaines des fonctions que Panos Londres avait autrefois fait siennes ... Le motif de la fondation de Panos Londres en 1986 était de contribuer à garantir que les personnes les plus touchées par la pauvreté et la marginalisation aient accès à l'information sur les questions qui façonnent le plus leur vie."

Deane indique que les programmes de développement devaient être définis et pilotés depuis les pays en développement et que l'objectif de Panos était de soutenir des médias libres et pluriels

capables d'offrir des opportunités de débat public avec un accès à des informations fiables qui ne disent pas aux gens ce qu'ils doivent penser mais leur fournissent les faits dont ils ont besoin pour se faire leur propre opinion sur une question et avoir leur mot à dire.

C'était l'exact opposé des idées de Wilson pour Cochrane, où le débat n'était pas autorisé, et où tous devaient parler d'une seule voix. Mais une organisation scientifique qui ne permet pas l'autocritique dégénère et finit par disparaître.

Deane écrit : "Au début des années 1990, avec la libéralisation des médias dans la plupart des pays en développement et l'émergence d'environnements plus démocratiques, nous ne pouvions plus légitimement discuter ces questions en restant assis dans un bureau à Londres. Nous avons créé des instituts Panos régionaux, responsables devant leur propre conseil d'administration, composé de journalistes et d'autres personnes des pays dans lesquels nous travaillions... Panos Afrique de l'Ouest était déjà établi depuis de nombreuses années ... Panos Paris, son parrain, avait fait de même en Afrique centrale ... Ils ont été rejoints par Panos Eastern Africa et Panos Southern Africa."

Deane a également expliqué que la décentralisation était plus légitime, qu'elle permettait à l'organisation de mieux résister aux difficultés et qu'elle était nécessaire pour maintenir le financement, "compte tenu notamment des questions que ne cessaient de me poser nos fidèles donateurs scandinaves sur les raisons pour lesquelles ils devaient soutenir une organisation basée à Londres".

Pour moi, cela semble contredire l'autopromotion de Wilson dans son CV. Son CV est plein d'éloges : "Une grande sensibilité culturelle [...] prêt à admettre ses erreurs et à en tirer des leçons [...] La capacité à gérer des organisations et des équipes interculturelles est, je crois, l'une de mes plus grandes forces [...] Je suis un écrivain et un orateur hors pair, tout à fait à l'aise devant une caméra, pour prononcer des discours ou animer des réunions, grandes ou petites [...] Je possède une bibliothèque personnelle de plus de 4 000 livres [ou plus de 5 000 livres et revues, ce qu'il a également indiqué dans son CV] et revues sur les questions de politique internationale, d'économie, de société et de développement, et je continue à mettre à jour mes connaissances et mon expertise dans ces domaines. "

Le sentiment grandiose d'estime de soi de Wilson est un trait psychopathique (voir page 10) et il contraste fortement avec l'évaluation que les gens font de lui. En 2015, une évaluation indépendante de la performance de Wilson au cours de ses trois premières années à Cochrane a été réalisée par un comité de 12 personnes qui ont donné leur avis sur son leadership. En voici quelques exemples :

- "Nous sommes une collaboration [...] pas une entreprise, et une culture descendante est nouvelle [...] nous avons de nombreuses personnes qui, dans d'autres cercles, sont considérées comme des scientifiques de classe mondiale ! Mark [...] ne répond pas lorsqu'il n'aime pas la suggestion [...] peut être sur la défensive, parle beaucoup [...] ne semble pas toujours vouloir travailler dans le cadre de la culture [...] Il ne sait pas déléguer et on a parfois l'impression qu'il ne fait pas confiance aux contributeurs de Cochrane."
- "Il est évident que son fonctionnement standard est combatif. Cela peut faire perdre du temps et rebuter les gens. Vous ne pouvez pas être stratégique si vous êtes toujours combatif. Il serait peut-être bon de développer la capacité d'écoute".
- [Vous devriez] "travailler en collaboration avec les personnes exceptionnelles qui vous entourent."
- "Je suis préoccupé par le style de management qui se développe."
- "Je n'ai pas l'impression que Mark accepte facilement le fait qu'il rende compte au comité de pilotage [...] il ne fait pas preuve d'un niveau approprié de respect pour le CP ou ses membres et n'est pas réceptif à la remise en question, que ce soit par un membre individuel du CP ou par le CP dans son ensemble."
- "le directeur général de la CC [Collaboration Cochrane] ne peut pas fonctionner comme le

directeur général d'une société commerciale".

- "la majorité des personnes qui produisent les résultats de Cochrane [...] ne sont pas employées par Cochrane".
- "Il me semble que l'équilibre des pouvoirs entre le directeur général et le comité de pilotage doit être soigneusement évalué."
- Il est important de ne pas monter les membres du CP les uns contre les autres et de ne pas "embrouiller" le CP. La confiance est un élément essentiel de cette organisation, la confiance doit donc être gagnée et construite."

Il est contradictoire que Wilson, avec ses capacités auto-déclarées en matière de gestion des personnes, ait perdu autant de son propre personnel au cours de ses six premières années de mandat. Après qu'il y ait eu un roulement particulièrement élevé, Wilson a décrit son mauvais leadership en termes positifs dans un courriel qu'il a envoyé à tout le monde dans Cochrane le 9 février 2018. Lorsque j'ai vu cela, ma réaction a été qu'il devait avoir de gros problèmes. Le titre était le suivant : [Nouveaux changements structurels au sein de l'Équipe Centrale de Direction de Cochrane](#).

Le 1er octobre 2015, le National Institute of Health Research (NIHR) du Royaume-Uni a annoncé une évaluation prochaine de l'impact sanitaire et économique des analyses Cochrane de 2005 à 2014. Le NIHR a dépensé environ 6 millions de livres par an pour soutenir le centre Cochrane britannique et les 21 groupes de révision Cochrane basés au Royaume-Uni sur les 52 du monde entier. Le [rapport](#), avec ses [annexes](#), qui est sorti en février 2017, est disponible publiquement, tout comme la [réponse de Cochrane](#).

Je connais trois des six évaluateurs, et selon l'un d'entre eux, les NIHR voulaient couper tout le financement, mais l'équipe d'évaluation les a persuadés de continuer. Les NIHR n'étaient pas satisfaits du fait qu'il ait fallu tant de temps pour qu'une étude soit publiée, et ils étaient également mécontents de la direction de Wilson. Selon un autre évaluateur :

- Wilson met de son propre chef à des postes de direction des personnes que d'autres, connaissant mieux ces personnes et la situation locale, auraient jugées non qualifiées.
- Wilson a contacté des financeurs britanniques, mais ils ne lui font pas confiance.
- Wilson a augmenté le financement là où des personnes plus compétentes l'avaient diminué auparavant à la suite de mauvaises performances.
- Le rapport d'évaluation était assez critique à l'égard de la taille du personnel attribué au directeur général.

Le 23 avril 2021, le professeur Ken Stein, directeur du Evidence Synthesis Programme au NIHR, s'est exprimé lors d'un [webinaire](#) sur le travail des groupes Cochrane britanniques et leur financement futur. Il a critiqué Cochrane de manière assez substantielle pour les mêmes raisons que moi et a déclaré que la situation était claire depuis huit ans, c'est-à-dire exactement pendant la période où Mark Wilson dirigeait l'organisation.

À propos de l'intégrité scientifique défaillante, Stein a fait remarquer que "c'est un point soulevé par des membres de la Collaboration pour s'assurer que des détritres ne soient pas introduits dans les analyses ; sinon, vos analyses seront des détritres".

Il est tout à fait inhabituel qu'un donateur de premier plan déclare que le bénéficiaire du financement doit veiller à ce que des détritres ne soient pas intégrés dans la recherche, sans quoi elle se transformera elle-même en détritres. Cela suggère que Stein était au courant de la déclaration de Jefferson, " Détritres à l'entrée, détritres à la sortie ... avec un joli petit logo Cochrane dessus", à partir de l'[article de Demasi](#) publié lors du colloque Cochrane à Edimbourg ou de mon

livre sur l'[effondrement moral de Cochrane](#). Jos Kleijnen, ancien directeur de la Cochrane néerlandaise, m'a dit que Stein était présent à Édimbourg et qu'il savait très bien que j'avais été exclu.

Wilson a soudainement quitté son poste, à la mi-avril 2021, sept jours avant le séminaire en ligne au cours duquel le donateur britannique a annoncé qu'une importante réduction budgétaire était probable en 2022. Il n'y a eu aucun message d'adieu de la part de Wilson qui était par ailleurs connu pour se mettre en avant et s'attribuer le mérite de ce que d'autres avaient réalisé grâce à un travail ardu. Je suppose que Wilson a quitté Cochrane parce qu'il savait ce qui l'attendait une semaine plus tard. Je n'ai pas été en mesure de trouver une trace de lui sur Google.

Cela semble être le début de la fin pour Cochrane. Les dommages que Wilson et Burton ont causés sont irréparables, c'est ce que j'ai entendu dans les cercles de médecine fondée sur les preuves.

Quatre mois après le webinaire, la situation a empiré pour Cochrane. Fin août 2019, le NIHR a informé les groupes de révision Cochrane basés en Angleterre qu'il cesserait leur financement à la fin du mois de mars 2023. Cochrane était maintenant plongée dans le désarroi, et les échanges sur le site Web de Cochrane témoignent d'une [confusion majeure](#).

En novembre 2021, je ne trouvais plus sur le site web de Cochrane le message que j'avais vu le 3 septembre concernant la perte de financement. Un organisme caritatif mondiale comme Cochrane ne devrait pas supprimer les messages importants sur son site web, mais ce message avait disparu. J'ai donc fait une recherche sur Google et j'ai incidemment [découvert ceci](#) :

Concernant le montant du financement qu'il accorde à Cochrane (environ 2 millions de livres par an), le gouvernement danois n'est devancé que par les NIHR. Cela est dû à mon travail et à ma persévérance. J'ai fait pression sur les politiciens et les fonctionnaires du ministère pendant des années avant qu'ils n'acceptent de financer de façon permanente toutes les activités de Cochrane au Danemark.

Le Danemark deviendra donc le premier bailleur de fonds de Cochrane en 2023. Ma récompense pour cela a été d'être mis à la porte de l'organisation. Il est peut-être temps pour le gouvernement danois de suivre l'exemple britannique et de cesser tout financement de base de Cochrane. Cela n'en vaut plus la peine.

Malheureusement, le déclin moral et scientifique de ce qui était autrefois une organisation de base idéaliste et exemplaire se poursuit. La devise de Cochrane, "Les preuves fiables", qui sonne comme l'autocomplaisance d'une publicité d'une société pharmaceutique, a été inventée par Mark Wilson, mais il faut se méfier de pratiquement toutes les analyses Cochrane de médicaments psychiatriques, car les auteurs et les rédacteurs ne prêtent pas suffisamment attention à toutes les failles des essais.<sup>74,75</sup>

À titre d'exemple récent, la méta-analyse du réseau Cochrane sur les médicaments contre la dépression chez les enfants, publiée en mai 2021 et dont Sarah Hetrick, rédactrice en chef du groupe Cochrane sur les troubles mentaux communs, est le premier auteur, est un véritable "détritus à l'entrée, détritus à la sortie". [J'ai expliqué](#) qu'elle est tellement trompeuse qu'elle est carrément dangereuse pour les enfants.

Elle est tout aussi trompeuse que la fameuse méta-analyse en réseau de 2018 sur les médicaments contre la dépression chez les adultes, par Cipriani et al. dans le *Lancet*, que j'ai décrite sur le site Mad in America comme : [Rewarding the companies that cheated the most in antidepressant trials](#). L'un des auteurs de cette méta-analyse erronée est Julian PT Higgins, un statisticien qui est également l'un des deux rédacteurs du [Cochrane Handbook for Systematic](#)

---

<sup>74</sup> Gøtzsche PC. [Deadly psychiatry and organised denial](#). Copenhagen : People's Press ; 2015.

<sup>75</sup> Gøtzsche PC. [Mental health survival kit and withdrawal from psychiatric drugs](#). Ann Arbor : L H Press ; 2022.

[Reviews of Interventions](#), qui décrit sur 636 pages la manière dont les analyses Cochrane doivent être effectuées. Une nouvelle analyse effectuée par mes collègues du Nordic Cochrane Centre a montré que les données des résultats rapportées dans *Lancet* différaient des rapports d'études cliniques dans 12 des 19 essais qu'ils ont examinés.<sup>76</sup> La situation peut difficilement être pire. Mais, comme l'a récemment écrit un commentateur, rien ne changera tant que les recommandations des critiques précédentes ne seront pas réellement mises en œuvre. Il a ajouté que le fait de continuer à "fouetter le cheval mort de la Cochrane Review" ne le fera pas avancer.

Wilson m'a dit un jour qu'il aimait les combats parce qu'il les gagnait toujours. Il était également convaincu qu'il gagnerait son combat contre moi. Mais l'a-t-il gagné ? Il a abusé de Cochrane à ses propres fins, et il est regrettable qu'il ait entraîné tout l'empire Cochrane dans sa chute. Je suis triste de ce qu'il a fait à cette organisation autrefois magnifique. La partie est terminée.

## 17 Qui était la personne que Cochrane a expulsée ?

Mon histoire personnelle importe peu. Il se trouve simplement que je suis la personne qui s'est le plus opposée au régime brutal de Wilson à Cochrane et qui a donc été expulsée. Comme vous l'avez vu, cette histoire est bien plus grande que moi, mais il serait étrange que je ne dise pas un peu qui je suis. Vous ne pouvez pas être objectif si vous parlez de vous, mais je peux au moins essayer de transmettre les faits les plus importants.

Enfant, je remettais tout en question.<sup>77</sup> Adulte, j'ai dit à d'autres personnes qu'elles devaient aussi poser des questions et j'ai écrit un livre dans lequel je leur expliquais comment trouver des réponses fiables aux questions qu'elles se posaient sur les soins de santé.<sup>78</sup>

Ma mère m'a dit que je devais prendre deux comprimés de vitamines par jour, un vert et un rouge, mais j'ai demandé pourquoi. C'était parce qu'elles étaient bonnes pour moi. J'ai demandé comment elle le savait. C'est parce que grand-père l'a dit. Cela a mis fin à la dispute. Mon grand-père était brillant et avait beaucoup d'autorité.

Il était aussi médecin généraliste. J'avais beaucoup de respect pour lui, mais comment pouvait-il être si sûr que les pilules étaient bonnes pour moi ? De plus, elles avaient un mauvais goût et une mauvaise odeur ; en ouvrant les flacons, j'avais l'impression d'entrer dans une pharmacie. J'ai laissé tomber les pilules, et ma mère n'a pas essayé de me forcer à les manger.

Tout semblait si simple à l'époque. Comme les vitamines sont essentielles à notre survie, il doit être bon de consommer des pilules vitaminées pour s'assurer que nous recevons suffisamment de ce dont nous avons besoin pour grandir. Mais la biologie est rarement simple, et il a fallu attendre encore 50 ans avant de savoir si les vitamines sont bénéfiques ou nocives. En 2008, un examen des essais contrôlés par placebo sur les antioxydants (bêta-carotène, vitamine A et vitamine E) a montré qu'ils augmentaient la mortalité globale.<sup>79</sup>

Je suis devenu biologiste mais je ne savais pas quoi faire. Mon grand-père m'a suggéré d'entrer dans l'industrie pharmaceutique. Je suis devenu vendeur de médicaments dans le groupe Astra en 1975, chef de produit huit mois plus tard, et j'ai créé un département médical en 1977 dans Astra-Syntex, où je m'occupais des demandes d'enregistrement et des essais cliniques. J'ai travaillé principalement avec le naproxène, un antidouleur pour l'arthrite, et j'ai vu de nombreux exemples

---

<sup>76</sup> Munkholm K, Paludan-Müller AS, Boesen K. [Considering the methodological limitations in the evidence base of antidepressants for depression: a reanalysis of a network meta-analysis](#). *BMJ Open* 2019;9:e024886.

<sup>77</sup> Gøtzsche PC. [Deadly medicines and organised crime : How big pharma has corrupted health care](#). London : Radcliffe Publishing ; 2013.

<sup>78</sup> Gøtzsche PC. [Survival in an overmedicated world: look up the evidence yourself](#). Copenhagen : People's Press ; 2019

<sup>79</sup> Bjelakovic G, Nikolova D, Gluud LL, et al. Antioxidant supplements for prevention of mortality in healthy participants and patients with various diseases. *Cochrane Database Syst Rev* 2008;2:CD007176.

où l'entreprise avait torturé les données de ses essais jusqu'à ce qu'elles avouent et puissent être utilisées pour un marketing nuisible aux patients.

J'ai donc décidé de partir et j'ai choisi la voie la plus contraignante. Mon directeur m'a permis de suivre des cours à la faculté de médecine pendant 10 % de mon temps de travail afin d'améliorer mes compétences. Je ne lui ai pas dit que mon projet était de devenir médecin, mais il était satisfait de mon travail, si bien que quelques années plus tard, j'étais absent pour un tiers du temps, qui est devenu la moitié du temps. Pendant les deux dernières années où j'ai travaillé pour Astra-Syntex, j'étais consultant externe.

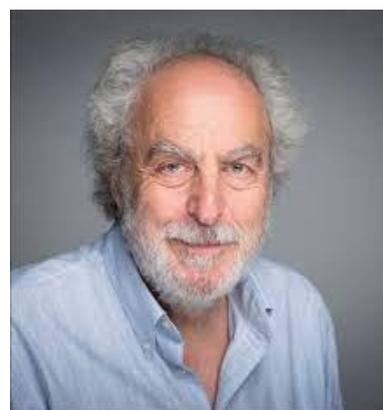
En 1984, je suis devenu médecin et j'ai travaillé dans des hôpitaux de Copenhague, principalement au Rigshospitalet, l'hôpital national. En mai 1990, j'ai soutenu ma thèse de doctorat, *Bias in double-blind trials*,<sup>80</sup> qui était probablement la première au monde basée sur des méta-analyses qui résumaient tout un domaine thérapeutique.

J'ai montré que les essais cliniques étaient très peu fiables et qu'ils présentaient les nouveaux médicaments coûteux contre l'arthrite sous un jour excessivement positif, non seulement en raison des données généralement torturées et occasionnellement frauduleuses, mais aussi parce que la conception des essais était souvent biaisée, par exemple en surdosant le médicament de comparaison de manière à ce qu'il cause de nombreux effets indésirables. J'ai publié mes six articles en tant qu'auteur unique, dont un important dans le *BMJ (British Medical Journal)* et un autre dans *The Lancet*.

Ma thèse est devenue très connue. Peu après sa publication, l'un des meilleurs biostatisticiens du monde, Douglas Altman d'Oxford, l'a trouvée dans une recherche documentaire et l'a envoyée à Iain Chalmers qui m'a écrit pour en faire l'éloge. Je n'avais aucune idée de qui il était, mais cela n'a pas duré longtemps. Il m'a invité à l'inauguration du Centre Cochrane par le ministre britannique de la Santé à Oxford en novembre 1992 et a payé mon voyage. Iain et Doug sont tous deux devenus des amis et ont joué un rôle très important dans ma carrière. J'ai publié 46 articles avec Doug, plus qu'avec quiconque.



Sir Iain Chalmers



Douglas Altman

En février 1993, ayant appris qu'un centre Cochrane canadien allait être créé, j'ai suggéré à Iain de mettre en place un Nordic Cochrane Centre. Un mois plus tard, j'avais reçu le soutien de Christian Nissen, le directeur de Rigshospitalet, qui nous a rendu hommage lors de la réunion à l'occasion de notre 25e anniversaire en 2018 en disant : "Lorsque Peter Gøtzsche a traversé le no man's land entre les 14 étages et le bâtiment administratif rouge, aujourd'hui démoli, dans lequel j'avais un bureau, je n'avais jamais entendu parler de la Collaboration Cochrane. Si c'est lié à la

---

<sup>80</sup> Gøtzsche PC. [Bias in double-blind trials](#). Dan Med Bull 1990;37:329-36.

description que Peter a faite du sujet ou son enthousiasme, je l'ignore, mais il m'a convaincu des perspectives."

Le Nordic Cochrane Centre était l'un des quatre centres à avoir été créés avant le premier colloque Cochrane, qui a eu lieu en 1993 à Oxford. Nous étions environ 80 personnes du monde entier, et l'un se rappelle que 25 ans plus tard, je me suis présenté en disant que c'était à la fois mon hobby et mon travail de traquer les biais. Nous avons créé la Collaboration Cochrane et, le même mois, j'ai ouvert le Nordic Cochrane Centre au Rigshospitalet.

La Collaboration Cochrane est un organisme caritatif, et pratiquement aucun d'entre nous n'avait d'argent à consacrer aux activités de Cochrane. Même aujourd'hui, la majeure partie du travail est effectuée par des bénévoles non rémunérés. Le Nordic Cochrane Centre a survécu grâce à des subventions de projet pour autre chose que le travail Cochrane pendant de nombreuses années, jusqu'à ce que j'obtienne un financement gouvernemental permanent en 2001 pour le centre et les trois groupes internationaux d'analyse que j'avais aidé à établir avec une base à Copenhague.

Aujourd'hui, il existe plus de 10 000 analyses Cochrane ou protocoles d'analyses à venir dans la *Cochrane Library*.

J'ai travaillé à mi-temps, quatre ans plus tard à temps plein, je suis devenu spécialiste en médecine interne, médecin-chef et professeur en conception et analyse de recherche clinique.

En 1996, j'ai repris le travail du UK Cochrane Centre, qui consistait à développer le logiciel utilisé pour réaliser les analyses Cochrane et d'autres logiciels d'importance centrale pour l'organisation.

Nous avons fait de la recherche de haut niveau. On m'a dit que j'étais le médecin danois le plus connu au monde et que j'étais le seul Danois à avoir publié plus de 70 articles dans les "cinq grands" (*BMJ*, *Lancet*, *JAMA*, *Annals of Internal Medicine* et *New England Journal of Medicine*). Mes travaux scientifiques ont été cités plus de 150 000 fois et lorsque le *BMJ* a créé un comité de rédaction en 1995, on m'a demandé d'en devenir membre. J'ai également traité des cas de suspicion de fraude scientifique.

Lorsque je dis la vérité aux gens, ils peuvent dire que je suis grossier, trop direct ou que mon "ton" est incorrect. Mais c'est mon style. En tant que biologiste, j'ai appris que lorsque vous voyez un insecte (*bug*, *NDT*), vous l'appellez un insecte. Et quand je vois des bugs dans une étude médiocre, j'explique à quoi ils ressemblent, ce qui n'est pas personnel mais mon obligation en tant que scientifique. Cochrane est fortement dominée par les Britanniques et le reste d'entre nous peut avoir des difficultés à se conformer aux normes britanniques. Les Britanniques peuvent dire "Ça a l'air intéressant" alors qu'ils veulent vraiment dire "C'est de la merde", et ils peuvent dire "Avec tout le respect que je vous dois", suivi d'une énorme insulte.

Je me suis plongé dans de gros manuels de statistiques lorsque j'ai travaillé sur ma thèse et j'ai tellement appris que j'ai un jour effectué une analyse de variance à trois voies sur une calculatrice de poche, car je n'avais pas encore acquis mon premier ordinateur. Cela a contribué à améliorer mes compétences en tant que généraliste de la recherche, et c'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai fait des recherches dans tant de domaines différents. Mes adversaires ont fait valoir qu'il est impossible d'être actif dans autant de domaines et d'avoir raison à chaque fois, mais ils n'ont pas trouvé de failles dans mes recherches.

J'ai fait la une du *New York Times* trois fois en deux ans à peine, sur trois sujets différents : L'effet placebo est discutable (*New England Journal of Medicine* 2001)<sup>81</sup> Pfizer, alors la plus grande société pharmaceutique du monde, avait triché avec ses essais sur les antifongiques (*JAMA* 1999)

---

<sup>81</sup> Hróbjartsson A, Gøtzsche PC. Is the placebo powerless? An analysis of clinical trials comparing placebo with no treatment. *N Engl J Med* 2001;344:1594-602.

;<sup>82</sup> et le dépistage par mammographie fait plus de mal que de bien (*Lancet* 2000 et 2001).<sup>83,84</sup> L'un des journalistes *du New York Times*, Donald G McNeil, m'a rendu visite et a écrit un article dans la série "*Scientists at work*" intitulé "*A career that bristles with against-the-grain conclusions*".<sup>85</sup> Il commençait ainsi :

"Assis à un bureau sinistrement soigné dans un bureau moderne situé dans l'enceinte de l'hôpital public du Danemark, le Dr Peter C. Gøtzsche ne semble pas être un homme qui mord mais n'aboie pas. Pourtant, ce statisticien aux cheveux grisonnants est en train de provoquer des crises d'apoplexie chez d'éminents médecins lorsqu'il laisse entendre qu'ils ont gâché leur vie à défendre des contes de bonne femme, maltraité leurs patients ou participé à des fraudes qui auraient peut-être dû les conduire en prison."

J'ai donné plus de 500 conférences et j'ai reçu de nombreux prix scientifiques. En 2012, j'ai été lauréat du prix annuel Prescrire pour mon livre sur les mammographies de dépistage.<sup>86</sup> J'ai écrit une brochure d'information destinée aux femmes qui envisagent de se soumettre ou non à une mammographie de dépistage, que des bénévoles ont traduite en [16 langues](#). Le Centre américain pour les consommateurs de produits médicaux l'a qualifié de "première information honnête sur la mammographie destinée aux femmes et rédigée par des professionnels de la santé." En 2014, j'ai été lauréat du prix annuel du livre de la British Medical Association dans la catégorie Basis of Medicine pour mon livre sur le crime organisé dans l'industrie du médicament.<sup>87</sup>

Lorsque j'ai reçu le prix HealthWatch 2016 à la Medical Society of London, le titre de mon intervention était : *Pourquoi est-il controversé de dire la vérité sur les soins de santé ?* [J'ai déclaré à l'auditoire](#) que "mon travail ressemble un peu à celui d'un détective médical. Les gens viennent me voir s'ils ont l'impression que quelque chose ne va pas dans les soins de santé. Lorsque je commence à examiner ces questions, je creuse généralement très profondément. Je déterre des cadavres, et lorsque j'expose ces cadavres, les personnes qui les ont enterrés peuvent être très en colère."

On me qualifie souvent de controversé, ce qu'on dit généralement lorsqu'on n'aime pas les résultats de mes recherches mais qu'on n'a pas de contre-arguments. Il est également considéré comme controversé de déterrer des cadavres. Les journalistes me demandent parfois pourquoi je cherche les controverses, mais ce n'est pas moi qui les cherche, ce sont elles qui me trouvent.

J'ai peut-être contribué plus que quiconque à Cochrane. Pendant de nombreuses années, le Nordic Cochrane Centre a été le plus grand centre Cochrane au monde, avec environ 18 employés. J'ai contribué à la création de quatre des 52 groupes de révision de Cochrane et j'ai entièrement reconstruit deux des trois groupes basés au Danemark en 2017-2018, ce qui a nécessité une connaissance détaillée des conditions et des politiques locales. J'ai également contribué à la création de centres Cochrane associés en Norvège, en Suède, en Finlande, en Pologne et en Russie.

J'ai été membre du comité de pilotage de Cochrane de 1993 à 1996, j'ai créé deux groupes de méthodes Cochrane basés au Danemark et j'ai été rédacteur en chef du groupe d'analyse Cochrane Methodology pendant 17 ans. J'ai corédigé les recommandations pour un bon compte rendu de la recherche que les principales revues médicales utilisent : [CONSORT](#) pour les essais randomisés,

---

<sup>82</sup> Johansen HK, Gøtzsche PC. Problems in the design and reporting of trials of antifungal agents encountered during meta-analysis. *JAMA* 1999;282:1752-9.

<sup>83</sup> Gøtzsche PC, Olsen O. Is screening for breast cancer with mammography justifiable? *Lancet* 2000;355:129-34.

<sup>84</sup> Olsen O, Gøtzsche PC. Cochrane review on screening for breast cancer with mammography. *Lancet* 2001;358:1340-2.

<sup>85</sup> McNeil DG Jr. [Confronting cancer: scientist at work – Peter Gøtzsche; a career that bristles with against-the-grain conclusions](#). *New York Times*, 9 April 2002.

<sup>86</sup> Gøtzsche PC. [Mammography screening: truth, lies and controversy](#). London : Radcliffe Publishing ; 2012.

<sup>87</sup> Gøtzsche PC. [Deadly medicines and organised crime : How big pharma has corrupted health care](#). London : Radcliffe Publishing ; 2013.

[STROBE](#) pour les études observationnelles, [PRISMA](#) pour les examens systématiques et les méta-analyses, et [SPIRIT](#) pour les protocoles d'essai. J'ai organisé deux ateliers très suivis pour les rédacteurs de Cochrane à Copenhague en 2001 et 2002 et j'ai beaucoup contribué à la transposition des connaissances - une question clé dans la stratégie actuelle de Cochrane – étant souvent dans les médias.

Le principal problème de Cochrane est la présentation sélective et biaisée des résultats de recherche. Pour la première fois, j'ai obtenu l'accès aux rapports d'études cliniques de l'Agence européenne des médicaments en 2010 après un processus de trois ans qui a impliqué une plainte auprès du médiateur européen.<sup>88</sup> Quelques années plus tard, Margrete Auken, quelques autres politiciens, David Hammerstein et moi-même avons réussi à influencer la législation européenne de sorte que nous avons maintenant accès à beaucoup plus de données d'essais cliniques qu'auparavant. Nous avons transformé une majorité politique en faveur du maintien du secret en une victoire écrasante pour l'ouverture : Le 2 avril 2014, le Parlement européen a approuvé la nouvelle directive sur les essais cliniques par 594 voix pour, 17 contre et 13 abstentions. Ces deux réalisations sont plus importantes que tout ce que j'ai accompli, mais le directeur général de Cochrane, Mark Wilson, n'a jamais abordé ces sujets.

En 2016, des membres du Parlement européen ont tenté de me faire élire à un poste vacant au conseil d'administration de l'Agence européenne des médicaments, mais une majorité politique a préféré un député européen. J'ai donné des conférences devant les parlements de l'UE, du Royaume-Uni, des Pays-Bas et du Danemark, ainsi que lors de deux réunions de la Commission européenne.

Certaines des analyses Cochrane dont j'ai pris l'initiative comptent parmi les plus importantes. Nous avons montré que le dépistage par mammographie ne réduit pas la mortalité totale ou la mortalité totale par cancer et entraîne un surdiagnostic et un surtraitement substantiels, ce qui inclut une augmentation des mastectomies ; que les bilans de santé ne fonctionnent pas et sont probablement nuisibles (*BMJ* 2012,<sup>89</sup> , ce qui nous a valu la [première page du Times](#)) ; et que les effets du placebo sont faibles, voire inexistants.

Au Danemark, les politiciens et les patients ont apprécié mon travail. Tout le monde attachait une grande importance à l'indépendance du centre, et j'ai permis aux contribuables danois d'économiser un montant annuel correspondant à environ 100 fois le budget annuel de notre centre grâce à trois examens seulement (dépistage par mammographie, examens de santé réguliers et alpha1-antitrypsine).<sup>90</sup>

## La vie après Cochrane

La tyrannie et la brutalité de Wilson m'ont coûté mon travail. Mais cela m'a aussi ouvert les yeux. Hammerstein m'a dit à Édimbourg que j'aurais une vie meilleure après mon excommunication de l'église Cochrane, et il avait raison. La vie après Cochrane avait beaucoup plus de sens que si j'avais continué à travailler pour une organisation que Wilson avait systématiquement détruite et transformée en un monstre bureaucratique, et dont il continuait à terroriser et à perdre les membres les plus précieux.

Je suis propriétaire des œuvres rassemblées du philosophe danois Søren Kierkegaard, héritées de mon grand-père qui les avait héritées de son père, et j'ai toujours partagé l'opinion de

---

<sup>88</sup> Gøtzsche PC, Jørgensen AW. Opening up data at the European Medicines Agency. *BMJ* 2011;342:d2686.

<sup>89</sup> Krogsbøll LT, Jørgensen KJ, Grønhoj Larsen C, Gøtzsche PC. General health checks in adults for reducing morbidity and mortality from disease: Cochrane systematic review and meta-analysis. *BMJ* 2012;345:e7191.

<sup>90</sup> Gøtzsche PC, Johansen HK. Intravenous alpha-1 antitrypsin augmentation therapy for treating patients with alpha-1 antitrypsin deficiency and lung disease. *Cochrane Database Sys Rev* 2016;9:CD007851.

Kierkegaard selon laquelle vous devez vous choisir vous-même et être sincère avec vous-même. Sinon, vous vous perdrez. Vous ne devez jamais abandonner vos idéaux pour un gain monétaire ou autre.

Les journalistes m'ont souvent demandé si mon travail ne m'avait pas fait beaucoup d'ennemis. Évidemment, mais vous devriez voir mes amis. Ils sont les meilleurs que vous puissiez imaginer. Les personnes qui s'accrochent à leurs principes moraux et sont prêtes à souffrir pour eux, voire à mourir pour eux, sont parmi les personnes les plus étonnantes que l'on puisse rencontrer. Ce sont eux qui s'engagent dans le mouvement de résistance lorsqu'un pays est occupé par une puissance étrangère, mais ils ne sont pas nombreux.

En décembre 2013, trois mois après la sortie de mon [livre sur le crime organisé](#) dans l'industrie de la drogue, j'étais à Boston pour une réunion et une animatrice radio de New York m'a interviewé en direct pendant une demi-heure. Vers la fin de l'entretien, elle m'a soudain demandé si je n'avais pas peur de finir au fond du fleuve Hudson, les pieds dans le béton. J'ai répondu que le risque que je courais était minime, comparé au risque que mon grand-père a couru pendant la guerre, où il a été emmené par la Gestapo et Ib Birkedal Hansen,<sup>91</sup> le pire tortionnaire que le Danemark ait jamais eu, qui a été fusillé en 1949 (*en fait 1950, NDT*) comme traître. Mon beau-père a également été emmené par la Gestapo. Ils ont tué tous les membres de son groupe sauf lui.

Le 27 juin 2018, j'ai donné une conférence à l'Institut Max Planck pour le développement humain à Berlin à l'intention de jeunes chercheurs du monde entier. Les organisateurs avaient lancé une nouvelle série de conférences, *Héros de la science*, et j'étais l'un des deux orateurs. Ma conférence s'intitulait "[Survival of a whistleblower](#)".

J'ai expliqué comment on peut aller à contre-courant et être fidèle à ce que les résultats de ses recherches ont montré, et ne pas avoir peur de critiquer les résultats de personnes influentes lorsque leurs recherches sont incorrectes, et survivre quand même. J'ai également dit que nous ne devons pas craindre les tyrans, car si nous ne disons pas non, la situation ne fait qu'empirer. J'ai dit au public que nous ne devons jamais oublier les atrocités commises par les nazis.

Le nazi qui a interrogé mon grand-père l'a menacé de torture et a également dit qu'ils pourraient violer sa femme et ma mère. Cela ne s'est pas produit. Il parlait très bien l'allemand et s'est mis en bons termes avec le nazi. Il jouait si bien les sonates de Beethoven qu'on lui a proposé une carrière de pianiste de concert, ce qui a ému le nazi. Il aurait dû être déporté dans un camp de concentration près de Leipzig, mais comme les forces alliées avaient détruit les voies ferrées dans le nord de l'Allemagne, il s'est retrouvé dans le camp de Frøslev, à la frontière. Lorsque les Alliés se sont trouvés devant Leipzig, les Allemands ont versé de l'essence sur la caserne où ils avaient entassé tous les prisonniers et y ont mis le feu. Il n'y avait presque aucun survivant. Ceux qui se sont enfuis de la caserne ont été abattus ou se sont suicidés en courant vers la clôture électrique. L'idée derrière ce meurtre de masse de dernière minute était probablement de ne laisser aucun témoin qui pourrait témoigner contre leurs tortionnaires après la guerre.

Le cofondateur de CrossFit, Greg Glassman, avait lu tous mes livres et était consterné par ce que Cochrane m'avait fait. Un jour, au printemps 2019, j'ai eu Glassman et plusieurs de ses directeurs au téléphone. Ils m'ont invité à donner une conférence à leur siège à Santa Cruz en Californie et aussi à une réunion à Madison intitulée : [Death of a whistleblower and Cochrane's moral collapse](#).

C'est un soulagement de savoir que je ne serai plus jamais harcelé par de petits bureaucrates et comptables aux traits psychopathiques qui ne savent pas ce qu'est la science, le travail de pionnier, le véritable leadership ou la liberté.

Contrairement à ces personnes, les patients apprécient mon travail. En 2016, je suis devenu parrain du réseau Hearing Voices au Danemark, dont la présidente est la psychologue et survivante

---

<sup>91</sup> Knudsen PØ. Birkedal. En torturbøddel og hans kvinder. København : Gyldendal ; 2004.

psychiatre Olga Runciman. En 2019, le professeur Allyson Pollock a fait en sorte que Tom Jefferson et moi-même devenions professeurs invités à l'université de Newcastle. En 2020, j'ai reçu un prix de la part d'Anette Ulstrup, présidente de l'Association des patients du Danemark, pour avoir été le médecin le plus courageux de la décennie au Danemark. Elle m'a également félicité pour mon livre sur les vaccins<sup>92</sup> qui est sorti la même semaine dans sa traduction danoise.



Olga Runciman



Allyson Pollock



Anette Ulstrup

Le 9 mars 2019, j'ai organisé un symposium international sur la liberté scientifique à Copenhague et j'ai ouvert l'[Institute for Scientific Freedom](#). J'ai également lancé un appel au [financement participatif](#). Le symposium a attiré des participants venus d'aussi loin que la Californie, l'Inde et l'Australie, même si nous ne l'avons annoncé que sur des sites Web et des médias sociaux. Les conférences ont été filmées et sont [disponibles gratuitement](#).

Je travaille actuellement comme chercheur, conférencier, auteur et consultant indépendant. J'ai été témoin expert dans des procès en Alaska, en Californie, à New York, au Canada, en Norvège, au Danemark, en Hollande et en Australie. C'est très amusant de démêler la toile d'araignée de l'objet du procès - ce qui est une sorte d'activité de chercheur-détective - et d'espérer pouvoir contribuer à tuer l'araignée.

### Vidéos de conférences et d'interviews

L'une des raisons pour lesquelles le directeur général Mark Wilson a commis une énorme erreur en m'expulsant est que, pour beaucoup de gens, j'incarnais ce qu'était Cochrane. En 2008, un ancien coprésident du groupe directeur de Cochrane, Adrian Grant, a écrit au directeur général de l'époque, Nick Royle : "Je vous conseille de bien réfléchir à la manière dont vous devez répondre à cette question. Vous avez terminé votre courriel à Peter par une phrase malheureuse et je peux comprendre que Peter trouve cela discourtois. À bien des égards, Peter est la "conscience" de la Collaboration. Nous pouvons parfois le trouver irritant, mais nous ne devrions jamais le mépriser."

Comme nous l'avons déjà noté, dans l'une de ses excellentes analyses du scandale Cochrane, Ryan Horath a écrit :

"Le directeur général a introduit une mentalité dictatoriale à Cochrane, et il pense que Gøtzsche est mauvais pour la "marque". N'étant pas un scientifique, il ne se rend pas compte que le travail de Gøtzsche EST la marque."

Aujourd'hui encore (décembre 2021), une recherche sur YouTube sur "Cochrane Collaboration" montre que 3 des 10 vidéos les plus vues, dont la première, avec 434 000 vues, sont mes interviews et mes conférences :

---

<sup>92</sup> Gøtzsche PC. [Vaccines : truth, lies, and controversy](#). New York : Skyhorse ; 2021.

[Dr Peter Gøtzsche exposes big pharma as organised crime.](#)  
[Peter C. Gøtzsche: Death of a whistleblower and Cochrane's moral collapse](#)  
[Dr Peter Gøtzsche talks about his background and explains the Cochrane Collaboration](#)

Voici une liste des conférences et interviews les plus vues sur Youtube, en anglais ou sous-titrées en anglais (en milliers, au mois de mars 2021) :

Titre (abrégé)	Longueur	Vues	Lien
<i>Big pharma is organised crime</i> (Les grandes entreprises pharmaceutiques sont des organisations criminelles)	7:42	416	<a href="https://bit.ly/2XcHMAz">https://bit.ly/2XcHMAz</a>
<i>Deadly Medicines and Organised Crime</i> (Médicaments mortels et crime organisé)	54:05	66	<a href="https://bit.ly/2JADhrF">https://bit.ly/2JADhrF</a>
<i>Crimes in the drug industry and the lies in psychiatry</i> (Les crimes de l'industrie pharmaceutique et les mensonges de la psychiatrie)	15:44	55	<a href="https://bit.ly/39JSD7L">https://bit.ly/39JSD7L</a>
<i>Overdiagnosed &amp; overmedicated</i> (Surdiagnostic et surmédication)	1:32:46	43	<a href="https://bit.ly/2yrxfHk">https://bit.ly/2yrxfHk</a>
<i>Psychiatry has gone astray</i> (La psychiatrie s'est égarée)	6:19	36	<a href="https://bit.ly/2V16HV5">https://bit.ly/2V16HV5</a>
<i>Screening for breast and prostate cancer</i> (Dépistage du cancer du sein et de la prostate)	7:52	26	<a href="https://bit.ly/2wizL28">https://bit.ly/2wizL28</a>
<i>Psychiatric drugs, few benefit, many are harmed</i> (Médicaments psychiatriques : peu en bénéficient, beaucoup en souffrent)	58:23	26	<a href="https://bit.ly/3dSgSUw">https://bit.ly/3dSgSUw</a>
<i>Death of a whistleblower and Cochrane's moral collapse</i> (La mort d'un lanceur d'alerte et l'effondrement moral de Cochrane)	1:06:56	24	<a href="https://bit.ly/3aUfZsw">https://bit.ly/3aUfZsw</a>
<i>Psychiatric drugs, few benefit, many are harmed</i> (Médicaments psychiatriques : peu en bénéficient, beaucoup en souffrent)	49:17	23	<a href="https://bit.ly/2Xb3iWm">https://bit.ly/2Xb3iWm</a>
<i>Discussion, Gøtzsche &amp; Whitaker, psychiatric epidemic</i> (Discussion entre Gøtzsche et Whitaker, épidémie psychiatrique)	45:46	23	<a href="https://bit.ly/347xumS">https://bit.ly/347xumS</a>
<i>Forced psychiatric treatment must be abolished</i> (Le traitement psychiatrique forcé doit être aboli)	1:50:06	20	<a href="https://bit.ly/2JFXv32">https://bit.ly/2JFXv32</a>
<i>Psychiatric drugs do more harm than good</i> (Les médicaments psychiatriques font plus de mal que de bien)	2:10:41	14	<a href="https://bit.ly/39FrdQw">https://bit.ly/39FrdQw</a>
<i>Prescription drugs are the third leading cause of death</i> (Les médicaments prescrits sont la troisième cause de décès)	18:06	14	<a href="https://bit.ly/3dWp3z1">https://bit.ly/3dWp3z1</a>
<i>Survival of a whistleblower</i> (La survie d'un lanceur d'alerte)	49:42	11	<a href="https://bit.ly/3dWXZQc">https://bit.ly/3dWXZQc</a>
<i>On the wrong track, psychiatric epidemic</i> (Sur la mauvaise voie, l'épidémie psychiatrique)	53:22	10	<a href="https://bit.ly/2wSLNQ8">https://bit.ly/2wSLNQ8</a>

Sites web : [scientificfreedom.dk](http://scientificfreedom.dk) et [deadlymedicines.dk](http://deadlymedicines.dk).

Twitter : @PGtzsche1

